

Collection « Documents pour l'Histoire »,
dirigée par Philippe Randa

Adolf Hitler n'a rédigé que deux livres : les deux tomes (par la suite réunis en un seul volume) de *Mein Kampf*, et ce *Second livre*, consacré surtout (mais non exclusivement) à la politique étrangère, qu'il n'a jamais publié... qui, de ce fait, est demeuré sans titre et auquel manquent quelques précisions chiffrées (qui devaient être ajustées à la date de publication).

Ce *Second livre* est rédigé en 1928, en la phase de triomphe du capitalisme le plus débridé en Occident, en une période de bien maigres vaches électorales pour le NSDAP, dont l'essor formidable ne commence que lors des législatives du 14 septembre 1930, où le Parti nazi est propulsé au second rang de la trentaine de partis qui encombrant le Reich (dont seulement 15 sont représentés au Reichstag).

Cette sombre période pour son Parti explique le ton quelque peu désabusé employé par Adolf Hitler dans la préface, alors que le livre est empreint d'une indéniable foi en l'avenir.

Après relecture du livre, cet homme fort prévoyant comprend le danger d'exprimer aussi crûment ses vues de politique étrangère, une telle franchise ne pouvant que le gêner une fois devenu chef de l'État, d'autant que la situation internationale le forcera peut-être à modifier ses objectifs. Il décide donc de le garder secret.

Le texte sera retrouvé, au printemps de 1945, par un parachutiste US de la 101^e Airborne, lors du pillage du Berghof (la maison de montagne du Führer, sur le site de Berchtesgaden) et publié pour la première fois en 1961.

www.francephi.com



9 782360 060689

27 €

ISBN 9782360060689

Second livre

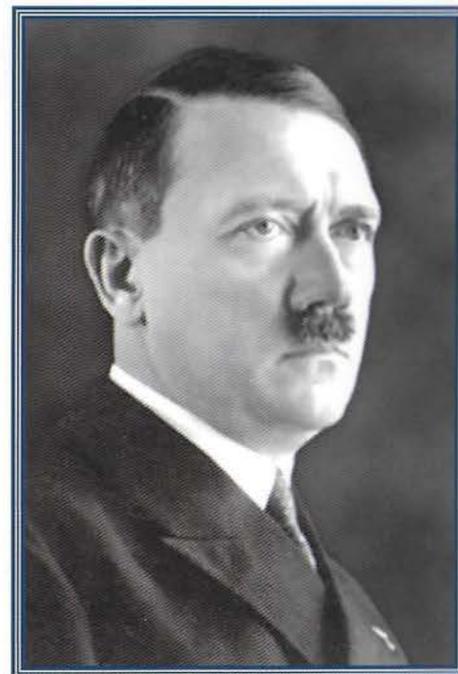
Adolf Hitler

D

Adolf Hitler

Second livre

Introduction du Dr Bernard Plouvier



D



Adolf Hitler

**Second
livre**

**Introduction
du Dr Bernard Plouvier**

Collection « Documents pour l'Histoire », dirigée par Philippe Randa



Second Livre
est paru précédemment
sous le titre *L'expansion du III^e Reich*
aux Éditions Plon en 1961.

TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR FRANCIS BRIÈRE.

Si vous voulez être informé(e)
des parutions des éditions Déterna (Paris XI^e),

merci d'écrire à :

Éditions Déterna

Boîte 37

16 bis rue d'Odessa

75014 Paris

ou de nous contacter au :

Tél. 09 52 95 13 34 Fax. 09 57 95 13 34

ou par message électronique :

diffusion@francephi.com

ou de consulter notre site internet :

www.francephi.com

© Illustrations : D.R. et collections particulières.

© Déterna - 2015
ISBN 9782360060689



Introduction au *Second livre* d'Adolf Hitler

Adolf Hitler a rédigé personnellement une énorme quantité de discours. Il n'est pas sans intérêt de signaler qu'il n'employait pas de nègre littéraire, à la différence de messieurs Franklin Delano Roosevelt, Winston Churchill ou Joseph Dougashvili, plus connu sous l'un de ses pseudonymes : Staline.

Par l'effet de la sollicitude de Martin Bormann, nous a été conservée une partie de ses *Libres Propos*, émis de 1941 à 1945. On dispose, enfin, de ses directives de guerre et d'une part, hélas infime, des notes sténographiées au cours de ses deux Conférences militaires quotidiennes, de septembre 1942 au mois de mars 1945.

Adolf Hitler n'a rédigé que deux livres : les deux tomes (par la suite réunis en un seul volume) de *Mein Kampf*, et un second livre, consacré surtout (mais non exclusivement) à la politique étrangère, qu'il n'a jamais publié... qui, de ce fait, est demeuré sans titre et auquel manquent quelques précisions chiffrées (qui devaient être ajustées à la date de publication).

Ce deuxième livre a été dicté par le Führer du NSDAP (le Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands), en 1928, à son camarade de tranchées Max Amann, excellent dactylographe, bien qu'ayant été amputé du bras gauche durant la Grande

Guerre, par suite d'une blessure reçue lors d'une bataille (on insiste sur ce détail, car divers « *historiens* » font d'Amann et d'Hitler des « *planqués* », alors que le caporal Hitler fut un authentique héros de guerre... il est des « *néga­tionnistes* » de toutes tendances, certains étant mieux perçus par l'opinion publique et les autorités politico-judiciaires que d'autres).

Ce *Second livre* est rédigé en 1928, en la phase de triomphe du capitalisme le plus débridé en Occident, en une période de bien maigres vaches électorales pour le NSDAP, dont l'essor formidable ne commence que lors des législatives du 14 septembre 1930, où le Parti nazi est propulsé au second rang de la trentaine de partis qui encombrant le Reich (dont seulement 15 sont représentés au *Reichstag*). Cette sombre période pour son Parti explique le ton quelque peu désabusé employé par Adolf Hitler dans la Préface, alors que le livre est empreint d'une indéniable foi en l'avenir.

*
* *

L'ouvrage débute par un de ces aphorismes dont le Führer avait le secret : « *La politique, c'est l'Histoire en train de se faire* » (l'on peut rendre un peu différemment le texte allemand que ne l'a fait le traducteur, au demeurant fort bon). Il poursuit par deux phrases qui éclairent sa conception du monde : « *La politique extérieure est l'art d'assurer à un peuple son espace vital. La politique intérieure est l'art de lui conserver la puissance quant au nombre et à la valeur raciale.* »

Il développe son *Leitmotiv* majeur de politique étrangère : son désir est de contribuer à réunir dans un même Reich tous les peuples de « *race* » germanique (Adolf Hitler confond, comme beaucoup d'Européens depuis le XVIII^e siècle à la suite des sottises préférées par Herder, les mots de race et de nation, n'ayant jamais perçu l'unicité profonde de la race européenne... à dire vrai, l'on n'est pas trop certain que les Européens du XXI^e siècle l'aient perçue).

De ce Reich germanique, les nations scandinaves et britanniques sont les alliées naturelles.

Son obsession est bien connue, condamnée dans une multitude de publications où sont lamentées, à juste titre, ses funestes conséquences : le stéréotype du Juif qui encourage les autres peuples que le sien « *aux mélanges internationaux* ». Pour Adolf Hitler « *l'esprit internationaliste est l'ennemi mortel de la valeur d'une nation* ». De la même façon, il estime absurde la tentative de germanisation de peuples slaves, comme ont prétendu le faire des dirigeants du III^e Reich... répétons-le, car cela est d'une importance majeure, intoxiqué par les pseudo-savants des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, il a toujours confondus races et nations et n'a jamais saisi l'unicité profonde de la race européenne. Une grande part des malheurs de l'Europe jusqu'à nos jours tient à cette erreur conceptuelle fondamentale.

Il considère « *dégénérés* » les « *peuples latins* », à l'exception des Italiens, qu'il croit stimulés par le sujet de sa vénération : Benito Mussolini. De fait, ce livre est en partie un plaidoyer en faveur d'une alliance à trois : Grande-Bretagne – Italie – Allemagne, à la fois contre l'URSS et contre la France, puissance dominante (au moins en apparence) en Europe occidentale et danubienne. L'affaire éthiopienne (nettement plus complexe que ne l'évoquent habituellement nos glorieux universitaires, qui feignent d'ignorer ou ignorent réellement – avec eux, on ne sait jamais trop s'ils sont simplement médiocres ou vautrés devant le Pouvoir – le rôle du Japon dans cette histoire) n'a pas encore brouillé les cartes entre le Duce, admiré par les Conservateurs britanniques (dont Winston Churchill) et les humanistes de la City.

Plus tard, beaucoup trop tard, en 1945, le Führer reconnaîtra qu'il a monstrueusement surévalué le Duce et son ascendant sur son peuple, qui se sera révélé absolument lamentable au plan militaire... quelques exceptions (les plongeurs de combat, quelques compagnies d'infanterie, de parachutistes ou de tankistes,

un seul général digne de sa fonction : Giovanni Messe) ne changent en rien la réalité des années 1940-43, durant lesquelles l'allié italien fut un « boulet » pour le Reich.

Pour l'heure (1928), l'admiration excessive qu'il voue au fondateur du fascisme force Adolf Hitler à ne pas soutenir les revendications des Germains habitant le Tyrol du Sud, rattachés contre leur gré (en violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) au royaume d'Italie, par le Traité de Saint-Germain, en 1919... les vaincus n'ont aucun droit, c'est bien connu. En 1943, après la trahison italienne (ou capitulation, comme on voudra), le Führer annexera ces territoires (Trentin, Haut-Adige) majoritairement peuplés de germanophones.

Jusqu'en 1937, le Führer espèrera obtenir l'accord des gouvernants britanniques pour une bipartition des tâches : au Reich, la domination sur l'Europe nordique, centrale et danubienne ; à la Grande-Bretagne, la domination des mers et des océans, ainsi que d'une grande partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie.

En 1928 et avec une remarquable préscience, il décrit les ravages économiques que pourrait faire sur l'Occident un brutal effondrement du commerce transocéanique (ce qui se produira deux années plus tard et de façon très durable). Plutôt que de tout miser sur des échanges internationaux non régulés, il propose une politique de mise en valeur du continent européen... ce qui – dans son optique raciste qui fausse, hélas, son jugement –, passe par la domination des « *peuples les moins avancés par les plus évolués.* »

Il prévoit même les ruines qu'en Occident, « *l'économie globale* » accumulera cinquante ans après sa mort : la concurrence acharnée consécutive à l'industrialisation des pays alors colonisés et arriérés. En 1933, son envoyé tentera vainement d'alerter sur ce point les délégués britanniques et français à la Conférence économique de Londres. En 1937, Franklin Delano Roosevelt commencera une série de réflexions opposées, aboutissant, dans les années 1960 sq. à l'industrialisation du Tiers-Monde... sous brevets made in USA.

Les Français demeurent le peuple ennemi du *Volk* germanique (le mot allemand *Volk* devant se comprendre par : peuple-race ; c'est le sens que lui donnent tous les auteurs nationalistes allemands depuis le début du XIX^e siècle). « *La France... éternel trouble-fête mondial... en voie de négrification* » aura des comptes à rendre au Reich, par le seul jeu du rapport de puissances industrielles et commerciales. On peut s'indigner du jugement (alors abusif) du Führer sur la composition ethnique de la nation française... mais en se rappelant qu'à la même époque, le pont britannique de la SDN, bientôt délégué permanent de son pays à la Conférence de la Paix, Lord Robert Cecil, déclare à qui veut l'entendre : « *Les Nègres commencent à Calais.* »

Dans un avenir plus ou moins lointain, celui qui lutte alors pour parvenir très démocratiquement au Pouvoir n'envisage qu'une seule guerre : contre l'URSS, citadelle du bolchevisme abject, terre d'expansion désignée du *Volk* germanique, « *dans son combat pour le pain et la liberté.* »

En l'état actuel de la documentation, on ignore si Adolf Hitler est déjà hanté par le délire paranoïaque d'essence mystique qui dictera sa conduite à compter de l'année 1937 : créer les conditions géopolitiques qui permettront à sa « *race germano-scandinave* » (ou « *Nord-Aryenne* », ce qui est une formulation plus farfelue encore) de proliférer, selon un strict racisme endogamique et une application rigoureuse de l'eugénisme, dans l'espoir de faire apparaître, au bout de plusieurs siècles, voire de mille ans, ce surhomme chanté par Nietzsche et que la doctrine évolutionniste de Charles Darwin et d'Alfred Wallace laissait supposer.

On sait qu'il s'agit du rêve secret du Führer au moins à partir de 1934, mais l'on ignore l'époque précise où cette idée est devenue un délire mégalomane, Adolf Hitler s'estimant investi, par sa conception personnelle de la divinité, d'une mission, à savoir poser les fondements de cette évolution de l'espèce humaine, à partir de ce qu'il considère comme la part supérieure de l'humanité moderne,

les Germano-Scandinaves... d'autres humains ont pratiqué longtemps – et certains le font encore – un strict racisme matrimonial, au nom d'une même conception : celle d'appartenir à l'unique « *race élue* », la « *race pure* », la « *race sainte* ».

De façon moins fantasmagorique, dans ses derniers *Libres Propos* de 1945, il prévoira l'importance du prosélytisme musulman... ce dont les têtes pensantes occidentales ne se sont aperçues qu'à la fin des années 1970 !

*
* *

Que la noble caste des historiens patentés veuille le reconnaître ou non n'est d'aucune importance : ce livre est l'œuvre d'un penseur tout-à-fait remarquable, certes autodidacte... mais ni Socrate ni Spinoza n'étaient passés par une quelconque école, autre que l'élémentaire, et Nietzsche n'était nullement un philosophe de profession ; ils n'en ont pas moins bouleversé les croyances et la conception de la vie de leurs contemporains et des générations suivantes.

Dans ce livre, Adolf Hitler ne se cantonne nullement aux seuls aspects de la politique étrangère, mais il aborde de nombreux thèmes économiques, démographiques, sociaux et culturels.

Il est, avant tout, un admirateur de Darwin et de Schopenhauer. Dès les premières pages de ce livre, il décrit très exactement les immuables composantes du comportement animal, que les neurophysiologistes, à la fin des années 1980, rapporteront à l'archéo-, au paléo- et au néo-cortex. Du cerveau reptilien au cerveau humain, via les mammifères supérieurs, on passe progressivement de l'égoïsme individuel, brutal et impitoyable, à la protection de la famille, puis à l'esprit de sacrifice envers la communauté nationale.

Il est – et sera toujours – convaincu de l'inégalité profonde entre les humains et entre les nations, certaines ayant fourni plus d'êtres inventifs que d'autres, sans avoir été initialement plus

favorisées par les conditions climatiques ou géographiques. Seule compte pour lui la valeur intrinsèque des groupes humains, et non la richesse potentielle de leur terroir. Il a raison : ce n'est pas le tout de posséder un territoire au sol et au sous-sol exceptionnellement riches, encore faut-il avoir l'intelligence et le courage de l'exploiter de façon rationnelle... tout le drame de l'Afrique, énorme continent richissime en matières premières, tient en cela.

Les différents peuples ont apporté de façon fort inégale leur contribution scientifique, technique et culturelle au genre humain. « *Chaque acte culturel est une victoire sur l'état de barbarie ; chaque création tire les hommes au-delà de leurs limites* » (là encore, le texte original allemand peut être un peu différemment rendu que ne l'a fait le traducteur).

« *Les masses n'ont jamais rien apporté à l'humanité. Ce sont les individualités seules qui sont le fondement du progrès humain* » : voilà pour l'inégalité entre les êtres. L'éducation du peuple, surtout de ses couches les plus pauvres, doit être l'un des objectifs majeurs de tout chef d'État digne de ce nom. Adolf Hitler veut déprolétarianiser son peuple : alcoolisme, maladies vénériennes, dénatalité et lutte des classes sont les fléaux dont il veut le débarrasser, une fois parvenu au Pouvoir... et il remportera d'indéniables succès sur ces points.

Il en va de même pour les idées politiques : ce sont les grandes individualités qui bouleversent la vie des peuples et les mettent en mouvement. « *Un homme est d'autant plus grand que son courage s'oppose avec force à une opinion dominante et funeste* ». L'idée-force d'Adolf Hitler est qu'un peuple ne peut devenir fort et productif que s'il est homogène dans sa composition ethnique et animé d'une solidarité : « *Ni classe, ni caste, mais un peuple uni par le sang et la langue* »... on est à mille lieues de l'actuelle mondialisation et de son melting pot ! Étant saturé de discours sur les bienfaits de la société multiculturelle, multiraciale, le lecteur non décérébré peut avoir envie d'étudier les arguments du

camp adverse. C'est, entre autres choses, ce que lui présente ce livre.

*
* *

Après relecture du livre, cet homme fort prévoyant comprend le danger d'exprimer aussi crument ses vues de politique étrangère, une telle franchise ne pouvant que le gêner une fois devenu chef de l'État, d'autant que la situation internationale le forcera peut-être à modifier ses objectifs. Il décide donc de le garder secret.

Le texte sera retrouvé, au printemps de 1945, par un parachutiste US de la 101^e Airborne, lors du pillage du *Berghof* (la maison de montagne du Führer, sur le site de Berchtesgaden) et publié pour la première fois en 1961.

Ce livre, indispensable à qui désire s'informer honnêtement sur la pensée d'Adolf Hitler et les fondements de la politique qu'il a menée étant à la tête du III^e Reich, démontre à l'évidence que son auteur n'était nullement cet idiot de village à la prose illisible, que certains littérateurs contemporains présentent à la haine des foules, en une désinformation conforme aux intérêts de divers groupes de pression.

Bernard Plouvier est l'auteur de plusieurs livres aux éditions Dualpha, dont, entre autres, une *Biographie médicale et politique d'Adolf Hitler* en six volumes ; *Traîtres et comploteurs dans l'Allemagne hitlérienne* ; *L'Énigme Roosevelt, faux naïf et vrai machiavel* ; *Faux et usages de faux en Histoire...* de biographies *Jésus de Nazareth, le Grand Consolateur* ; *L'Affaire Galilée...* d'essais *Réflexions sur le Pouvoir. De Nietzsche à la Mondialisation* ; *Le XXI^e siècle et la tentation cosmopolite* ; *Le devoir d'insurrection ou la réponse géopolitique à la tentation cosmopolite...* Il a été élu membre de l'Académie des Sciences de New York en mai 1980.

PRÉFACE

En août 1925, écrivant la seconde partie de *Mein Kampf*, j'esquissais brièvement les conditions d'une politique extérieure allemande nationale-socialiste. Dans le cadre de ce travail, je m'attachais particulièrement au problème du Tyrol du Sud, au sujet duquel le Mouvement essayait d'après attaques, d'ailleurs injustifiées. En 1926, je me vis obligé d'éditer à part ce chapitre du second tome. Je ne pensais nullement convertir ainsi tous mes adversaires, qui, en effet, virent immédiatement, dans la campagne concernant le Tyrol du Sud, le moyen souhaité de combattre le national-socialisme qu'ils détestaient. Ces hommes ne pouvaient pas entendre raison, parce que, pour eux, le vrai et le faux, le juste et l'injuste n'ont aucun sens. Dès qu'une affaire leur semble propre à favoriser leur intérêt de parti, et même leur petit intérêt personnel, la vérité ou la justesse d'une cause disparaissent de leurs pensées. C'est d'autant plus le cas lorsque, par là même, on peut porter préjudice à l'élévation de notre peuple. Car les hommes qui ont réduit l'Allemagne à néant au temps du désastre sont ceux qui la dirigent encore aujourd'hui, et leurs sentiments de naguère ne se sont en rien modifiés. De même qu'autrefois ils ont sacrifié l'Allemagne, de gaieté de cœur, à leurs conceptions doctrinales de partis ou à leurs propres intérêts, de même haïssent-ils aujourd'hui l'homme qui s'oppose à leur intérêt, puisse-t-il mille fois réunir toutes les

chances d'un redressement allemand. Il y a plus. Dès qu'ils croient voir qu'un redressement de notre peuple pourrait s'accomplir autour d'un certain nom, ils s'efforcent de prendre position contre tout ce qui pourrait venir d'un tel nom. Les propositions les plus utiles, les tendances les plus justifiées se trouvent par eux boycottées, simplement parce que celui qui les exprime leur paraît lié à toutes les idées qu'ils pensent devoir combattre, au nom de leur parti politique et de leurs intérêts personnels. Vouloir convertir de tels hommes est absolument vain.

Lorsque, en 1926, je donnais à imprimer ma brochure concernant le Tyrol du Sud, je ne pensais naturellement pas une seconde faire la moindre impression sur ceux qui, étant donné leurs conceptions du monde et leurs idées politiques voyaient en moi leur ennemi le plus acharné. Mais j'avais alors l'espoir qu'une partie au moins des adversaires de notre politique étrangère nationale-socialiste, ceux qui ne nous étaient pas à priori formellement hostiles, s'efforceraient d'examiner notre point de vue à ce sujet, et seulement alors de porter un jugement. Sans doute cela arriva-t-il dans de nombreux cas. Je puis aujourd'hui noter avec satisfaction qu'un très grand nombre d'hommes, et même d'hommes politiques, révisèrent alors leurs conceptions antérieures de la politique extérieure allemande. Même lorsqu'ils ne croyaient pas pouvoir souscrire en détail à notre point de vue, ils reconnurent cependant l'intention pleine d'honneur qui nous animait. Au cours des deux dernières années, il m'est apparu toutefois, de plus en plus, que mes écrits de cette époque postulent des connaissances nationales-socialistes. Beaucoup ne me suivirent pas, non par mauvaise volonté, mais par impossibilité. Il n'était alors pas possible de prouver succinctement la justesse de notre conception nationale-socialiste de la politique étrangère. Je me sens aujourd'hui contraint de remédier à ce défaut. Les attaques des adversaires se sont renforcées contre nous, au cours de cette période ; et de ce fait la lourde couche des indifférents s'est trouvée, jusqu'à un certain point, mobilisée.

La campagne qui s'est développée cinq ans durant contre l'Italie commence à menacer lentement de porter ses fruits ; les derniers espoirs d'un relèvement allemand peuvent, ainsi, disparaître.

Comme à d'autres moments et à d'autres égards, la conception de politique étrangère du Mouvement national-socialiste est isolée, et comme totalement abandonnée, dans la vie politique du peuple allemand. Aux attaques des ennemis de notre peuple et de notre patrie s'ajoutent la sottise verbeuse et l'incapacité des partis bourgeois nationalistes, l'indolence de la plus grande partie des masses, et la lâcheté de puissantes coalitions. Une lâcheté que nous pouvons observer aujourd'hui chez tous ceux qui, complètement incapables de s'opposer à la contagion marxiste, s'estiment heureux, pour cette raison, de faire entendre publiquement leur voix dans une affaire moins dangereuse que la lutte contre le marxisme, affaire qui, malgré cela, n'est pas sans ressemblance avec cette lutte. Car aujourd'hui, en poussant des clameurs au sujet du Tyrol du Sud, ces gens ont l'air de servir les intérêts nationaux, tout en évitant tout véritable combat contre les plus féroces ennemis internes de la nation allemande. Pour ces champions patriotiques, nationaux et même populaires, il est plus facile de lancer un cri de guerre contre l'Italie, à Vienne et à Munich, dans un encouragement mutuel et en union étroite avec les marxistes qui trahissent le pays et le peuple, que de mener eux-mêmes un véritable combat. Comme on sacrifie beaucoup à l'apparence, aujourd'hui, toute l'affectation nationaliste de ces gens n'est qu'une apparence extérieure, qui les satisfait, et dont une grande partie de notre peuple ne parvient pas à déceler l'imposture.

Contre cette coalition puissante, qui s'efforce de grouper les points de vue les plus divers pour faire de la question du Tyrol du Sud le pôle de la politique étrangère allemande, le Mouvement national-socialiste lutte sans relâche, se prononçant en outre contre la tendance francophile dominante, et préconisant l'alliance avec l'Italie. En opposition avec toute

la pensée publique de l'Allemagne, ce Mouvement déclare avec une grande insistance que le Tyrol du Sud ne doit ni ne peut être un obstacle à une telle politique. Cette manière de voir est la cause première de notre isolement et de notre lutte politique actuelle, mais elle sera certainement un jour la cause première du redressement de la nation allemande.

C'est pour définir exactement cette conception et c'est pour la rendre intelligible que j'écris cet ouvrage. Peu m'importe d'être compris des ennemis du peuple allemand ; mais je me sens le devoir d'exposer clairement ce point de vue aux éléments de notre peuple qu'on a mal informés et mal dirigés. Je sais que beaucoup d'entre eux renonceront à leur prise de position d'antan, après une révision honnête de leur manière de voir, désormais indéfendable, et qu'ils trouveront leur voie dans le Mouvement national-socialiste pour la libération de la nation allemande. Ils soutiendront cette force qui, un jour, s'opposera aux autres éléments, à ceux qui ne peuvent être éduqués, parce qu'ils ne sont pas guidés par le bonheur de leur peuple, mais par les intérêts de leur parti, de leurs propres personnes, de leurs idées ou de leurs activités.

CHAPITRE PREMIER

LA GUERRE ET LA PAIX DANS LA LUTTE POUR LA VIE

La politique est l'Histoire en devenir. L'Histoire elle-même est la représentation des conjonctures que rencontre un peuple dans sa lutte pour la vie. C'est à dessein que j'emploie l'expression « lutte pour la vie », parce qu'en vérité la lutte pour le pain quotidien, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, est un incessant combat contre les circonstances défavorables, de même que la vie est un incessant combat contre la mort. Car, leurs raisons de vivre, les hommes les connaissent aussi peu que n'importe quelle autre créature. L'idée de protection hante et remplit la vie. La créature la plus primitive ne sait que se protéger elle-même ; au stade supérieur, ce sentiment s'étend à la femme et à l'enfant ; au stade encore supérieur, il s'étend à l'espèce tout entière. Mais, en renonçant quelquefois à son instinct de conservation en faveur de l'espèce, l'homme lui rend vraiment un immense service. Car c'est de ce sacrifice consenti par l'individu que la collectivité reçoit la vie, et, par là, l'individu la reçoit lui-même. De là le courage soudain que déploie la mère défendant ses enfants, l'héroïsme de l'homme lorsqu'il s'agit de sauver son peuple. L'importance de l'instinct de conservation est en raison directe des deux instincts les plus puissants de la vie : la faim et l'amour. En même temps que l'assouvissement de la faim sans cesse renaissante garantit la conservation de l'être, la

satisfaction de l'amour assuré le maintien de l'espèce. Ces deux instincts dominant véritablement la vie. Et si l'esthète débile proteste mille fois contre une telle assertion, son existence même dément sa protestation. Ce qui est chair et sang ne peut échapper aux lois qui conditionnent l'être. Quand l'esprit humain croit pouvoir se détacher de ces lois, il nie toute la réalité de la substance, qui est le support même de l'esprit. Mais ce qui est vrai pour les hommes l'est aussi pour les peuples. Un corps social n'est qu'une multiplicité d'éléments particuliers, plus ou moins semblables. Sa force réside dans la valeur des éléments qui le composent, dans le caractère de ces valeurs, et dans leur importance. Ces mêmes lois qui déterminent la vie des individus, et auxquelles ils sont soumis, valent aussi pour les peuples. La conservation et la reproduction sont les grandes tendances de l'activité, aussi longtemps qu'un corps prétend être sain. Les lois de la vie ont des conséquences qui sont semblables pour les peuples et pour les individus. Lorsque, chez une créature déterminée, l'instinct de conservation, dans son double but de conservation et de reproduction, n'existe qu'à l'état de force élémentaire, il ne peut espérer que des satisfactions limitées ; la suite logique, c'est la lutte, sous toutes ses formes, pour maintenir la possibilité de la vie, pour la libération de l'instinct de conservation.

Les formes de vie terrestre sont innombrables, et leur instinct de conservation est illimité, ainsi que leur aspiration à se reproduire ; mais l'espace sur lequel ces processus vitaux se déroulent est lui-même limité. C'est la surface d'une sphère mesurable, sur laquelle se déroule la lutte vitale de milliards et de milliards d'espèces particulières. C'est de cette limitation de l'espace que découle la nécessité de lutter pour la vie ; et la lutte pour la vie est elle-même la condition du développement de la vie.

L'histoire mondiale à l'époque où les hommes n'existaient pas encore n'était qu'une suite d'événements géologiques. La lutte des puissances naturelles entre elles, la formation d'un espace habitable sur cette planète, la séparation de l'eau et

de la terre, la formation des montagnes, des plaines et des mers : voilà l'histoire mondiale de ce temps-là. Plus tard, avec l'apparition de la vie organique, notre attention se porte vers l'évolution et la disparition de ses multiples formes. Et plus tard l'homme enfin se manifesta ; et en concevant l'idée d'histoire universelle il commença à comprendre davantage l'histoire de son propre devenir, c'est-à-dire il se représenta son propre développement. Ce développement se fait dans le combat sans fin de l'homme contre les animaux et contre les autres hommes. De cet invisible entrecroisement des individus ont fini par naître des formes, des parentés, des tribus, des peuples et des États. Narrer leur naissance et leur mort, c'est évoquer une incessante lutte pour la vie.

Mais si la politique est l'histoire en devenir, et l'histoire même la représentation de la lutte des hommes et des peuples pour la conservation et la reproduction, la politique est vraiment l'accomplissement de la lutte pour la vie de tout un peuple. Toutefois la politique n'est pas seulement la lutte d'un peuple pour son être, c'est, pour nous autres hommes, l'art de mener ce combat.

L'histoire ne faisant que représenter la lutte pour la vie des peuples, elle est la source et l'exemple de toute politique possible ; elle régit et elle domine donc notre propre action politique. Si le plus grand devoir de la politique est de maintenir et de multiplier la vie d'un peuple, cette vie est l'enjeu éternel pour lequel elle lutte, se bat et reste résolue envers et contre tout. Son devoir, c'est de maintenir de la chair et du sang. Son succès, c'est de rendre ce maintien possible. Son échec, c'est l'anéantissement ou la perte de cette substance vitale. Mais, ainsi, la politique est toujours le moteur de la lutte pour la vie, le guide, l'organisateur ; et son efficacité, telle qu'elle doit être humainement comprise, dérive du fait qu'elle décide de la vie ou de la mort d'un peuple.

Il est nécessaire que tout cela soit clair à nos yeux parce que, sans cela, les deux concepts de politique de paix ou de politique de guerre sombrent dans le néant. Comme la vie reste

toujours la raison de la lutte politique, l'échec ou le succès qui peuvent en résulter sont en raison directe des moyens par lesquels la politique a défendu la vie du peuple. Une politique de paix qui fait long feu conduit à la destruction d'un peuple, à l'anéantissement de sa chair et de son sang, tout comme une politique de guerre qui tourne mal. Dans les deux cas, la méconnaissance des conditions de vie reste la cause essentielle de la mort du peuple. Les peuples ne sont pas tués sur les champs de bataille, mais les batailles perdues leur retirent leurs moyens de vivre, ou mieux, les condamnent à la décadence, ou encore, les laissent sans défense contre ces périls.

Les pertes qui résultent directement de la guerre sont sans rapport avec les pertes que subit un peuple dont la vie est mauvaise et malsaine. La faim silencieuse, les vices funestes, tuent en dix ans plus d'hommes que ne le font mille ans de guerre. Mais la guerre la plus cruelle se déroule en pleine paix dans l'humanité d'aujourd'hui : c'est le pacifique combat économique. Dans ses dernières conséquences, il entraîne des sacrifices en face desquels ceux de la guerre se réduisent à rien. Il atteint non seulement les vivants, mais ceux qui sont à naître. Tandis que la guerre tue une partie des générations présentes, ce combat-là massacre l'avenir. Une seule année de limitation des naissances en Europe tue plus d'hommes qu'il n'en est tombé dans toutes les guerres européennes, de la Révolution française à nos jours. Or c'est la conséquence d'une politique de paix économique, qui a surpeuplé l'Europe sans assurer pour autant à un certain nombre de nations les possibilités d'un développement sain.

D'une manière générale, on peut affirmer ce qui suit :

Dès qu'un peuple oublie qu'il est du devoir de la politique de maintenir son existence par tous les moyens possibles, et qu'au lieu de cela la politique veut se réduire à une sorte d'influence particulière, il détruit le sens essentiel de cet art, qui consiste à guider un peuple dans son combat prédestiné

pour le pain et la liberté. Une politique qui reste fondamentalement belliqueuse pourra tenir un peuple à l'écart de nombreux défauts et maladies ; mais, au cours des siècles, il sera impossible d'empêcher une modification des valeurs internes. La guerre, lorsqu'elle dure, porte en elle un danger, qui apparaît d'autant plus que les valeurs raciales, qui forment le fond d'un peuple, sont plus hétérogènes. Dans les temps anciens, il en a toujours été ainsi pour les États que nous connaissons, et il en est encore ainsi pour tous les États européens. La guerre a pour conséquence de déclencher quantité de processus particuliers de sélection raciale, à l'intérieur d'un peuple ; ce qui entraîne la disparition, en tout premier lieu, de l'élément le meilleur. Dans d'innombrables cas, l'appel au courage et à la vaillance trouve un écho, puisque les éléments de la race qui ont le plus de valeur sont toujours prêts à faire leur devoir, ou sont incorporés dans des formations spéciales. L'idée de former des légions particulières, des troupes d'élite, des régiments de la Garde et des bataillons d'assaut, a marqué de tout temps la conduite des guerres. Les gardes du Palais en Perse, les troupes d'élite d'Alexandre, les légions prétoriennes romaines, les pelotons sacrifiés des lansquenets, la garde de Napoléon et de Frédéric le Grand, les bataillons d'assaut, les formations sous-marines et les aviateurs de la guerre mondiale, doivent leur naissance à cette même idée et à cette même nécessité, qui veulent que, d'une masse humaine, certains hommes particulièrement doués pour des missions spéciales se trouvent choisis et groupés en formations séparées. A l'origine, la Garde n'est pas une troupe d'exercice, mais une troupe de combat. Le grand honneur qu'on ressent lorsqu'on appartient à une telle formation conduit à faire naître un esprit de corps, qui, dans la suite des temps, peut certainement s'engourdir, et finir par s'exprimer dans des bagatelles. Mais des formations de ce genre ont parfois à supporter les plus lourds et les plus sanglants sacrifices ; cela signifie que, dans la masse humaine, ce sont les plus valeureux qui sont sélectionnés, et qui sont jetés dans la guerre, en forma-

tions massives. Le pourcentage des pertes dans l'élite d'un peuple reste incomparablement élevé, cependant qu'à l'inverse ce pourcentage chez les médiocres et les ratés reste essentiellement stable. Car, en face des idéalistes qui sont prêts à faire le sacrifice de leur vie en faveur d'une communauté, il y a bon nombre d'égoïstes invétérés, qui placent avant toute chose le maintien de leur survie personnelle. Le héros meurt, et le criminel reste en vie. Voilà qui semble aller de soi, à une époque héroïque ; et spécialement chez une certaine jeunesse idéaliste. Et c'est bien ainsi, car c'est la preuve de la valeur permanente d'un peuple. Mais un véritable homme d'État doit toujours se préoccuper d'un tel fait et le faire entrer en ligne de compte. Car ce qui, dans une guerre peut être considéré comme négligeable, équivaut, en l'espace de cent guerres, à une hémorragie lente de ce que le peuple comporte de meilleur et de plus valable. On peut bien avoir remporté des victoires ; mais, à la fin, il n'y a plus de peuple qui en soit digne ; et l'état pitoyable de la postérité, que beaucoup n'arrivent pas à s'expliquer, est parfois le résultat des succès remportés autrefois.

C'est pourquoi le sage gouvernement politique d'un peuple ne doit jamais voir dans la guerre un but assigné à la vie de ce peuple, mais simplement un moyen de l'assurer. Il doit élever au plus haut point les qualités d'homme, mais épargner avec la plus grande conscience le capital humain qui lui est confié. Il ne doit pas craindre, si la chose est nécessaire, de risquer la plus sanglante ponction, si l'existence du peuple est en jeu ; mais il doit bien penser qu'il faudra, une fois la paix revenue, trouver à ce sang une compensation. Les guerres qui sont engagées à des fins qui ne peuvent pas complètement garantir la compensation du sang versé sont des attentats contre le corps social, de véritables péchés contre l'avenir d'un peuple.

Des guerres continuelles peuvent devenir un danger épouvantable, pour un peuple qui possède dans son complexe racial des éléments trop dissemblables, de sorte qu'une partie seule-

ment d'entre eux peut être considérée comme un soutien de l'État, et plus spécialement comme une source de culture. La culture des peuples européens repose sur des fondements que l'entrecroisement du sang nordique a créés, au cours des millénaires. Dès que les derniers restes de ce sang nordique seront éliminés, la culture européenne changera de visage, mais la valeur des États diminuera, à proportion de l'abaissement qui se sera produit dans la valeur des peuples.

En revanche, une politique systématiquement pacifiste pourra sans doute assurer l'intégrité des meilleurs éléments raciaux : elle finira par conduire le peuple à une faiblesse qui, un jour, se traduira par une grave défaillance, dès que les conditions d'existence d'un tel peuple sembleront menacées. Au lieu de lutter pour le pain quotidien, il préférera réduire ses rations, ou bien, ce qui est plus probable encore, limiter son développement, soit par une émigration pacifique, ou par la limitation des naissances, afin d'échapper par là même à des nécessités grandissantes. Une politique systématiquement pacifiste peut ainsi prendre l'aspect d'un fléau. Car ce dont se charge une longue guerre, l'émigration s'en charge aussi de son côté. Par des centaines de milliers de ponctions vitales individuelles, elle finit par vider lentement un peuple de ses meilleurs éléments. Il est triste de penser que toute notre sage prudence nationale, quand elle ne voit pas un avantage direct à l'émigration, se contente de déplorer l'affaiblissement en nombre de la population, ou même, en mettant les choses au mieux, parle d'une sorte d'engrais intellectuel que nous fournissons ainsi aux autres États.

C'est ce qu'on ne voit pas qui est le plus lourd de conséquences. L'émigration va de l'avant sans frontières ; elle ne tient pas compte de l'âge, mais s'en remet au hasard ; elle vide un peuple des éléments les plus courageux, les plus audacieux, les plus déterminés et les plus résistants. La jeunesse paysanne qui, depuis cent cinquante ans, a émigré vers l'Amérique, était dans ses villages la plus courageuse, la plus audacieuse ;

tout comme le travailleur qui part aujourd'hui pour l'Argentine. Le couard, le faiblard, préfère mourir chez lui, plutôt que d'avoir le courage d'aller gagner son pain dans un pays inconnu. La même chose se passe lorsque le besoin, la pauvreté, la pression politique ou la contrainte religieuse pèsent sur une collectivité humaine ; ce sont les plus sains et les plus énergiques qui peuvent offrir l'opposition la plus forte. Le faiblard sera toujours soumis d'emblée. Le conserver est pour le vainqueur un profit tout aussi faible que les rapatriés pour la mère patrie. C'est ainsi que parfois la loi de l'action qui caractérisait la métropole, finit par passer dans les colonies, parce que, par une pente toute naturelle, il s'y est créé une sorte d'agglomérat des plus hautes valeurs humaines. Tout l'avantage est pour le pays neuf ; pour la métropole, il y a perte. Au cours des siècles, un peuple a perdu ainsi par l'émigration ses forces les meilleures et les plus robustes ; il lui devient donc de plus en plus difficile de reconstituer la force interne qui, en période critique, sera la barrière nécessaire contre les coups du sort. On préfère avoir recours à la limitation des naissances. Là aussi, la perte en nombre n'est pas déterminante ; mais c'est un fait terrible, que cette limitation risque d'anéantir dans un peuple les plus hautes valeurs. La grandeur et l'avenir du peuple sont déterminés par la somme de ses capacités à briller dans tous les domaines. Mais il y a des mérites personnels qui ne semblent pas liés au droit d'aïnesse. Qu'on efface de notre vie culturelle allemande, de notre économie et même de notre existence, tout ce qui a été créé par des cadets, et l'Allemagne deviendrait comme un État balkanique. Le peuple allemand ne pourrait plus prétendre à la qualité d'un peuple de culture. En outre, il est rare que certains hommes qui, en tant qu'aînés, ont réalisé quelque chose de grand pour leur peuple, n'aient pas au moins un cadet dans leur ascendance. Il suffit d'un seul, dans toute sa lignée, pour qu'on puisse dire que cet homme n'existerait pas si nos ancêtres s'étaient toujours contentés d'avoir un seul enfant. Dans la vie d'un peuple, il n'y a pas de

faute passée qui constitue un droit pour le présent.

La politique systématiquement pacifiste, avec, dans la suite des temps, l'hémorragie démographique et la limitation des naissances qu'elle entraîne, est plus funeste encore lorsqu'il s'agit d'un peuple composé d'éléments qui ne sont pas racialement comparables. Car l'émigration finit par ôter la meilleure part du peuple. Et la limitation des naissances, dans la métropole, intéresse avant tout les couches vitales qui sont, par suite de leur valeur raciale, parvenues à un niveau élevé, à force de travail. Petit à petit le complément sera fourni par les fractions de la masse qui ont le moins de valeur, et qui sont comme exsangues ; enfin, après des siècles, on en arrive à la dévalorisation générale de tout un peuple. La véritable force de vie, un tel peuple ne peut la posséder longtemps. C'est pourquoi une politique systématiquement pacifiste peut faire autant de tort et de mal qu'une politique qui ne connaît d'autre moyen que la guerre.

Pour la vie d'un peuple, et au moyen de cette vie, la politique doit lutter, choisissant toujours l'arme qui convient, de sorte qu'elle soit la plus utile à la vie. Car on ne fait pas de politique pour mourir ; mais on peut parfois faire mourir des hommes, pour que le peuple puisse vivre. Le but est de maintenir la vie ; ce n'est pas la mort héroïque, pas plus que la couarde résignation.

CHAPITRE II

C'EST LA LUTTE ET NON L'ÉCONOMIE QUI ASSURE LA VIE

La lutte pour la vie d'une nation se définit en premier lieu par les faits suivants :

Si grande que soit la signification culturelle d'un peuple, il n'en reste pas moins que la lutte pour le pain quotidien est à la pointe de tous les besoins humains. Un génial conducteur de peuple peut certes envisager de grands buts, de sorte que le peuple s'éloigne des contingences matérielles et aspire à des idéaux spirituels élevés. Mais, en fait, les intérêts matériels grandissent dans la mesure où les idéaux spirituels déclinent. Plus l'homme est primitif dans sa vie spirituelle, et plus il s'animalise, jusqu'à faire de la recherche de la nourriture l'unique but de sa vie. Un peuple peut supporter une certaine restriction de ses biens matériels, à condition qu'on lui donne en échange des idéaux dynamiques. Toutefois il ne faut pas que ces idéaux soient cause d'un dépérissement du peuple ; ils ne doivent pas se développer aux dépens de la nourriture matérielle, si la santé même du peuple apparaît menacée. Ou bien un peuple affamé périra de sous-alimentation, ou bien il changera sa situation. Le déclin physique amène plus ou moins rapidement le déclin intellectuel. Alors les idéaux meurent aussi. Les idéaux sont sains et bons aussi longtemps qu'ils aident à renforcer la force interne d'un peuple, de sorte que finalement cette force anime la lutte pour la

vie. Les idéaux qui ne servent pas cette cause, s'ils paraissent même extérieurement séduisants, n'en sont pas moins mauvais, parce qu'ils éloignent le peuple de la réalité de la vie.

Mais la quantité de pain dont un peuple a besoin pour vivre est conditionnée par l'espace vital dont il dispose. Un peuple sain recherchera toujours la satisfaction de pouvoir vivre dans son propre pays et sur son propre sol. Toute autre situation est malsaine et dangereuse, même si elle est capable de nourrir un peuple pendant des siècles. Le commerce mondial, l'économie mondiale, les exportations, etc..., etc..., sont autant de moyens éphémères d'alimenter un peuple. Ils dépendent de facteurs qui sont indépendants des jugements et de la force propre d'un peuple. Le sol en tant que tel et la terre en tant que telle furent de tous temps les principes fondamentaux les plus certains, pour assurer l'existence d'un peuple.

Il faut cependant réfléchir à ceci :

La population est un facteur variable. Chez un peuple sain, elle doit croître. Autant qu'on en puisse juger, l'augmentation seule peut assurer l'avenir d'un peuple. Mais, d'autre part, l'exigence individuelle des biens vitaux ne cesse de croître. L'élévation de la production intérieure peut, dans la plupart des cas, suffire seulement à satisfaire les besoins individuels croissants de l'humanité, mais nullement sa croissance numérique. C'est spécialement vrai pour les nations européennes. Les peuples européens eurent, durant ces cent dernières années, et plus particulièrement ces derniers temps, des exigences si rapidement croissantes, que l'élévation du rendement du sol européen, qui se développa de la façon la plus favorable d'année en année, put à peine soutenir ce rythme de l'augmentation des besoins vitaux. L'augmentation numérique de la population sera en relation directe avec l'agrandissement de l'espace vital. Mais si l'importance numérique d'une nation peut varier, il est clair que l'étendue du sol reste un facteur invariable par lui-même. Cela signifie que l'augmentation démographique d'un peuple, processus natu-

rel, ne saurait être considéré comme un fait extraordinaire. Par contre l'augmentation de la surface du sol est conditionnée par le partage général du monde ; c'est donc une modification fortuite, un fait extraordinaire. A la facilité avec laquelle un peuple se multiplie, s'oppose une extraordinaire difficulté à modifier l'espace vital.

Et cependant une relation équilibrée entre le chiffre de la population et la surface du sol est de la plus grande importance pour l'existence d'un peuple. Il est raisonnable de dire que toute la lutte d'un peuple est centrée principalement là-dessus : assurer à une population croissante le sol et la terre nécessaires, en tant que condition générale d'existence. Tandis que le chiffre de la population ne cesse de grandir, la terre et le sol restent invariables ; et peu à peu apparaissent des tensions, qui se traduisent ensuite par une nécessité, que peuvent compenser pendant un certain temps un travail plus acharné, des méthodes de production plus avisées, ou même un rationnement particulier ; mais un jour, tous ces remèdes n'y suffiront plus. Le devoir du gouvernement d'un peuple, dans sa lutte pour la vie, consiste à réduire absolument le caractère insupportable de ces relations, c'est-à-dire à rétablir une relation raisonnable entre le chiffre de la population et l'étendue du sol.

Dans la vie des peuples, il existe cependant quelques moyens de corriger une disproportion à cet égard. Le plus naturel est une adaptation progressive de l'étendue du territoire à l'accroissement de la population. Cela exige du courage, et une effusion de sang. Cette mise en œuvre du sang est la seule que l'on puisse justifier devant un peuple. Si l'on gagne l'espace nécessaire à une augmentation ultérieure de la population, le remplacement des hommes tombés sur le champ de bataille se fera aisément. Le pain de la paix naît de la nécessité de la guerre. L'épée est un pionnier qui précède la charrue ; et lorsqu'on veut parler du droit des hommes, la guerre représente, dans ce cas, le droit essentiel ; elle a donné à un peuple la terre qu'il va travailler activement et honnêtement afin

que ses enfants puissent obtenir leur part de nourriture quotidienne. Cette terre, elle, n'est partagée avec personne ; elle n'est donnée à personne ; c'est comme fief de la Providence qu'elle est donnée aux hommes qui ont dans leur cœur le courage de la prendre, la force de la conserver et le soin de la cultiver. Un peuple sain et robuste ne voit, dans cette exploitation de la terre, rien qui puisse être une sorte de péché mais au contraire quelque chose de naturel. C'est au pacifiste moderne, qui conteste la sainteté de ce droit, qu'on doit adresser le reproche de s'être lui-même nourri des injustices des temps passés. D'ailleurs, il n'y eut pas une seule place de cette terre qui se trouvât déterminée de toute éternité à être le lieu d'habitation d'un peuple ; déjà la puissance de la nature a contraint l'homme, au cours des millénaires, à d'éternels vagabondages. Enfin le partage actuel de la terre n'a pas été fait par une puissance supérieure, mais simplement par les hommes eux-mêmes. Je ne puis jamais considérer qu'une solution humaine puisse avoir une valeur d'éternité, et que la Providence la prenne sous sa protection et la bénisse comme une règle intangible de l'avenir. De même que la surface de la terre paraît toujours éternellement affectée par des bouleversements géologiques, de même la vie organique, par des mutations ininterrompues, fait disparaître des formes pour en créer de nouvelles ; ainsi la délimitation des lieux d'habitation humaine se trouve-t-elle soumise à des changements constants. Les peuples peuvent, à certaines époques, avoir intérêt à décréter que la division du sol mondial est immuable et fixée de toute éternité, parce que c'est là leur intérêt ; cependant d'autres peuples peuvent toujours, au même moment, voir quelque chose d'humain qui précisément les désavantage et qui doit être alors modifié par le moyen de toutes les forces humaines.

Celui qui veut éternellement bannir de la terre toutes ces luttes supprime peut-être la lutte des hommes entre eux ; il supprime en même temps la force la plus puissante de leur développement ; exactement comme si, dans la vie bourgeoise,

il voulait éterniser la richesse de certains hommes, la grandeur de certaines entreprises déterminées, et que, dans ce dessein, il supprimât le jeu des forces libres, la concurrence. Le résultat serait un malheur pour le peuple.

Le partage du monde actuel se fait, de façon tellement unilatérale en faveur de certains peuples que ceux-ci ont un intérêt compréhensible à ne strictement rien changer dans ce partage. A la surabondance de richesses terriennes de ces peuples s'oppose la pauvreté des autres, qui, malgré leur acharnement, ne sont pas en mesure de produire le pain quotidien, nécessaire à la vie. Au nom de quel droit supérieur veut-on s'opposer à ces peuples, lorsqu'ils élèvent la prétention de posséder une surface de sol qui puisse assurer leur nourriture ?

Non. Le premier droit sur cette terre est le droit à la vie tant qu'on en possède la force. Un peuple vigoureux trouvera, de par ce droit, un moyen d'harmoniser l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population.

Ainsi quand un peuple, par faiblesse ou par une erreur de gouvernement, ne peut plus s'opposer au déséquilibre entre une population croissante et une surface immuable, en augmentant la surface de ce sol, il se voit alors contraint de chercher d'autres voies. Il faut harmoniser le sol et la population. La première adaptation de la population à l'insuffisance de la surface nourricière vient de la nature elle-même. La nécessité et la misère sont ses moyens. Un peuple peut en être tellement affaibli que l'augmentation démographique s'arrête pratiquement. Les suites de cette adaptation naturelle de la population au sol ne sont pas toujours identiques. Il s'engage une énorme lutte pour la vie, et seuls les sujets les plus résistants, les plus forts et les plus doués peuvent subsister. Une forte mortalité infantile d'une part, et une grande longévité, d'autre part, sont les indices d'une époque qui a peu d'égards pour la vie. Cependant, dans cette conjoncture, tous les faibles et les malades seront éliminés, et ce sont les plus sains et les plus robustes qui resteront : ainsi une certaine sélection naturelle entre-t-elle en jeu. Il peut bien y avoir diminution du

nombre de la population, la valeur interne subsistera, et pourra même s'accroître. Mais un processus de ce genre ne peut durer bien longtemps, car la nécessité peut amener un résultat contraire. Les perpétuels besoins de nourriture peuvent faire enfin que, chez les peuples dont la valeur raciale n'est pas comparable, il se produise une sorte d'accablement dans la nécessité, qui détende peu à peu tout ressort, et qui, à la place d'un combat amenant une certaine sélection, amorce une progressive décadence. C'est très certainement le cas quand, de lui-même, et pour obvier à cette perpétuelle nécessité, l'homme n'accorde plus de valeur à l'augmentation de la population, et en vient à limiter les naissances. Ainsi suit-il immédiatement le chemin inverse de celui que lui propose la nature. Tandis que la nature laisse subsister, du grand nombre des êtres vivants, ceux qui sont les plus robustes et les plus armés dans la lutte pour la vie, l'homme restreint le nombre des naissances, mais il cherche alors à garder tout ce qui est né, sans considérer la véritable valeur ni la dignité essentielle de la vie. Ainsi son humanité n'est que l'esclave de sa faiblesse, et vraiment une négation fondamentale de son existence. Si les hommes voulaient eux-mêmes limiter leur nombre, sans en venir aux conséquences insupportables qui découlent de la limitation des naissances, ils devraient fixer, non pas le nombre des naissances, mais le nombre des enfants qui resteraient en vie. Les Spartiates étaient peut-être capables d'une aussi sage mesure, mais non notre bourgeoisie d'aujourd'hui, sentimentalement menteuse et patriotarde. La domination de dix mille Spartiates sur trois cent cinquante mille Hilotes n'était pensable que grâce à l'exceptionnelle valeur raciale du Spartiate. Mais ce fut là le résultat d'un calcul délibéré, pour le maintien de la race, ainsi pouvons-nous voir dans l'État spartiate le premier État raciste. L'arrêt

du développement des enfants faibles, malades et mal conformés, c'est-à-dire leur suppression, était plus digne de l'homme, et, en vérité, mille fois plus humain, que la pitoyable folie de notre temps, qui garde les sujets les plus malades et les maintient à tout prix, tout en privant de la vie des centaines de milliers d'enfants sains, par la limitation des naissances ou par des procédés abortifs, et en constituant ainsi, pour la suite des temps, une race de dégénérés, abrutis de maladies.

Il est vrai que le fait de limiter les naissances sous la pression de la nécessité conduit à une certaine harmonisation, dans le cas d'un espace vital insuffisant ; mais ainsi la valeur du matériel humain ne cesse de décroître, jusqu'à en précipiter la fin.

Le moyen d'harmoniser le chiffre de la population et l'étendue du sol disponible est l'émigration, qui n'a pas toujours lieu de façon régulière, et qui conduit à une dévalorisation du matériel humain restant.

La limitation des naissances supprime les représentants des plus hautes valeurs humaines, et l'émigration détruit la valeur de la moyenne.

Il y a encore deux autres procédés, à l'aide desquels un peuple peut chercher à rétablir l'équilibre rompu entre le sol et la population. Le premier procédé, c'est l'augmentation du rendement du sol, qui n'a rien à voir avec ce qu'on nomme la colonisation intérieure ; le second procédé est l'augmentation de la production, et la transformation d'une économie intérieure en une économie d'exportation.

L'idée d'accroître le rendement interne d'une surface donnée est ancienne. Tout le long de l'histoire, la technique agricole n'a cessé de s'améliorer et de donner des résultats de plus en plus satisfaisants. Ces progrès ont pour cause, en premier lieu, l'élaboration des meilleures méthodes de travail et d'exploitation, en second lieu, un accroissement artificiel de la valeur du sol, par l'addition des matières nutritives qui lui manquaient. Cette évolution passe de la houe antique à la charrue mécanique moderne, du fumier d'écurie à l'engrais

chimique. Sans doute est-ce pour cela que la productivité du sol s'est accrue sans cesse. Mais il y a des limites à tout, d'autant que le niveau de vie des hommes civilisés est, dans leur esprit, quelque chose de général, qui n'est pas déterminé par la somme des biens d'un peuple au profit de quelques-uns, mais au contraire qui est soumis et lié au jugement des peuples avoisinants, par les relations desquels il se trouve défini. L'Européen actuel rêve d'un niveau de vie qui se situe au-dessus des possibilités de l'Europe, mais au-dessous des moyens réels de l'Amérique. Les relations internationales des peuples sont devenues si simples et faciles, avec la technique moderne et le trafic qu'elle permet, que l'Européen se réfère plus ou moins aux normes de la vie américaine, lorsqu'il mesure la sienne, et sans d'ailleurs en être conscient. Mais il oublie que la relation entre le sol et la population du continent américain est infiniment plus favorable que la relation européenne entre ces deux facteurs. De même que l'Italie, ou même l'Allemagne, recourent à la colonisation interne du sol, ainsi nous augmentons le revenu agricole par une activité économique méthodiquement accrue ; mais le déséquilibre démographique demeure toujours, comparé au rapport de la population de l'Union américaine avec ses ressources tirées du sol. Et si, dans le cas de l'Allemagne et de l'Italie, une plus grande application rendait possible un accroissement de population, il serait alors possible à l'Union américaine de se multiplier par les mêmes moyens. Et si enfin tout accroissement ultérieur est définitivement impossible dans les deux pays européens, l'Union américaine, elle, peut encore croître pendant des siècles, jusqu'à ce qu'enfin se trouve atteinte, chez elle, la relation démographique qui est actuellement la nôtre.

La colonisation intérieure (1), en ce qui concerne les résultats qu'on en attend, repose sur un paralogisme. L'idée suivant

(1) Par colonisation intérieure, Hitler n'entend pas la colonisation d'un pays laissé jusque-là en friche, mais des modifications du régime de propriété.

laquelle on pourrait de cette façon obtenir un accroissement essentiel des revenus du sol est fautive. En Allemagne, par exemple, la terre est morcelée en grandes propriétés, ou même en parcelles pour petits exploitants ; voilà qui ne change rien au fait que la densité moyenne de population est de cent trente-six au kilomètre carré. Cette relation n'est pas saine. Notre territoire ne peut suffire à nourrir le peuple qui l'habite ; et, dans ces conditions, on n'aboutirait qu'à créer du désordre, en s'accrochant en vain à l'espoir d'avoir ainsi trouvé un moyen d'écartier le danger actuel. Il ne résulte pas, en effet, d'une sorte de faux partage du sol, mais d'une insuffisance d'espace. L'augmentation du rendement des sols peut bien arriver à soulager pendant un certain temps la vie d'un peuple ; il n'arriverait pas, finalement, à établir une relation harmonieuse entre un espace qui ne suffit plus et un peuple en accroissement. Dans les cas les plus favorables, la colonisation intérieure peut amener des améliorations de raison et de justice sociales. Elle n'a aucun effet sur l'ensemble des ressources alimentaires du peuple. Mais, quant à la situation extérieure de la nation, elle causera parfois quelques dommages, parce que cette réforme éveille des espoirs qui peuvent éloigner le peuple des réalités. Le bourgeois classique et respectable croira vraiment que le zèle, l'application, une division rationnelle du sol, lui permettront de trouver chez lui son pain quotidien, au lieu de reconnaître qu'il faut souder la force du peuple pour conquérir un nouvel espace vital. L'activité économique qui apparaît aujourd'hui aux yeux de beaucoup comme une panacée contre les soucis, la faim et la misère, peut certes, dans certaines conditions, donner à un peuple des moyens d'existence, qui ne dépendent pas de sa relation avec le sol et la terre. Mais la chose se trouve liée à un certain nombre de conditions, dont je vais faire ici mention rapidement. Le sens d'un tel système économique tient à ce qu'un peuple produit plus de biens consommables qu'il ne lui en faut pour satisfaire ses propres besoins ; il vend donc le surplus à l'extérieur de la communauté, et en tire les moyens d'existence et les matières

qui peuvent lui manquer. Mais ce style d'économie n'est pas seulement une question de production, mais, à un point plus ou moins grand, une question de vente. On parle beaucoup à notre époque d'une augmentation de la production, mais on oublie complètement qu'une telle augmentation n'a de sens qu'aussi longtemps qu'on a un acheteur sous la main. A l'intérieur de la vie économique d'un peuple, une augmentation de la production n'est utile que dans la mesure où elle augmente la quantité de biens mise à la disposition du particulier. Théoriquement, toute augmentation de la production industrielle d'un peuple doit conduire à un abaissement du prix des marchandises, et par conséquent à une élévation de la consommation ; donc, elle doit apporter aux particuliers une quantité toujours croissante de biens matériels. En pratique, cela ne change rien au fait brut de l'insuffisance de nourriture d'un peuple par suite de l'insuffisance du sol. Car on peut bien augmenter la production industrielle, et même la multiplier, mais ce n'est pas le cas de la production des biens de consommation vitaux. Dès qu'un peuple souffre de cette nécessité, on ne pourra la supprimer qu'au moment où une partie de sa surproduction industrielle pourra s'écouler à l'extérieur, pour remplacer par les importations les moyens de vivre que la patrie ne possède pas. Mais l'augmentation de production, réalisée dans ce dessein, n'atteint le succès souhaité qu'au moment où l'on trouve l'acheteur, et même l'acheteur extérieur. C'est là que se pose, avec une intense acuité, le problème du pouvoir d'achat, c'est-à-dire des débouchés extérieurs.

Les débouchés de notre monde actuel ne sont pas illimités. Le nombre des nations industrielles a peu à peu augmenté. Presque tous les peuples d'Europe souffrent de l'insuffisance et de l'insatisfaction résultant de la relation entre le sol et la population, et se trouvent ainsi voués à l'exportation mondiale. Ces derniers temps, les États-Unis d'Amérique s'y sont ralliés ; et, en Orient, le Japon. C'est le début de la lutte pour des marchés limités, qui deviendra d'autant plus

difficile que les nations industrielles seront plus riches, et que les débouchés se rétréciront de plus en plus. Tandis qu'augmente le nombre de peuples luttant pour les marchés mondiaux, les débouchés diminuent petit à petit, par suite de l'auto-industrialisation, ou par un système d'entreprises filiales, que le pur intérêt capitaliste créera de plus en plus dans les pays étrangers. Ainsi peut-on envisager ceci : le peuple allemand, par exemple, voit un intérêt vital à construire sur les chantiers allemands des bateaux destinés à la Chine, parce qu'en opérant ainsi un certain nombre de nos compatriotes peuvent trouver une nourriture qu'ils ne pourraient pas tirer de notre terre et de notre sol désormais insuffisants. Mais le peuple allemand, disons-nous, n'a aucun intérêt à ce qu'un groupe financier allemand, ou une entreprise allemande, crée une soi-disant filiale à Shanghai, qui construise des bateaux pour la Chine, avec des travailleurs chinois et des aciers étrangers, même si, de la sorte, la société en tire un gain certain, sous forme d'intérêts ou de dividendes. Au contraire, le résultat de cette quantité de millions gagnés par un groupe financier allemand sera de priver l'économie nationale allemande d'un chiffre d'affaires équivalent, étant donné les commandes qui se trouveront supprimées de ce fait (1). Plus les intérêts purement capitalistes déterminent l'économie d'aujourd'hui, plus les points de vue financiers et boursiers prennent une influence déterminante, et plus ce système de la création des filiales est appelé à se développer ; mais il créera artificiellement des débouchés à l'industrialisation des pays étrangers, et il privera spécialement les pays européens des possibilités d'exportation. Aujourd'hui, beaucoup se réjouissent de cette évolution ; mais elle se développera de telle sorte que l'Europe en pâtira dans trente ans.

Plus les difficultés d'écoulement grandiront, et plus âpre

(1) A la Conférence économique de Londres au cours de l'été 1933, Hitler préconisait une convention contre l'industrialisation des pays extra-européens.

sera la lutte pour conquérir les débouchés restants. Les premières armes de cette lutte sont les prix et la qualité des marchandises, sur lesquels se fonde la concurrence, mais la dernière arme reste l'épée. La prétendue conquête économique-pacifique pourrait seulement avoir lieu si la terre était peuplée d'agriculteurs et s'il n'y avait qu'un seul peuple qui possédât une activité industrielle. Mais comme tous les grands peuples d'aujourd'hui sont industrialisés, la pseudo-conquête économique-pacifique de la terre n'est rien d'autre qu'un combat avec des moyens qui seront pacifiques aussi longtemps que les peuples les plus forts croiront que cela leur suffit pour vaincre, c'est-à-dire, en réalité, qu'ils peuvent tuer les autres avec leur économie pacifique. C'est là le véritable résultat de la conquête d'un peuple par un autre avec les moyens économique-pacifiques. Un peuple y trouve les moyens de vivre ; pour un autre peuple, ce sont les moyens de mourir. L'enjeu reste toujours la substance de chair et de sang, que nous désignons du nom de peuple.

Mais qu'un peuple réellement puissant s'aperçoive un jour qu'il ne peut pas en vaincre un autre avec les moyens de l'économie pacifique, ou qu'un peuple économiquement plus faible ne veuille pas se laisser tuer par un plus fort, au moment où disparaissent peu à peu les possibilités qu'il avait de se nourrir, dans les deux cas, la fumée des discours économique-pacifiques s'évanouira et ce sera la guerre, c'est-à-dire la continuation de la politique par d'autres moyens.

Le danger des manifestations économiques, au sens le plus exclusif du terme, réside, pour un peuple, dans le fait qu'il en arrive à se corrompre lentement, jusqu'à croire que son sort final peut être déterminé par l'économie. Alors celle-ci passe d'un rang à vrai dire secondaire à une prééminence essentielle, elle devient l'image même de l'État ; et celui-ci se trouve ainsi dépouillé des qualités et des vertus qui permettent aux peuples et aux États d'exister sur la terre.

Mais il y a un danger particulier dans la pseudo-politique économique-pacifique, qui réside en ce qu'elle rend possible

l'accroissement de la population, qui finit par n'avoir plus le moindre rapport avec le rendement vital de la terre et du sol. Cette surcharge humaine dans un espace vital insuffisant entraîne parfois de lourds malaises sociaux, lorsque les hommes se trouvent groupés dans des centres de travail qui ressemblent moins à des centres de culture qu'à des sortes d'abcès, où tous les mauvais vices, les tares et les maladies, semblent être réunis. Ces centres sont des foyers de croisement sanguin et de bâtardise, qui causent l'affaiblissement de la race, et ils engendrent ces troupeaux suppurants où prospère l'asticot de la juiverie internationale et où germe la destruction prochaine.

C'est là le chemin de la décadence ; la force interne d'un peuple y sombre rapidement, toutes les valeurs raciales morales et traditionnelles s'anéantissent, les idéaux sont détruits, et c'est enfin la disparition des conditions qui sont nécessaires à un peuple pour qu'il puisse engager, avec l'esprit de suite nécessaire, le combat pour le marché mondial. Empêtrés dans un pacifisme vicieux, les peuples ne seront plus capables de risquer une certaine quantité de sang pour obtenir une certaine quantité de marchandises. Dès qu'aux forces économique-pacifiques se substitueront dans le monde les forces plus efficaces et plus réelles de la puissance politique, de tels peuples périront. C'est alors la punition de leurs erreurs et de leurs fautes. Ils sont surpeuplés, et, par suite de la perte de tous leurs caractères essentiels, ils n'ont plus la possibilité de nourrir suffisamment le surcroît de leur population, ni le moyen de faire sauter les chaînes ennemies, ni la force morale de supporter dignement le sort. Ils croyaient un jour pouvoir, grâce à leur pacifisme économique, renoncer à la violence. La destinée leur apprendra que l'on ne devient définitivement un peuple qu'au moment où la population et l'espace vital se trouvent en harmonie saine et naturelle. Lorsque, dans la suite des temps, cette harmonisation se trouve ici et là compromise, à cause de l'insuffisance du sol, c'est un devoir que de la rétablir, en faveur de la population.

C'est pour cela qu'il faut qu'un peuple ait des armes. La conquête de la terre est liée à la violence.

Si le devoir de la politique est de diriger le combat vital d'un peuple, la lutte pour la vie, chez un peuple, consiste en dernière analyse à assurer l'espace nécessaire à la nourriture d'une population donnée. Tout cela, pour le peuple, est une question de force. Et l'on peut tirer de là les définitions suivantes :

La politique est l'art de conduire un peuple dans sa lutte vitale pour la terre.

La politique extérieure est l'art d'assurer à un peuple l'espace qui lui est alors nécessaire, en territoire comme en biens.

La politique intérieure est l'art de conserver à un peuple la puissance qui lui est nécessaire, quant à la valeur raciale et quant au nombre.

CHAPITRE III

LA RACE, LE COMBAT, LA FORCE

Sur ce point, je vais d'abord m'en prendre à la conception bourgeoise, qui, par l'idée de force, n'entend que la seule accumulation des armes, et, peut-être, pour une plus faible part, l'armée, en tant qu'organisation. Si la conception de ces gens était exacte, c'est-à-dire si la force d'un peuple résidait uniquement dans son stock d'armes et dans son armée en tant que telle, tout peuple qui aurait perdu son armée et ses armes, par suite de circonstances quelconques, serait alors définitivement hors de combat. Mais les politiciens bourgeois ne croient pas cela très fermement. Dans la mesure où ils en doutent, ils admettent que les armes et l'organisation des troupes sont des choses qui peuvent se remplacer, qui ne sont pas d'une nature primordiale, mais qu'il y a quelque chose qui se trouve au-dessus de cela et qui (est) la source même de la force. C'est l'évidence même. Les armes, les formes que prennent les armées, sont choses destructibles et remplaçables. Si grande que puisse être, à première vue, leur importance, elle est minime lorsqu'on la considère au cours d'une période de temps plus longue. Dans la vie d'un peuple, la volonté de subsister est définitivement prépondérante ; de même, les forces vivantes qui, à cette fin, sont à sa disposition. Les armes peuvent se rouiller, les formules militaires peuvent avoir fait leur temps ; la volonté peut toujours les renouveler et les rendre au peuple dans la forme qu'exige la nécessité

du moment. Que nous, Allemands, devions remettre nos armes, est d'une très faible importance, à ne voir que le côté matériel de la question. Et c'est le seul côté que voient nos politiciens bourgeois. Ce qu'il y a d'accablant dans la remise de nos armes, ce fut essentiellement la conjoncture qui a entraîné le fait, le sentiment qui l'a rendu possible, et la forme lamentable du régime politique que nous subissons. Que l'organisation de notre armée ait été détruite est un fait plus grave. Là aussi, le grand malheur réside moins dans la suppression de l'organisation, en tant que support de notre armée, que dans la suppression d'une institution qui exerçait notre peuple à la virilité, institution comme aucun peuple au monde n'en possédait et comme aucun peuple n'en sentait autant la nécessité que le peuple allemand. On ne peut mieux mesurer le mérite de notre vieille armée que dans la discipline générale de notre peuple, qui a réalisé des exploits dans tous les domaines. Et certes ce peuple, dont la division raciale intérieure fait d'autant plus regretter les qualités qui distinguent les Anglais, par exemple — la cohésion au moment du danger — a reçu du moins, par la voie de l'éducation militaire, une partie des capacités qui sont ancrées naturellement chez d'autres peuples. Les hommes qui parlent si volontiers de socialisme ne comprennent pas que la plus parfaite organisation socialiste fut celle de l'armée nationale allemande. D'où la haine profonde que la juiverie typiquement capitaliste porte à une organisation où l'argent ne correspond pas à la place, à la dignité, ni surtout à l'honneur, mais où l'efficacité, et l'honneur d'appartenir à un groupe humain, d'une efficacité certaine, sont davantage appréciés que la possession de la puissance et de la richesse. C'est une manière d'être qui paraît aux Juifs aussi singulière que dangereuse, et qui, si elle était seulement le bien commun d'un peuple, serait une protection et une immunité contre toute extension du danger juif. Qu'une place d'officier dans l'armée soit à vendre, voilà ce qu'un Juif peut comprendre. Ce qu'il ne comprend pas, ce qui lui est radicalement étranger, c'est une organisation qui

comble d'honneur un homme sans fortune, et où le chiffre des revenus est une chose que cette organisation n'honore pas et n'apprécie pas. Et c'est en cela que réside la force essentielle de cette vieille organisation incomparable, qui, malheureusement, dans les trente dernières années de paix, menaçait lentement de disparaître. Quand ce fut la mode que certains officiers, de naissance généralement noble, s'allient par calcul à des filles de familles juives, il y eut, pour l'ancienne armée, un danger, qui un jour, se développant, aurait crû comme de la mauvaise herbe. A l'époque de l'empereur Guillaume I^{er}, en tout cas, on n'aurait pas témoigné la moindre faiblesse envers de tels procédés. Néanmoins, à tout prendre, l'armée allemande était encore, au tournant du siècle, la plus grandiose organisation du monde, et son efficacité était pour notre peuple plus que providentielle. Les vertus de la discipline allemande, de la solidité allemande, de la conviction ferme, du courage franc, de l'intrépidité risque-tout, de la persévérance tenace, de l'honneur de granit, cette façon de comprendre l'honneur de toute une profession devenaient lentement, mais insensiblement, le bien commun de tout un peuple.

Que cette organisation ait été détruite par le Traité de Versailles fut d'autant plus dommageable à notre peuple que nos adversaires internes trouvèrent alors la voie libre pour développer leurs plus pernicieux projets, et que notre bourgeoisie incapable, par manque de génie et d'imagination, ne put trouver la solution de remplacement qui convenait. Certes, notre peuple allemand a perdu ses armes et son champion. Mais, dans l'histoire des peuples, la chose est arrivée d'innombrables fois sans que ces peuples aient sombré pour autant. Au contraire, rien n'est plus facile à remplacer qu'une arme perdue, et tout système d'organisation peut être recréé ou renouvelé. Ce qui est irréparable, c'est la décomposition d'un peuple, qui anéantit sa valeur interne.

A l'actuelle conception bourgeoise, suivant laquelle le Traité de Versailles a laissé notre peuple désarmé, j'oppose formellement que le véritable désarmement c'est le poison de notre

démocratie pacifiste, l'internationalisme qui a détruit et empoisonné les plus pures sources de force de notre peuple. Car la source de toute la force d'un peuple ne réside pas dans la possession des armes ou dans l'organisation de l'armée, mais dans sa valeur interne, qui est une valeur raciale, la valeur raciale du peuple en soi, par la vertu de ses plus éminentes qualités propres, par la saine opinion de sa conservation. Lorsque, en tant que nationaux-socialistes, nous arrivons à cette conception de la force réelle du peuple, nous savons que nous avons toute l'opinion publique contre nous. Mais c'est bien là le sens le plus profond de notre nouvelle doctrine ; c'est ce qui nous sépare des autres conceptions du monde.

Puisque nous partons du principe qu'un peuple n'est pas égal à un autre, la valeur d'un peuple n'est pas toujours égale à elle-même. Mais si les peuples sont tous de valeur différente, abstraction faite du nombre, tout peuple possède, sur le plan élémentaire, une valeur spécifique qui lui est totalement propre, qui ne saurait se comparer à aucune autre valeur des autres peuples. Les effets de la valeur particulière de ce peuple peuvent être de différentes sortes, s'exercer dans les domaines les plus différents ; ils donnent généralement une idée de la valeur générale de ce peuple. L'expression dernière de cette estimation générale, c'est la civilisation historique d'un peuple, dans laquelle se reflète la somme de toutes les variations qui ont affecté sa valeur de sang, ou la valeur de race qui s'y trouve liée.

Cette valeur particulière du peuple n'est pas du tout culturelle et esthétique ; c'est plus généralement une valeur vitale en soi. Car elle représente la vie d'un peuple, la forme qui lui donne son aspect, et fournit avec elle toutes les forces qu'un peuple doit employer pour dominer les résistances de la vie. Car chaque acte culturel est en réalité, du point de vue des hommes, une victoire sur la barbarie qui existait jusque-là. Chaque création culturelle est une aide pour tirer les hommes hors de leurs limites, un renforcement de leur position ; de sorte que ce qu'on appelle la valeur culturelle d'un peuple

est en réalité une force qui tend à l'affirmation de la vie. Plus les forces internes d'un peuple s'exercent dans cette direction, plus fortes sont les innombrables possibilités qui s'offrent à lui, de s'affirmer, dans tous les domaines de la lutte pour la vie. Plus la valeur raciale d'un peuple est grande, plus grand est l'ensemble de la valeur vitale qu'il doit employer pour défendre sa vie dans la lutte contre d'autres peuples.

La signification de la valeur du sang chez un peuple n'est effective que lorsque le peuple connaît cette valeur, l'apprécie et l'estime justement. Les peuples qui ne comprennent pas cette valeur ou qui, par suite du manque d'instinct naturel, ne l'éprouvent pas, commencent aussitôt à la perdre. Le mélange de sang et l'abaissement de la race sont des conséquences qui résultent d'abord parfois d'une sorte de xénophilie ; en réalité, d'une dépréciation de la culture nationale, par rapport à celle des pays étrangers. Dès qu'un peuple n'apprécie plus l'expression culturelle de sa vie psychique, que conditionne son sang, ou commence d'en avoir honte, au point de choisir un style de vie étranger, il renonce à la force qui réside dans l'harmonie de son sang et de la vie culturelle qui en dérive. Il est comme déchiré, incertain de son jugement sur le monde et de ses expressions, il perd la connaissance et le sentiment de son but particulier, pour glisser dans l'errance des idées, des concepts, fondés sur les mélanges d'influences mutuelles. C'est alors que le Juif peut étendre son influence, et ce maître des mélanges internationaux et du pourrissement des races ne prendra pas de repos, jusqu'à ce qu'il ait dénaturé ce peuple, et l'ait pourri. C'est finalement la perte d'une unité de valeur raciale déterminée, le déclin sans rémission.

Ainsi chaque valeur raciale prééminente reste sans effet chez un peuple — quand elle n'est pas mise en péril — aussi longtemps que ce peuple n'est pas conscient de cette valeur

et ne s'efforce pas sérieusement de fonder sur elle tous ses espoirs.

L'esprit international doit être considéré comme l'ennemi mortel de cette valeur. Il faut lui substituer, dans le peuple, la conscience de sa valeur propre, qui doit remplir et déterminer toute sa vie et toute son activité.

La valeur d'un peuple : c'est là qu'il faut chercher le vrai facteur d'éternité, qui assure la grandeur et le sens de ce peuple ; et cette valeur ne deviendra effective que si les énergies et les talents assoupis du peuple trouvent les hommes capables de les réveiller. L'humanité ne possède absolument pas une valeur moyenne égale ; elle semble être au contraire composée de différentes valeurs de race ; la valeur se trouve très inégalement répartie entre les personnalités qui composent un peuple déterminé. Toute action d'un peuple peut reposer sur ce qui est toujours, dans un certain domaine, l'activité créatrice d'une certaine personnalité. Il n'y a pas de nécessité qui puisse trouver sa solution dans le seul désir de ceux qu'elle préoccupe ; il faut que ce désir général trouve sa solution dans l'action de l'homme que le peuple a élu précisément pour cela. Les majorités n'ont jamais donné de résultat créateur. Les majorités n'ont jamais rien apporté à l'humanité. C'est la personnalité seule qui reste le fondement du progrès humain. Un peuple qui possède une certaine valeur raciale interne (dans la mesure où ses productions culturelles ou autres en témoignent) devra posséder les personnalités de valeur, sans la présence et l'effet créateur desquelles la culture de ce peuple serait impossible, interdisant toute conclusion au sujet de la valeur interne de ce peuple. En parlant de la valeur raciale d'un peuple, je l'évalue à la somme des productions que je vois, et j'en déduis l'existence des personnalités de valeur, qui agissent comme représentantes de la valeur raciale de ce peuple, et qui en créent la culture. La valeur de la race et la valeur de la personnalité semblent ainsi très étroitement liées, parce qu'un peuple racialement sans valeur ne peut absolument pas donner naissance à des personnalités créa-

trices valables ; tout comme il est impossible, lorsque manquent les personnalités créatrices et leurs réalisations, de conclure que ce peuple a une valeur raciale quelconque. Cependant un peuple, par la forme qu'il adopte pour son organisation sociale ou pour son régime politique, peut aussi bien accroître l'avantage qu'il tire des valeurs individuelles, le faciliter tout au moins, mais aussi le supprimer.

Dès qu'un peuple institue le système de la majorité pour se diriger, la démocratie actuelle, de conception occidentale, entre en jeu ; c'est non seulement le coup d'arrêt à l'idée de la personnalité, mais c'est un frein à l'expression des valeurs personnelles. Par une construction artificielle de la vie, elle empêche la naissance et la manifestation des personnalités créatrices particulières.

La double malédiction du système démocratique parlementaire éclate aujourd'hui : non seulement il est incapable d'apporter, par lui-même, des réalisations véritablement créatrices, mais encore il empêche l'élévation et l'affirmation d'hommes qui émergent du niveau moyen, et qu'il regarde comme autant de menaces. Car de tous temps, la majorité considère comme une menace l'homme dont la grandeur passe le niveau moyen de la sottise, de l'insuffisance, de la lâcheté et de la prétention. Ainsi il arrive que, par la démocratie et par des chemins légaux, des personnalités médiocres deviennent des chefs ; de sorte que ce système, lorsqu'on l'applique de façon cohérente aux institutions, dévalorise toute idée de chef, supposé qu'on puisse encore employer ce mot. Cela résulte du manque de responsabilité, qui est dans l'essence de la démocratie. Les majorités sont des phénomènes trop peu saisissables pour qu'elles puissent porter le poids des responsabilités. Les chefs qu'elles mettent en place ne sont en réalité que les exécutants de la volonté de la majorité. Leur devoir est moins de produire des plans ou des idées géniales, pour les appliquer à un appareil administratif existant, que de rassembler les majorités qui sont nécessaires à l'exécution de certains projets. Mais les majorités se con-

forment moins aux projets que les projets aux majorités. Et quel que puisse être le résultat d'une telle action, il n'y a pas de responsable. D'autant que cette décision est le résultat d'innombrables compromis, dont elle porte les marques dans son être comme dans sa signification. Mais qui va-t-on rendre responsable de cela? Quand la responsabilité purement personnelle se trouve écartée, la plus forte raison d'établir un pouvoir fort disparaît. Si l'on compare à notre organisation civile démocratique l'organisation de l'armée, qui repose essentiellement sur l'autorité et la responsabilité des personnes, et qu'on mette en parallèle les résultats des deux méthodes de commandement, on sera épouvanté. Dans un cas, une organisation d'hommes courageux, aimant les responsabilités et disposant d'un pouvoir; dans l'autre, des impuissants irresponsables. Pendant quatre ans et demi, l'organisation de l'armée allemande a tenu tête à la plus grande coalition de tous les temps. Le gouvernement civil démocratique, miné de l'intérieur, a cédé au premier assaut de quelques centaines de miséreux et de déserteurs.

La pauvreté du peuple allemand en véritables chefs, trouve une explication très simple dans la destruction radicale, à laquelle nous assistons; car le système démocratique parlementaire, dévore lentement toute notre vie publique.

Les peuples doivent se décider. Ou ils veulent des majorités ou ils veulent des têtes pensantes. On ne peut avoir les deux à la fois. Mais sur cette terre ce sont les têtes pensantes qui ont toujours réalisé les grandes choses; et ce qu'elles ont créé a été la plupart du temps anéanti par les majorités. Ainsi un peuple peut, par sa valeur raciale, avoir l'espoir raisonnable de confier sa vie à de véritables têtes pensantes; mais, dans son style de structure sociale, il doit choisir des formes qui lient ces têtes pensantes à leur action, non pas artificiellement, mais organiquement, et élever un mur contre la sottise; en un mot ne pas lui laisser quelque pouvoir. Autrement, une des puissantes sources de force du peuple se trouvera tarie.

Le troisième facteur constitutif de la force d'un peuple est

son instinct de conservation naturel et sain. C'est de cet instinct que procèdent d'innombrables vertus héroïques, qui font engager à un peuple sa lutte pour l'existence. Il n'y a pas de direction étatique qui puisse remporter de grands succès si le peuple dont elle représente les intérêts est trop faible et trop chétif pour affirmer lui-même ses intérêts. Il n'y a pas de direction étatique qui doive attendre que le peuple possède un héroïsme qu'elle n'a pas formé elle-même en tant que tel. Ainsi l'internationalisme est-il nocif pour la valeur raciale, et source d'affaiblissement. La démocratie détruit les valeurs de la personne, et le pacifisme paralyse ainsi les forces naturelles qu'un peuple met en jeu pour sa conservation.

Ces trois facteurs : valeur du peuple en soi, personnalités dominantes et instinct de conservation, sont les sources de force dont une politique intérieure sage et hardie peut toujours tirer les armes qui sont nécessaires au salut du peuple. Les institutions de l'armée et les questions techniques d'armement trouvent toujours des solutions qui conviennent au peuple dans le dur combat pour la liberté et le pain quotidien.

Si la direction de la politique intérieure d'un peuple perd de vue ces principes ou croit devoir s'armer seulement sur le plan technique, elle peut bien arriver à remporter des succès passagers autant qu'elle veut. L'avenir n'appartient pas à ce peuple. C'était le devoir des juristes et des hommes d'État véritablement grands, de ne jamais se borner à la préparation limitée d'une guerre, mais au contraire de veiller toujours au développement et au perfectionnement interne illimité du peuple, de sorte que son avenir ait mille raisons d'être raisonnablement assuré. Les guerres perdent alors, pour le peuple, leur caractère de surprise plus ou moins soudaine, et se rattachent à son système naturel et cohérent de développement fondamental, système qui doit sembler, au peuple, bien fondé et durable.

Les tendances gouvernementales actuelles font peu de cas de ce point de vue; la cause en est d'une part, dans l'essence même de la démocratie, à qui elles doivent leur existence,

et d'autre part dans le fait que l'État a fini par devenir un mécanisme purement formel, qui apparaît comme un but en soi, sans avoir à prendre le moins du monde en considération l'intérêt d'un certain peuple déterminé. Peuple et État sont devenus deux concepts différents. C'est le devoir du mouvement national-socialiste en Allemagne, d'opérer à ce sujet une transformation radicale.

CHAPITRE IV

CRITIQUE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET PROPOSITIONS

S'il est du devoir de la politique intérieure — outre l'expédition normale des affaires dites courantes — de forger et de renforcer le corps du peuple, tout en conservant et en encourageant rationnellement sa valeur interne, il est du devoir de la politique étrangère de couvrir et d'aider de l'extérieur le travail de développement interne, de créer et d'assurer les conditions générales de la vie. Une politique étrangère saine devra toujours avoir présent devant les yeux inéluctablement, comme but dernier, le dessein d'obtenir ce qui est nécessaire pour nourrir le peuple. La politique intérieure doit assurer au peuple la force interne de s'affirmer à l'extérieur. La politique extérieure doit assurer la vie du peuple pour son développement politique intérieur. Non seulement politique extérieure et politique intérieure sont étroitement liées, mais elles doivent développer complètement et mutuellement leur efficacité. Le fait que, dans les grandes époques de l'histoire humaine, la politique intérieure tout comme la politique extérieure se sont fondées sur des principes différents, ne prouve pas la valeur de ceux-ci ; cela prouve au contraire qu'ils ne valaient rien. D'innombrables peuples et États qui ont coulé à pic sont comme autant d'exemples avertisseurs, parce qu'ils n'ont pas suivi les principes élémentaires que nous venons d'énoncer. Il est remarquable de voir combien l'homme pense

peu à la mort. Comme il règle peu sa vie, en particulier, d'après les expériences que quantité d'hommes ont dû faire avant lui et qui lui sont toutes connues. Il y a toujours des exceptions pensantes, et qui, grâce à la force de leur personnalité, cherchent à soumettre leurs compatriotes aux lois de la vie, fondées sur l'expérience des siècles passés. Il est remarquable que, parmi les mesures d'hygiène qui devraient contribuer au salut du peuple, beaucoup paraissent incômmodes à certains, et que le sens autocratique de certaines personnalités contraigne cependant la masse à accepter ces mesures, jusqu'au moment où l'autorité personnelle se trouve comme éteinte par le délire de masse de la démocratie. L'homme moyen a la peur la plus immense de la mort, et y pense le plus rarement possible. L'homme de valeur s'en préoccupe avec la plus grande insistance et, malgré cela, reste celui qui en a le moins peur. L'un traverse la vie en aveugle, l'esprit léger, pour s'effondrer au moment du dénouement inévitable. L'autre va tranquillement son chemin, en promenant le regard autour de lui.

Il en est de même dans la vie des peuples. Il est souvent inquiétant de voir le peu de sagesse que les hommes tirent de l'Histoire, avec quelle indifférente stupidité ils négligent ses enseignements, avec quelle légèreté ils pèchent, sans penser que ces mêmes erreurs ont été cause que maints peuples et maints États ont décliné, puis ont été rayés de la surface du monde. Les hommes ne se disent pas que, même dans le court espace de temps où nous pouvons jeter un regard sur l'Histoire, des États, des peuples se sont élevés jusqu'à une gigantesque grandeur, pour disparaître deux mille ans plus tard sans laisser de traces; que des puissances mondiales ont créé des centres de culture dont il ne reste que des légendes; que des villes géantes sont tombées en ruine, et qu'à peine en retrouve-t-on les décombres, qui permettent à l'humanité actuelle d'en situer au moins le lieu. Outre toutes ces images, il reste les soucis, les besoins et les souffrances de millions et de millions d'hommes qui furent

les acteurs et les victimes vivantes de ces événements. Hommes inconnus, soldats inconnus de l'Histoire... Et en vérité, il se passe quelque chose de pareil à notre époque. Son éternel optimisme est mal fondé, son inconscience voulue est funeste, tout comme son aveuglement et son incapacité de savoir. Que cela advienne à la grande masse, et l'on voit se répéter exactement l'attitude de l'enfant envers le feu, qui lui est inconnu. C'est le devoir des hommes qui se sentent appelés à diriger le peuple, que d'apprendre les leçons de l'Histoire, et de mettre sa science en pratique, sans considérer le défaut d'intelligence, de compréhension, l'ignorance ou l'hostilité du peuple. Un homme est d'autant plus grand que son courage s'oppose avec force à une opinion dominante mais funeste, et qu'il met le meilleur de son intelligence au service de la victoire commune. Sa victoire paraîtra d'autant plus grande que les oppositions qu'il faut dominer auront été plus fortes, et que le combat, pour ce motif, semble plus clairement voué à l'échec.

Le Mouvement national-socialiste n'a pas le droit de se définir comme un grand phénomène dans la vie du peuple allemand s'il n'a pas le courage de tirer les leçons du passé, et d'imposer au peuple allemand, envers et contre tous, les lois de la vie que ce mouvement a dégagées. Si énorme que puisse être son travail de réforme intérieure, il ne doit cependant jamais oublier qu'une rénovation de notre peuple, pour être durable, va de pair avec une politique étrangère qui assure à ce peuple tout un ensemble de conditions d'existence. Il est ainsi, au plein sens du terme, le héros de la liberté et du pain. La liberté et le pain sont vraiment les plus simples, mais en même temps les plus grands mots d'ordre de politique extérieure, que l'on puisse donner à un peuple. La liberté est le pouvoir d'organiser et de régler la vie d'un peuple d'après ses propres intérêts, et le pain, ce qui est nécessaire à la vie de ce peuple.

Si je me pose ici en critique des conceptions de politique étrangère qui prévalurent jusqu'à présent, et encore à pré-

sent, en Allemagne, ce n'est pas que je sois seul à reconnaître et à dénoncer les fautes commises en ce domaine. Ce qui me différencie peut-être de mes prédécesseurs, c'est seulement le fait qu'il s'agit chez eux, dans la plupart des cas, de conceptions critiques sans aucune conséquence pratique, cependant que moi, après m'être rendu compte des fautes et des erreurs qui constellent la politique intérieure et extérieure de l'Allemagne, je cherche à en tirer les éléments d'un changement et d'une amélioration, et à forger l'instrument qui rendra possible ces changements et ces améliorations.

La politique extérieure de la période wilhelminienne ne fut pas trouvée néfaste, dans bien des cas, par beaucoup d'Allemands. Cependant certains l'ont justement critiquée. D'innombrables avertissements vinrent, spécialement des cercles de la société allemande de cette époque ; et ils étaient qualifiés, au plein sens du terme. Moi-même je peux ressentir combien il a dû être pénible à ces Cassandres de voir clairement où l'on allait, comment on y allait, et cependant de ne pas pouvoir empêcher cette marche au désastre. Dans les dix dernières années de la funeste politique extérieure d'avant-guerre, le Parlement, c'est-à-dire la démocratie, n'était pas assez fort en Allemagne pour pouvoir choisir les hommes qui guideraient la politique de l'Empire. C'était là un droit de l'Empereur, droit auquel nul n'osait alors toucher. Seulement l'influence de la démocratie était déjà devenue si forte, qu'une certaine direction semblait déjà imposée aux décisions de l'Empereur. Les résultats étaient tout à fait malencontreux, puisque l'opposition nationale ne pouvait plus compter être chargée d'un poste plein de responsabilités, contre la tendance exprimée de la démocratie, cependant que jugulée par les automatismes patriotiques, elle ne pouvait pas lutter contre Sa Majesté l'Empereur avec l'arme suprême de l'opposition. L'idée d'une « marche sur Rome » était, dans l'Allemagne d'avant-guerre, absolument absurde. C'est ainsi que l'opposition nationale se trouvait dans la posture la plus désastreuse. La démocratie n'avait pas encore vaincu ; seulement

elle avait engagé un combat feutré contre l'idée monarchique. L'État monarchique lui-même ne répondait pas aux attaques de la démocratie par l'intention de la supprimer, mais bien plutôt par de continuelles concessions. Celui qui prenait alors position contre une des deux institutions courait le danger d'être attaqué par l'une comme par l'autre. Celui qui, pour des raisons nationales, s'opposait aux résolutions de l'Empereur était mis au ban du patriotisme, et en même temps couvert d'injures par la démocratie. Celui qui prenait position contre la démocratie se trouvait combattu par elle et abandonné par le patriotisme. Il courait même le danger d'être trahi de la façon la plus ignoble par le gouvernement allemand, dans le triste espoir de pouvoir obtenir, en sacrifiant cette victime, les bonnes grâces de Jéhovah, et de fermer un moment les gueules des meutes juives de la presse. Étant donné les circonstances d'alors, c'était une chose impensable, que d'obtenir une place de responsable dans le gouvernement contre la volonté de la démocratie ou contre celle de Sa Majesté l'Empereur, et de changer ainsi le cours de la politique étrangère. Il en résulta que les doléances contre la politique étrangère allemande furent exclusivement formulées sur le papier, et qu'elles prirent donc l'aspect simplifié et délayé de la polémique journalistique. Il s'en suivit une diminution en valeur des contre-propositions qui étaient ainsi présentées, et qui se multipliaient et s'obstinaient d'autant plus que les auteurs espéraient, de cette façon, renverser le mauvais gouvernement responsable. Les critiques de cette époque n'atteignirent d'ailleurs pas ce but. Le gouvernement d'alors n'en mourut pas, mais il fit mourir l'Empire allemand, et avec lui, le peuple allemand. Ce qu'on avait prévu depuis dix ans était arrivé. On ne peut se souvenir sans la plus profonde sympathie des hommes, condamnés par la destinée, qui ont pendant vingt ans prédit l'effondrement sans qu'on les écoutât et sans pouvoir rien faire, et qui durent vivre la tragique épreuve de leur peuple.

Vieillis, chagrins et amers, pénétrés de l'idée qu'ils devaient

se rendre utiles, ils cherchèrent, après la chute du régime impérial, à préparer, de toute leur autorité personnelle, le redressement de notre peuple. Pour un grand nombre de raisons, la chose était certes vaine.

Lorsque la révolution condamna l'empire et que la démocratie fut instaurée, les esprits critiques de l'époque précédente avaient, pour détruire la démocratie, aussi peu de moyens qu'ils en avaient eu auparavant pour acquérir une influence quelconque sur le gouvernement impérial. Dans leurs dix années d'activité, ils s'étaient tellement habitués à une conception purement littéraire des problèmes que, dès lors, ce n'étaient pas seulement les moyens matériels qui leur manquaient, pour donner à leur pensée une expression, en face d'une situation qui ne répondait qu'au cri de la rue ; mais ils en étaient arrivés à perdre la capacité de donner à leurs conceptions une force d'expression qui, pour être effective, devait être plus qu'une simple protestation écrite. Ils avaient tous vu dans les vieux partis le germe et la raison du déclin du Reich. En conscience, ils se devaient de repousser loin d'eux toute prétention à vouloir jouer le jeu des partis. Et cependant ils ne pouvaient pratiquement faire triompher leurs idées qu'en ayant la possibilité de les faire accepter par un grand nombre de gens. Et lorsqu'ils désiraient mille fois écraser les partis, ils devaient encore former le parti qui considérait comme son devoir d'écraser les partis. Cela ne se produisit pas, mais voici ce qui se passa : plus l'opposition politique de ces hommes fut contrainte de se montrer journellement à visage découvert, et plus elle prit l'aspect d'une critique qui, sans doute, dénonçait toutes les faiblesses du régime, mais qui, incapable de prendre ses responsabilités, négligeait d'avancer une proposition positive ; d'autant qu'il n'y a naturellement, dans la vie politique, aucune action qui, à côté de sa lumière, n'ait aussi son ombre. Il n'y a pas de combinaison de politique extérieure que l'on puisse considérer comme satisfaisante, sans la moindre arrière-pensée. Le critique qui devait viser essentiellement, alors, à suppri-

mer un régime considéré généralement comme incapable, n'avait pas la moindre occasion, en dehors de la critique utile des activités de ce régime, d'arriver à des projets positifs, dont les idées auraient pu être soumises tout aussi facilement à un éclairage critique. Le critique ne voudra jamais affaiblir la signification de sa critique en présentant des projets qui pourraient y être eux-mêmes soumis. Peu à peu, la pure pensée critique est tellement incarnée dans les représentants de l'opposition nationaliste qu'ils considèrent encore aujourd'hui sous un angle critique la politique intérieure et extérieure, et même n'agissent qu'en critiques. Pour la plus grande part, ils sont restés des critiques ; et par là même, aujourd'hui encore, ils ne peuvent arriver à une résolution claire, positive et sans équivoque, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, par incertitude et par indétermination, et aussi par peur de prêter facilement le flanc à la critique de l'adversaire. Sur mille choses, il pourrait y avoir des progrès ; et cependant, on n'avance pas d'un pas, parce que ce pas ne paraît pas totalement satisfaisant, parce qu'il y a des moments douteux, parce qu'il y a un côté d'ombre qu'on y reconnaît — et qui angoisse. Pour guérir tout un peuple de ses profondes et difficiles maladies, il ne s'agit pas de trouver une recette qui soit d'une parfaite innocuité, mais il s'agit bien parfois de neutraliser un poison par un contrepoison. On doit avoir le courage, pour ne pas se trouver dans des situations qu'on sait mortelles, d'en affronter d'autres qui ne sont pas sans danger. En tant que critique, j'ai le droit de passer en revue toutes ces possibilités de politique étrangère, et de les torturer jusqu'à découvrir leurs côtés douteux ou leurs ressources secrètes. Mais, en tant que chef politique qui va faire de l'Histoire, je dois me déterminer à ne prendre qu'une seule route ; même si la froide raison me dit mille fois que cette route présente des dangers certains, et que peut-être, elle mène à une fin qui n'est pas complètement satisfaisante. Je ne peux pas renoncer au succès parce qu'il n'est pas à cent pour cent. Je ne dois pas m'abstenir de faire un pas, parce qu'il n'est peut-être pas complète-

ment sûr ; car le point où j'en suis à ce moment implique la certitude, dans les délais les plus brefs, de ma mort pure et simple. Je ne dois pas renoncer à une action politique parce qu'en dehors de l'utilité qu'elle aura pour mon propre peuple elle en aura une pour un autre peuple. A moins que le bénéfice d'autrui ne soit plus grand que le mien, ou que l'échec d'une telle action ne soit fatale à mon peuple, avec une certitude absolue.

J'ai aujourd'hui proposé de reprendre les plus importantes propositions émanant d'esprits purement critiques. Telle ou telle chose peut y paraître bonne et juste ; malgré cela, on ne peut pas tout prendre sous prétexte que telle ou telle chose est acceptable. On sait que l'Allemagne et que notre peuple vont à l'abîme, mais on ne voit pas le moyen de les sauver, parce que, dans ce moyen, on ne considère ainsi que telle ou telle chose, ce qui est au moins une erreur d'esthétique. En un mot, on voit le déclin, mais on n'a pas la force de l'enrayer, de s'opposer à lui, parce que, dans l'acte même d'opposition, on flairera encore quelque part une possibilité qui sera l'objet d'un doute. Un mal plus lointain découle de cette déplorable neutralité. Il y a aujourd'hui des gens cultivés, et il n'y en a pas peu, qui, lorsqu'ils se décident à faire face à une action déterminée, où à s'y livrer, soupèsent avec soin le pourcentage probable de réussite, et calculent d'après ce pourcentage l'importance du bénéfice à en tirer. Par exemple, ce n'est pas parce qu'une décision de politique étrangère ou intérieure n'est pas totalement satisfaisante et ne semble pas totalement promise au succès qu'on ne doit pas s'y lancer de toutes ses forces, à corps perdu. Ces malheureux ne comprennent pas qu'au contraire une détermination que je tiens en soi pour nécessaire, mais qui ne semble pas assurée du plein succès — ou dont le succès ne nous satisfera que partiellement — doit être défendue avec une énergie d'autant plus grande que, ce qu'elle perd en chances de succès, elle peut le gagner par l'énergie de la réalisation. Qu'il s'agit toujours d'examiner si une situation donnée exige ou non une résolution donnée.

Si une telle résolution paraît nécessairement et irréprochablement assurée, c'est par la plus brutale détermination, la plus grande énergie, qu'on la mènera à bien ; mais cela s'impose même si le résultat final paraît tout à fait aléatoire, ou imparfait — ou même s'il y a peu de probabilité pour qu'il se produise. Si un homme semble atteint d'un cancer et doit inéluctablement mourir, il serait inepte pour lui de refuser une opération, sous prétexte qu'elle présente un faible pourcentage de sécurité, et que le malade, en cas de réussite, n'a pas cent chances sur cent de guérir. Mais il serait plus inepte que le médecin, placé devant ces perspectives limitées, n'apporte à opérer qu'une énergie sans conviction. Cette ineptie, ces hommes en font preuve sans cesse dans le domaine de la politique extérieure et intérieure. Parce qu'une opération politique n'est pas entièrement assurée du succès, ou n'est pas entièrement satisfaisante dans ses résultats, ils renoncent, non seulement à l'entreprendre, mais, si par hasard elle est entreprise, à y déployer tout l'effort nécessaire, et ce, dans le secret espoir de se ménager peut-être une petite porte de sortie. C'est le soldat attaqué en terrain libre par un char d'assaut, et qui, peu assuré de réussir à se tirer d'affaire par une vive résistance, ne résiste que mollement. Sa porte de sortie, c'est la fuite, et sa fin, la mort certaine.

Non, le peuple allemand est assailli à l'intérieur et à l'extérieur, aujourd'hui, par une meute d'ennemis acharnés à le perdre. Cette situation, si elle se prolonge, aura une fin fatale. On doit sauter sur toutes les occasions de la briser ; même si cette réaction présente des inconvénients, ou des côtés critiquables (celui qui est voué au diable n'a pas le choix des alliés...). Et c'est avec la dernière énergie qu'il faut défendre victorieusement toute possibilité, quelle qu'elle soit.

Le succès de la bataille de Leuthen était incertain — mais la lutte était nécessaire. Frédéric le Grand n'a pas vaincu parce qu'il a fait face à l'ennemi avec la moitié de ses forces, mais parce qu'il compensa l'incertitude du succès en se surpassant génialement, grâce à la hardiesse et à la détermination de ses

combinaisons, et grâce à la témérité avec laquelle ses régiments combattirent.

J'ai certes quelque crainte de ne pas être compris de mes critiques bourgeois, tout au moins aussi longtemps que le succès ne leur administrera pas la preuve de la justesse de notre action. L'homme du peuple a ici un jugement plus sûr. A la place de l'intelligence raisonneuse de nos intellectuels, il affirme la sûreté de son instinct et la foi de son cœur.

Si, dans cet ouvrage, je m'occupe de politique étrangère, je ne le fais pas en tant que critique, mais comme chef (Führer) du parti national-socialiste, dont je sais qu'il fera l'Histoire. Si je me trouve contraint de critiquer les époques passées et présentes, ce n'est que pour nous tracer une route positive, et pour me faire bien comprendre. Le Mouvement national-socialiste s'exerce non seulement à critiquer la politique intérieure, mais à consolider sa propre conception du monde ; de même il n'a pas seulement à reconnaître, dans la politique étrangère, ce qu'on a pu faire de faux, mais à faire précéder de cette analyse sa propre action.

Je sais bien que notre plus grand succès ne serait pas la création du bonheur à cent pour cent ; étant donné l'insuffisance des hommes et les circonstances qui en dérivent, la perfection finale n'existe jamais qu'en théorie. Je sais aussi qu'il n'y a pas de succès sans sacrifice et qu'on ne gagne pas de bataille sans perte. Mais la pensée qu'aucun succès n'est jamais total ne m'empêchera jamais de préférer à un déclin parfaitement évident un succès même imparfait. Je m'efforcerai pour cela de chercher ce qui manque à la probabilité ou à la grandeur du succès, de contrebalancer ce défaut par une plus grande détermination, et d'inspirer cet esprit au Mouvement que je dirige. Nous mesurons aujourd'hui le sacrifice, nous pesons l'importance du succès possible, et nous marchons à l'attaque exactement de la même manière, que l'objectif soit à dix ou à mille kilomètres de la ligne de départ. Car, là où finit notre succès, ce sera toujours le point de départ d'un nouveau combat.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE DU PARTI NATIONAL-SOCIALISTE ALLEMAND

Je suis un nationaliste allemand. Cela veut dire que je me reconnais dans mon peuple. Toute ma pensée, toute mon action lui appartiennent. Je suis socialiste. Je ne découvre devant moi ni classe, ni caste ; je ne vois qu'une société d'hommes, liés par le sang, unis par la langue et soumis à un même destin. J'aime ce peuple, et je ne déteste que ses éternelles « majorités », parce que je ne considère pas du tout qu'elles représentent la grandeur et le bonheur de mon peuple.

Le Mouvement national-socialiste que je dirige aujourd'hui fait de la libération intérieure et extérieure de notre peuple son seul but. A l'intérieur, il désire donner à notre peuple cette forme de vie qui semble convenir à son être, et qui sera favorable à l'expression même de cet être. Il veut ainsi conserver l'essence de ce peuple, et permettre, par des mesures rationnelles, l'expression des éléments les meilleurs et des meilleures vertus. Il s'engage à donner au peuple la liberté sur le plan extérieur, parce que c'est à ce prix que la vie du peuple peut prendre la forme qui convient à ce dernier. Il lutte pour le pain quotidien du peuple, parce que c'est là lutter pour le droit de vivre. Il combat pour assurer l'espace vital, parce que celui-ci aussi découle du droit à la vie.

Ainsi le Mouvement national-socialiste comprend, sous le concept de « politique intérieure », l'exigence, l'affermissement

et l'assurance de l'existence de notre peuple, par l'instauration de forme de vie et de conditions de vie qui correspondent à l'essence même de notre peuple, et qui permettent d'épanouir ses forces fondamentales.

Il comprend, sous le concept de « politique extérieure », la perspective d'un développement extérieur qui assurera la liberté du peuple, et lui procurera les conditions de vie les plus indispensables.

La politique étrangère du Mouvement national-socialiste se différencie de celle des partis bourgeois en ce que la politique étrangère du monde nationaliste et bourgeois n'a toujours été qu'une simple politique de frontières, alors que celle du Mouvement national-socialiste sera toujours une politique de l'espace. Les plans les plus hardis de la bourgeoisie allemande ne tendaient qu'à donner de la cohésion à la nation allemande, ce qui ne consistait, en réalité, qu'en de vaines rectifications de frontières. Le Mouvement national-socialiste, au contraire, déterminera sa politique extérieure suivant la nécessité d'assurer l'espace vital nécessaire à la vie du peuple. Il ne vise ni à germaniser ni à soumettre qui que ce soit, comme la bourgeoisie nationaliste, mais seulement à étendre le champ de son propre peuple. Jamais on ne verra naître une force nationale ou populaire allemande chez les Tchèques et chez les Polonais soumis, et qu'on prétend germanisés, éléments dont la présence constitue un affaiblissement racial de notre peuple. Notre conception nationale n'est pas déterminée par l'idée traditionnelle d'État patriotique, mais bien plus par les données populaires et raciales. Ainsi le point de départ de notre pensée est tout à fait différent de celui qui caractérise le monde bourgeois. C'est ainsi que beaucoup de choses qui apparaissent à la bourgeoisie nationaliste comme des succès politiques, tant dans le passé que le présent, ne sont pour nous que des erreurs, ou l'origine d'un malheur futur. Et beaucoup de choses que nous considérons comme évidentes apparaissent au bourgeois allemand comme incompréhensibles et même comme malsaines.

Cependant, une partie de la jeunesse allemande issue des cercles bourgeois pourra essayer de me comprendre. Ni moi, ni le parti national-socialiste ne comptons trouver le moindre soutien dans les cercles actifs de la bourgeoisie politique nationaliste, mais nous sommes bien certains qu'une partie au moins de la jeunesse trouvera en nous sa voie.

CHAPITRE VI

DE L'UNITÉ DU REICH A LA POLITIQUE DE L'ESPACE

La politique extérieure d'un peuple se trouve déterminée par des facteurs qui tiennent au peuple même ou à son contexte. Les facteurs intérieurs sont en général les bases nécessaires à une politique extérieure déterminée, de même que la force nécessaire à leur réalisation. Les peuples qui vivent dans un espace trop réduit s'efforceront fondamentalement, tant qu'ils seront dirigés de façon saine, d'agrandir leur territoire, c'est-à-dire leur espace vital. Ce phénomène, essentiellement fondé sur des nécessités de subsistance, semble, quand il atteint son but, ouvrir des perspectives si favorables que peu à peu la gloire du succès l'idéalise. Cela signifie que l'expansion territoriale, qui a sa raison première dans un pur besoin, deviendra, dans l'histoire de l'humanité, un acte héroïque, qui sera considéré exclusivement comme tel quand les conditions ou les prétextes qu'on trouvait à l'origine auront disparu. En essayant d'harmoniser l'espace vital et l'accroissement de population, on aura déclenché des guerres de conquête, qui alors paraîtront sans motif, et qui, de ce fait, risqueront, dans la suite, de provoquer un choc en retour.

La réponse à cela, c'est le pacifisme. Sur terre, le pacifisme est né depuis qu'il y a des guerres qui perdirent leur sens originel de conquêtes entreprises pour nourrir le peuple. Le pacifisme est devenu l'éternel compagnon de la guerre. Il dispa-

raîtra, de même que la guerre changera de sens, pour devenir un moyen d'acquérir richesse et puissance ; et de même elle sera la dernière arme avec laquelle le peuple combattra pour son pain quotidien.

Mais l'agrandissement de l'espace vital d'un peuple exigera toujours, dans le futur, la mise en jeu totale de la force du peuple. Si c'est le devoir de la politique intérieure de préparer cette mise en jeu, c'est le devoir de la politique extérieure de la diriger de telle sorte que le succès soit certain. Cela ne dépend pas seulement de la force que déploient dès ce moment tous les peuples doués de volonté, mais aussi de la puissance de l'opposition qu'elle rencontre. Lorsque les peuples voisins sont de force trop inégale, l'union se transforme toujours en conquête, ou bien elle rassemble toutes les forces qui peuvent s'opposer à un conquérant trop puissant.

C'est le début de la politique des alliances.

Après la guerre victorieuse de 1870-71, le peuple allemand a tenu en Europe une place extrêmement importante. Un bon nombre d'États allemands, dont les liens étaient jusque-là très lâches, et qui s'étaient parfois combattus au cours de l'Histoire, furent réunis en Empire, grâce aux succès politiques de Bismarck et grâce à l'armée prusso-allemande. Une province du vieil Empire allemand, perdue quelque cent soixante-dix ans auparavant, et qu'un acte de brigandage avait définitivement rattachés à la France, revint au sein de la mère-patrie. Au point de vue numérique, la plus grande partie de la nation allemande, du moins en Europe, se trouvait regroupée en un État homogène. Il était fâcheux que, finalement, cet État englobât millions de Polonais et Français (1), devenus Alsaciens et Lorrains. Cela ne correspond ni à l'idée d'un État national ni à celle d'un État

(1) Pendant sa dictée, Hitler n'avait pas les chiffres exacts en tête. On trouvera d'ailleurs au cours de ce livre de nombreux endroits où Hitler voulait s'appuyer sur une donnée chiffrée ; cela ne fait que confirmer le caractère d'esquisse de son second livre, qui n'a jamais connu de mise au point définitive.

populaire. L'État national de conception bourgeoise devait alors au moins assurer l'unité linguistique de l'État, jusqu'à la dernière école et jusqu'au moindre poteau indicateur. Il devait alors imprégner de pensée allemande l'éducation et la vie de ces hommes, et en faire les porteurs de cette pensée. On a bien faiblement recherché ce résultat, on ne l'a probablement jamais voulu sérieusement et, en pratique, c'est le contraire qu'on a obtenu.

L'État populaire, à l'inverse, n'aurait sous aucun prétexte annexé des morceaux de Pologne avec l'intention de les faire devenir un jour allemands. Il se déterminerait, soit à éliminer cet élément racialement étranger, pour ne pas toujours laisser corrompre le sang de notre peuple, soit à éloigner sans hésiter cet élément, afin de donner à notre propre peuple le sol et la terre devenus libres.

On comprend bien pourquoi l'État bourgeois nationaliste n'a pas été capable d'une telle action. Même s'il y avait pensé, il ne l'aurait pas fait pour autant. Mais s'il en avait eu la volonté, c'est la puissance qui aurait manqué pour l'accomplir, moins à cause des réactions internationales qu'à cause de l'incompréhension totale à laquelle se serait heurtée cette action dans les cercles de la bourgeoisie soi-disant nationaliste.

Un jour le monde bourgeois s'est imaginé qu'il pourrait se débarrasser des féodaux, cependant qu'il laissait en réalité se perpétuer leurs fautes, dans la pétaudière des professeurs des avocats et des journalistes. Ce monde n'a jamais eu une seule idée originale, mais une quantité d'illusions et beaucoup d'argent.

Ce n'est pas avec cela qu'on peut vaincre un monde, et encore moins en construire un autre. C'est pourquoi le règne de la bourgeoisie, dans l'histoire du monde, a été court et d'une mesquinerie inconvenante.

D'abord, la création de l'Empire a apporté une sorte de poison dans les États, poison dont la nocivité s'est d'autant moins atténuée que l'égalitarisme bourgeois a largement

donné au Juif la possibilité de faire de cet égalitarisme son arme-choc la plus sûre.

Abstraction faite de cela, l'Empire a répondu aux vœux, sinon de la plus grande, du moins d'une grande partie de la nation allemande. Il allait de soi que le nouvel État, s'il n'avait pas de grands buts de politique extérieure qui fussent vraiment populaires, devait avoir toujours devant les yeux, en tant qu'État bourgeois et national, un but minimum : l'entente et l'unité de la nation allemande. C'est une chose que l'État italien bourgeois et national n'a jamais oubliée.

Tandis que le peuple allemand avait un État national qui n'englobait pas la totalité de la nation.

Les nouvelles frontières politiques nationales de l'Empire ont été tracées de façon imparfaite. Elles se tortillent à travers des territoires de langue allemande, et partagent des terres qui appartenaient à la Confédération allemande à une époque antérieure, même dans leur forme la plus incohérente.

Du point de vue militaire, ces frontières nouvelles sont encore beaucoup moins satisfaisantes. Partout des territoires ouverts et sans protection ; surtout à l'Ouest, où les marches frontières ont la signification la plus importante pour l'économie allemande. Du point de vue militaire, ces frontières étaient si défavorables que certaines puissances se sont groupées autour de l'Allemagne, avec une politique étrangère agressive et des moyens militaires imposants. A l'Est, la Russie ; à l'Ouest, la France. Deux États militaires qui lorgnaient l'un vers la Prusse-Orientale et Occidentale, cependant que l'autre ne cessait de viser le but séculaire de sa politique extérieure : la frontière du Rhin. Il s'y ajoute l'Angleterre, la plus grande puissance maritime de l'univers. Les frontières allemandes à l'Est et à l'Ouest étaient lointaines et sans défense, et la base d'opération possible d'une guerre maritime se trouvait rétrécie défavorablement. Car rien n'a davantage facilité la lutte de l'ennemi contre les sous-marins allemands que l'étroitesse de leurs bases de départ. Ce triangle maritime était plus facile à bloquer et à surveiller que s'il

s'était agi, par exemple, d'une côte de six cents à huit cents kilomètres. Dans l'ensemble, les nouvelles frontières de l'Empire, du point de vue militaire, n'étaient pas du tout satisfaisantes. Aucun obstacle naturel, aucune défense naturelle, nulle part. De tous côtés apparaissaient des États que leurs desseins constituaient en puissances militaires ennemies de l'Allemagne. Le pressentiment de Bismarck, pensant qu'il faudrait défendre, les armes à la main, l'Empire qu'il venait de fonder était justifié. Bismarck a prédit ce qui s'est passé quarante-cinq ans plus tard.

Militairement insuffisantes, les nouvelles frontières du Reich l'étaient plus encore, quant à la nécessité de nourrir le peuple allemand. L'Allemagne a toujours été une région surpeuplée. Cela tient au fait que le peuple allemand est comme enclavé au centre de l'Europe ; cela tient d'autre part à l'importance culturelle et matérielle de ce peuple et à sa fécondité. Depuis qu'il est entré dans l'histoire du monde, le peuple allemand a besoin d'espace. Cette nécessité a déterminé toute sa politique. Depuis le début des invasions barbares, notre peuple n'a jamais pu satisfaire son besoin d'espace, sinon par des conquêtes ou par des restrictions que, tantôt la faim, tantôt l'émigration, souvent des guerres malheureuses, ont provoquées. Et, dans les derniers temps, c'est la limitation des naissances.

Les guerres des années 1864, 1866 et 1870-71 (1) trouvent leur sens dans le fait qu'elles ont causé le retour de certaines factions du peuple allemand, dont elles ont réduit l'éparpillement politique. Le drapeau du nouveau Reich — noir blanc rouge — n'avait pas la moindre signification du point de vue mondial, mais il avait un sens national allemand, puisqu'il signifiait qu'on avait mis fin à ce déchirement politique. La flamme noire blanche et rouge était devenue le symbole de l'unité allemande retrouvée et victorieuse.

(1) Hitler fait allusion ici à l'affaire des Duchés et à la guerre contre le Danemark en 1864 ; à la guerre austro-prussienne et à Sadowa (1866).

Que ce drapeau, pourtant tout neuf, ait été l'objet d'un culte idolâtre, ceci s'explique par les circonstances, qui plaçaient, dans l'Histoire, la naissance du Reich infiniment au-dessus de tous les événements du même genre. Trois guerres victorieuses, dont la dernière a été un miracle de l'organisation étatique allemande, de l'organisation militaire allemande et de l'héroïsme allemand, sont à l'origine même du nouveau Reich. Quand il fut annoncé au monde par le héraut impérial, et par une proclamation de l'Empereur en personne, ce fut dans la musique des fanfares et dans le tonnerre des batteries, sur le front décisif de Paris.

Jamais Empire n'avait ainsi été proclamé.

La flamme noire blanche et rouge est apparue au peuple allemand comme le symbole de cet événement unique ; et de même la flamme noire rouge et jaune reste et restera, elle, le symbole de la Révolution de novembre.

Sous le drapeau impérial, les différents États allemands se sont amalgamés, le Reich nouveau leur a assuré à l'étranger d'être reconnus et de prendre une valeur politique, mais le fait nouveau n'a rien changé à la nécessité essentielle de notre peuple : l'espace vital. Les plus grands exploits politiques et militaires de notre peuple n'ont pas pu donner au peuple allemand une frontière à l'intérieur de laquelle il puisse subsister. Au contraire : dans la mesure où le nouveau Reich avait élevé le prestige du germanisme, il était plus difficile de tourner le dos à cet État en émigrant ; cependant qu'à l'inverse un certain orgueil national et une joie de vivre de la jeunesse, qui nous paraît maintenant presque incompréhensible, ne voulaient voir rien qui pût être pénible, mais seulement des événements heureux.

Depuis 1870-71, l'augmentation de population en Allemagne a été rapide. Ses besoins alimentaires se sont trouvés couverts en partie par le sens du travail et par la grande intelligence économique avec lesquels l'Allemand a cultivé ses champs dans les frontières imparties à son peuple. Une grande partie de l'augmentation de la production du sol en Alle-

magne, pour ne pas dire la plus grande, a été dévorée par une augmentation, tout aussi grande, des besoins vitaux généraux, qu'éprouvait dès lors le bourgeois du nouvel État. Le « peuple de bouffeurs de choucroute et de gouffres à pommes de terre », comme le désignent les Français ironiquement, commence maintenant à aligner lentement son niveau de vie sur le reste du monde. Mais une partie seulement du supplément de rendement obtenu par la paysannerie allemande reste disponible pour répondre à l'augmentation de la population.

Effectivement, le nouvel Empire n'a jamais paru se soucier des nécessités qui provoquaient l'émigration des Allemands. Le nouveau Reich a toujours cru pouvoir maintenir en équilibre, dans des frontières invariables, la relation de la population et de l'espace disponible. La preuve la plus convaincante de la justesse de notre conception à cet égard, c'est qu'à la suite de la rupture de cet équilibre, on a vu se développer en Allemagne, dans les années 1870, 1880 et 1890, une véritable épidémie d'émigration, laquelle, au début de l'année 1890, atteignait le chiffre d'un quart de million d'hommes par an (1).

Le problème de la nourriture du peuple allemand, pour ceux qui restaient, n'avait pas été résolu pour autant par la fondation de l'Empire. Une augmentation postérieure de la nation allemande exigerait qu'à ce problème on trouvât une solution. Il en est ainsi aujourd'hui, il en était ainsi alors, dans tous les cas. Le problème le plus important de la politique étrangère allemande, après les années 1870-71, était de donner une solution au problème de la nourriture.

(1) En fait, on estime que quatre cent deux mille cinq cents Allemands environ émigrèrent entre 1891 et 1895 ; de 1871 à 1900 l'émigration globale a atteint deux millions et demi de personnes.

CHAPITRE VII

LES ERREURS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DES ALLIANCES DU II^e REICH

Parmi les nombreux aphorismes de Bismarck, il en est peut-être un que le monde politique bourgeois aime à citer : c'est celui selon lequel la politique est l'art du possible. Ce mot a une force d'attraction d'autant plus grande que les esprits politiques sont plus petits, qui prétendent à l'héritage du grand homme. Car, avec cette phrase, on pouvait même chamarrer les pires gâte-sauce de la politique, et même leur donner raison, en se référant au grand homme, et en cherchant à prouver que faire plus ou autre chose que ce qu'on avait fait n'était pas possible, que d'ailleurs la politique est l'art du possible, et qu'on se trouvait donc dans la ligne de pensée de Bismarck. C'est ainsi qu'un M. Stresemann peut se tresser d'olympiens (lauriers) autour d'une tête qui, pour ne pas être bismarckienne, n'en est pas moins chauve.

Bismarck avait devant lui un but politique parfaitement défini et tracé. C'est une effronterie, de prétendre qu'il n'a réalisé l'œuvre de sa vie que par une sorte d'accumulation de possibilités politiques, et non par l'art de dominer chaque situation, en fonction des buts politiques qu'il avait en vue. Le but politique de Bismarck, c'était le règlement de la question allemande par le fer et par le sang. La suppression du dualisme Habsbourg-Hohenzollern. La formation d'un nouvel Empire allemand, sous la conduite toute prussienne des

Hohenzollern. L'irréductible sécurité de cet Empire à l'extérieur. L'organisation de son administration intérieure, selon l'exemple prussien.

Bismarck a utilisé tous les moyens dans l'accomplissement de ce dessein : les moyens diplomatiques, aussi longtemps qu'ils ont donné des résultats ; l'épée jetée dans le plateau de la balance, lorsqu'il ne restait plus que la force pour décider. C'était un maître de la politique, dont le champ d'action s'étendait du parquet des salons à la terre gorgée de sang des champs de bataille.

C'était le maître de la « politique du possible ».

Ses successeurs n'ont eu ni but politique, ni pensée politique ; au contraire, ils ont bâclé leur besogne au jour le jour, en se réclamant, avec une outrecuidance remarquable, de l'homme auquel eux-mêmes ou leurs prédécesseurs intellectuels avaient causé les pires soucis et imposé les plus dures luttes ; et tout cela pour dire, de leur bégaiement politique, aussi idiot que vain, qu'il est l'art du possible ! Lorsque Bismarck, grâce à ses trois guerres, mais surtout grâce à sa géniale activité politique, eut créé le nouvel Empire, c'était là pour lui le point principal, qu'il fallait atteindre avant tout. Mais c'était aussi la condition sine qua non de toute la future politique, au service des intérêts vitaux de notre peuple. Car, sans la création de cet Empire nouveau, le peuple allemand n'aurait jamais pu acquérir la puissance nécessaire, sans laquelle la lutte future contre le Destin ne saurait être entreprise. Il était clair qu'on devait s'habituer, sur le plan intérieur, au nouvel Empire cimenté sur les champs de bataille. Des années d'adaptation devaient s'écouler jusqu'à ce que la réunion des États allemands en une Fédération donnât naissance à un véritable État fédéré. C'était le temps où le Chancelier de Fer ôtait ses bottes de cuirassier pour remplacer, avec une intelligence infinie, une patience, un tact et une compréhension admirables, par la force de la confiance, la pression exercée auparavant par l'hégémonie prussienne. Le résultat qui consiste à faire un Empire, en passant d'une

coalition d'États, réunis sur un champ de bataille, à une union intime, est un des plus grands auxquels soit parvenu jusqu'ici l'art de la politique.

Que Bismarck se soit arrêté là montre la sagesse de sa manière de voir ; et ce fut un bonheur pour la nation allemande. Ces années de paix pour la construction interne du nouvel Empire étaient nécessaires, si on ne voulait pas tomber dans une manie de conquêtes, dont les résultats eussent été d'autant plus incertains que la force nécessaire à leur réalisation n'avait pas atteint, à l'intérieur, cette homogénéité qui est la condition première à réaliser avant de songer à y amalgamer d'autres territoires.

Bismarck a atteint le but de sa vie. Il a résolu la question allemande, réduit le dualisme des Habsbourg et des Hohenzollern, fait de la Prusse la première puissance en Allemagne, unifié la nation, consolidé à l'intérieur le nouvel Empire, selon les possibilités d'alors ; et il a créé la défense militaire, de telle sorte que personne ne pût détruire tout ce processus de renouveau de l'Empire allemand, qui ne devait cependant durer que quelques dizaines d'années.

Ainsi Bismarck, chancelier vieilli, pouvait bien repasser dans son esprit l'œuvre de sa vie, cette œuvre n'achevait pas pour autant la vie de la nation allemande. Avec le nouvel établissement de l'Empire par Bismarck, la nation allemande, après des siècles de dégénérescence politique, avait retrouvé une forme organique qui, non seulement assurait la cohésion du peuple allemand, mais donnait à cette unité une expression de force, dont la nature était aussi réelle qu'idéale. Si la chair et le sang de ce peuple étaient la substance dont on doit rechercher le maintien sur la terre, il y avait, dans l'Empire nouveau, l'instrument de la puissance sur lequel la nation pouvait fonder de nouveau son droit à la vie, dans le cadre du monde.

C'était le devoir de l'époque d'après Bismarck, de se décider à franchir le pas qui devait être fait, afin d'assurer la survie du peuple allemand.

De ces déterminations, qui devaient être fondamentales et qui devaient constituer un but nouveau, dépendait toute l'œuvre politique future. Cela signifie que, de même que Bismarck avait fixé seul un but à son action politique, but qu'il s'était autorisé à atteindre par tous les moyens, l'époque d'après Bismarck devait se fixer un but déterminé et nécessaire, conforme aux intérêts du peuple allemand, et auquel tout devait être subordonné, à commencer par l'art de la diplomatie, pour finir par l'art de la guerre.

Or jamais ce but n'a été fixé.

Il n'est pas nécessaire — et c'est d'ailleurs à peine possible — de citer les raisons qui furent à l'origine de cette carence. La raison principale, c'est surtout l'absence d'une personnalité politique vraiment géniale et vraiment dominante. Mais les raisons qu'on doit chercher dans l'essence même de l'Empire nouvellement fondé pèsent d'un poids à peine moins lourd. L'Allemagne était devenue un État démocratique, et bien que la politique dépendit des décisions de l'Empereur, ces décisions pouvaient difficilement se soustraire à l'empreinte d'une pensée générale qui trouvait dans l'institution parlementaire son expression particulière, et dont les inspirateurs étaient aussi bien les partis politiques que la presse, qui recevaient pareillement leurs consignes premières de manieurs de ficelles difficiles à repérer. C'est ainsi que les intérêts de la nation l'ont peu à peu cédé aux intérêts de groupes privés. D'autant plus que, sur les véritables intérêts de la nation, on n'avait en général que peu de lumière, alors que les intérêts de certains partis politiques ou du monde de la presse étaient beaucoup plus concrets. L'Allemagne était bien cependant un État national. Seulement le concept de nation a fini par n'être plus que quelque chose d'étatique, de patriotique et de dynastique. Il n'avait plus rien à voir avec la notion de peuple. C'est alors qu'une obscurité générale a envahi l'avenir et les buts de la politique extérieure. Du point de vue national, le devoir le plus impérieux de l'État aurait été, après avoir mené à bien sa reconstruction intérieure, la reprise et l'accom-

plissement final de l'unité nationale. Pour l'État national d'alors, encore purement formel, il n'y avait pas de but plus direct que la réunion à l'Allemagne des pays allemands d'Europe qui, par leur histoire, devaient faire partie intégrante non seulement de la nation allemande, mais encore d'un Empire allemand. Cependant, une tâche si naturelle n'a pas été entreprise, parce qu'abstraction faite des oppositions d'alors, le soi-disant concept national était beaucoup trop obscur, trop peu médité et trop peu approfondi pour soutenir ceux qui auraient sauté un si grand pas. Cela aurait été contre les notions patriotiques et légitimistes, contre les sentiments d'une sympathie mal définie, que d'avoir pour but essentiel de rattacher, par tous les moyens, à l'ensemble allemand les anciennes provinces orientales de l'Empire.

La « vénérable » maison des Habsbourg y aurait certes perdu son trône. On aurait aussi blessé au plus profond tout un patriotisme de cabaret ; malgré tout, ç'aurait été le seul devoir essentiel et raisonnable, que de pouvoir fonder ainsi l'Empire nouveau, même du point de vue d'un État national. Les Allemands vivant sur le territoire de l'Empire auraient pu représenter numériquement une force essentielle, qui, par la nature même des choses, aurait été une force militaire ; mais ce n'est pas pour cela qu'on aurait pu sauver ce dont on regrette aujourd'hui la perte. Si l'Allemagne elle-même avait pris part au partage de l'impossible État des Habsbourg, alors certes ce partage, pour des raisons de politique nationale, serait apparu comme un but politique spécifique, et tout le développement de l'Europe aurait alors pris un autre cours. L'Allemagne ne serait pas devenue l'ennemie de quantité d'États qui, en eux-mêmes, n'ont aucun grief contre l'Allemagne ; et dans le Sud la frontière de l'Empire ne passerait pas à travers le Brenner. Au moins la partie allemande du Tyrol du Sud appartiendrait-elle aujourd'hui à l'Allemagne.

Qu'on ait empêché cela ne résultait pas seulement d'un manque de conception nationale, mais de l'intérêt déterminé de groupes déterminés. Les partis du Centre souhaitaient

avant tout maintenir l'État des Habsbourg, qu'on prétendait « catholique » ; voilà pourquoi l'on mentait, en parlant des « frères de souche », alors qu'on savait très bien que ces frères de souche, dans la monarchie des Habsbourg, avaient été mis lentement mais sûrement au pied du mur, et qu'on les avait dépouillés de leur origine. Mais pour le Centre, les points de vue allemands n'étaient pas, en Allemagne même, déterminants. Tout Polonais, tout traître alsacien, ami de la France, étaient, pour ces messieurs, bien préférables à l'Allemand qui ne voulait pas se rallier à une organisation aussi coupable. Sous le prétexte de maintenir des intérêts catholiques, ce parti a contribué dès cette époque à déconsidérer et à torpiller par tous les moyens l'Allemagne, ce bastion d'une conception du monde véritablement chrétienne. Et ce parti de menteurs n'a jamais hésité le moins du monde à se promener bras-dessus bras-dessous, dans l'amitié la plus intime, avec des athées déclarés, des sans-Dieu, des profanateurs, simplement parce qu'on croyait ainsi pouvoir nuire à l'État national allemand, et par là même au peuple allemand.

Dans son entêtement à soutenir une politique extérieure insensée, le Centre, ce pieux Centre de chrétiens et de catholiques, a toujours pris comme fidèle allié le marxisme juif et athée. Le Centre faisait des pieds et des mains pour lutter contre une politique antihabsbourgeoise, et le parti social démocrate, défenseur de la conception marxiste, en faisait autant, quoique pour d'autres raisons. L'intention finale, pour l'un comme pour l'autre parti, était la suivante : causer à l'Allemagne le plus grand des torts. La domination de ces partis était d'autant plus absolue et d'autant plus profitable à leurs chefs que l'État était plus faible.

Si l'ancien Empire avait voulu, du point de vue de sa politique nationale, recomposer en Europe l'unité géographique allemande, il aurait dû former un premier groupe de puissances européennes, en dissolvant nécessairement le conglomérat d'États habsbourgeois. Il allait de soi qu'une semblable dissolution ne pouvait se concevoir sans relier entre eux d'autres

États, dont les intérêts étaient communs. Mais pour atteindre ces buts, et pour le succès de toutes ces hypothèses, une coalition européenne devait se former, qui aurait déterminé dans les dix années suivantes le destin de l'Europe.

Évidemment, la Triple-Alliance aurait été liquidée. Je pense, en fait, que cette liquidation était déjà réglée depuis longtemps.

Pour l'Allemagne, l'alliance avec l'Autriche n'avait vraiment de sens qu'aussi longtemps qu'on pouvait espérer, par cette alliance, maintenir un surcroît de puissance. Elle n'avait plus de sens dès le moment où ce surcroît de puissance était inférieur à la charge militaire qui pesait sur l'Allemagne du fait de cette alliance. Dès le premier jour de la Triple-Alliance, on s'était attaché à prévoir le cas où, à la suite de cette alliance, ou même en dehors d'elle, la Russie deviendrait l'adversaire de l'Allemagne. Bismarck avait très précisément mesuré le danger, et sa conclusion avait été de conclure, avec la Russie, le fameux traité de réassurance. Ce traité signifiait tout simplement que, si l'Allemagne se trouvait poussée, par son alliance avec l'Autriche, à entrer en conflit avec la Russie, elle abandonnerait l'Autriche. Par là, Bismarck reconnaissait bien la signification problématique de la Triple-Alliance et, avec son art du possible, il avait prévu ce qui était nécessaire pour tous les cas.

Ce traité de réassurance a contribué, en outre, à provoquer l'exil du plus grand homme d'État allemand de l'époque moderne...

En fait, depuis l'occupation de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie, et à la suite de l'embrasement du mouvement panslaviste, Bismarck, au début de sa quatre-vingt-dixième année, se trouva dans la situation qu'il craignait. L'alliance avec l'Autriche lui avait attiré l'hostilité de la Russie.

Cette inimitié avec la Russie est la raison pour laquelle le marxisme s'est efforcé par tous les moyens de rendre impossible une autre politique, même quand ce parti n'approuvait pas la politique étrangère allemande.

Les relations de l'Autriche avec l'Italie obéissaient aux mêmes principes. C'est par prudence à l'égard de la France que l'Italie était entrée dans la Triple-Alliance, et non par amour de l'Autriche. Là aussi, Bismarck a parfaitement jugé la « cordialité intime » des relations austro-italiennes, lorsqu'il a déclaré qu'entre l'Italie et l'Autriche il n'y a jamais que deux solutions : l'alliance ou la guerre. Mais, en Italie, abstraction faite de quelques fanatiques francophiles, les sympathies allaient à l'Allemagne. Et c'est parfaitement explicable. Ce qui prouve toute l'inculture politique et l'incertitude du peuple allemand, et spécialement de sa prétendue intelligentsia bourgeoise nationaliste, c'est qu'on croyait pouvoir transposer sur le plan de la sympathie amicale, une triple alliance conclue par raison d'État. Ce ne fut jamais le cas entre l'Allemagne et l'Autriche, car la Triple-Alliance, ou plus exactement l'alliance avec l'Allemagne, ne se trouvait ancrée que dans le cœur d'une faible partie des Allemands d'Autriche. Les Habsbourg n'auraient jamais pris le chemin de la Triple-Alliance s'ils avaient entrevu une autre possibilité de conserver le cadavre de leur État. Lorsque, en juillet 1870, sous les provocations inouïes de la France, le peuple allemand s'enflamma tout entier, et courut sur les anciens champs de bataille pour défendre le Rhin allemand, on espérait bien à Vienne que l'heure de la vengeance de Sadowa avait sonné. La discussion s'éternisait à ce sujet, les conseils royaux se succédaient, des courriers étaient envoyés dans toutes les directions, on lançait les premiers ordres d'appel sous les drapeaux, quand arrivèrent les premières nouvelles du théâtre

d'opération. Après Wissembourg, ce fut Wörth ; après Wörth, Gravelotte ; puis Metz, Mars-la-Tour et enfin Sedan ; alors les Habsbourg, sous la pression d'une nouvelle opinion publique, brusquement libérée, commencèrent à découvrir le côté allemand de leur cœur. Si l'Allemagne avait perdu les premiers combats, les Habsbourg, et avec eux l'Autriche, auraient sans doute fait ce que plus tard ils reprochèrent tant à l'Italie. Et cela, non seulement ils l'envisagèrent pour la seconde fois au cours de la première guerre mondiale, mais encore ils le firent, ils commirent la plus vulgaire des trahisures envers l'État qui avait tiré l'épée pour eux. C'est pour eux, c'est pour cet État, que l'Allemagne a subi une énorme saignée ; et cet État l'a trahie, non seulement dans mille cas particuliers, mais encore dans le chef de son représentant (1). Autant de faits et de vérités que notre patriotisme bourgeois nationaliste préfère taire, pour pouvoir aujourd'hui hurler contre l'Italie.

Si la maison de Habsbourg était entrée en rampant dans la Triple-Alliance, c'est vraiment parce que, sans la Triple-Alliance, cette maison aurait été balayée depuis longtemps là où elle se trouve aujourd'hui. Quand je considère les fautes commises par cette maison dans l'histoire du peuple allemand, une chose me semble douloureuse : que « le moulin de Dieu » ait été cette fois mû par des forces qui sont tout à fait étrangères au peuple allemand.

Mais les Habsbourg avaient toutes les raisons de vouloir l'alliance allemande, puisqu'en réalité cette alliance abandonnait le germanisme en Autriche. Pour les Habsbourg, jamais leur politique de dénationalisation en Autriche, leur tchéquisation et leur slavisation de l'élément allemand, n'auraient été possibles, si l'Empire allemand lui-même n'avait étendu sur cette politique son bouclier moral. Car de quel droit l'Autrichien allemand pouvait-il protester pour des raisons nationales contre une politique d'État qui était protégée par l'en-

(1) Allusion aux essais de paix séparée de l'Empereur Charles.

semble de l'opinion nationale allemande, qui, pour l'Autrichien allemand, s'incarnait dans l'Empire d'Allemagne? Et celui-ci pouvait-il encore faire pression pour empêcher la lente dégermanisation de l'Autriche, si les Habsbourg eux-mêmes étaient les alliés du Reich? Qui connaît la faiblesse dont fit preuve la direction politique de l'Empire ne s'étonne pas qu'elle ait préféré prendre n'importe quelle attitude, plutôt que de tenter d'influencer de façon vraiment énergique ses alliés, et ce qui les intéressait directement dans leurs propres affaires. Les rusés Habsbourg le savaient bien, étant donné que la diplomatie autrichienne était parfaitement rompue à la ruse et à la finasserie. A l'inverse, ces Allemands, comme frappés de cécité, ne semblaient pas avoir le moindre soupçon des procédés et de la situation de leurs alliés. C'est seulement la guerre qui a pu leur ouvrir les yeux.

L'alliance amicale des Habsbourg avec l'Allemagne était d'autant plus commode pour eux qu'elle laissait complètement dans le vague les conditions de cette alliance. Tandis que les Habsbourg pouvaient en toute tranquillité et sans souci d'une intervention allemande éliminer, peu à peu, en Autriche les éléments du germanisme, la valeur de cette alliance devait devenir pour l'Allemagne même de plus en plus problématique. Pour l'Allemagne, que signifiait une alliance à laquelle la dynastie autrichienne n'avait pas sérieusement pensé? Car la maison de Habsbourg n'avait jamais envisagé l'alliance sous l'angle des intérêts allemands; et en vertu de cela, les quelques véritables amis de cette alliance se voyaient glisser vers la dégermanisation. Dans toute l'Autriche, on regardait cette alliance, au mieux, avec indifférence; en général, on la détestait. A Vienne, dans les vingt dernières années avant la guerre, la grande presse était beaucoup plus francophile que germanophile. La presse des provinces slaves était franchement hostile à l'Allemagne. Mais, dans la mesure où les Habsbourg favorisaient autant que possible la culture slave et où les petites capitales étaient le centre d'une culture nationale propre, les grands centres manquaient

d'une volonté politique particulière. C'est la punition historique de la maison de Habsbourg, de ne pas avoir vu que cette haine des nationalités, mobilisée contre le peuple allemand, dévorerait un jour l'État autrichien lui-même. Pour l'Allemagne, l'alliance avec l'Autriche était devenue absurde dès le moment où, par l'effet du marxisme austro-allemand, traître au peuple, le suffrage universel avait définitivement brisé la prédominance de l'élément allemand dans l'État autrichien. Cet élément ne formait qu'un tiers de la population de la Cisleithanie, c'est-à-dire de la partie autrichienne de l'État austro-hongrois. A partir du moment où le suffrage universel servait de base à la représentation populaire en Autriche, la situation de l'élément germanique devenait plus désespérée encore et d'autant plus que les partis cléricaux ne voulaient plus de représentation consciente des opinions nationales, depuis qu'ils avaient été trahis par les marxistes. Cette démocratie sociale, qui parle hypocritement aujourd'hui du germanisme dans le Tyrol du Sud, n'a jamais manqué la moindre occasion, dans l'ancienne Autriche, de trahir et de vendre l'élément allemand, de la façon la plus honteuse. Elle est d'ailleurs toujours du côté des ennemis du peuple. Les prétentions les plus éhontées de l'élément tchèque ont toujours trouvé leur défenseur dans cette social-démocratie allemande. Tout acte qui opprimait l'Allemand recevait l'approbation de ce parti. La social-démocratie allemande s'associait aussitôt aux mesures de répression. Dans de telles circonstances qu'est-ce que l'Allemagne pouvait attendre d'un État dont la ligne politique, dans la mesure où elle s'exprimait par un Parlement, était pour les quatre cinquièmes sciemment et consciemment antiallemande?

Les avantages de l'alliance avec l'Autriche étaient tout entiers du côté de l'Autriche, cependant que l'Allemagne n'en tirait que les désavantages. Et ils n'étaient pas minces.

L'État autrichien, de par son essence, impliquait que la plupart des États qui s'y trouvaient réunis eussent pour but politique la dissolution de l'Autriche. Ce que l'époque post-

bismarckienne n'a jamais complètement réalisé en Allemagne, les plus modestes des États des Balkans le possèdent : un but de politique extérieure déterminé, qu'ils cherchent à atteindre par tous les moyens. Ils sont tous de naissance récente, et ceux qui se trouvaient aux frontières de l'Autriche voyaient les devoirs de leur future politique dans la « libération » de leurs compatriotes qui vivaient encore sous le sceptre de l'Autriche et des Habsbourg. Que cette libération ne pût se faire que par un conflit militaire, allait de soi. Qu'elle conduisit à une dissolution de l'Autriche allait également de soi. La force de résistance autrichienne représentait un obstacle d'autant plus faible qu'elle était constituée au premier chef par les éléments à libérer. Dans le cas d'une guerre de coalition de la Russie, de la Roumanie et de la Serbie contre l'Autriche, les éléments slaves du Nord et du Sud ne participeraient pas à la résistance autrichienne ; de sorte que les Allemands et les Magyars supporteraient tout le poids de la lutte. Mais, quand les forces de lutte sont isolées des racines populaires, la désagrégation est inévitable, et par là même la paralysie du front de combat. D'elle-même, l'Autriche aurait opposé vraiment bien peu de résistance à une telle attaque. C'est ce qu'on savait en Russie, aussi bien qu'en Serbie et qu'en Roumanie. Ce qui a maintenu l'Autriche, c'est le puissant allié sur lequel elle pouvait s'appuyer. Dès lors, quoi de plus naturel que la conception qui s'était fait jour dans les cerveaux des hommes d'État hostiles à l'Autriche aussi bien que dans l'opinion publique : le chemin de Vienne passe par Berlin.

Plus les États pensaient hériter de l'Autriche, et ne pouvaient le faire à cause de l'alliance militaire allemande, plus l'Allemagne devait considérer ces États comme des ennemis.

Au début du siècle, le poids de ces adversaires, hostiles à l'Allemagne à cause de l'Autriche, était beaucoup plus important que l'aide militaire que l'Autriche elle-même pouvait fournir à l'Allemagne.

Ainsi le sens même de cette politique d'alliance se trouvait

renversé. La chose se trouvait encore aggravée par la présence du troisième allié, l'Italie. Comme nous l'avons déjà dit, les relations de l'Italie et de l'Autriche n'ont jamais été cordiales ; à peine était-ce une affaire de raison ; c'était surtout le résultat et la conséquence d'une contrainte extrêmement puissante. Le peuple italien, l'intelligence italienne, peuvent avoir des sympathies pour l'Allemagne. Une alliance de l'Italie avec l'Allemagne était, au début du siècle, chose parfaitement raisonnable. L'opinion suivant laquelle l'Italie est une alliée infidèle est tellement stupide et absurde que seuls les politiciens de notre bourgeoisie nationale peuvent débiter cette fadaise. L'histoire de notre peuple nous en offre la réfutation cinglante, étant donné que les Italiens ont déjà été une fois les alliés de l'Allemagne contre l'Autriche. Mais l'Allemagne d'alors était la Prusse, conduite par le génie de Bismarck, et non l'Empire, affaibli par l'incapacité politique de minables successeurs.

Évidemment, l'Italie d'alors a subi des défaites aussi bien sur terre que sur mer ; mais elle a toujours rempli avec honneur ses devoirs d'alliée, ce que l'Autriche n'a jamais fait pendant la guerre mondiale, dans laquelle cette même Autriche avait poussé l'Allemagne. Lorsque, au cours de la guerre austro-allemande, on offrit à l'Italie une paix séparée, qui lui aurait donné tout ce qu'elle n'a pu obtenir que plus tard, elle refusa avec hauteur et indignation, malgré les défaites militaires qu'elle avait subies. Tandis que dans la guerre mondiale, non seulement le gouvernement autrichien inclinait à la paix séparée, mais était encore prêt à lâcher l'Allemagne. Qu'il ne soit pas allé jusque-là n'est certes pas dû à la fermeté de caractère du gouvernement austro-hongrois, mais aux exigences de l'adversaire, qui impliquaient en fait la dissolution de l'Empire des Habsbourg. Mais que l'Italie des années 1866 ait subi des défaites militaires ne peut être interprété comme le signe de son infidélité à l'alliance. Car, à la place des défaites, on aurait préféré des victoires ; mais l'Italie d'alors ne pouvait se comparer à l'Allemagne d'alors, non plus qu'à

l'Allemagne des époques postérieures, parce qu'il lui a toujours manqué cette force de cristallisation militaire que l'Allemagne a toujours eue, grâce à la Prusse. Une Fédération allemande privée des bases que constituait l'armée prussienne, aurait été au combat une vieille puissance militaire, que l'esprit national n'avait pas encore toute pénétrée; une puissance semblable à l'Autriche, dans une position inférieure, comme c'était le cas en Italie. Mais ce qui était essentiel, c'est que l'Italie d'alors a rendu possible en Bohême une décision, favorable au futur Empire allemand, dans la mesure où elle a fixé une importante et essentielle partie de l'armée autrichienne. Car quiconque se souvient de la situation critique qui se présenta le jour de la bataille de Kœniggratz ne peut pas soutenir que ç'aurait été tout à fait pareil pour le sort de l'Allemagne si l'Autriche, forte de cent quarante mille combattants, en avait eu davantage sur le champ de bataille, ce qui ne se produisit pas grâce à l'alliance italienne.

Que l'Italie d'alors ait conclu un traité d'alliance pour rendre possible, non l'unité nationale du peuple allemand, mais l'unité nationale du peuple italien, est une évidence. Ce serait une naïveté politique que de reprocher ce fait aux Italiens et même de les insulter à ce sujet. L'idée de maintenir une alliance qui n'aurait d'avantage que pour un seul des alliés est d'une stupidité enfantine. Les Italiens auraient eu le droit de faire à la Prusse d'alors et à Bismarck le même reproche, d'avoir conclu l'alliance non par amour pour l'Italie, mais pour servir leurs propres intérêts. Je dois malheureusement dire qu'il est humiliant que ce raisonnement stupide se rencontre au nord des Alpes et non au sud.

Une pareille sottise ne serait compréhensible que si l'on considérait alors la Triple-Alliance, ou plutôt l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche, comme un cas vraiment particulier, dans lequel un État, à savoir l'Autriche, avait tout à gagner dans l'alliance, et l'autre, l'Allemagne, rien. Une alliance dans laquelle l'un trouvait ses avantages, et l'autre le plaisir d'exhiber sa brillante armée. Un froid calcul, d'une

part, et, de l'autre, la fidélité des Niebelungen. Ces circonstances et cette sorte de chose ne se sont produites qu'une seule fois dans l'histoire mondiale, et l'Allemagne a payé la plus lourde quittance pour cette politique et pour cette alliance.

Si l'alliance avec l'Italie, dans la mesure où il s'agissait des rapports de l'Autriche et de l'Italie, semblait dès le départ d'une valeur si douteuse, ce n'est certes pas parce que l'Italie se présentait comme un partenaire fondamentalement perfide, mais parce que, pour l'Italie, cette alliance avec l'Autriche n'apportait pas de contre-valeur réelle. L'Italie était un État national. Son avenir devait se dérouler forcément sur les rives de la Méditerranée. Ainsi tout État limitrophe constituait-il un empêchement au développement de cet État national. Si l'on calcule que l'Autriche maintenait dans ses frontières environ huit cent mille Italiens, et que ces Habsbourg, qui, d'une part ont été délivrés par les Allemands de la slavisation, et qui, d'autre part, comptaient bien jouer des Slaves et des Allemands contre les Italiens, avaient tout intérêt à dénationaliser lentement ces huit cent mille Italiens — les futurs devoirs de la politique étrangère italienne étaient clairs. Si pro-allemand qu'on pût être, il fallait devenir un ennemi de l'Autriche. Cette politique trouva un soutien vivace, un enthousiasme communicatif dans le peuple italien. Car ce que les Habsbourg — et l'Autriche, leur arme politique — ont fait subir à l'Italie au cours des siècles, était, du point de vue italien, révoltant. Pendant des siècles l'Autriche a empêché l'unité du peuple italien; les Habsbourg ont toujours soutenu les dynasties italiennes corrompues; au début du siècle, à Vienne, un meeting du mouvement clérical et social-chrétien se termina par un manifeste demandant la remise de Rome au Saint-Père. On ne dissimulait pas qu'on voyait là un devoir de la politique autrichienne, mais d'un autre côté, on avait l'impudeur d'attendre que l'Italie montrât un saint enthousiasme pour l'alliance avec l'Autriche. La politique autrichienne à l'égard de l'Italie ne prit guère de gants, au cours de ce siècle. Ce que, pendant

des siècles, la France fut pour l'Allemagne, l'Autriche, pendant des siècles, l'a été pour l'Italie. La plaine de l'Italie du Nord a toujours été un champ d'opérations, où l'État autrichien exprimait à sa façon sa politique d'amitié envers l'Italie. Les régiments croates et de Pandours étaient les porte-parole de la civilisation autrichienne ; et c'est un grand dommage que le nom allemand reste attaché à tout cela. On entend parfois aujourd'hui, dans des bouches italiennes, s'exprimer une sous-estimation excessive, et même injurieuse, de la culture allemande ; le peuple allemand doit ce fait à l'État qui se dissimulait extérieurement sous des traits allemands, mais qui s'est démasqué à l'Italie et lui a montré son essence sous forme d'une soldatesque qui, en Autriche même, était considérée par ceux qui l'employaient comme un véritable fléau de Dieu. La réputation militaire de l'armée autrichienne était bâtie en partie sur des succès qui devaient susciter pour longtemps la haine inexpiable des Italiens.

Ce fut un malheur pour l'Allemagne de n'avoir jamais compris cela ; ce fut un malheur plus grand que d'avoir couvert cela, sinon directement, du moins indirectement. Car l'Allemagne a ainsi perdu l'amitié d'un État qui, en tout état de cause, aurait été notre plus fidèle allié, ayant été déjà pour la Prusse un allié sur lequel on pouvait compter.

Une chose spécialement déterminante, dans les relations de l'Italie et de l'Autriche, fut l'attitude de la plus grande partie de l'opinion autrichienne devant la guerre de Tripolitaine. Qu'on ait regardé de travers, à Vienne, les tentatives italiennes de prendre pied en Albanie était encore compréhensible, étant donné la situation des choses. L'Autriche se croyait menacée dans ses propres intérêts. Mais, ce qui est incompréhensible, c'est le tollé, artificiellement attisé contre l'Italie, qui se produisit lorsque celle-ci s'apprêta à conquérir la Tripolitaine. Cependant, l'attitude italienne allait de soi. Personne ne pouvait en vouloir au gouvernement italien, d'essayer de planter le drapeau italien dans des territoires qui, d'après leur position même, semblaient un terrain de coloni-

sation tout désigné pour l'Italie. D'autre part, que les jeunes Italiens marchassent sur les traces des anciens Romains, cette action de l'Italie aurait dû être pour l'Allemagne et pour l'Autriche un sujet de satisfaction. Plus l'Italie s'engageait en Afrique du Nord, et plus l'hostilité naturelle entre l'Italie et la France devait se développer. Un gouvernement réfléchi aurait au moins dû s'efforcer par tous les moyens de créer des difficultés à l'extension menaçante de l'hégémonie française en Afrique du Nord et surtout à la pénétration française dans le continent noir, en considérant à ce sujet la force militaire que la France pouvait en tirer sur les champs de bataille européens. Car les gouvernements français, et les militaires en particulier, n'ont jamais laissé aucun doute sur le fait que, pour eux, les colonies africaines avaient déjà un autre sens que d'être le champ d'action de la civilisation française. Ils y voyaient un réservoir de soldats, en vue de la prochaine conflagration européenne. Que celle-ci ne pût avoir lieu qu'avec l'Allemagne, c'était très clair. Qu'est-ce qui aurait été plus naturel, que de laisser l'Allemagne favoriser en Afrique du Nord un État-tampon, qui fût à une puissance tierce, spécialement si cette puissance était un allié ? Étant donné que le peuple français était stérile, l'agrandissement de son espace vital n'était pas nécessaire, alors que le peuple italien, comme le peuple allemand, devait trouver un exutoire quelque part. Qu'on ne dise pas qu'il se serait agi d'une spoliation de la Turquie ! Toutes les colonies sont les fruits d'une spoliation. Seulement, l'Européen ne peut vivre sans elles. Nous nous désintéressons de la Tripolitaine, et nous en avons le devoir afin de ne pas provoquer, par une sympathie aléatoire pour la Turquie, une désunion avec l'Italie. Même dans une action de politique extérieure, l'Autriche et l'Allemagne pouvaient rester derrière l'Italie. La façon dont la presse autrichienne et même toute l'opinion se conduisirent, à l'égard de l'action italienne, qui, en dernière analyse, était exactement du même ordre que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, fut proprement scandaleuse. Ce fut une flambée de haine,

qui montrait la véritable nature des relations entre l'Autriche et l'Italie, d'autant plus clairement que cette attitude était dénuée de toute justification objective. Je me trouvais à cette époque à Vienne, et j'étais outré de la manière imbécile et éhontée dont on y tombait sur le dos d'un allié. Dans de telles circonstances, exiger ensuite que cet allié soit fidèle, d'une façon qui aurait fini par signifier le suicide de l'Italie, était pour le moins absurde et naïf.

Il arriva ceci : la situation géographique et militaire naturelle de l'Italie contraignit toujours cet État à pratiquer une politique qui ne la mit pas en conflit avec une puissance maritime puissante, étant donné que la flotte italienne n'était probablement pas en mesure d'opposer une résistance suffisante. Aussi longtemps que la suprématie des mers revint à l'Angleterre, et aussi longtemps que cette prédominance se trouva renforcée par une flotte française méditerranéenne, sans que l'Italie et ses alliés pussent opposer une résistance notable, l'Italie ne put avoir une attitude antianglaise. D'un gouvernement, on ne peut attendre que, par une sympathie imbécile pour un autre État, dont il a pu apprécier l'amitié pendant la guerre de Tripolitaine, il s'expose à une destruction certaine. Mais celui qui ne fait que jeter un coup d'œil superficiel sur les proportions des côtes italiennes doit, sans autre examen, reconnaître qu'un combat de l'Italie contre l'Angleterre demeure, dans ces conditions, non seulement sans espoir, mais encore absurde. L'Italie se trouve ainsi dans une situation identique à celle de l'Allemagne : de même que, pour Bismarck, le risque d'une guerre contre la Russie, guerre provoquée par l'Autriche, semblait si immense qu'il devait s'efforcer d'y pallier par le célèbre traité de réassurance, de même, pour l'Italie, l'alliance avec l'Autriche est insoutenable, au cas où l'Angleterre est hostile. Celui qui ne veut pas comprendre cela est incapable de pensée politique, et par là même parfaitement capable de faire de la politique en Allemagne... Mais le résultat de la politique faite par cette sorte d'hommes, la nation allemande l'a sous les yeux, et en supporte les conséquences.

Toutes les considérations précédentes ont pour effet de diminuer la valeur de l'alliance autrichienne. Il était certain que l'Allemagne, étant donné son alliance avec l'Autriche, devrait considérer les Italiens comme ennemis, en plus des Russes, des Roumains et des Serbes. Comme nous l'avons dit, il n'y a pas d'alliance qui puisse se bâtir sur des sympathies idéales, sur une fidélité idéale, ou sur une gratitude idéale. Les alliances sont d'autant plus fortes qu'elles doivent espérer que les parties contractantes en tireront des avantages propres. Vouloir fonder une alliance sur d'autres bases est illusoire. Je n'aurai jamais l'espoir que l'Italie s'allie à l'Allemagne par sympathie pour l'Allemagne, par amour de l'Allemagne, et dans l'espoir de rendre service à l'Allemagne. De même, ce n'est jamais par amour pour un autre État, par sympathie ou par désir de le servir, que je pourrai envisager une alliance. Si je préconise aujourd'hui une alliance entre l'Italie et l'Allemagne, c'est simplement parce que je crois que ces deux États en tireront des avantages utiles. C'est ainsi que les deux États feront de bonnes affaires.

L'utilité de la Triple-Alliance était seulement du côté autrichien. Étant donné les facteurs politiques qui en résultaient dans certains pays, l'Autriche ne pouvait être que le seul bénéficiaire de cette alliance. Car la Triple-Alliance n'avait en soi aucun caractère agressif. C'était une alliance défensive, qui, par le caractère même de ses dispositions, n'était faite que pour maintenir ce qui existait. Or, étant donné l'impossibilité dans laquelle elles se trouvaient de nourrir leur population, l'Allemagne et l'Italie étaient contraintes à une politique offensive. L'Autriche n'entendait, elle, que maintenir son cadavre d'État, chose déjà impossible. Comme la force défensive de l'Autriche n'y parvenait plus, les forces offensives de l'Allemagne et de l'Italie furent mobilisées à seule fin de sauver l'Autriche. L'Allemagne resta sous le harnais, et en est morte ; l'Italie s'en est défait et a été sauvée. Blâmer cela, seul le pourrait un homme pour qui la politique n'est pas le devoir de maintenir l'existence d'un peuple par tous les

moyens possibles. Si l'ancien Empire d'Allemagne, en tant qu'État national, s'était fixé comme but de politique extérieure l'union future de la nation allemande, il aurait dû abandonner immédiatement la Triple-Alliance et modifier ses relations avec l'Autriche. Un grand nombre d'inimitiés eussent été ainsi évitées, qui ne furent en aucune manière compensées par l'apport de force autrichien.

Mais l'Allemagne d'avant-guerre ne pouvait plus mener sa politique étrangère avec des considérations purement nationales, étant donné qu'elle n'était pas guidée par les buts qui fussent nécessaires au peuple.

Dès avant la guerre, l'avenir du peuple allemand dépendait en partie de la solution du problème de la nourriture. Le peuple allemand ne pouvait plus tirer son pain quotidien de l'espace qui existait alors. Tout l'acharnement et toute l'habileté, comme toutes les méthodes scientifiques de la culture du sol, pouvaient au mieux atténuer cette nécessité, mais ne pouvaient y faire face définitivement. Dans les années de récoltes exceptionnelles, nous ne couvrons pas complètement nos propres besoins de nourriture. Quand les récoltes étaient moyennes ou mauvaises, on arrivait à un pourcentage d'importations considérable. L'approvisionnement en matières premières de beaucoup d'industries se heurtait aux pires difficultés et ne pouvait être assuré que par l'étranger.

Les moyens de supprimer ces nécessités pouvaient être nombreux. L'émigration et la limitation des naissances devaient être catégoriquement écartées, du point de vue de l'État national d'alors. C'est moins la connaissance des conséquences biologiques que la peur d'être affaibli qui fut déterminante sur ce point. Ainsi, pour l'Allemagne d'alors, il n'y avait plus que deux possibilités, pour assurer la conservation de la nation, sans devoir pour autant limiter le chiffre de la population. Ou bien on essaierait de mettre un terme à la pénurie d'espace, c'est-à-dire d'acquérir des sols nouveaux; ou bien on transformerait l'Empire en une grande firme d'exportation. C'est-à-dire qu'on accroîtrait la production de

certains biens jusqu'à lui faire dépasser la demande intérieure, pour trouver ainsi, par les exportations, le moyen d'acquérir vivres et matières premières.

On reconnaissait, au moins partiellement, la nécessité d'un agrandissement de l'espace vital allemand. On pensait faire au mieux, en mettant l'Allemagne au rang des grands peuples colonisateurs. En réalité, étant donné la forme même que prenait la réalisation de cette idée, il y avait là une faille dans la logique interne du raisonnement. Car une saine politique du sol consiste à accroître l'espace vital d'un peuple en donnant au surcroît de population de nouveaux territoires à coloniser qui, pour n'avoir pas le caractère d'une émigration, doivent se trouver politiquement et administrativement en rapports intimes avec la métropole. Cela n'était plus le cas des colonies qu'on pouvait encore trouver à la fin du XIX^e siècle. L'éloignement comme le climat de ces territoires interdisait une colonisation du style de celle que les Anglais ont appliquée dans leurs colonies américaines, les Hollandais en Afrique du Sud et les Anglais encore en Australie. De là vient le mécanisme de la politique coloniale allemande. Le problème de la colonisation passa à l'arrière-plan, et on vit s'y substituer les intérêts de sociétés qui n'avaient que peu de rapports avec les intérêts généraux du peuple allemand. La valeur des colonies allemandes se mesurait, en réalité, à la possibilité de tenir des marchés sûrs, qui, en tant que fournisseurs de différents produits coloniaux et parfois de matières premières, rendraient l'économie allemande indépendante de l'étranger.

Jusqu'à un certain point, la chose aurait pu être assurée dans l'avenir; mais on n'avait pas le moins du monde résolu le problème de la surpopulation, bien qu'on cherchât à garantir l'alimentation du peuple allemand par l'accroissement de ses capacités exportatrices. Naturellement, les colonies allemandes pouvaient un jour, en fournissant aux différentes industries des matières premières à un prix plus avantageux, constituer une capacité de concurrence plus grande sur les

marchés internationaux. Ainsi la colonisation allemande n'était pas, dans ses raisons profondes, une politique du sol, mais un appoint pour la politique économique allemande. Effectivement, l'allègement direct du surpeuplement interne de l'Allemagne resta, avec la colonisation, tout à fait négligeable.

Si l'on voulait avoir une véritable politique de l'espace, la politique coloniale pratiquée avant la guerre était d'autant plus absurde qu'elle ne pouvait pas conduire à un soulagement du surpeuplement allemand ; un jour, ce serait l'inverse, suivant toute prévision. L'Allemagne subirait une perte de sang aussi cruelle que celle que, dans les pires circonstances, une véritable politique de l'espace aurait exigée. Dans la mesure où cette sorte de politique coloniale allemande n'avait abouti, au mieux, qu'au renforcement de l'économie allemande, elle devait un jour ou l'autre se heurter à l'Angleterre. Car une politique économique mondiale allemande ne pouvait jamais qu'aboutir à un conflit avec l'Angleterre. L'industrie d'exportation, le commerce mondial, les colonies et la flotte de commerce doivent être protégés par la grande puissance qui, comme l'Allemagne, s'était vue contrainte de suivre ce chemin, pour les mêmes raisons d'auto-subsistance. Tant que l'Angleterre pouvait compter briser la concurrence allemande avec des moyens purement économiques, cette lutte économique pacifique pour la conquête d'une place au soleil pouvait se poursuivre, parce que nous n'étions jamais sortis, à cet égard, d'une honnête médiocrité. Mais s'il arrivait que l'Allemagne repoussât l'Angleterre sur cette route de l'économie pacifique, il allait de soi que le fantôme de la conquête économique mondiale devrait s'évanouir, devant la pointe des baïonnettes.

Sans doute était-ce une idée politique, que de permettre au peuple allemand de s'accroître, en augmentant sa production industrielle et ses débouchés sur les marchés mondiaux. Mais cette idée n'était pas faite pour avantager le peuple ; elle correspondait aux notions du monde national et bourgeois

d'alors. En tout cas, si l'on prenait cette voie, il fallait en admettre les conséquences ; une expansion mondiale du commerce allemand, c'était la guerre avec l'Angleterre. Donc la politique étrangère allemande avait le devoir de se préparer, par un jeu d'alliances efficaces, à un conflit avec un État qui — une expérience séculaire le prouve — ne négligerait rien pour arriver à une mobilisation générale des États sur lesquels il peut compter. Si l'Allemagne voulait défendre contre l'Angleterre son industrie et sa politique économique, elle devait chercher son premier appui en Russie. La Russie était le seul État qui pouvait constituer à cet égard un allié de valeur, parce que, au moins pour un temps, il n'y avait aucune opposition essentielle entre elle et l'Allemagne. Certes, le prix de l'alliance russe, dans l'état des choses, était l'abandon de l'alliance autrichienne. L'alliance avec l'Autriche, c'était une absurdité, une folie. Si l'Allemagne avait trouvé plein appui en Russie, elle aurait pu se passer de la politique maritime qui conduirait un jour à un difficile règlement de compte. On pouvait mieux employer les énormes moyens nécessaires à la construction d'une flotte, qui, cinq ans plus tard, serait démodée partiellement, non dans sa structure, mais dans sa vitesse et dans son tonnage.

Seulement, les filets de l'alliance autrichienne étaient si emmêlés qu'on ne pouvait plus trouver de solution, et qu'on devait finalement s'éloigner de l'alliance avec la Russie, elle-même orientée peu à peu vers le conflit russo-japonais. Ainsi toute la politique coloniale et économique de l'Allemagne n'était plus qu'un joujou dangereux. Le fait est qu'on recula devant le conflit final avec l'Angleterre, et qu'on la laissa, pendant des années, libre de sa conduite, sous prétexte qu'il ne fallait pas exciter l'ennemi. Cela conditionna toutes les décisions allemandes que nécessitait la protection de la politique économique et coloniale allemande, jusqu'à ce que, le 4 août 1914, la déclaration de guerre de l'Angleterre mette un point final à cette période d'un malheureux aveuglement de l'Allemagne.

Si l'Allemagne d'alors avait été dominée par les conceptions populaires plus que par les conceptions nationalistes bourgeoises, on se serait dirigé vers une autre voie, pour trouver une solution aux besoins allemands, singulièrement en vue d'une grande politique de l'espace européen.

La politique coloniale allemande, qui devait inévitablement provoquer un conflit avec l'Angleterre, où l'on devait voir la France du côté de l'adversaire, comme toujours, était spécialement déraisonnable pour l'Allemagne, parce que notre base européenne était plus faible que celle des autres peuples colonisateurs de quelque importance mondiale. Car il va de soi que le destin des colonies se décide en Europe. C'est ainsi que toute politique étrangère allemande dans ce domaine conduisait en premier lieu à renforcer et à assurer la position militaire de l'Allemagne en Europe. Nous ne pouvions attendre de nos colonies qu'un secours bien peu effectif. Tandis qu'un élargissement de notre base européenne aurait conduit de lui-même au renforcement de notre situation. Les choses se passent différemment, selon qu'un peuple dispose d'un territoire habitable de cinq cent soixante mille ou d'un million de kilomètres carrés. Abstraction faite des difficultés de ravitaillement en cas de guerre, — les ressources devant, autant que possible, rester complètement indépendantes de l'influence de l'adversaire, — un large espace constitue par lui-même une protection militaire, dans la mesure où les opérations qui peuvent se dérouler à l'intérieur des frontières y sont beaucoup plus faciles à supporter. C'est surtout dans l'étendue du territoire qu'on trouve une protection contre des attaques brusquées.

Mais surtout c'est la politique de l'espace en Europe qui pourra seule fournir à notre peuple le potentiel humain et la source de puissance militaire. Une étendue totale de cinq cent mille kilomètres carrés d'Europe peut offrir une base d'exploitation suffisante à des millions de paysans allemands, et peut assurer au peuple allemand des millions de soldats en cas de crise.

La seule région d'Europe qui se prête pour nous au développement de cette politique du sol, c'est la Russie. Les territoires occidentaux faiblement peuplés qui limitent les frontières allemandes et où des colons allemands ont déjà porté leur culture, sont également intéressants pour la nouvelle politique du sol de la nation allemande. Mais le but de la politique extérieure allemande devait être inconditionnellement de nous dégager vis-à-vis de l'Angleterre et, à l'inverse, d'isoler la Russie autant que possible. C'était le renoncement sans rémission à notre politique commerciale et à notre politique économique, puisqu'il fallait renoncer à la flotte, pour concentrer à nouveau toutes nos forces dans l'armée de terre. Il fallait alors renoncer à l'alliance avec l'Autriche, car il n'y avait pas de plus grand obstacle à l'isolement de la Russie que la protection, assurée par l'Allemagne à un État dont un grand nombre de puissances européennes souhaitaient le démembrement, ce qui impliquait pour eux une alliance avec la Russie. Mais, tant que ces États voyaient dans l'Allemagne la raison essentielle du maintien de l'Autriche, ils s'opposaient d'autant plus à l'isolement de la Russie que l'Empire des Tsars pouvait à bon droit leur apparaître comme le seul puissant facteur de la destruction finale de l'Autriche.

Il tombe sous le sens que tous ces États ne pouvaient pas souhaiter un affermissement du seul protecteur de l'Autriche aux dépens du plus puissant adversaire de la maison de Habsbourg.

Dans ce cas, la France aurait été à coup sûr du côté des adversaires de l'Allemagne; on voyait ainsi se profiler de nouveau la possibilité d'une coalition hostile à l'Allemagne, si l'on ne se résolvait pas, au tournant du siècle, à abandonner l'État autrichien à son sort, et à sauver les régions allemandes de cet État.

Les choses se passèrent autrement. L'Allemagne voulait la paix mondiale. Elle évita par conséquent une politique continentale, qui n'aurait pu se faire que de façon agressive, et elle se tourna alors vers une politique économique et commer-

ciale sans limites. On pensait conquérir le monde avec des moyens économiques, mais par là même on ne s'appuyait plus sur aucune force ; on se cramponnait, on s'attachait solidement à un État habsbourgeois mourant, affaibli encore par l'isolement politique général qui se dessinait. Des cercles importants en Allemagne se réjouissaient de cela, soit à cause de leur incapacité politique, soit par l'effet d'idées patriotiques et légitimistes mal comprises, soit encore dans l'espoir muet de pouvoir un jour conduire à la ruine la dynastie des Hohenzollern, qu'ils détestaient.

Lorsque éclata, le 2 août 1914, la sanglante guerre mondiale, ce fut la défaite de la politique d'alliances d'avant-guerre, défaite scellée d'avance. Pour aider l'Autriche, l'Allemagne était poussée dans un combat qui devait finir par menacer sa propre existence. Ses ennemis étaient les adversaires de son commerce mondial et même de sa grandeur, et ils attendaient la chute de l'Autriche. Ses amis : d'un côté, l'Autriche-Hongrie, État inviable, et de l'autre côté la Turquie, éternellement faible et malade. L'Italie sauta le pas que l'Allemagne aurait dû sauter, et qu'elle aurait sauté si, au lieu de philosophes souffreteux et de patriotes gonflés de l'air des hurrahs patriotiques, elle avait confié son sort au génie d'un Bismarck. Que l'allié d'autrefois ait dû ensuite être traité en ennemi, cela ne fait que correspondre à une vue prophétique de Bismarck : entre l'Italie et l'Autriche il ne peut y avoir que deux situations : l'alliance ou la guerre.

CHAPITRE VIII

NÉCESSITÉ DE LA PUISSANCE MILITAIRE LES FRONTIÈRES DE 1914 NE SONT PAS UN BUT

Le 11 novembre 1918, on signa dans la forêt de Compiègne l'arrêt des combats. Le destin avait choisi pour cela un homme qui était un des principaux responsables de l'effondrement de notre peuple, Matthias Erzberger, représentant du Centre et, suivant différentes affirmations, fils d'une femme de chambre et d'un domestique juif. Négociateur allemand, il apposa son nom sur un document qui semble incompréhensible lorsqu'on songe à l'héroïsme dont notre peuple avait fait preuve pendant quatre ans et demi. A moins qu'il ne faille y voir la volonté consciente de détruire l'Allemagne.

Matthias Erzberger lui-même avait été un petit politicien bourgeois partisan des annexions, c'est-à-dire un de ces hommes qui avaient essayé, en particulier au début de la guerre, de remédier de leur propre façon à l'absence de but de guerre officiel. Car, bien qu'en août 1914 tout le peuple ait senti instinctivement qu'il s'agissait par ce combat d'être ou de ne pas être, on n'avait pourtant — après que se furent éteintes les flammes du premier enthousiasme — aucune idée précise sur le non-être dont on était menacé, non plus que sur l'être qui semblait nécessaire. Les conséquences qu'on pouvait

attendre de la défaite furent peu à peu cachées par une propagande qui se donnait libre cours à l'intérieur de l'Allemagne, et qui présentait les buts de guerre de l'Entente d'une manière tout à fait trompeuse, et même, en fit tout à fait abstraction. Dans la seconde et surtout la troisième année de la guerre, on avait de ce fait si bien réussi à enlever au peuple allemand la crainte de la défaite que, grâce à cette propagande, on ne croyait plus aux intentions destructrices de l'adversaire. Cette évolution était d'autant plus inquiétante qu'on ne pouvait rien y opposer, en expliquant au peuple quel était le minimum indispensable auquel il devait tendre pour se maintenir lui-même et recevoir le prix de ses immenses sacrifices. C'est seulement dans des cercles plus ou moins irresponsables qu'on discuta des buts de guerre possibles, et que s'exprimèrent les pensées et les tendances politiques générales de chacun des interlocuteurs.

C'est ainsi que le marxisme, qui était assez rusé pour connaître exactement l'effet paralysant de l'absence d'un but de guerre précis, se défendit surtout d'en avoir un, et parla seulement du retour à la paix, sans annexions et sans indemnités ; pendant ce temps, une partie au moins des politiciens bourgeois essayait d'équilibrer par des contre-propositions précises tout le sang versé.

Toutes les propositions bourgeoises se bornaient à envisager des rectifications de frontières, et n'avaient aucun rapport avec les idées ayant trait à la politique de l'espace. On pensa même encore occuper les loisirs de certains princes allemands en créant des États fantoches ; et c'est ainsi que le monde bourgeois, à quelques rares exceptions près, considéra que la fondation d'un État polonais était une sage décision de politique nationale. Certains avançaient des raisons économiques, pour justifier un nouveau tracé des frontières (pour obtenir, par exemple, le bassin de Longwy et de Briey). Pour d'autres, c'étaient des considérations stratégiques, comme la nécessité, par exemple, de tenir les forteresses belges de la Meuse.

Il va de soi que ce n'étaient pas des buts qui puissent

justifier la guerre d'un État contre vingt-six autres, guerre qui fut l'effusion de sang la plus inouïe de l'histoire, tandis que, chez lui, un peuple entier était livré à la famine. L'impossibilité de donner une raison à la nécessité de poursuivre la guerre a contribué à provoquer son issue malheureuse.

Ce fut là l'origine de l'effondrement de la patrie ; et l'on connaissait d'autant moins les buts de guerre que les rares esprits qui, jusque-là, s'étaient prononcés à ce sujet, avaient entre-temps comme renoncé eux-mêmes à leurs revendications passées. Au fond, c'était compréhensible. Vouloir mener une guerre d'une telle ampleur pour que la frontière, au lieu de passer par Herbetal, passe plutôt par Liège ; qu'au lieu d'un commissaire ou d'un délégué du tsar, ce soit un petit prince allemand qui règne sur une province russe quelconque, voilà qui eût été impardonnable et criminel. Il était dans la nature même des buts de guerre allemands d'être plus tard reniés jusqu'au dernier, pour autant qu'on les mit en question. Car, vraiment, il ne devait pas être permis de maintenir pour de telles bagatelles un peuple entier, ne fût-ce qu'une heure de plus, dans une guerre où les champs de bataille avaient pris lentement l'aspect de l'enfer.

Le seul but de guerre qui eût été digne de cette effusion de sang n'aurait pu être que l'assurance, donnée aux soldats allemands, qu'ils obtiendraient des centaines de milliers de kilomètres carrés, mis à la disposition des Allemands pour une colonisation générale. La guerre aurait, du même coup, perdu son caractère d'entreprise impériale, elle serait devenue la chose du peuple allemand. Car finalement les grenadiers allemands n'ont pas oublié qu'ils ont versé leur sang pour que la Pologne recouvre son indépendance et qu'un prince allemand y monte sur un trône de peluche.

En 1918, on en était arrivé à la fin du gaspillage de sang allemand, sans lui avoir trouvé un sens.

Une fois de plus, notre peuple avait sans compter prodigué l'héroïsme, le sacrifice, le courage devant la mort, la joie de la responsabilité ; et il devait quitter le champ de bataille, battu

et affaibli. Victorieux dans mille batailles et combats, mais vaincu cependant par ceux qu'il avait battus. Un Mané Thécel pour la politique extérieure et intérieure de l'Allemagne d'avant-guerre, et des quatre ans et demi de lutte.

Maintenant, après le désastre, c'est la question angoissante qui se pose : Est-ce que notre peuple a appris quelque chose dans cette catastrophe? Est-ce que ce sont ceux qui, sciemment, l'ont trahi, qui vont continuer à fixer son destin? Est-ce qu'à l'avenir les phraseurs vont encore régner, eux qui ont si misérablement lâché pied? Ou bien est-ce que notre peuple a enfin appris à penser autrement la politique intérieure et extérieure et à y conformer son action?

Si un miracle ne sauve pas notre peuple, sa route sera celle d'un fatal pourrissement.

Quelle est la situation actuelle de l'Allemagne, quelles sont les perspectives pour son avenir et quel sera son avenir?

Le désastre que le peuple allemand a subi tient, comme je veux une fois de plus le constater ici, non pas à la défaite de son organisation militaire, ou à la perte de ses armes, mais à un effondrement intérieur, qui se révéla à ce moment et qui se montre de plus en plus aujourd'hui. Cet effondrement est en rapport avec l'amointrissement de sa valeur raciale et avec la perte de toutes les vertus qui sont la condition de la grandeur d'un peuple, garantissent son existence et lui ouvrent l'avenir.

La valeur du sang, l'idée de personnalité et l'instinct de conservation menacent lentement de faire défaut au peuple allemand. A leur place, c'est l'internationalisme qui triomphe ; il nie les valeurs de notre peuple ; la démocratie s'étend, en étouffant le sens de la personnalité, et enfin une dangereuse pourriture pacifiste empoisonne à la racine même l'instinct de conservation. Nous voyons apparaître l'effet de ces défauts dans toute la vie de notre peuple. Non seulement dans le domaine de la politique, mais dans celui de l'économie, dans celui même de la vie culturelle, on remarque un glissement vers le bas, qui, si on ne l'arrête pas un jour, aura pour consé-

quence d'effacer notre peuple, sur la liste des nations auxquelles l'avenir est promis.

Il faut que disparaissent les signes généraux de décadence que présente notre peuple. C'est là qu'est le grand devoir de la politique intérieure de l'avenir. C'est là la mission du Mouvement national-socialiste. Un peuple nouveau doit naître de cet effort, pour réparer les plus graves dégâts du présent et pour combler le fossé qui s'est ouvert entre les classes, maux dont la bourgeoisie et le marxisme portent une égale responsabilité.

Mais le but de ce travail intérieur, auquel tendra une politique digne de ce nom, doit être de susciter en notre peuple un regain de force dans sa lutte pour la vie, de même qu'un regain de force dans la défense de ses intérêts vitaux à l'intérieur.

C'est là le devoir de notre politique extérieure. Car si la politique intérieure doit fournir à la politique extérieure l'instrument que constituera la force du peuple, pareillement la politique extérieure doit seconder et soutenir la formation de cet instrument, par les actions qu'elle engage et par les mesures qu'elle prend.

La tâche de la politique extérieure du vieil État bourgeois national eût été d'abord de créer et d'élargir l'entente de ceux qui appartenaient à la nation allemande en Europe, et ensuite de prendre l'essor nécessaire pour une politique de l'espace, qui aurait été parfaitement populaire. Mais la tâche de la politique extérieure de l'après-guerre devait être d'abord de soutenir l'instrument de la puissance intérieure. Car cette politique ne disposait pas d'un État pouvant se prétendre populaire ; en revanche, elle disposait d'excellentes traditions militaires. Si l'Allemagne de ce temps-là n'avait déjà plus, depuis longtemps, mis l'accent sur la chose militaire, comme l'avait fait le vieil État prussien, si de ce fait elle était dépassée ; en particulier dans le domaine de l'organisation militaire, par d'autres nations, la qualité de la vieille armée demeurait pourtant incomparablement supérieure à tout le

reste. Cet excellent outil de l'art guerrier était jadis à la disposition d'un État qui avait une politique extérieure. Grâce à cet instrument, et au respect général dont il était l'objet, la liberté de notre peuple n'était pas le résultat de notre force, qui avait effectivement fait ses preuves, mais elle venait d'un crédit général que nous possédions, à cause de cet instrument de guerre unique, et à cause aussi, pour une moindre mesure, de l'appareil administratif de l'État, qui était vraiment modèle.

Le peuple allemand ne possède plus cet instrument de première qualité pour défendre les intérêts du peuple, ou du moins il n'en a plus assez et nous sommes loin des données qui furent la base de notre force antérieure. Le peuple allemand n'a plus qu'une armée de mercenaires. Cette troupe mercenaire risque de tomber en Allemagne au niveau d'une police armée, dotée de techniques spéciales. La comparaison de l'armée mercenaire allemande avec l'armée anglaise n'est pas en faveur de la première. L'armée mercenaire anglaise avait constamment eu la charge de penser militairement l'attaque et la défense, ainsi que de soutenir la tradition militaire de l'Angleterre. L'Angleterre possédait dans sa troupe mercenaire, et dans son système particulier de milice, les bases d'une armée qui, de par son insularité, suffisait à défendre les intérêts vitaux anglais, ou plutôt semblait y être adaptée. La pensée qui donna cette forme à la force de résistance anglaise n'avait pas pour origine la lâcheté, ou le désir d'économiser le sang anglais. Au contraire. L'Angleterre combattit avec des mercenaires tant que ceux-ci suffirent pour la défense des intérêts anglais. On appelait des volontaires quand le combat en réclamait. On introduisit le service militaire obligatoire quand la patrie en eut besoin. Car, ainsi disposée, l'organisation de la résistance anglaise servit toujours à combattre sans merci pour la défense de l'Angleterre. Elle n'était qu'un instrument pour défendre les intérêts anglais, instrument animé par une volonté qui n'aurait pas hésité à exiger le sang de toute la nation, si la chose avait été nécessaire. Là d'ailleurs où les intérêts de l'Angleterre étaient en

jeu, elle prenait conscience d'une prédominance qui, d'un point de vue purement technique, prenait l'aspect du système de « la puissance navale au moins égale à la somme des deux puissances les plus fortes ». Si l'on considère le soin et le sens infini de la responsabilité dont ces qualités sont empreintes, et qu'on les compare avec la légèreté qui caractérise l'Allemagne, et en fait l'Allemagne bourgeoise nationaliste qui a tant négligé son armement au cours de l'avant-guerre, on est pris d'une profonde tristesse. L'Angleterre savait que son avenir et même toute son existence dépendait de sa force navale; de même que l'Allemagne nationale bourgeoise aurait dû savoir que l'existence et l'avenir de l'État allemand dépendaient de la force de notre armée de terre. Tandis que l'Angleterre, ferme comme l'acier, voyait une occasion de guerre dans toute atteinte à cette proportion, l'Allemagne devait en Europe empêcher toute tentative russe ou française de dépasser son armée, et y répondre par des mesures militaires, pour lesquelles plus d'une occasion favorable s'est présentée. Or la bourgeoisie a, dans cette conjoncture, mésusé d'un adage de Bismarck. Le propos de Bismarck suivant lequel il ne pensait pas à une guerre préventive servit de cheval de bataille à tous les politiciens sans énergie, faibles et impardonnables au point de justifier ainsi leur politique de « laisser faire et aller », dont les suites devaient être terribles. On a complètement oublié que les trois guerres de Bismarck furent des guerres qu'on aurait pu éviter, du moins selon les conceptions de ces philosophes pacifistes, adversaires des guerres préventives. Qu'on songe par exemple à toutes les insultes que Napoléon III aurait dû ajouter aux siennes, en 1870, pour que la République allemande d'aujourd'hui se décidât à prier M. Benedetti de baisser quelque peu le ton. Ni Napoléon ni le peuple français tout entier ne pourraient attirer l'Allemagne d'aujourd'hui vers un nouveau Sedan. Croit-on que la guerre de 1866 aurait eu lieu si Bismarck n'avait pas souhaité qu'elle éclatât? On pourrait prétexter qu'il s'agit là d'une guerre qui visait à atteindre des buts clairement définis, et non d'une

guerre dont la cause véritable était la crainte de voir l'adversaire attaquer. C'est une dispute de mots. Comme Bismarck était bien persuadé que la lutte avec l'Autriche ne pouvait tarder, il s'y prépara, et s'y lança lorsque le prétexte fut favorable à la Prusse. La réforme de l'armée française par le maréchal Niel trahissait clairement l'intention de donner à la politique et au chauvinisme français des armes assez puissantes pour attaquer l'Allemagne. Vraiment, Bismarck aurait bien pu trouver une solution pacifiste au conflit de 1870. Seulement il était plus opportun d'engager la lutte à un moment où l'organisation de l'armée française n'avait pas encore atteint son plein effet. D'ailleurs toutes interprétations de Bismarck pèchent par un point : on confond, dans ses propos, ceux du diplomate et ceux du parlementaire. La réponse que Bismarck fit à un questionneur montre bien comment il jugeait une telle bévue. Avant la guerre prusso-autrichienne, ce quidam aurait bien voulu savoir s'il était vraiment dans les intentions de Bismarck d'attaquer l'Autriche. Il répondit d'un air impénétrable : « Non, je n'ai pas l'intention d'attaquer l'Autriche. Mais, si je voulais le faire, je n'aurais pas non plus l'intention de vous le dire. »

D'ailleurs la guerre la plus difficile que fit jamais la Prusse fut une guerre préventive. Quand Frédéric le Grand put savoir, par une âme damnée, quelle était l'intention de ses éternels adversaires, il n'attendit pas qu'on l'attaquât, sous prétexte qu'il ne faut pas faire de guerre préventive : il passa lui-même à l'attaque. Il aurait été plus facile de répondre, devant l'Histoire, d'une guerre préventive qui, en 1904, alors que la Russie était occupée en Extrême-Orient, aurait terrassé la France, que de la guerre mondiale, qui fut causée par le fait qu'on avait laissé passer cette occasion, ce qui a coûté beaucoup plus de sang et jeté notre peuple dans la plus sombre des défaites.

L'Angleterre n'a jamais eu de telles pensées. Sa prédominance sur la mer semble la condition à laquelle elle attache la conservation de son indépendance. Aussi longtemps qu'elle

en a eu la force, elle n'a pas laissé cet état de choses se modifier. Si, depuis la guerre mondiale, elle a renoncé à cette prédominance, ce fut seulement sous la pression des circonstances, qui furent plus fortes que les volontés anglaises qui s'y sont opposées. Les États-Unis constituent un nouveau facteur de puissance, d'une dimension telle qu'il menace de renverser toute la force et toute la hiérarchie des nations, telles qu'elles furent jusque-là.

De toute manière la flotte anglaise a été jusqu'ici la preuve la plus évidente — ainsi que le montrait la forme donnée à l'organisation de l'armée de terre — de la volonté bien déterminée de maintenir l'Angleterre. Ainsi l'armée des mercenaires anglais n'a pas eu les mauvais côtés des troupes de mercenaires. Elle mena une série de luttes et de combats, soutenue par un vif souci de l'instruction personnelle, par des équipements insurpassables et par un sens sportif du devoir. Ce qui donne à ce petit corps d'armée une signification particulière, c'est le contact direct avec les types de vie de l'Empire britannique. Cette armée a si bien lutté pour la grandeur de l'Angleterre dans toutes les parties du monde qu'elle a appris à se pénétrer de la grandeur britannique. Les hommes qui, soit en Afrique du Sud, soit en Égypte, soit aux Indes, ont représenté les intérêts de l'Angleterre, en portant les armes en son nom, en tirèrent l'impression ineffaçable d'une immense grandeur.

Cela n'est pas possible à notre actuelle armée de métier. Sous la pression des majorités parlementaires pacifistes et démocrates, qui sont en réalité constituées de traîtres au peuple et au pays, plus on se voit contraint de faire des concessions au sujet de cette petite armée, et plus elle cesse d'être un instrument de guerre, pour n'être plus qu'une troupe de police, chargée de maintenir l'ordre et la tranquillité, c'est-à-dire la soumission pacifique. On ne peut former une armée de valeur si elle n'a pas pour but essentiel de préparer la guerre. Il n'y a pas d'armée pour maintenir la paix, il y en a seulement pour faire la guerre et remporter des victoires. En Allemagne,

dans la mesure où on a soustrait la Reichswehr à la tradition de l'ancienne armée, on en a fait une armée sans tradition. Car la valeur traditionnelle d'une troupe ne réside pas dans une série de victoires intérieures sur le front des grèves, ou dans des mesures prises pour empêcher le pillage, mais dans la gloire des combats guerriers victorieux. D'année en année, l'armée de l'État allemand s'éloigne de plus en plus de cette tradition de gloire, dans la mesure où elle cesse de représenter la pensée même de la nation. Plus elle a tué dans ses propres rangs la conscience nationale et même nationaliste, plus elle en a éloigné les représentants, pour mettre à leur place des démocrates et des ambitieux vulgaires, et plus elle s'éloignera du peuple. Nos beaux messieurs ne doivent pas s'imaginer qu'ils se rapprocheront du peuple en faisant des concessions à la fraction démocratique et pacifiste de ce peuple. Cette fraction déteste toute organisation militaire, dans la mesure où elle est militaire, et non une société de surveillance pacifique et internationale des intérêts de la Bourse. La seule fraction du peuple avec laquelle une armée, au sens militairement valable de ce terme, peut avoir quelque relation, c'est un noyau national conscient, qui non seulement pense au soldat par tradition, mais est prêt, par honneur national, à revêtir l'uniforme gris pour protéger l'honneur et la liberté. Or il est nécessaire qu'une armée conserve des rapports étroits avec ceux auxquels elle doit se joindre quand sonne l'heure de la nécessité, et non avec ceux qui la trahissent à chaque instant. Les chefs actuels de notre prétendue armée peuvent bien agir démocratiquement, ils ne se rapprocheront jamais du peuple allemand, car le peuple allemand qui en serait capable ne se trouve pas dans le camp de la démocratie. Le précédent chef de l'armée allemande, général von Seeckt, ne s'est pas opposé à l'éloignement d'officiers et de chefs énergiques, animés d'un esprit national ; il a même réclamé cette mesure. A présent les dirigeants se sont enfin créé l'instrument nécessaire, qui, le cœur relativement léger, a assisté au départ de ce général.

ment, qu'on ne pourrait fléchir les oppositions extérieures à l'organisation d'une armée populaire allemande que si cette forme nouvelle n'a rien de menaçant pour autrui — ainsi allons-nous exposer les possibilités extérieures de l'Allemagne à l'heure actuelle.

L'Allemagne d'aujourd'hui ne doit à aucun prix s'enfermer dans une politique des frontières, purement formelle. Tant que le but de la politique étrangère sera de nous réinstaller dans les frontières de 1914, l'Allemagne se retrouvera devant la phalange compacte de ses anciens ennemis. Toute possibilité de donner à notre armée une autre forme que celle qui a été déterminée par le Traité de Versailles, et qui serve mieux nos intérêts, est exclue. Mais la diplomatie qui tend à retrouver les frontières de 1914 n'est plus rien qu'une phrase vide, parce que le fait est totalement irréalisable, étant donné notre manque de force.

Il est caractéristique que ce qu'on appelle la bourgeoisie allemande, et singulièrement les groupements patriotiques qui sont à la pointe du progrès, se soient emballés pour cette politique extérieure, qui est la plus bête de toutes. Ils savent que l'Allemagne n'a pas de force. Ils savent qu'abstraction faite de notre délabrement intérieur les moyens militaires nous font défaut, de par le Traité de paix, pour retrouver nos frontières ; et que le front commun de nos adversaires nous empêche de les avoir. Malgré tout, ils préconisent une politique extérieure qui nous ôte pour toujours tous les moyens qu'il nous faudrait pour la mener.

Voilà l'art de gouverner des bourgeois ; et voilà qui montre bien, par les fruits que nous en recueillons, l'incomparable intelligence qui les anime. De 1806 à 1813, sept ans ont suffi, pour le redressement de la Prusse. Pendant le même laps de temps, les capacités gouvernementales de la bourgeoisie, alliée au marxisme allemand, ont conduit droit à Locarno. Aux yeux de notre Bismarck bourgeois d'aujourd'hui, M. Stresemann, c'est un grand succès, parce que c'est une possibilité d'arriver qui s'offre à M. Stresemann. Et puis « la politique

est un art du possible ». ... Si Bismarck avait pu prévoir qu'il serait maudit par le Destin, pour avoir justifié par ce propos les qualités d'homme d'État de M. Stresemann, jamais il n'aurait tenu ce propos ; ou bien il l'aurait tenu sous une forme qui interdise à M. Stresemann de s'y référer.

Faire du retour aux frontières allemandes le but futur de notre politique extérieure est doublement bête et dangereux, parce qu'il n'y a là-dedans rien qui soit utile ni susceptible d'être atteint.

Les frontières allemandes de 1914 étaient des frontières incomplètes, comme toutes les frontières de tous les peuples le sont de tout temps. Le partage de la terre est le résultat momentané d'un combat, d'un devenir, qui n'ont rien de définitif, mais qui au contraire peuvent se développer. Prendre les frontières existant à un moment quelconque de l'histoire d'un peuple, et en faire à la va-vite un but politique, est idiot. Plutôt que de prendre les frontières de 1914, on pourrait aussi bien prendre celles de 1648, de 1312, etc... etc... D'autant plus que les frontières de 1914 n'étaient satisfaisantes ni du point de vue national, ni du point de vue militaire, ni du point de vue politique. C'était un moment du combat de notre peuple, combat qui se déroule depuis des millénaires ; et même s'il n'y avait pas eu la guerre, cet État n'aurait pas atteint en 1914 son point d'évolution définitif.

Si le peuple allemand obtenait vraiment le retour aux frontières de 1914, les sacrifices de la guerre mondiale n'en seraient pas moins inutiles. Pour son avenir, notre peuple ne gagnerait rien à ce retour. Cette politique de frontières, purement formelle, de notre bourgeoisie nationaliste est parfaitement insuffisante, et c'est un insupportable danger. Elle ne doit pas s'en remettre aux propos sur l'art du possible. Ce n'est là qu'une théorie qui nie toute pratique.

Un tel but de politique extérieure ne peut résister à l'examen critique. On n'a d'ailleurs pas cherché à en rendre compte logiquement ; on se contente d'invoquer l'« honneur national ».

« L'honneur national commande que nous retrouvions les frontières de 1914. » Voilà le leitmotiv qu'entonnent les buveurs de bière, qui sont les représentants de l'honneur national.

L'honneur national n'a rien à voir avec une politique extérieure aussi sotte qu'impossible. Car le résultat d'une mauvaise politique extérieure peut être la perte de la liberté d'un peuple, événement dont les conséquences sont un esclavage qu'on ne peut sûrement pas prendre pour de l'honneur national. Même dans l'oppression, on peut montrer une certaine dignité et un certain honneur national ; seulement, ce n'est pas une question de cris et de phrases nationalistes, etc... mais au contraire l'expression du sentiment avec lequel un peuple porte son destin.

Qu'on ne parle pas dans l'Allemagne d'aujourd'hui d'honneur national, et qu'on n'essaye pas d'adapter cette expression, comme si l'honneur national pouvait être sauvé par des cris et des phrases. C'est impossible, parce qu'il n'existe plus. Ce n'est pas parce que nous avons perdu la guerre, parce que les Français ont occupé l'Alsace-Lorraine, parce que les Polonais ont mis la main sur la Silésie et parce que les Italiens ont pris le Tyrol. Non. L'honneur national n'existe plus parce que le peuple allemand, au moment le plus difficile de sa lutte pour la vie, a fait preuve d'un déplorable manque d'idées, d'une soumission honteuse, d'une flagornerie rampante, dont seul un chien est capable ; on ne peut en parler qu'avec honte. C'est parce que nous nous sommes pitoyablement soumis sans y être obligés. C'est parce que le gouvernement de notre peuple, envers et contre toute vérité historique éternelle, et en sachant que c'est une erreur, laisse encore prévaloir la thèse de notre culpabilité dans la guerre, et en accable tout notre peuple. C'est parce qu'il n'y a pas eu de pression de l'adversaire qui, au sein même de notre peuple, n'ait trouvé des milliers d'aides bénévoles. C'est parce qu'au contraire on traîne impudemment dans la fange les hauts faits de notre peuple, qu'on crache sur le drapeau le plus glorieux de tous les temps, oui ! on le souille avec des ordures ; on a arraché aux soldats

qui revenaient, et devant lesquels le monde entier avait tremblé, leurs cocardes glorieuses ; on a jeté de la boue sur les étendards, arraché les décorations ; on a mille fois volé le souvenir même de la plus grande époque qu'ait connue l'Allemagne. Il n'y a pas d'adversaire qui ait autant insulté l'armée allemande que les représentants de l'escroquerie de Novembre. Pas un ennemi n'a combattu la grandeur des chefs militaires allemands comme le firent les représentants pouilleux des nouveaux principes politiques. Qu'est-ce qui était le plus indigne pour notre peuple : l'occupation par l'ennemi de territoires allemands, ou la lâcheté avec laquelle notre bourgeoisie a livré l'État allemand à une organisation de souteneurs, de voleurs, de déserteurs, de mercantis et de folliculaires ? Ces messieurs ne peuvent plus maintenant parler de l'honneur allemand, tant qu'ils sont courbés sous le poids du déshonneur. On n'a pas le droit, au nom de l'honneur national, de faire de la politique extérieure, tant que la politique intérieure est la honte la plus antinationale qu'un grand peuple ait jamais connue.

Celui qui veut aujourd'hui agir au nom de l'honneur allemand doit d'abord mener la lutte contre tous ceux qui ont infernalement souillé cet honneur. Ce ne sont pas les ennemis d'autrefois ; ce sont les représentants du crime de Novembre. C'est cette assemblée de traîtres marxistes, démocratopacifistes, qui a jeté notre peuple dans son impuissance actuelle.

Couvrir d'injures d'anciens ennemis, au nom de l'honneur national, et reconnaître comme maîtres les alliés déshonorés de ces ennemis, voilà la dignité nationale de la bourgeoisie d'aujourd'hui, qu'on appelle « nationale ».

J'avoue franchement que je pourrais me réconcilier avec les anciens ennemis, mais quant à ma haine contre les traîtres qui se sont révélés dans notre peuple, dans nos propres rangs, elle est et reste totalement implacable.

Ce que nos ennemis nous ont infligé est dur et humiliant ; mais ce que les hommes de Novembre ont pu commettre, c'est

le crime le plus scandaleusement déshonorant de tous les temps. En m'efforçant de créer un ordre de choses qui mette en pleine lumière la responsabilité de ces personnages, j'aide, moi, à réparer l'honneur allemand.

Mais je ne puis admettre que, pour établir une politique extérieure allemande, on prenne d'autres critères que la nécessité d'assurer à notre peuple, dans l'avenir, la liberté et la vie.

CHAPITRE IX

NI POLITIQUE DE FRONTIÈRES, NI POLITIQUE ÉCONOMIQUE, NI PANEUROPÉANISME

Dans notre territoire actuel, on ne trouve que millions, parmi tous les Allemands du monde ; ce qui représente . . . pour cent du chiffre total de notre peuple. Parmi tous les Allemands qui ne sont pas réunis à la mère-patrie, on doit considérer comme des citoyens perdus d'avance ceux qui, par suite des circonstances ... (1) ce qui signifie qu'environ ... millions d'Allemands se trouvent dans une situation qui, selon toute probabilité, les contraindra fatalement un jour à la dégermanisation. En aucun cas, ils ne pourront prendre part d'une façon quelconque à la lutte pour la destinée de la mère-patrie, pas plus qu'ils ne peuvent participer au développement culturel de leur peuple. Ce que le germanisme a toujours réalisé, en particulier en Amérique du Nord, le peuple allemand, lui, n'en a pas bénéficié ; tout s'est perdu dans l'ensemble culturel de l'Union américaine. Les Allemands sont vraiment là l'engrais culturel des autres peuples. En vérité, il n'est pas rare que la grandeur de ces peuples soit due pour une grande part à des réalisations allemandes.

Lorsqu'on se représente l'importance exacte que cette perte

(1) La phrase est restée inachevée. Dans le texte original, il y a un espace d'une dizaine de lignes.

définitive doit avoir pour le peuple, on se rend compte de la faible signification de la politique des frontières, telle que le monde bourgeois s'efforce de la mener.

Si l'Allemagne parvenait, par sa politique étrangère, à retrouver les frontières de 1914, le pourcentage des Allemands vivant dans les territoires même de l'empire et qui se définissent comme vrais ressortissants de notre nation, ne serait malgré tout que de ... % à ... %. Il ne serait plus question d'augmenter substantiellement ce pourcentage.

Si le germanisme à l'étranger veut, malgré tout, rester fidèle à la nation, il ne peut s'agir que d'une fidélité linguistique et culturelle; quant au sentiment conscient d'appartenance caractérisée, il sera d'autant plus grand que l'Allemagne, mère-patrie, honorera le nom allemand, en représentant dignement notre peuple.

Plus l'Allemagne, en tant qu'empire, donne au monde l'impression de grandeur du peuple allemand, et plus le caractère allemand, définitivement perdu au point de vue étatique, sera tenté de se glorifier, au moins intellectuellement, de l'appartenance à un tel peuple. En revanche, si la mère-patrie défend faiblement les intérêts de la nation allemande, elle fait ainsi mauvaise impression à l'étranger; et l'on verra s'affaiblir les raisons internes d'appartenir à ce peuple.

Mais comme le peuple allemand n'est pas composé de juifs, l'élément allemand, spécialement dans les pays anglo-saxons, s'anglicisera malheureusement de plus en plus, et ira jusqu'à perdre les sentiments, les raisonnements et les idées propres à notre peuple; tout comme notre peuple a perdu, avec cet élément, une source effective de travail.

Mais quand il s'agit du sort des Allemands qui ont été arrachés du corps du peuple de l'Allemagne par les événements de la guerre mondiale et par les traités de paix, c'est un devoir de dire que leur sort, leur avenir, exige que la puissance de la mère-patrie soit restaurée.

Ce n'est pas avec de simples protestations que nous retrouverons les territoires perdus, mais avec l'épée de la vic-

toire. Et celui qui souhaite aujourd'hui, au nom de l'honneur national, la libération de ces territoires, doit être prêt à s'y engager par le fer et par le sang, sinon, que ce bavard tienne sa langue. C'est pour cela qu'il faut se faire un devoir d'apprécier 1^o si l'on possède la puissance nécessaire dans un tel combat; 2^o si l'effusion de sang donne — ou peut donner — le résultat que nous cherchons; 3^o si ce résultat vaut cette effusion de sang.

Je proteste violemment contre l'idée que l'honneur national puisse se croire définitivement contraint de perdre sur un champ de bataille 2 millions d'hommes, pour n'obtenir, dans l'hypothèse la plus favorable, que la réunion à la patrie d'un quart de million d'hommes, de femmes et d'enfants. L'honneur national n'a rien à voir là-dedans; c'est de la légèreté, et même de l'absurdité. Pour un peuple, il n'y a pas d'honneur national qui consiste à être commandé par des imbéciles.

C'est avec toute sa masse qu'un peuple de quelque importance protégera jusqu'au dernier de ses citoyens. C'est une erreur de croire qu'il s'agit là d'une question de sentiment ou d'honneur; c'est avant tout une question d'intelligence et d'expérience humaine. Dès qu'un peuple tolère qu'un seul de ses citoyens soit persécuté, il affaiblit sa position; car, tolérer cela, c'est donner des armes à l'adversaire et en même temps détruire la confiance dans la force de l'État. Dans l'histoire, on sait comment finit ce genre de faiblesse, pour peu qu'elle se prolonge. Ainsi, un gouvernement prévoyant devra-t-il être d'autant plus jaloux des intérêts de ses citoyens que le risque qu'il court décroît dans la mesure où croît celui de son adversaire. Supposons qu'aujourd'hui un quelconque sujet britannique se trouve victime d'une brimade dans un pays quelconque, et que l'Angleterre prenne la défense de ce sujet. Le danger de déclencher une guerre à cause de cet unique Anglais n'est pas plus grand pour l'Angleterre que pour l'État qui lui a causé du tort. La détermination que montre un État dans la défense d'un seul de ses ressortissants n'est

pas un risque insensé, puisque l'État adverse n'a pas le moindre intérêt à laisser se déclencher une guerre pour une bagatelle dont une seule personne a pu être l'hypothétique victime. Le concept général de l'honneur dérive de cette idée, et de l'application millénaire de ce principe, aux termes duquel un État puissant protège chacun de ses citoyens et utilise toutes ses forces à leur défense. Rendue possible par la nature même de l'hégémonie européenne, une certaine pratique s'est instaurée au cours des temps, pour imposer cette conception de l'honneur, avec des exemples plus ou moins valables qui, selon le cas, retiennent ou ne retiennent pas l'attention de certains États européens. Dès qu'un Français ou un Anglais a été victime d'une avanie souvent illusoire dans certains pays faibles ou militairement peu puissants, on lance tout le poids des armes pour défendre ces citoyens. On envoie quelques bateaux de guerre, qui se livrent à une démonstration belliqueuse ; en réalité, tout au plus un exercice de tir. Ou bien on débarque un corps expéditionnaire, avec lequel on inflige une correction à la puissance qu'il s'agit d'impressionner. Il n'est pas rare qu'on souhaite trouver là l'occasion d'une invasion. C'est l'origine même de l'idée.

Il ne viendrait probablement jamais à l'esprit des Anglais d'échanger ne fût-ce qu'une note diplomatique avec l'Amérique du Nord à propos d'une bagatelle que, s'il s'agissait du Libéria, ils noieraient dans le sang.

Un État fort essaiera, pour des raisons d'efficacité, d'assurer par tous les moyens la protection de ses citoyens ; mais on ne peut exiger d'un empire sans force et sans esprit que, pour des raisons d'honneur national, il se lance dans des aventures extérieures qui risquent de le priver de ses derniers espoirs. Car si le peuple allemand fonde son actuelle politique de frontières — préconisée dans des cercles prétendus nationaux — sur la nécessité de défendre l'honneur allemand, le résultat ne sera certainement pas la réparation de l'honneur allemand, mais bel et bien l'éternisation du déshonneur allemand. Il n'est absolument pas déshonorant d'avoir perdu ses fron-

tières, mais il est déshonorant de mener une politique qui doit inéluctablement conduire à rendre complètement esclave tout un peuple. Et tout cela, seulement pour laisser libre cours à de grandes phrases vides, et pour pouvoir éviter l'action. Car il ne s'agit bien là que de phrases. Si l'on avait vraiment pour but une politique d'honneur national, on devrait au moins confier cette politique à des personnes qui, d'après les idées générales sur l'honneur, en soient dignes. Mais aussi longtemps que la politique extérieure et intérieure de l'Empire allemand sera dirigée par des partis qui, au Reichstag, expliquent avec cynisme qu'il n'existe pas pour eux une patrie qui porte le nom d'Allemagne, ces héros théoriques du nationalisme bourgeois et patriotique feraient bien de faire, dans leur politique intérieure, la place la plus modeste à l'idée d'honneur national. Pourquoi, au nom de ce prétendu honneur national, ne se coalisent-ils pas avec les traîtres les plus avérés du pays ? Parce qu'une lutte serait alors nécessaire, en l'issue de laquelle ils n'ont que peu de confiance, et qui pourrait conduire à leur anéantissement. Leur petite existence personnelle et privée leur est plus sacrée que la défense de l'honneur national. Mais l'existence future de toute une nation, ils la jouent volontiers en quelques phrases.

La politique des frontières est parfaitement insensée, dès lors qu'on envisage de passer des embarras et des devoirs du présent aux nécessités à venir, en vue de la formation vitale de notre peuple.

La politique des frontières de nos cercles bourgeois et patriotiques est parfaitement insensée parce qu'elle exige de notre peuple la plus grande effusion de sang, et qu'elle n'implique pour lui que les plus faibles perspectives d'avenir.

Aujourd'hui le peuple allemand, plus encore que dans les années de paix, est incapable de se nourrir sur son propre sol. Toutes les tentatives pour élever la capacité productrice des moyens d'existence de l'Allemagne, soit en accroissant le rendement du sol, soit en cultivant les dernières landes désertes, ne permettent pas de nourrir notre peuple par nos seuls

moyens. La masse populaire qui vit aujourd'hui en Allemagne des rendements de notre sol ne peut plus être satisfaite. Une augmentation ultérieure de ces rendements ne serait pas une solution au problème démographique, mais servirait simplement à accroître les besoins de certaines personnes. On doit prendre comme type de niveau de vie celui qu'on déduit des conditions qui règnent aux États-Unis. Tout comme les besoins des campagnes s'élèvent par l'influence de ceux des grandes villes, de même les besoins de tous les peuples s'élèvent par l'influence des nations plus riches et plus favorisées. Un peuple ressent parfois l'insuffisance d'un niveau de vie qui, trente ans auparavant, semblait être pour lui un maximum, simplement parce qu'entre-temps ce peuple a pris connaissance du niveau de vie d'un autre peuple. Ainsi l'homme des milieux sociaux les plus bas juge-t-il comme allant de soi des réalisations qui eussent paru, pour les classes les plus riches d'il y a quatre-vingts ans, d'un luxe inouï. Mais plus la technique moderne, et particulièrement le commerce, jettent des ponts entre les pays, plus les peuples se rapprochent, plus leurs relations mutuelles s'intensifient, et plus leurs conditions de vie tendent à s'égaliser entre elles et à s'uniformiser. C'est une idée fautive, de croire qu'on peut à la longue imposer à un peuple laborieux et cultivé un niveau de vie limité, en faisant appel au bon sens ou au discernement de ce peuple. La grande masse sent d'ailleurs cela parfaitement. Elle sent ce qui lui est nécessaire ; elle proteste contre ceux qui, à son avis, sont responsables de ce qu'elle en est privée ; du moins dans les États démocratiques, réservoirs de toutes les révolutions ; ou alors elle essaie, par elle-même et suivant ce qu'elle sait et ce qu'elle estime, de corriger les choses. C'est une réaction enfantine. On veut mener une vie comme les autres, et on ne le peut pas. Ce qui est plus naturel que d'en faire un grief aux enfants, c'est de ne pas se réjouir du malaise qu'ils éprouvent et de chercher à le limiter, autant que possible. Il est donc faux de croire que le peuple allemand peut avoir la possibilité de progresser en augmentant simplement le rendement de

son sol. Ce qu'il en résulterait, c'est qu'au plus les besoins vitaux s'accroîtraient. Mais l'augmentation de ces besoins dépend du niveau de vie des autres peuples, pour lesquels les rapports entre la population et la terre sont infiniment plus favorables, et qui dans l'avenir seront en tête dans le domaine de l'équipement. On ne peut pas supprimer cette impulsion, et un jour on verra croître la distance entre le niveau de vie de ces peuples et celui des peuples dont les terres sont mal partagées ; ou alors ces derniers se trouveront contraints, ou croiront devoir l'être, de limiter le chiffre de leur population.

Les perspectives du peuple allemand sont désespérantes. Ni l'espace actuel, ni celui que donnerait la reconquête des frontières de 1914, ne peuvent suffire à nous assurer une vie qui soit analogue à celle du peuple américain. Si on le voulait, il faudrait, ou bien agrandir considérablement le sol de notre peuple, ou alors reprendre les voies que nous avons connues dans l'avant-guerre. Dans un cas comme dans l'autre, la puissance nous est nécessaire. Et dans le double sens de la reconquête de la force interne de notre peuple et de la forme militaire de cette force.

La Nation allemande d'aujourd'hui qui voit son devoir national dans une politique de frontière limitée, ne doit pas se faire d'illusion : cela ne résoudra en rien le problème alimentaire. Car le plus grand succès de cette politique, tendant à reconstituer les frontières de 1914, ne ferait jamais que nous ramener à la situation économique de 1914. En d'autres termes, la question alimentaire en Allemagne, qui n'a jamais été résolue, nous relancerait sur les voies de l'économie mondiale et du commerce mondial. Effectivement, la bourgeoisie allemande et les cercles soi-disant nationaux ne pensent qu'en termes de politique économique. La production, l'importation, l'exportation, voilà les mots-clés, avec lesquels on jongle et qui signifient le salut à venir de la nation. On espère, en augmentant la production, élever la capacité d'exportation et, par là, pouvoir satisfaire aux nécessités des importations. On oublie simplement que tout le problème de l'Allemagne,

ainsi que nous l'avons déjà dit, ne consiste pas à augmenter la production, mais à l'écouler ; et que les difficultés d'exportation ne se trouveront pas levées par la baisse des coûts de production allemands, comme le pensent nos têtes vides bourgeoises. Car, même si cela n'était que partiellement possible par suite de notre marché intérieur limité, la capacité concurrentielle des exportations allemandes, par l'abaissement de nos coûts de production, en exploitant à fond notre législation sociale, et par les devoirs et les charges qui en ont résulté, nous amènerait au point où nous en étions le 4 août 1914. C'était vraiment l'incroyable naïveté bourgeoise et nationale, qui seule pouvait penser que l'Angleterre souffrirait, ou pourrait souffrir, le danger de la concurrence allemande. Et ce sont ces mêmes gens qui savent bien, et qui soulignent toujours, que l'Allemagne n'a pas voulu la guerre en 1914, mais qu'à la lettre, elle y a été précipitée. Et que l'Angleterre a été celle qui, pour des jalousies de concurrence, a rassemblé en Europe tous les ennemis, et les a lancés contre l'Allemagne. Mais aujourd'hui ces incorrigibles rêveurs de l'économie s'imaginent, après que l'Angleterre, en quatre ans et demi d'une guerre mondiale inouïe, a mis en jeu toute l'existence de son Empire et en est sortie victorieuse, qu'elle verra maintenant avec des yeux plus accommodants la concurrence de l'Allemagne. Comme si tout cela n'était pour l'Angleterre qu'une question de compétition sportive. Non ! L'Angleterre, dix ans avant la guerre, a cherché à briser, par toutes sortes de contre-mesures économiques, la concurrence menaçante de l'Allemagne, la croissance du commerce maritime de l'Allemagne, etc... C'est seulement quand on se fut rendu compte qu'il n'y avait rien à faire, mais qu'au contraire l'Allemagne montrait bien, par sa flotte de guerre, qu'elle était décidée à continuer vraiment sa lutte économique jusqu'à la conquête pacifique du monde, que l'Angleterre, en dernier recours, a fait appel à la force. Et maintenant, après sa victoire, on croit qu'on pourrait rejouer le jeu ; l'Allemagne, dans l'époque d'abondance actuelle, sur le plan mondial,

n'est pas dans une situation qui lui permette, par sa politique intérieure et extérieure, de peser de tout son poids dans la balance.

Essayer d'assurer la subsistance de notre peuple et la maintenir, en augmentant notre production et en la vendant bon marché, est un système qui échouera finalement, parce qu'on ne peut pas mener ce combat jusqu'à ses dernières conséquences, tant que nous manque la force de l'épée. Ce sera, finalement, l'effondrement des ressources du peuple allemand, et celui de toutes ses espérances. En outre, pour tous les États d'Europe qui, en tant que nations exportatrices, luttent sur le marché mondial, c'est faire le jeu de l'Amérique, qui est le concurrent le plus âpre dans tous les domaines. L'étendue et la richesse de son marché intérieur lui permettent d'employer des méthodes qui rendent la fabrication si bon marché, malgré les énormes salaires, qu'aucun concurrent ne peut mieux faire. On peut donner ici l'exemple de l'industrie automobile. Non seulement nous, les Allemands, malgré nos salaires dérisoires, nous ne pouvons pas exporter avec la moindre chance de succès en face de la concurrence américaine, mais nous devons encore constater que, dans notre propre pays, la voiture américaine se répand, de façon inquiétante.

Cela est possible parce que l'étendue du marché intérieur, la richesse en pouvoir d'achat et en matières premières, garantissent à l'industrie automobile américaine un rythme de débit que permettent déjà des méthodes de fabrication complètement inapplicables en Europe, étant donné le manque de débouchés. La conséquence, c'est l'énorme capacité d'exportation de l'industrie automobile américaine. Il s'agit là de la motorisation générale du monde ; une affaire dont on ne peut mesurer l'avenir. Car le remplacement de la force humaine et animale par le moteur est à l'origine de son développement, et on ne peut pas dire aujourd'hui où cela s'arrêtera. Pour l'Union américaine, en tout cas, l'industrie automobile d'aujourd'hui est à la pointe de toutes les industries.

Dans de nombreux autres domaines, le nouveau continent

apparaît comme un facteur économique agressif, qui peut durcir la lutte pour les débouchés. A considérer tous ces facteurs, en particulier l'étranglement de nos ressources en matières premières et la dépendance menaçante dans laquelle nous nous trouvons à l'égard d'autres nations, l'avenir de l'Allemagne apparaît trouble et triste.

Quand bien même l'Allemagne dominerait toutes ces difficultés économiques, elle n'en resterait pas moins au niveau auquel elle était parvenue en août 1914. Pour décider de l'issue du combat pour le marché mondial, c'est la force qui entre en jeu et non l'économie.

C'est notre malédiction qu'en temps de paix une grande partie de la bourgeoisie nationale ait été pénétrée de l'idée suivant laquelle on peut renoncer à la force, en la remplaçant par la politique économique. Aujourd'hui encore les principaux tenants de cette idée doivent être cherchés dans les cercles plus ou moins pacifistes, qui, en tant qu'adversaires et ennemis de toutes les vertus populaires et héroïques, voient dans l'économie la force qui soutient l'État et même la constitue. Mais plus un peuple se met à croire qu'une activité économique pacifique suffit à maintenir sa vie, et plus son économie sera livrée au désastre. Car finalement l'économie n'est qu'une affaire purement secondaire dans la vie d'un peuple, et liée à l'existence première d'un État puissant. Avant la charrue, il y a l'épée, et avant l'économie, il y a l'armée. Si on croit pouvoir renoncer à cela en Allemagne, alors c'est l'existence même de notre peuple qui en pâtira.

Dès qu'un peuple se nourrit de l'idée que c'est par l'activité économique pacifique qu'il pourra trouver la subsistance quotidienne, il songera d'autant moins, en cas de faillite de cette tentative, à prendre une solution de force ; au contraire, il cherchera le chemin le plus facile, qui puisse effacer l'échec de l'économie, sans risquer pour autant une goutte de sang. L'Allemagne d'aujourd'hui se trouve à moitié dans cet état. Émigration et limitation des naissances sont les médecines préconisées par les auteurs de la politique économique paci-

fiste et de l'étatisme marxiste, pour sauver notre peuple.

Si l'on suivait ces conseils, les conséquences seraient fatales à l'Allemagne. L'Allemagne est composée d'éléments raciaux de base, de valeur si inégale qu'une émigration durable priverait notre peuple de ses éléments les plus résistants, les plus intelligents et les plus résolus. Il en serait de nous comme autrefois des Vikings, autres représentants du sang nordique. Cette lente désorganisation de notre peuple conduit à l'abaissement de notre valeur raciale générale, et à un affaiblissement de nos forces productives, sur le plan technique, culturel et politique. Les conséquences de cet affaiblissement seront étrangement lourdes dans l'avenir, parce que, dans l'histoire du monde, un État ne peut plus avoir d'action quand, telle une véritable colonie européenne, il a durant des siècles fait émigrer les meilleures forces nordiques de l'Europe, qui, facilitées par l'originelle parenté de sang, ont formé une nouvelle communauté, d'une grande valeur raciale. Ce n'est pas par hasard que l'Union américaine est maintenant un État dans lequel ont été réussies des créations incroyablement audacieuses. A l'inverse de la vieille Europe, qui a perdu, par les guerres et l'émigration, une grande partie de son meilleur sang, la nation américaine apparaît comme un peuple jeune, avec une élite raciale. On ne peut comparer la productivité de mille Levantins venus, par exemple, de Crète en Europe, à la productivité de mille Anglais ou Allemands, ayant encore beaucoup de valeur du point de vue racial ; de même on ne peut pas comparer la productivité de mille Européens racialement douteux à celle de mille Américains, dont la valeur raciale est considérable. Il n'y a qu'une politique raciale consciente qui puisse sauver les nations européennes, avant que l'énergie américaine ne les surclasse par la diminution de valeur des peuples européens en face du peuple américain. Mais si, au lieu de cela, le peuple allemand, outre l'abâtardissement calculé et exploité par le Juif, outre la diminution de son matériel humain et l'affaiblissement de son niveau racial, laisse partir en plus, par l'émigration continuelle de

centaines de milliers de citoyens, les meilleurs représentants de son sang, il descendra lentement au niveau du peuple le plus médiocre, le plus incapable et le plus misérable. Le danger est particulièrement grand depuis que l'Union américaine, avertie par les leçons de certains spécialistes des races, a institué des mesures spéciales pour contrôler l'émigration. Du moment que l'entrée sur le sol américain dépend de certaines conditions raciales précises et de la bonne santé corporelle du sujet, la saignée de l'Europe, perdant ses meilleurs éléments, se trouve légalement réglementée. C'est une chose que notre monde bourgeois et soi-disant national et que tous nos politiciens économistes n'ont ni voulu voir ni voulu entendre, parce que cela leur est désagréable, et parce qu'il est beaucoup plus économique de dissimuler ce problème sous de la phraséologie nationaliste.

A cette diminution inévitable de la valeur générale de notre peuple, par le jeu de l'émigration, qu'entraîne notre politique économique, s'ajoute un second mal : la limitation des naissances. J'ai déjà exposé les conséquences de cette lutte contre l'enfant. Elle cause une telle réduction du nombre des individus qui doivent venir à la vie qu'une sélection ultérieure ne peut plus avoir lieu. Les hommes s'efforcent dès lors, en contrepartie, de garder en vie, quelles que soient les circonstances, tout ce qui a pu naître. Mais les dons, le caractère, l'efficacité, etc..., ne sont pas liés à la primogéniture, et ne se révèlent qu'au cours de la lutte pour la vie ; on lui ôte alors la possibilité de jouer le rôle de tamis et de choisir selon ses propres critères. Ainsi les peuples deviennent pauvres en talents et en énergies. Et c'est particulièrement grave dans les nations dont les éléments raciaux présentent des différences qui se répercutent jusqu'au fond des familles. Car, selon les lois de Mendel, il se forme entre les enfants une sorte de scission qui leur assigne tantôt un groupe racial ou tantôt un autre. Si, pour un peuple, ces valeurs raciales ont une importance différente, la valeur des enfants dans une même famille sera très différente, et cela pour des raisons raciales. Il est de l'in-

térêt d'un peuple que, puisque les premiers-nés ne doivent pas obligatoirement hériter des qualités raciales des deux parents, une phase ultérieure choisisse au moins, par la sélection de la lutte pour la vie, ceux qui, dans l'ensemble, ont une valeur raciale précieuse, les conserve à la nation, et lui assure le bénéfice de leur activité. Mais si l'homme lui-même empêche la naissance du plus grand nombre possible d'enfants, et se limite à l'enfant unique, ou au plus à deux enfants, s'ils n'ont pas les particularités les plus racialement remarquables le père n'en essaiera pas moins de conserver à la nation ces éléments, dont la valeur est moindre. Il s'oppose ainsi artificiellement au processus de sélection de la nature ; il l'empêche ; et par là même il contribue à l'appauvrissement d'un peuple en fortes personnalités.

Le peuple allemand, qui n'a pas une sorte de valeur moyenne, comme le peuple anglais, dépendra tout particulièrement de la valeur des personnalités. Les extraordinaires disparates que nous pouvons observer partout dans la vie de notre peuple ne sont que les conséquences de notre division sanguine en éléments raciaux de plus ou moins grande valeur. L'Anglais aura en général une meilleure moyenne. Il ne descendra peut-être jamais aussi bas que ce que nous avons de plus bas, mais ne s'élèvera pas non plus aussi haut que ce que nous avons de plus haut. Sa vie se déroulera à un niveau intermédiaire et sera ainsi dotée d'une plus grande continuité. La vie allemande est, au contraire, en tout extrêmement oscillante et agitée, et elle n'a de signification que grâce aux extraordinaires supériorités par lesquelles nous compensons les graves défauts de notre peuple. Dès qu'on nous applique un système artificiel qui ne tient pas compte de ces exceptions, elles disparaissent. Notre peuple va vers un appauvrissement permanent en valeurs personnelles, et ainsi vers un abaissement de toute son importance culturelle et spirituelle.

Quand cet état aura duré quelque cent ans, le peuple allemand sera ainsi tellement affaibli, dans son importance glo-

bale, qu'il ne pourra plus prétendre, en aucune façon, à jouer un rôle mondial. Dans tous les cas, il ne sera plus capable de rivaliser avec les réalisations du peuple américain, essentiellement plus jeune et plus sain. L'expérience nous apprendra alors, pour toutes ces raisons, ce que nombre de peuples de vieille culture ont éprouvé dans leur développement historique. A cause de ses vices et de sa légèreté, l'élément nordique s'est trouvé éliminé peu à peu, en tant qu'élément racialement précieux, de ceux qui constituaient la culture et fondaient les États, et a laissé derrière lui un mélange d'une si faible valeur essentielle que les lois de l'action lui ont été retirées, pour passer à des peuples plus jeunes et plus sains.

Tout le sud-est de l'Europe, mais particulièrement les cultures encore plus anciennes de l'Asie Mineure et de la Perse, comme celle de la plaine mésopotamienne, offrent les exemples pré-classiques de ce processus.

L'Histoire a été faite ici par les peuples occidentaux, qui avaient la plus grande valeur raciale. Or l'on voit décliner la valeur raciale de l'Europe, déclin dont il pourrait résulter tôt ou tard que le destin du monde serait désormais guidé par les peuples du Continent nord-américain. Ce danger menace toute l'Europe, et quelques-uns au moins en ont déjà pris conscience. Seulement, ce qu'il signifie pour l'Allemagne, très peu consentent à le voir. Notre peuple, s'il continue à vivre sans se soucier d'acquérir une politique, comme il l'a fait jusqu'ici, devra finalement renoncer à toute importance mondiale. De plus, il dépérira racialement, jusqu'à s'abaisser finalement au niveau de sacs à mangeaille, dégénérés et bestiaux, qui n'auront même plus le souvenir de la grandeur passée. Comme État dans le cadre de l'organisation mondiale future, il sera au plus ce que la Suisse et la Hollande ont été jusqu'ici en Europe.

Ce sera la fin de la vie d'un peuple, dont l'Histoire, depuis deux mille ans, avait fini par s'identifier avec l'Histoire du monde.

Ce destin, on ne le changera pas avec des phrases idiotes de

bourgeois nationalistes, dont l'absurdité et le manque de valeur devraient déjà être révélés par les résultats de l'évolution antérieure. Seul un nouveau mouvement de réforme, qui oppose à l'insouciance de la race une intention consciente, et qui en tire toutes les conséquences, peut encore retenir notre peuple sur le bord de l'abîme.

Ce sera le devoir du Mouvement national-socialiste que de faire passer effectivement dans la politique les connaissances acquises aujourd'hui ou qui vont l'être, et les données scientifiques tirées de la théorie des races et de l'histoire du monde, qu'elle a clarifiée.

Comme le destin économique de l'Allemagne en face de l'Amérique d'aujourd'hui est, pour partie, aussi le destin des autres nations d'Europe, c'est dans notre peuple qu'on trouve des partisans décidés d'une Union européenne, s'opposant à l'Union américaine, pour prévenir la nouvelle hégémonie mondiale qui nous menace.

A première vue, le mouvement pan-européen semble se fonder sur un grand nombre d'éléments convaincants. Si l'on pouvait juger l'histoire mondiale d'après des points de vue économiques, la thèse pourrait peut-être même être exacte.

Pour le spécialiste de l'histoire et le spécialiste de la politique, deux valent toujours plus qu'un. Mais, dans la vie des peuples, ce ne sont point les nombres qui sont décisifs, ce sont les valeurs. Que l'Union Américaine soit capable de s'élever à un niveau menaçant n'est pas fondé sur le fait que ... millions d'hommes forment un État, mais sur le fait que ... millions de kilomètres carrés de la terre la plus riche et la plus fertile sont habités par ... millions d'hommes de la plus haute valeur raciale. Que ces hommes forment un seul État, malgré l'étendue de leur espace vital, est d'une importance accrue pour le reste du monde, dans la mesure où il existe ainsi une organisation centralisante, sur laquelle la valeur raciale individuelle des Américains peut s'appuyer pour triompher dans la lutte pour la vie.

Si cela n'était pas vrai, si l'importance de l'Union Amé-

ricaine résultait seulement du chiffre de sa population, de l'étendue de son territoire ou encore du rapport entre le territoire et sa population, la Russie serait alors pour l'Europe un danger aussi grave. La Russie d'aujourd'hui compte ... millions d'hommes sur ... millions de kilomètres carrés. Ces hommes sont pareillement rassemblés dans un État dont la valeur, du point de vue traditionnel, devrait être plus haute que celle de l'Union Américaine, sans cependant qu'il vienne à l'esprit de quiconque de craindre pour le monde une hégémonie russe. La masse du peuple russe n'a pas en soi une valeur telle qu'elle constitue un danger pour la liberté du monde. Jamais, du moins, dans le sens d'une domination économique ou d'une puissance politique, mais tout au plus dans le sens d'une inondation de bacilles infectieux, dont le foyer se trouve pour l'instant en Russie.

Si la signification menaçante de l'hégémonie américaine est due en premier lieu à la valeur du peuple américain, en second lieu à l'étendue de son espace vital et au rapport favorable qui existe entre le chiffre de la population et la surface du territoire, un simple rassemblement de tous les peuples européens n'évitera pas pour autant cette hégémonie, tant que la valeur interne de ceux-ci ne sera pas plus élevée que celle de l'Union Américaine. Sinon, le premier rival, pour cette Union Américaine serait d'abord la Russie d'aujourd'hui; et plus encore la Chine, avec plus de quatre cent millions d'hommes.

Ainsi le mouvement pan-européen est-il fondé avant tout sur une erreur de base considérable, à savoir l'idée qu'on peut remplacer la valeur de l'homme par le nombre. C'est une conception purement mécanique de l'Histoire, conception qui méconnaît toutes les racines de la vie pour ne plus voir que dans l'importance numérique, aussi bien les sources créatrices de la culture que les moteurs de l'Histoire. Cette conception correspond à l'absurdité de notre démocratie occidentale, et plus encore au lâche pacifisme de nos milieux et cercles d'économie dite supérieure. Qu'elle soit l'idéal de

tous ces bâtards affaiblis et métissés est évident. Ainsi le Juif approuve-t-il spécialement une telle conception, car elle conduit, rigoureusement réalisée, à un chaos racial, au désordre, à l'abâtardissement, à la négrification de la culture humaine et finalement à un tel abaissement de sa valeur raciale que l'Hébreu, se tenant alors à l'écart, a la possibilité de devenir ensuite le maître du monde. Tout au moins a-t-il la prétention de devenir un jour le cerveau de cette humanité privée de toute valeur.

En dehors de cette erreur de base, que commet le mouvement pan-européen, l'idée de travailler à un rassemblement des peuples d'Europe sous la pression d'un danger menaçant et universellement reconnu est un enfantillage, que l'Histoire dément d'elle-même. Je ne veux pas dire par là qu'en soi, un tel rassemblement, sous un protectorat juif ou sous une impulsion juive, apparaisse dans son principe comme impossible; mais que le résultat ne correspondrait pas aux espoirs dont on se berce à son sujet. Car il ne faut pas croire qu'une telle coalition européenne puisse mobiliser n'importe quelle force qui puisse faire face à un danger extérieur. C'est une vieille expérience qu'il ne peut y avoir une union durable qu'entre peuples dont la valeur raciale est égale et apparentée, et lorsque, de plus, ils s'unissent progressivement en vue d'un combat pour l'hégémonie. C'est ainsi que Rome a soumis les uns après les autres les États du Latium jusqu'à ce qu'elle ait atteint une force suffisante pour devenir le point de cristallisation d'un Empire mondial. C'est aussi l'histoire de la formation de l'Empire mondial anglais. C'est ainsi que la Prusse a mis fin au morcellement de la nation allemande, et c'est ainsi que pourrait plus tard se former une Europe qui, sous forme d'un État politique fermé, garantirait les intérêts de sa population. Seulement, cela ne pourrait être que le résultat d'une lutte séculaire, parce qu'il faudrait triompher d'une foule immense de coutumes et de traditions anciennes, et qu'il faudrait unir et fondre des peuples qui sont racialement très différents les uns des autres. La difficulté de donner aussi à

une telle formation une langue unique, ne pourrait être résolue qu'après plusieurs siècles.

Tout cela ne serait pas pour autant la réalisation des idées pan-européennes, mais le succès de la lutte pour la vie, engagée par la nation la plus forte d'Europe ; et ce qui subsisterait serait aussi peu une Pan-Europe que la réunion des États du Latium ne fut jadis un Pan-Latium. La puissance qui, par des luttes séculaires, a mené à bien ce processus d'union, a aussi attaché pour toujours son nom à tout l'édifice. Et la puissance qui aujourd'hui, par cette voie naturelle, créerait une Pan-Europe, lui ravirait aussi en même temps jusqu'à son nom de Pan-Europe.

Même dans ce cas, le résultat souhaité ne serait pas acquis. Si aujourd'hui une grande puissance quelconque — mais il ne pourrait s'agir naturellement que d'un peuple de valeur, dont la puissance raciale ait un sens — réalisait ainsi l'unité de l'Europe, l'achèvement même de cette unité signifierait l'effondrement de l'édifice, jusqu'à sa raison d'être. On ne pourrait jamais créer une formation qui puisse résister à l'Union Américaine.

Dans l'avenir, le seul État qui pourra faire face à l'Amérique du Nord, c'est celui qui aura su, tant par la nature de sa vie interne que par le sens de sa politique extérieure, élever la valeur raciale intrinsèque de son peuple, et l'amener, par des moyens politiques, au but visé. Dans la mesure où une telle solution est possible, un grand nombre de nations pourront y participer, ce qui peut et doit conduire, par le jeu de la concurrence mutuelle, à une supériorité accrue.

C'est encore le devoir du Mouvement national-socialiste que de préparer et de renforcer notre patrie, en vue de cette tâche.

Mais tenter de réaliser l'idée pan-européenne par l'union purement formelle des peuples européens, sans qu'elle ait été imposée par une puissance prédominante en Europe, après des siècles de combats, cela conduirait à une entité dont toute la force et l'énergie seraient absorbées par des rivalités et

par des querelles intérieures, comme le fut jadis la force allemande dans la fédération allemande. C'est seulement la supériorité de la Prusse qui a mis un point final à la question allemande ; et ainsi il a été possible de réaliser un front national uni. C'est de la légèreté, de croire que le conflit entre l'Europe et l'Amérique puisse être toujours de nature pacifique et économique, car les facteurs économiques finissent par devenir des facteurs de vie. D'une façon générale il était dans la nature de l'État nord-américain, de ne montrer que peu d'intérêt aux problèmes de politique extérieure. Ce n'est pas dû seulement à l'absence d'une longue tradition politique nationale, mais simplement au fait que des territoires extrêmement étendus s'offraient naturellement au besoin d'expansion qui caractérise les hommes du continent américain. Aussi la politique de l'Union Américaine, depuis le moment de sa séparation d'avec la mère-patrie européenne jusqu'à l'époque la plus récente, fut-elle avant tout une politique intérieure. Et la guerre d'Indépendance elle-même ne fut pas fondamentalement autre chose qu'un refus brutal de s'engager dans une politique extérieure ; l'existence n'étant envisagée par les rebelles que sous l'angle de la politique intérieure. Dans la mesure même où le peuple américain a de plus en plus rempli les tâches de la colonisation intérieure, la tendance naturelle active, qui est particulièrement propre aux peuples jeunes, s'orientera vers l'extérieur. Aux surprises qui pourraient peut-être en résulter dans le monde, c'est un État chaotique, pan-européen, démocratique et pacifique, qui pourrait opposer le moins de résistance. Cette Pan-Europe, selon la conception de Coudenhove, bâtard du monde entier, jouerait dans l'avenir, en face de l'Union Américaine ou d'un réveil national de la Chine, le même rôle que l'État de la vieille Autriche en face de l'Allemagne et de la Russie.

Il n'est pas nécessaire de réfuter l'opinion suivant laquelle l'Union Américaine, étant le résultat d'une fusion entre les peuples les plus divers, il pourrait en être de même en Europe. L'Union Américaine a bien rassemblé en un jeune peuple les

hommes appartenant de par leur origine à des peuples divers. Mais, d'un examen plus attentif, il ressort que, dans leur écrasante majorité, ces peuples appartiennent à des éléments de base racialement identiques, ou au moins apparentés. Et puisqu'en Europe ceux qui émigrèrent furent ceux qui avaient le plus de valeur, et puisque la valeur, parmi tous les peuples d'Europe, se rencontrait d'abord dans les croisements nordiques, l'Union Américaine a en fait extrait, de peuples qui étaient en soi très divers, les éléments nordiques qu'ils contenaient. Si l'on ajoute à cela qu'il s'agissait d'hommes qui n'avaient aucune doctrine politique, et qui n'avaient ainsi aucune tradition, et qu'on y ajoute la grandeur de l'impression produite sur eux par le Nouveau Monde, impression à laquelle tous les hommes succombent plus ou moins, on comprendra pourquoi, en deux cents ans à peine, un nouvel État a pu naître d'hommes qui venaient eux-mêmes de toutes les nations européennes. Mais on doit songer que, déjà, durant le dernier siècle, ce processus de fusion est devenu plus difficile, dans la mesure même où, sous la pression de la misère, partaient pour l'Amérique, des Européens qui, en tant que sujets d'États européens, se sentaient liés pour toujours à ces États, non seulement par leur origine populaire, mais surtout parce qu'ils considéraient la tradition de ces États comme supérieure à leur citoyenneté dans leur nouvelle patrie. Du reste, les hommes étrangers par le sang, et qui avaient un sentiment national ou un instinct racial propre très marqué, l'Union Américaine n'a pas pu les assimiler. A l'égard d'éléments chinois et japonais, la force d'assimilation de l'Union Américaine a échoué. On y sent cela très bien, et on voudrait éliminer pour cette raison ces corps étrangers de l'émigration. Ainsi donc la politique d'immigration américaine elle-même confirme que la fusion jusqu'ici réalisée exige bien des hommes d'une origine uniforme et déterminée, et échoue dès qu'il s'agit d'hommes fondamentalement différents. Qu'ainsi l'Union Américaine elle-même se considère comme un État germanique et nordique, et pas du tout comme une bouillie

internationale composée de tous les peuples, cela ressort aussi de la façon dont y sont répartis les quotas d'émigration assignés aux peuples d'Europe. Les Scandinaves, Suédois, Norvégiens, plus tard Danois, Anglais et enfin Allemands ont les plus gros contingents. Les Latins, les Slaves, n'ont que de faibles contingents. On préfère exclure de façon générale les Japonais et les Chinois. A cet État où les Nordiques sont ainsi racialement prédominants, vouloir opposer comme facteur de résistance une coalition européenne, ou une Pan-Europe faite de Mongols, de Slaves, d'Allemands, de Latins, etc..., dans laquelle d'autres que les Germains domineraient, est une complète utopie. Très dangereuse utopie d'ailleurs, quand on songe que d'innombrables Allemands regardent avec faveur un avenir où ils ne seraient pas obligés de consentir les plus lourds sacrifices. Que cette utopie soit précisément née en Autriche ne manque pas d'un certain comique. Cet État et son destin ne sont-ils pas les plus vivants exemples de l'énorme force qui anime les formations artificiellement composées, complètement antinaturelles?... C'est bien l'esprit sans racine de Vienne, vieille capitale de l'Empire, ville à la fois bâtarde de l'Orient et de l'Occident, qui nous parle ainsi !

CHAPITRE X

PAS DE NEUTRALITÉ

En bref, répétons que notre politique bourgeoise nationaliste, qui a pour but de rétablir les frontières de 1914, est parfaitement insensée et funeste. Elle nous amène obligatoirement à entrer en conflit avec tous les États qui ont pris part à la guerre mondiale. Elle nous garantit ainsi un lent étouffement, en perpétuant la coalition qui nous a vaincus. Elle assure à la France l'appui d'une opinion publique qui lui est de plus en plus favorable dans les autres pays, sur la base de son éternelle hostilité contre l'Allemagne. En fin de compte elle ne signifierait rien. Même si elle était couronnée de succès elle n'aurait pas de sens pour l'avenir de l'Allemagne et elle nous obligerait quand même à envisager une lutte sanglante. Enfin, elle empêcherait, d'une manière générale, toute stabilité de la politique extérieure allemande.

Notre politique d'avant-guerre donnait l'impression d'une suite de décisions tout à la fois mal fondées et hésitantes. Abstraction faite de la Triple-Alliance, qui n'avait aucun but de politique extérieure mais qui était seulement un moyen d'en trouver un, on ne peut trouver aucune idée stable dans la direction des destins de notre peuple, au cours de l'avant-guerre. Cela se comprend aisément. Du moment que le but de la politique extérieure n'était plus de combattre pour les intérêts du peuple allemand, mais de sauvegarder la paix mondiale, on devait finir par perdre le nord. Chacun peut

discerner les intérêts d'un peuple, d'une manière très sûre, et, quelles que soient les possibilités de réalisation, garder tout de même l'importance du but final présente à l'esprit. Petit à petit l'ensemble de l'humanité finira par acquérir sûrement une connaissance générale des idées qui, en chaque peuple, inspirent la politique étrangère. Ainsi pourra-t-on avoir la possibilité de régler pour plus longtemps les relations entre les peuples, soit en s'opposant à l'accroissement de puissance, soit en l'approuvant, soit en établissant des alliances, car certains intérêts peuvent être atteints par des voies communes. On peut se rendre compte de cette stabilité de la politique extérieure chez un certain nombre d'États européens. La Russie a fait preuve, tout au long de son évolution, d'une continuité dans sa politique extérieure qui a dominé toutes ses actions. La France a défendu au cours des siècles les mêmes buts de politique extérieure, sans se préoccuper de savoir qui, à Paris, détenait la puissance politique. De l'Angleterre, on peut dire que c'est un État dont la diplomatie obéit à des traditions, mais avant tout un État où l'idée de la politique extérieure est devenue une tradition. En Allemagne, on ne constate cette idée que dans le seul État prussien et par période. Pendant la courte période du gouvernement de Bismarck, nous voyons la Prusse remplir sa mission allemande mais c'est à cela aussi que se réduisent les desseins de sa politique extérieure à long terme. Le nouveau Reich allemand n'a jamais eu de tels desseins, surtout depuis la disparition de Bismarck ; car l'idée de sauvegarder la paix, c'est-à-dire de maintenir une situation donnée, n'a ni contenu stable ni caractère. Toute passivité chez l'un est toujours condamnée à n'être qu'un jouet de la volonté de guerre chez l'autre. Seul celui qui veut agir lui-même est capable d'assortir son action à sa volonté. C'est pourquoi la Triple-Entente, qui voulait agir, avait pour elle tous les avantages qu'on trouve dans l'action, tandis que la Triple-Alliance n'était en soi qu'une suite de désavantages, dans la mesure où elle tendait à la sauvegarde de la paix mondiale. Ainsi la guerre, dès son début,

avait un but de politique extérieure parfaitement précisé par l'adversaire, cependant que les puissances de la Triple-Alliance, au contraire, furent surprises à une heure qui ne leur était guère favorable.

Si en Allemagne même, on avait eu la moindre intention belliqueuse, il aurait été facile de donner au début de la guerre un visage différent, en prenant un certain nombre de décisions qu'on aurait pu exécuter aisément. Mais l'Allemagne n'ayant aucun but précis de politique extérieure, ne pensait pas à se lancer dans une entreprise agressive pour atteindre son but ; elle fut donc surprise par les événements.

De l'Autriche-Hongrie, on ne pouvait pas espérer d'autre but de politique extérieure que celui de se faufiler sans heurt dans le labyrinthe de la politique européenne, pour pouvoir cacher au monde la véritable situation intérieure de cet État, pareil à un cadavre pourrissant.

La bourgeoisie nationaliste allemande, la seule dont je puisse parler ici — le marxisme international n'ayant pour seul et unique but que la destruction de l'Allemagne — n'a tiré aucun enseignement de son passé. A présent encore, elle ne sent pas la nécessité de donner à la nation un but de politique extérieure qui puisse être considéré comme satisfaisant pour l'avenir allemand, et qui donnerait, pour un laps de temps plus ou moins long, une certaine stabilité à nos actes. Car c'est seulement lorsqu'un but de politique extérieure se trouve établi de façon précise, que l'on peut discuter en détail les conjonctures qui peuvent mener au succès.

Alors seulement la politique entre dans la phase de « l'art du possible ». Mais, aussi longtemps que toute la vie politique ne se trouve pas dominée absolument par une pensée directrice, les actions entreprises seront privées de leurs meilleures chances de succès ; elles ne seront que des épisodes incohérents, dans une entreprise improvisée au jour le jour.

Il y manque cette aisance qu'exige toujours une bataille menée pour de grands objectifs ; c'est-à-dire qu'on essaiera ceci aujourd'hui, et cela demain ; on remettra à après-demain

l'élaboration d'une politique extérieure, puis on insinuera que c'est là une intention absurde. A moins toutefois que ce chaos ne corresponde exactement aux vœux secrets du pouvoir qui gouverne actuellement l'Allemagne et qui, à la vérité, ne désire pas que notre peuple en arrive jamais à un nouveau redressement.

Il n'y a que le judaïsme international qui puisse trouver un intérêt vital à une politique extérieure allemande dont les sauts incessants et déraisonnables témoignent du manque de tout plan précis. Cette sorte de politique a pour seule excuse, à la grande rigueur, l'explication suivante : « Oui, naturellement nous ne savons pas non plus ce que l'on devrait faire ; mais nous faisons quelque chose parce qu'on doit bien faire quelque chose. »

Il n'est pas rare d'entendre dire que ces gens sont si peu persuadés eux-mêmes du sens profond de leurs actions, en politique extérieure, qu'en guise de justification ils se bornent à demander « si un autre aurait mieux fait ! ». C'est là le principe sur lequel est fondé l'art de gouverner d'un Gustave Stresemann.

Nonobstant cela, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire que le peuple allemand se donne un but politique qui corresponde à ses véritables nécessités intérieures, et qu'il donne à son attitude en politique extérieure une stabilité inconditionnelle, bien qu'humainement mesurée. Car c'est seulement si notre peuple décide de la sorte de ses intérêts fondamentaux et les défend ensuite avec ténacité, oui, c'est alors seulement qu'il peut espérer persuader tel ou tel État, dont les intérêts ne s'opposent pas définitivement aux nôtres, de s'allier de façon plus étroite avec l'Allemagne. Car l'idée de vouloir tirer notre peuple de sa misère au moyen de la S.D.N. est exactement aussi absurde que celle qui tendrait à résoudre la question allemande au moyen du Parlement de Francfort.

Ce sont les nations gavées qui contrôlent la S.D.N. Oui, c'est un instrument entre leurs mains. Ces nations, n'ont pour

la plupart aucun intérêt à laisser s'amorcer un changement dans la distribution des biens de ce monde, à moins qu'il ne se fasse à leur avantage. Elles parlent sans cesse du droit des petites nations, mais elles n'ont en vue, en fait, que l'intérêt des grandes.

Si l'Allemagne veut arriver une fois encore à la véritable liberté, sous l'égide de laquelle elle pourra donner au peuple allemand son pain quotidien, il lui faudra prendre ses dispositions dans ce sens, en dehors du parlement international de Genève.

A ce moment-là, il sera nécessaire, à cause de sa faiblesse, qu'elle trouve des alliés auxquels elle donne l'espoir qu'une telle alliance serve leurs propres intérêts. Jamais pourtant nous n'arriverons à cette situation si les buts de la politique extérieure allemande ne sont pas complètement définis, aux yeux de ces peuples.

Surtout, jamais l'Allemagne elle-même n'aura en ce cas ni la force ni la stabilité intérieure qu'il faut pour surmonter avec ténacité les oppositions de l'histoire mondiale. Jamais nous n'apprendrons à être patients pour les choses secondaires et même, si cela est nécessaire, à y renoncer tout à fait, afin d'obtenir en fin de compte l'essentiel, c'est-à-dire les choses vitales. Car, même entre alliés, l'accord ne sera pas sans problèmes ; des nuages pourront toujours apparaître dans les relations diplomatiques, allant même jusqu'à créer des situations dangereuses, si, une fois le but de la politique extérieure bien défini, on ne trouve pas dans la grandeur de ce but la force nécessaire pour surmonter les petits désagréments et oppositions.

Le gouvernement français des dix années d'avant-guerre peut être considéré à cet égard comme un modèle parfait ; contrairement à nos patriotes, éternels pleurnichards, qui poussent des hurrahs en regardant la lune, il passa sur les détails, faisant même silence sur des points fort amers, pour ne pas perdre la possibilité de fomenter une guerre de revanche contre l'Allemagne. La nécessité de préciser exac-

tement le but d'une politique extérieure ressort aussi du fait que, dans le cas contraire, il est toujours possible aux représentants d'intérêts particuliers, au sein du peuple même, d'embrouiller l'opinion publique, en se servant de petits incidents, provoqués parfois tout exprès, pour modifier complètement cette opinion au sujet de cette politique.

Ainsi la France, partant de petites divergences d'opinion, provenant soit des faits eux-mêmes, soit d'un pur artifice, essaiera toujours de faire naître des mésententes, ou même de provoquer des ruptures, entre les peuples qui, étant subordonnés les uns aux autres par la nature même de leurs intérêts vitaux, devraient s'unir contre la France en une action commune.

De telles tentatives n'auront de succès que si les peuples en question manquent de véritable stabilité, étant privés d'un but politique extérieur qui ne soit pas absurde, et, par suite, de la ténacité nécessaire pour préparer efficacement les résolutions qui serviront à l'accomplissement de leurs propres desseins politiques,

Un peuple allemand qui n'aurait ni traditions ni but de politique extérieure serait toujours enclin à révéler les idéaux les plus utopiques, et à oublier ses véritables intérêts vitaux.

Pourquoi notre peuple a-t-il manqué d'enthousiasme durant ces cent dernières années? Tantôt c'étaient les Grecs que nous voulions sauver des Turcs, tantôt les Turcs auxquels nous offrions notre alliance contre les Russes et les Italiens. Puis notre peuple trouva intéressant d'admirer les défenseurs de la liberté polonaise, pour être ensuite de cœur avec les Boers, etc... Mais ces engouements puérils, dignes d'une âme aussi incapable que bavarde, qu'ont-ils coûté à notre peuple?

De même nos relations avec l'Autriche n'étaient pas celles que dictait une froide intelligence, mais de vrais liens du cœur, disait-on avec orgueil. Si seulement, à cette époque, la raison avait parlé et décidé, à la place du cœur! L'Allemagne aujourd'hui serait sauvée. Et justement parce que nous sommes un peuple qui laisse trop peu l'intelligence régler ses actions

politiques, et parce que nous ne pouvons nous appuyer sur aucune, mais vraiment aucune grande tradition politique, nous devons, au moins dans l'avenir, nous donner un but de politique extérieure inébranlable, qui soit capable d'expliquer à chaque citoyen et à la grande masse les décisions politiques du gouvernement. Alors seulement il sera possible qu'un jour des millions de gens, animés d'une foi réaliste, suivent un gouvernement qui prendra des décisions, même si elles comportent des sacrifices douloureux.

C'est là le point de départ d'une compréhension mutuelle entre le peuple et le gouvernement, et aussi le début nécessaire pour donner à ce gouvernement même une certaine tradition. Il n'est pas possible que chaque gouvernement allemand ait son propre but politique. On peut se disputer sur les moyens, mais le but doit être fixé une fois pour toutes, inébranlablement. Alors la politique pourra devenir le grand « art du possible », c'est-à-dire qu'il est réservé aux aptitudes géniales du chef de gouvernement de trouver de temps en temps les méthodes possibles pour rapprocher le peuple et le Reich de son but de politique extérieure.

Un but précis, en politique extérieure, c'est une chose absolument inconnue dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Cela explique aussi la façon vacillante et incertaine avec laquelle on défend les intérêts de notre peuple. De là aussi, toute la confusion de notre opinion publique; de là aussi, ces sautes incompréhensibles de notre politique extérieure, sautes qui finissent toujours mal, sans que notre peuple soit même capable de savoir qui en est responsable. De sorte qu'on ne sait plus quoi faire.

Il existe aujourd'hui beaucoup de gens qui pensent qu'en fait, on ne devrait rien faire. Ils disent que l'Allemagne devrait être aujourd'hui sensée et prudente, qu'elle ne devrait s'engager nulle part, qu'elle devrait ne pas perdre de vue le déroulement des événements, sans y prendre part elle-même, pour pouvoir un jour jouer le rôle du troisième larron qui empêche l'aubaine tandis que les deux autres se disputent.

Ah, vraiment nos virtuoses politiques de la bourgeoisie d'aujourd'hui sont bien sages et bien sensés ! Seulement, leur jugement fait fi de tous les enseignements de l'Histoire. Il existe peu de proverbes qui, pour notre peuple, ne soient pas devenus une véritable malédiction ; par exemple : « L'habit ne fait pas le moine », ou : « C'est le plus raisonnable qui cède », ou : « Le chapeau à la main, on passe partout » et aussi : « Quand deux personnes se battent, la troisième se réjouit. » Dans la vie des peuples, au moins, ce dernier proverbe est partiellement juste, mais avec la signification suivante : quand, à l'intérieur du même peuple, deux causes s'opposent sans fin, c'est alors la troisième, celle qui se trouve à l'extérieur, qui peut vaincre.

Dans la vie internationale, la victoire définitive appartiendra aux États qui se battent en connaissance de cause, car c'est la seule lutte où l'on trouve la possibilité d'augmenter ses forces. Il n'existe pas d'événement historique au monde qui ne puisse être jugé d'un double point de vue : le point de vue des neutralistes et celui des interventionnistes. En général ce sont plutôt les pays neutralistes qui perdent, alors que les pays interventionnistes gagnent, dans la mesure où ils ne perdent pas la partie qu'ils ont engagée.

Ce qui signifie, pour la vie des peuples, que si, sur cette terre, deux grandes puissances se disputent le pouvoir, les États plus ou moins grands qui les entourent peuvent, soit participer à ce combat, soit l'ignorer. Dans le premier cas seulement, la possibilité de gagner n'est pas exclue, dans la mesure où l'on se trouve du côté du vainqueur. Mais les neutres, eux, n'ont jamais d'autre sort que s'attirer l'inimitié du vainqueur.

Aucun des grands États de ce monde ne s'est élevé en se fondant sur le principe politique de neutralité, mais seulement par le combat. Lorsqu'il existe des États dont la puissance est dominante, il ne reste aux États plus petits qu'à renoncer totalement à un avenir meilleur, ou bien à chercher à augmenter leur puissance, en s'enrôlant dans des coalitions. Car le

rôle du troisième larron suppose tout de même qu'on possède déjà un certain pouvoir. La puissance d'un peuple a pour mesure ses valeurs intérieures ; mais la dernière expression, et la meilleure, de sa puissance éclate sur les champs de bataille, dans la forme et dans l'organisation de sa force armée. Cette forme parfaite ne sera atteinte que si elle est soumise de temps à autre à l'épreuve pratique du combat. Les valeurs éternelles d'un peuple ne se forgent que sur l'enclume de l'Histoire.

Mais celui qui évite systématiquement de se battre n'aura jamais la force nécessaire pour gagner une bataille ; il ne sera jamais l'héritier des combattants qui luttent dans l'arène. Les héritiers de l'histoire universelle ne furent pas, jusqu'à présent, les peuples neutres et pleutres, mais les peuples jeunes qui possédaient la meilleure épée. Ni l'antiquité, ni le Moyen Age, ni même notre époque, n'offrent le moindre exemple d'États arrivés à la puissance autrement que par une bataille incessante ; les héritiers de l'Histoire ont toujours été les peuples arrivés au pouvoir par la lutte. Il est vrai que, dans la vie des peuples, il arrive qu'un troisième larron soit l'héritier lorsque, ayant déjà une certaine puissance, il regarde les deux autres se battre, jusqu'au moment où il peut les abattre tous les deux, définitivement et sans grandes pertes pour lui. Mais alors la neutralité perd son caractère d'inertie et d'indifférence aux événements ; elle prend le caractère d'une véritable opération politique concertée.

Bien entendu, aucun gouvernement sensé n'engagera la lutte sans avoir bien pesé ses possibilités propres et les avoir comparées avec celles de l'ennemi. S'il constate qu'il est dans l'incapacité de se battre contre une certaine puissance, il sera alors obligé de s'allier provisoirement à cette puissance. Dans la lutte en commun, il se pourra que l'État le plus faible trouve une certaine force, qui lui permettra plus tard, si cela est nécessaire à la défense de ses intérêts vitaux, de combattre cet allié.

Qu'on ne dise surtout pas qu'aucune puissance ne s'alliera jamais à un État qui pourrait peut-être devenir lui-même

un danger. Les alliances ne sont pas des buts politiques en soi, elles ne sont que des moyens. Il faut s'en servir aujourd'hui, même si l'on sait mille fois que les événements futurs amèneront peut-être un revirement. Il n'existe pas d'alliances éternelles. Heureux les peuples qui, par suite de la concorde parfaite de leurs intérêts, peuvent conclure des alliances pour un temps déterminé, sans être obligés d'entrer en conflit lorsqu'elles se dénouent. Mais un État, surtout s'il est faible et veut pourtant atteindre grandeur et puissance, sera toujours obligé d'essayer de participer activement aux événements politiques de l'histoire mondiale.

Quand la Prusse s'engagea dans sa guerre de Silésie, c'était là un épisode relativement secondaire, à côté du conflit qui opposait la France et l'Angleterre, alors en pleine guerre. Reprochera-t-on à Frédéric le Grand d'avoir tiré du feu les marrons anglais ! Mais la Prusse aurait-elle jamais été fondée — cette Prusse sur laquelle Bismarck fonda un nouveau Reich allemand — si nous avions eu, alors, sur le trône des Hohenzollern un prince qui, en prévision des grands événements futurs de l'Histoire mondiale, eût gardé « sa » Prusse dans une pieuse neutralité ? Les trois guerres de Silésie ont rapporté à la Prusse bien plus que la Silésie. C'est sur ces champs de bataille que sont apparus les régiments qui portèrent plus tard les drapeaux allemands de Wissembourg et Wörth jusqu'à Sedan, pour saluer enfin le nouvel empereur du nouveau Reich dans la Galerie des Glaces de Versailles. Au départ, la Prusse était un petit État sans importance géographique ni démographique, et c'est seulement en se jetant au centre des grandes actions de l'Histoire mondiale que ce petit État s'est donné l'autorité nécessaire pour fonder le futur Reich allemand. Une seule fois, dans cet État prussien, l'idée de neutralité a prévalu ; c'était à l'époque de Napoléon I^{er}, où l'on croyait pouvoir garder la Prusse neutre. On en fut châtié par la plus horrible des défaites. Jusqu'en 1812, les deux partis s'opposèrent âprement, l'un pour la neutralité, l'autre, avec le baron d'Empire von Stein à sa tête, pour l'intervention. Le fait

qu'en 1812 les neutralistes l'aient emporté a coûté à la Prusse et à toute l'Allemagne des pertes de sang énormes et des maux inexprimables. Et qu'en 1813 enfin les interventionnistes aient gagné, a sauvé la Prusse. Qu'on puisse remporter des succès politiques tout en gardant une position de troisième force et une neutralité prudente, est une opinion que la guerre mondiale a clairement réfutée. A quoi sont arrivés, pratiquement, les neutres de la guerre mondiale ? Furent-ils le troisième larron ? Ou croit-on que l'Allemagne aurait pu tenir un autre rôle dans une telle conjoncture ? Il ne faut surtout pas penser que c'est l'ampleur de la guerre mondiale qui a tout compromis. Non, à l'avenir toutes les guerres, dans la mesure où elles touchent les grandes nations, seront des guerres de peuples d'une ampleur gigantesque. Mais l'Allemagne, en tant qu'État neutre, n'aurait pas plus de signification dans une future guerre européenne, que la Hollande, la Suisse ou le Danemark dans la guerre mondiale. Croit-on vraiment qu'après ces événements nous aurions la force de jouer, en face d'un vainqueur, le rôle que nous n'aurions pas osé jouer en nous alliant avec l'un des combattants ?

En tout cas la guerre mondiale nous a prouvé sans réplique une chose : celui qui se conduit en neutre, dans les grandes crises de l'histoire mondiale, arrive peut-être à faire d'abord quelques petites affaires, mais en politique véritable il s'ôte le droit de participer au destin du monde.

Si les États-Unis d'Amérique avaient gardé leur neutralité dans la guerre mondiale, ils seraient aujourd'hui — que ce soient les Anglais ou les Allemands qui aient gagné — une nation de second ordre. Le fait qu'ils sont entrés dans le combat les a élevés, au point de vue maritime, au niveau de l'Angleterre et leur a donné, du point de vue de la politique mondiale, une puissance d'une valeur primordiale. La considération que l'on a pour l'Amérique a complètement changé depuis son entrée dans la guerre mondiale. Que l'on oublie aisément, au bout de quelques années, le jugement qu'on avait porté sur une situation donnée, cela est humain. De même que nous

sentons, dans tous les discours d'hommes d'États étrangers, l'immense considération qu'appelait la grandeur passée de l'Allemagne, ainsi nous pouvons juger de l'importance qu'a prise à nos yeux l'Amérique, depuis son entrée dans la guerre mondiale.

C'est aussi la raison pressante pour laquelle l'Italie est entrée en guerre contre ses anciens alliés. Si l'Italie n'avait pas sauté ce pas, elle tiendrait aujourd'hui le même rôle que l'Espagne, de quelque façon que les dés soient tombés. Bien qu'on lui ait amèrement reproché cette décision, le fait qu'elle a pris une part active à la guerre mondiale a renforcé sa position et l'a consolidée, le couronnement de cette situation se trouvant dans le fascisme. Sans l'entrée en guerre de 1915, le fascisme lui aussi aurait été complètement impensable. L'Allemagne, amèrement, peut être d'accord ou non, l'important pour elle est de tirer des leçons de l'histoire, surtout lorsque ces leçons vous touchent aussi durement.

Ainsi la croyance suivant laquelle on peut rester dans une prudente neutralité devant les litiges qui se développent en Europe, et de cette façon empocher les succès en tant que troisième larron, se révèle fausse et folle. La liberté, sur ce terrain, ne s'obtient ni en mendiant, ni en trichant, ni en travaillant, mais seulement en combattant, et dans son propre combat. Il est même possible qu'en pareil cas la volonté ait encore plus d'importance que l'action. Il n'est pas rare de voir des peuples remporter, par une alliance politique intelligente, des succès qui ne sont pas en rapport avec ceux de leurs armes. Ce n'est pas seulement la grandeur des actions qui décide du destin d'un peuple agissant avec courage, mais très souvent la force de sa volonté. L'histoire de l'unité italienne au XIX^e siècle est très remarquable à cet égard. Mais la guerre mondiale, elle aussi, montre comment un certain nombre d'États ont obtenu des succès politiques extraordinaires moins par leurs actions militaires que par le mérite avec lequel ils ont pris parti, et par la persévérance avec laquelle ils s'y sont tenus.

L'Allemagne, si elle veut voir se clore la période durant laquelle elle est réduite en esclavage par tous, doit absolument essayer d'entrer, d'une façon active, dans une alliance, afin de prendre une part effective aux transformations futures des pouvoirs politiques européens.

L'objection suivant laquelle une telle participation comporte un gros risque est juste. Mais croit-on vraiment que l'on puisse atteindre la liberté sans risques? Ou croit-on qu'il existe un seul fait de l'histoire mondiale qui ne soit pas lié à un risque? La décision de Frédéric le Grand de participer à la première guerre de Silésie ne comportait-elle aucun risque? Et l'unité de l'Allemagne, décidée par Bismarck, était-elle sans dangers? Non, mille fois non. De la naissance de l'homme à sa mort, la seule chose qui semble certaine, c'est la mort. C'est pourquoi le dernier sacrifice n'est pas le plus difficile, puisqu'un jour ou l'autre il faut y consentir.

Évidemment c'est une question d'intelligence politique que de choisir l'intervention la plus avantageuse possible. Mais renoncer à miser par peur de jouer le mauvais cheval, signifie renoncer à l'avenir d'un peuple. L'objection suivant laquelle une telle action a le caractère d'un coup de roulette peut être réfutée très facilement par une simple référence à l'expérience historique. Par « le coup de roulette », on entend un jeu où les possibilités de gain sont laissées entièrement aux arrêts du hasard. Cela ne sera jamais le cas en politique. Car, s'il est vrai que l'ultime décision repose encore dans l'obscurité de l'avenir, tout au moins la possibilité ou l'impossibilité d'un succès se fonde-t-elle sur des facteurs humains connus. Peser ces facteurs et prendre une décision est le devoir des chefs politiques d'un peuple. Cet examen doit mener à une décision, qui se fondera sur un jugement personnel, et mènera au succès par la foi dans le succès. C'est pourquoi je ne peux pas considérer comme un coup de roulette une action politique réfléchie, dont l'issue n'est pas certaine à cent pour cent, lorsque les chances sont les mêmes que pour une opération décidée par un médecin et dont le résultat ne doit pas être,

non plus, obligatoirement un succès. Il est dans la nature des grands hommes, même dans le doute, de persévérer dans l'action avec la dernière énergie, quand la nécessité s'en fait sentir, et quand la décision en a été prise après l'examen le plus attentif de tous les tenants et aboutissants.

La joie de la responsabilité et des grandes décisions concernant les combats entre les peuples sera d'autant plus grande que les hommes d'action peuvent avoir la certitude, en considérant leur peuple, que même une défaite ne détruira pas sa volonté vitale. Car un peuple véritablement sain intérieurement ne pourra jamais être détruit par des défaites militaires. Doué d'une bonne santé, sur le plan intérieur, et d'une suffisante valeur raciale, il supportera avec le plus grand courage les opérations difficiles ; et même leur échec n'entraînerait pas ; loin de là, son déclin. Clausewitz a raison de dire qu'une telle défaite peut encore être une cause de redressement, dans un peuple sain, alors qu'au contraire une lâche soumission au sort, comme la reddition sans combat, peut entraîner sa destruction totale. Mais cette neutralité, que l'on présente à notre peuple comme la seule position possible, n'est en fait que la soumission sans aucune volonté et sans aucun effort à un destin dirigé par des forces étrangères. C'est là le début de notre déclin. Si pourtant notre peuple avait courageusement tendu tout son effort pour se libérer, nous aurions, même si cet effort n'avait pas abouti, trouvé dans l'expression même de ce sentiment un élément favorable, pour être assurés de notre volonté de vivre. Il ne faut pas penser que c'est par raison d'État que nous sommes retenus devant de telles actions. Non, c'est à cause d'une pitoyable lâcheté, d'un manque de conviction, que l'on essaie, comme il est arrivé souvent au cours de l'histoire, de faire passer pour de l'intelligence. Bien entendu, il peut arriver que, sous la pression de forces étrangères, un peuple soit obligé, dans certaines circonstances, de supporter une oppression étrangère pendant de longues années. Mais alors ce peuple, apparemment incapable d'entreprendre quoi que ce soit de sérieux, axera toute vie intérieure

sur son retour à la liberté, et ne négligera rien de ce qui serait susceptible de modifier un jour la situation, sous la pression de toutes ses forces. On supportera dès lors le joug du conquérant en serrant les poings, en grinçant des dents, et en attendant la première occasion de se débarrasser des tyrans. Oui, c'est possible, sous la pression des événements. Mais ce qui se présente aujourd'hui comme de l'intelligence politique n'est en fait qu'une soumission voulue, l'inaptitude à toute résistance, à laquelle s'ajoute une persécution honteuse de ceux qui espèrent un redressement, de ceux dont les efforts pourraient y conduire. C'est l'esprit du désarmement intérieur, qui tend à détruire tous les facteurs moraux à l'aide desquels le peuple pourrait résister et reconstruire son pays. Cet esprit ne peut vraiment pas prétendre être une véritable intelligence politique, car c'est en vérité un manque d'honneur, qui détruit l'idée même d'État.

Cet esprit déteste certainement jusqu'à l'idée que notre peuple pourrait participer à l'évolution future de l'Europe, car dès qu'on s'engage dans une telle entreprise, on est dans l'obligation de combattre cet esprit.

Si le gouvernement paraît donc atteint de cette gangrène, il est du devoir des véritables éléments vitaux du peuple, en tant que représentants de l'opposition, de se préparer au combat pour le redressement et l'honneur de la nation.

Ils ne doivent pas se laisser intimider lorsqu'on leur affirme que la politique extérieure incombe au seul gouvernement responsable ; car, dès lors, la responsabilité du gouvernement n'existe plus. Ils doivent au contraire se persuader qu'en dehors des droits purement théoriques des gouvernements passagers, il existe des devoirs éternels, qui obligent chaque citoyen à accomplir ce qu'il reconnaît comme nécessaire au maintien de la communauté. Et même si l'accomplissement de ces devoirs se trouvait être mille fois opposé aux intentions d'un gouvernement mauvais et incapable.

C'est pourquoi, en Allemagne, l'opposition soi-disant nationale aurait aujourd'hui le suprême devoir, en face de l'indi-

gnité générale du gouvernement, de proposer un but de politique extérieure précis, et de préparer, d'éduquer notre peuple pour arriver à la réussite de cette entreprise. Tout d'abord, l'opposition devrait déclarer une guerre farouche à ceux qui espèrent pouvoir changer notre destinée, simplement par une collaboration active à la Société des Nations. L'opposition devrait amener notre peuple à se rendre compte peu à peu que l'on ne peut pas espérer une amélioration de la situation actuelle de l'Allemagne avec des institutions établies par des gens qui ont intérêt à maintenir notre malheur actuel. L'opposition devrait encore approfondir l'idée que, tant que l'Allemagne n'aura pas retrouvé sa liberté, tous les espoirs sociaux qu'on y peut concevoir ne sont que de vagues promesses utopiques, sans la moindre réalité. L'opposition devrait persuader notre peuple que seule compte la mise en valeur de ses propres forces. Que notre politique extérieure doit être telle que, par sa vertu, nos forces internes puissent grandir. L'opposition devrait enfin expliquer au peuple que cette mise en action des forces ne doit avoir lieu qu'en vue d'un but véritablement valable, et qu'à cette fin nous ne pouvons pas aller seuls à la rencontre du destin, mais que nous aurons besoin d'alliés.

CHAPITRE XI

LA SITUATION POLITIQUE ALLEMANDE PAS D'ALLIANCE AVEC LA RUSSIE

En ce qui concerne la forme future de la politique étrangère allemande, ce qui reste d'une importance décisive — abstraction faite de la force intérieure de notre peuple, et de ses caractères propres — c'est l'ordre de grandeur de son éventuelle intervention militaire, la relation de sa puissance avec celle des États voisins.

Sur la faiblesse morale intérieure de notre peuple, il n'est pas nécessaire dans cet ouvrage que je m'étende davantage aujourd'hui. Nos faiblesses générales, qui ont d'une part des causes raciales, et qui doivent être mises, d'autre part, au compte de l'actuelle organisation de l'État, et des résultats produits par une mauvaise conduite des affaires, sont peut-être moins connues de l'opinion allemande qu'elles ne le sont, malheureusement, du reste du monde. C'est à la connaissance de ces faiblesses qu'on doit imputer une grande partie des mesures prises contre nous par nos oppresseurs. Cependant, tout en reconnaissant pleinement cet état de choses, on n'a pas le droit d'oublier que ce même peuple s'est signalé, voici dix ans à peine, par des exploits incomparables. Le peuple allemand, qui donne actuellement une impression si attristante, a néanmoins plus d'une fois prouvé son immense valeur, dans l'histoire du monde. La guerre mondiale même, fut la plus glorieuse preuve de l'esprit de sacrifice qui anime

notre peuple, de sa géniale faculté d'organiser son existence dans mille et mille domaines. Son commandement militaire a permis aussi d'immortels succès. C'est seule sa direction politique qui a failli. Elle était déjà l'annonciatrice de celle d'aujourd'hui, qui est bien pire.

Quand bien même les qualités internes de notre peuple seraient aujourd'hui mille fois insuffisantes, elles présenteraient immédiatement un autre aspect, dès qu'une autre poigne aurait pris les rênes du gouvernement, pour tirer enfin notre peuple de son délabrement actuel.

La prodigieuse faculté de transformation de ce peuple apparaît aussi clairement dans son histoire. Entre la Prusse de 1806 et la Prusse de 1813, quelle différence ! En 1806, l'État donne le spectacle des capitulations les plus lamentables sur tous les plans, et l'esprit civique d'une incroyable bassesse ; et en 1813, l'État respire la haine la plus brûlante de la domination étrangère, soutenu par l'abnégation patriotique du peuple, par sa volonté la plus héroïque de combattre pour la liberté. En vérité, qu'y a-t-il eu de changé dans l'intervalle ? Le peuple ? Non, dans son essence il était resté le même ; seule sa direction était passée en d'autres mains. A la faiblesse du gouvernement prussien de la période néo-frédéricienne, au commandement sclérosé et désuet de l'armée, avait succédé un esprit nouveau. Le baron von Stein, Gneisenau, Scharnhorst, Clausewitz et Blücher étaient les représentants de la nouvelle Prusse. Et le monde oubliait soudain que cette Prusse, sept ans avant, avait subi Iéna.

En était-il autrement, avant la création du nouveau Reich bismarckien ? Dix ans à peine avaient suffi pour faire naître, de la déchéance allemande, de la désunion allemande et du déshonneur politique généralisé, un nouveau Reich, qui semblait être aux yeux de beaucoup l'incarnation la plus vigoureuse de la puissance et de la grandeur allemandes. Un seul cerveau avait rendu au génie allemand la liberté de son évolution, en face de la médiocrité des masses. Qu'on s'imagine Bismarck rayé de l'Histoire, et cette période, qui fut pour

notre peuple la plus glorieuse depuis des siècles, se serait déroulée uniquement sous le signe d'une lamentable médiocrité.

Il y a peu d'années le peuple allemand, dirigé par des médiocres, a été précipité du haut de son extraordinaire grandeur dans son chaos actuel ; il peut, de même, être relevé par une poigne de fer. Sa valeur intérieure apparaîtra alors de façon si éclatante, à la face du monde entier, que déjà maintenant, le seul fait qu'un tel peuple existe suffit à nous rassurer à cet égard.

Mais puisque cette valeur est actuellement en sommeil, il est d'autant plus nécessaire de voir clairement quelle est la puissance dont l'Allemagne dispose encore.

J'ai déjà essayé d'étudier brièvement l'actuel instrument de la puissance militaire allemande, la Reichswehr. Je vais esquisser ici la situation militaire générale de l'Allemagne, par rapport au monde extérieur.

L'Allemagne est actuellement entourée de trois éléments ou groupes de puissances. L'Angleterre, la Russie et la France sont pour l'heure les voisins, militairement parlant, les plus menaçants de l'Allemagne. De plus, la puissance française apparaît renforcée par un système d'alliances européennes, qui s'étend de Paris à Varsovie et Prague, jusqu'à Belgrade.

L'Allemagne se trouve enclavée entre ces États, et ses frontières sont totalement ouvertes. Il s'y ajoute la menace toute particulière, due au fait que la frontière occidentale du Reich traverse la région industrielle la plus importante de l'Allemagne. En outre cette frontière occidentale n'offre, du fait de son étendue et de l'absence de tout obstacle naturel, que peu de possibilités de défense à un État doté d'une puissance militaire extrêmement limitée. Même le Rhin ne peut pas être considéré comme une ligne de résistance militaire efficace. Non seulement les Traités de Paix ont refusé à l'Allemagne la possibilité de prendre les mesures nécessaires à cet effet, mais le fleuve lui-même offre au passage de troupes à armement moderne d'autant moins de difficultés que les faibles moyens

dont dispose la résistance allemande doivent être éparpillés sur un front très étendu. Ajoutons à cela que ce fleuve traverse la plus grande région industrielle de l'Allemagne et qu'une bataille dont il serait l'enjeu signifierait de prime abord la destruction des usines et des centres industriels les plus importants pour la défense nationale. Mais si, à la suite d'un conflit franco-allemand, la Tchécoslovaquie devenait en outre l'adversaire de l'Allemagne, c'est une deuxième grande région industrielle, dont le potentiel pourrait servir à la conduite de la guerre, la Saxe, qui serait de ce côté la plus exposée aux dangers de la guerre. Ici aussi, la frontière court sans obstacles naturels jusqu'à la Bavière, elle est si étendue et si ouverte qu'on ne pourrait guère envisager une résistance qui puisse être couronnée de succès. Si la Pologne prenait également part à un tel combat, alors là encore la frontière orientale, à part quelques rares et insuffisantes fortifications, serait ouverte sans défense à l'attaque.

D'une part, les frontières allemandes, longues lignes ouvertes, ne sont pas militairement protégées et sont entourées d'adversaires, d'autre part, notre côte de la mer du Nord est petite et resserrée. Les moyens de défense maritime y sont risibles, et la protection, complètement inefficace. L'équipement en navires de guerre dont nous disposons aujourd'hui n'est, à commencer par nos prétendues unités de combat, qu'un matériel-cible pour les exercices de tir de l'ennemi. Les quelques croiseurs légers modernes récemment construits ne peuvent avoir, de quelque façon que ce soit, une valeur décisive. La flotte qui nous est accordée est insuffisante, même pour la seule mer Baltique. En somme, notre puissance navale n'a guère d'autre valeur que celle d'une école de tir flottante. Aussi, en cas de conflit avec une quelconque puissance maritime, non seulement le commerce allemand serait immédiatement stoppé, mais le danger de débarquement serait immédiat.

Les considérations suivantes mettent en lumière tous les désavantages de notre situation militaire.

La capitale du Reich, Berlin, est distante de la frontière

polonaise d'à peine 175 kilomètres. Elle est située à 190 kilomètres à peine de la frontière tchèque ; à même distance à vol d'oiseau on trouve Weimar et le golfe de Stettin. Cela signifie qu'en partant de ces frontières Berlin peut être atteint par des avions modernes en moins d'une heure. Si l'on trace une ligne 60 kilomètres à l'est du Rhin, on trouve dans cet espace la presque totalité de la région industrielle de l'Allemagne occidentale. De Francfort à Dortmund il n'y a guère de centre industriel important qui ne se trouve à l'intérieur de cette zone. Tant que la France occupera une partie de la rive gauche du Rhin, elle peut, en trente minutes à peine, pénétrer avec des avions en plein cœur de notre région industrielle occidentale. Munich se trouve à la même distance de la frontière tchèque que Berlin des frontières polonaise et tchèque. Des avions militaires tchèques mettraient environ soixante minutes pour atteindre Munich, quarante minutes pour Nuremberg, trente minutes pour Ratisbonne ; Augsburg même n'est qu'à 200 kilomètres de la frontière tchèque et pourrait donc également être atteint en une heure à peine par les avions actuels. Mais Augsburg est, à vol d'oiseau, presque à la même distance de la frontière tchèque et de la frontière française. D'Augsbourg à Strasbourg la distance en ligne droite est de 230 kilomètres, mais de 240 kilomètres seulement jusqu'à la plus proche frontière française. Ainsi Augsburg se trouve également à l'intérieur d'une zone qui en l'espace d'une heure peut être atteint par des avions ennemis. De cet examen des frontières allemandes, il résulte qu'on peut, en une heure de temps, atteindre avec l'aviation toute la région industrielle de l'Ouest de l'Allemagne y compris Osnabrück, Bielefeld, Kassel, Würzburg, Stuttgart, Ulm, Augsburg. A l'est : Munich, Augsburg, Würzburg, Magdebourg, Berlin, Stettin. En d'autres termes, de par la situation actuelle de ces frontières, il n'y a plus qu'une toute petite région qui ne serait pas exposée dès les premières heures à la visite des avions ennemis.

La France représente l'adversaire le plus dangereux, étant

donné que, grâce à ses alliances, elle est à même de menacer presque toute l'Allemagne, une heure après l'ouverture des hostilités.

La riposte militaire allemande contre l'utilisation de cette arme est, dans l'état actuel des choses, pratiquement nulle.

Cette seule constatation montre la situation désespérée dans laquelle se trouverait la résistance allemande, livrée à elle-même, contre la France. Ceux surtout, qui, sur le front ont été exposés aux effets des attaques aériennes ennemies savent quel choc moral elles produisent.

Mais depuis que les grandes puissances navales ont la possibilité, avec leurs porte-avions, d'approcher des côtes leurs aires flottantes d'atterrissage, Hambourg et Brême aussi, d'une façon générale toutes nos villes côtières, seraient exposées au même péril.

Ce n'est pas seulement aux attaques aériennes que l'Allemagne d'aujourd'hui ne peut matériellement pas opposer des armes qui soient techniquement efficaces. L'armement purement technique de notre faible Reichswehr est écrasé sans espoir par celui de nos adversaires. Il serait plus facile de prendre son parti du manque d'artillerie lourde que du manque de moyens de défense vraiment efficaces contre les blindés.

Si aujourd'hui l'Allemagne était entraînée dans une guerre contre la France et ses alliés, sans pouvoir prendre au préalable les mesures les plus urgentes pour sa défense, alors, étant donné la supériorité technique de nos adversaires, c'est en quelques jours que son sort serait décidé. Les mesures nécessaires pour repousser une telle offensive ennemie ne pourraient plus être prises en plein combat.

Croire qu'on pourrait opposer quelque résistance avec des moyens improvisés, pendant un certain temps, est une idée parfaitement fautive, car ces improvisations elles-mêmes demanderaient un certain délai, dont il me semble bien qu'on ne pourrait plus disposer en cas de conflit. Car les événements se dérouleraient trop rapidement, entraînant des situations

qui ne nous laisseraient pas le temps nécessaire pour préparer des contre-mesures.

Quel que soit l'angle sous lequel nous envisageons les possibilités de la politique étrangère, il apparaît pour l'Allemagne un fait impératif : en nous appuyant uniquement sur nos propres ressources militaires, il ne nous sera jamais possible de nous opposer aux forces qui sont actuellement mobilisées en Europe. Toute combinaison qui amènerait l'Allemagne à un conflit avec la France, l'Angleterre, la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc..., sans lui donner auparavant la possibilité de s'y préparer sérieusement, tombe d'elle-même. Cette constatation fondamentale est importante, pour la raison suivante : c'est que, chez nous, en Allemagne, il y a encore aujourd'hui des bien-pensants qui croient, le plus sincèrement du monde, que nous devons faire cause commune avec la Russie.

Du seul point de vue militaire, cette idée est irréalisable, ou bien funeste à l'Allemagne.

Comme avant 1914, nous pouvons admettre comme absolument établi qu'à chaque conflit où l'Allemagne serait entraînée, quels qu'en soient les motifs ou prétextes, la France sera toujours son adversaire. Quelles que puissent être à l'avenir les combinaisons européennes, la France fera toujours partie de celle qui est hostile à l'Allemagne. Ce fait découle du caractère traditionnellement ancré de la politique étrangère française. Il est faux de croire que la fin de la guerre y ait changé quoi que ce soit. Au contraire. La guerre mondiale n'a pas apporté à la France la complète réalisation de l'objectif de guerre qu'elle s'imaginait pouvoir atteindre. Car ce but n'était pas uniquement la reconquête de l'Alsace-Lorraine, laquelle n'était qu'un premier pas, vers le but visé par la politique étrangère de la France.

Que la possession de l'Alsace-Lorraine n'ait pas aboli le moins du monde l'agressivité de la politique française envers l'Allemagne, cela se démontre de la façon la plus frappante par le fait que, du temps même où la France possédait déjà l'Alsace-Lorraine, son parti pris d'hostilité contre l'Allemagne

existait déjà. 1870 a démontré, plus clairement que 1914, quelles étaient en fin de compte les intentions de la France. A cette époque, on n'avait aucune raison de cacher le caractère offensif de la politique étrangère française. Mais, en 1914, on estima préférable, assagi sans doute par l'expérience ou peut-être aussi influencé par l'Angleterre, d'afficher d'une part des idéaux humanitaires, et d'autre part de limiter à l'Alsace-Lorraine l'objectif déclaré. Mais ces considérations tactiques ne signifiaient pas le moins du monde que les anciens objectifs de la politique étrangère française étaient abandonnés ; elles ne servaient qu'à les camoufler. De tout temps, l'idée directrice de cette politique a été la conquête de la frontière du Rhin, en considérant que le morcellement de l'Allemagne en États isolés ou indépendants les uns des autres restait la meilleure sauvegarde de cette frontière. Que la sécurité européenne qui en résulterait pour la France doive servir à la réalisation de plus grandes aspirations mondiales ne change rien au fait que les desseins français de politique continentale sont, pour l'Allemagne, une question de vie ou de mort.

La France n'a jamais participé à une coalition dans laquelle des intérêts allemands n'aient pas été menacés d'une façon ou d'une autre. Au cours des trois cents dernières années, jusqu'en 1870, l'Allemagne a été attaquée vingt-neuf fois par la France ; considération qui amena Bismarck, au soir de la bataille de Sedan, à s'opposer de la façon la plus catégorique au général français Wimpfen, lorsque ce dernier essaya d'obtenir des adoucissements aux conditions de la capitulation. C'est à ce moment que Bismarck, entendant déclarer que la France ne pourrait oublier un geste de bienveillance de la part de l'Allemagne, mais en garderait à l'avenir un souvenir reconnaissant, s'emporta aussitôt, et qu'il opposa au négociateur français les faits brutaux et crus, tirés de l'Histoire. Il rappela qu'au cours des trois cents années précédentes, la France avait si souvent attaqué l'Allemagne (quel qu'ait été au demeurant son régime politique) que lui, Bismarck avait à tout jamais la conviction, quelles que soient d'ail-

leurs les conditions de capitulation, que la France attaquerait immédiatement l'Allemagne dès qu'elle se sentirait assez forte, soit par sa propre puissance, soit par la puissance de ses alliances.

Bismarck a par là même plus justement jugé la mentalité française que ne le font nos actuels chefs politiques. Il le pouvait d'autant mieux que, visant un objectif politique, il pouvait aussi comprendre les visées politiques d'autrui. Pour Bismarck, les intentions de la politique étrangère française étaient nettes. Mais elles sont inintelligibles à nos soi-disant hommes d'État d'aujourd'hui, parce qu'il leur manque en politique une idée nette. Du reste, si la France, lors de la guerre mondiale, n'avait eu comme objectif déterminant que la reconquête de l'Alsace-Lorraine, elle n'aurait pas mené le combat avec une telle énergie. Son gouvernement surtout, n'aurait pas montré une telle force de détermination, force qui, en maintes occasions au cours de cette période, suscite l'admiration. Mais la nature de cette guerre de coalition, la plus grande de tous les temps, fit que la réalisation complète de tous les désirs était chose d'autant plus impossible que les intérêts particuliers de chaque nation participante divergeaient entre eux. A l'intention française d'une totale élimination de l'Allemagne en Europe s'opposait encore, comme toujours, la volonté anglaise d'empêcher une hégémonie de la France, de même d'ailleurs que l'hégémonie de l'Allemagne.

Pour réduire les buts de guerre de la France, il était important que l'effondrement allemand se produisît dans des conditions telles que le public ne puisse pas prendre immédiatement conscience de toute l'ampleur de la catastrophe. On avait appris à connaître en France le grenadier allemand, d'une façon telle qu'on n'y pouvait guère envisager sans inquiétude l'éventualité où la France devrait à elle seule atteindre son suprême objectif politique. Mais lorsque, plus tard, devant l'effondrement intérieur qui se produisit en Allemagne, on se déterminait néanmoins à agir, la psychose

de guerre dans le reste du monde s'était tellement calmée que l'opposition des alliés aurait rendu impossible une action exclusive de la France, à des fins aussi importantes. Mais il n'est pas dit pour autant que la France ait renoncé à ses visées. Comme avant, elle tentera avec opiniâtreté d'obtenir dans le futur ce que le présent lui refuse. La France, dès qu'elle s'en sentira capable, par ses propres forces ou par ses alliances, cherchera de nouveau demain à désagréger l'Allemagne et à occuper les bords du Rhin, pour pouvoir ainsi engager ses forces ailleurs sans être menacée dans le dos.

Étant donné ces perspectives, que la France ne soit pas le moins du monde irritée par les avatars du gouvernement allemand est d'autant plus compréhensible que le peuple français lui-même, qui ne prête guère attention à ses propres institutions, tient imperturbablement à ses idées de politique étrangère. Un peuple qui, sans se préoccuper aucunement d'être sous la souveraineté d'une République ou d'une monarchie, d'une démocratie bourgeoise ou de la Terreur jacobine, poursuit toujours un but de politique étrangère déterminé, ne comprendra pas qu'un autre peuple puisse, peut-être, opérer un revirement dans ses objectifs de politique extérieure en changeant la forme de son gouvernement. C'est pour cela que rien ne peut changer dans la position prise par la France vis-à-vis de l'Allemagne, que la nation y soit représentée par un Empire ou par une République, ou qu'elle soit même dominée par la Terreur socialiste.

La France naturellement n'est pas indifférente aux affaires intérieures allemandes, mais son attitude ne sera déterminée que selon la perspective du résultat le plus avantageux qu'on peut en attendre ; ce qui signifie qu'elle souhaite qu'une forme bien définie de gouvernement allemand lui permette un allègement de sa politique étrangère. La France souhaite pour l'Allemagne une constitution qui laisse prévoir que cette Allemagne n'opposera à sa propre destruction qu'un minimum de résistance. Si donc la république allemande, croyant faire preuve de sagacité, cherche à gagner l'amitié française,

c'est pour elle la plus écrasante preuve d'indigence intellectuelle. Paris y applaudira pour la simple raison qu'en France on considère le fait comme un signe de la pauvreté des valeurs allemandes. Mais il n'est pas dit pour autant que la France changera d'attitude envers cette République allemande, pas plus qu'elle ne l'a fait, en d'autres temps, envers notre État, lorsqu'il traversait une crise de faiblesse analogue. Au bord de la Seine on a toujours préféré la faiblesse allemande à la puissance allemande, car la première garantissait un succès plus facile à l'action de la politique étrangère française.

Le fait que le peuple français ne souffre pas d'un manque d'espace vital ne modifiera pas le moins du monde cette tendance française. Car, depuis des siècles, la politique en France a bien moins été dictée par des difficultés purement économiques que par des facteurs psychologiques. La France offre un exemple classique de la dégénérescence d'une saine politique de conquêtes territoriales, dès que l'idée de Peuple n'y est plus déterminante et se trouve remplacée par les soi-disant principes nationaux. Le chauvinisme national français s'est tellement éloigné de cette idée que, dans un sentiment d'amour-propre puéril, on laisse le sang français se souiller, simplement pour conserver numériquement le caractère d'une « grande nation ». C'est pour cela que, tant qu'on ne lui administrera pas un jour une leçon décisive et radicale, la France restera un éternel trouble-fête mondial. Du reste, personne n'a mieux dépeint le caractère de la vanité française que Schopenhauer dans son épigramme : « L'Afrique a ses singes, et l'Europe ses Français. »

C'est ce mélange de vanité et de folie des grandeurs qui a toujours donné son impulsion à la politique étrangère française. Qui donc, en Allemagne, pourrait espérer que la France, de plus en plus privée de jugement raisonnable et clair, par sa négrification généralisée, puisse opérer un jour un changement dans ses sentiments et dans ses intentions à l'égard de l'Allemagne ?

Non, quelle que soit la prochaine évolution de l'Europe,

la France cherchera toujours à nous nuire et à diviser notre peuple, pour pouvoir enfin l'amener à une nouvelle et totale décomposition, en profitant de tout affaiblissement nouveau de l'Allemagne et en exploitant contre elle toutes les possibilités diplomatiques et militaires. Ainsi l'Allemagne doit-elle naturellement s'interdire toute coalition européenne qui n'a pas pour but de juguler la France.

Croire à une entente germano-russe est pure fantaisie, tant que la Russie a un gouvernement dont la seule aspiration est d'introduire en Allemagne l'intoxication bolchevique. Que les éléments communistes militent pour un pacte germano-russe, c'est tout naturel. Ils espèrent ainsi avec raison pouvoir amener l'Allemagne elle-même au bolchevisme. Mais il est inconcevable que des Allemands nationalistes s'imaginent pouvoir arriver à une entente avec un État dont l'intérêt suprême est précisément l'anéantissement de l'Allemagne. Il est évident que si on concluait aujourd'hui une pareille alliance elle aurait pour conséquences la domination entière de l'Allemagne par la juiverie, comme celle que subit la Russie. L'opinion suivant laquelle on peut combattre le monde capitaliste occidental aux côtés de cette Russie est également indéfendable. Car la Russie d'aujourd'hui est tout, sauf un État anticapitaliste. Elle est, il est vrai, un pays qui a détruit sa propre économie nationale, mais uniquement pour donner à la finance internationale la possibilité d'une domination absolue. S'il n'en était pas ainsi, comment se fait-il alors que ce soit justement le monde capitaliste qui prend position en Allemagne en faveur d'un tel pacte? Ce sont les organes de la presse juive représentant les intérêts boursiers les plus caractérisés, qui prennent fait et cause pour une alliance germano-russe. Croit-on vraiment que le *Berliner Tageblatt* et la *Frankfurter Zeitung*, ainsi que tous les illustrés de même origine se font plus ou moins les porte-parole de la Russie bolchevique parce qu'elle serait un État anticapitaliste? En vérité, c'est une malédiction quand, dans le domaine politique, on prend ses désirs pour des réalités.

Bien sûr, on pourrait concevoir qu'en Russie même un revirement intérieur se produise au sein du monde bolcheviste, pour peu que l'élément juif puisse être évincé par un élément plus ou moins Russe national. Alors il ne serait pas exclu non plus que l'actuelle Russie bolchevique, en fait judéo-capitaliste, incline vers une tendance nationale-anticapitaliste. Dans ce cas, que bien des faits semblent annoncer, il serait sans doute possible que le capitalisme européen prenne sérieusement position contre la Russie. Mais, même dans ce cas, une alliance de l'Allemagne et de la Russie serait une pure folie. Car l'idée de pouvoir tenir secrète une telle alliance est aussi mal fondée que l'espoir de s'armer dans le silence et de se préparer en secret à un règlement de comptes. Il n'y aurait alors vraiment que deux éventualités : ou bien le monde occidental hostile à la Russie considérerait cette alliance comme un danger, ou bien non. Dans l'affirmative, je ne sais pas qui pourrait croire sérieusement que nous aurions le temps de préparer un armement suffisant pour éviter la débâcle dans les premières vingt-quatre heures. Croit-on vraiment sérieusement que la France resterait dans l'expectative, en attendant que s'achèvent notre défense antiaérienne et notre défense antichar? Croit-on que cela pourrait se faire en secret, dans un pays où la trahison n'est plus considérée comme une honte, mais passe au contraire pour une attitude courageuse et digne d'admiration? Non, si vraiment l'Allemagne voulait aujourd'hui conclure un pacte avec la Russie contre l'Europe occidentale, elle deviendrait, dès le lendemain, un champ de bataille ; et alors il faudrait faire preuve de beaucoup d'imagination pour croire que la Russie, d'une façon quelconque, je ne sais par quels moyens, pourrait aider l'Allemagne. Une telle action n'aurait pour seul résultat que de faire échapper pour quelque temps encore la Russie à la catastrophe, cependant que celle-ci s'abattrait sur l'Allemagne. Et dans les États occidentaux, en particulier, il n'y aurait pas de raison plus populaire, pour motiver une attaque contre l'Allemagne. Qu'on se représente l'Allemagne alliée à une Russie vrai-

ment anticapitaliste, et que l'on imagine alors comment la presse mondiale juive exciterait toutes les passions internationales contre l'Allemagne! En France, surtout, la pleine harmonie se rétablirait immédiatement, entre le chauvinisme français national et la presse judéo-boursière; car il ne faut pas confondre ce qui se passerait alors dans ce pays avec la façon dont les généraux russes blancs ont lutté naguère contre le Bolchevisme primitif. En 1919 et 1920, la Russie blanche nationaliste combattait la révolution rouge judéo-boursière qui était en réalité, dans toute l'acception du terme, internationaliste-capitaliste. Mais un Bolchevisme national devenu anticapitaliste se dresserait contre la juiverie mondiale. Qui connaît l'importance de la propagande par la presse, les possibilités illimitées dont elle dispose pour exciter les peuples et abêtir l'homme, se représente aisément les orgies de haine et de passion auxquelles les États européens occidentaux se livreraient contre l'Allemagne. Car alors, pour ces États, l'Allemagne ne serait plus l'alliée d'une Russie aux aspirations grandioses, remarquables, morales et hardies, mais l'alliée des profanateurs de la civilisation.

Pour le gouvernement français surtout il ne pourrait y avoir une meilleure occasion que celle-là de vaincre ses difficultés intérieures, en engageant contre l'Allemagne un combat qui serait absolument sans risque. Le chauvinisme national français pourrait être d'autant plus satisfait qu'il se rapprocherait ainsi sensiblement de son objectif traditionnel, sous la protection d'une nouvelle coalition mondiale. Car quelle que soit en ce cas la forme d'alliance de l'Allemagne avec la Russie, militairement c'est l'Allemagne qui aurait à supporter seule les coups les plus durs. En outre, du fait que la Russie n'est pas directement limitrophe de l'Allemagne et qu'elle devrait d'abord envahir l'État polonais et le traverser, l'aide russe, même dans le cas d'un écrasement de la Pologne (ce qui paraît déjà improbable) ne pourrait vraiment se manifester sur le territoire allemand qu'au moment où il n'y aurait déjà plus d'Allemagne. L'idée d'un débarquement de divi-

sions russes quelque part en Allemagne est complètement à écarter, tant que l'Angleterre et la France ont la maîtrise totale de la mer Baltique. Du reste un débarquement de troupes russes en Allemagne échouerait, faute de moyens techniques.

Si donc un jour l'alliance germano-russe devait réellement exister — et il n'y a pas d'alliance sans une arrière-pensée de guerre — alors l'Allemagne serait exposée aux assauts convergents de toute l'Europe occidentale, sans pouvoir y opposer la vigueur de sa résistance.

Dès lors, quel sens pourrait avoir un pacte germano-russe? Épargner toute destruction à la seule Russie et faire de l'Allemagne la victime? Car, quelle que soit l'issue de cette alliance, l'Allemagne n'arriverait pas à atteindre définitivement ses objectifs de politique étrangère. Rien ne serait changé en ce qui concerne la question vitale, la nécessité vitale, de notre peuple. Au contraire, l'Allemagne n'en serait que plus détournée d'une politique territoriale, qui est la seule raisonnable; et à ce prix elle s'exposerait, dans l'avenir, à d'insignifiantes disputes pour des rectifications de frontières. Car ce n'est ni à l'ouest ni au sud de l'Europe que le problème de l'espace vital de notre peuple peut trouver une solution.

L'espoir d'une alliance germano-russe, qui hante les esprits de bien des politiciens nationaux-allemands, est très aléatoire, encore pour une autre raison.

Les sphères nationalistes admettent, en général, qu'on ne peut pas conclure une alliance raisonnable avec une Russie judéo-bolcheviste, puisque, selon toute vraisemblance, la bolchevisation de l'Allemagne en résulterait. Il est évident qu'on ne veut pas de cela. Cependant on se berce de l'espoir qu'un jour, en Russie, le caractère juif du bolchevisme, c'est-à-dire capitaliste-international, pourra disparaître, pour faire place à un communisme national nuancé d'anticapitalisme mondial. Cette Russie réinspirée par les tendances nationales, serait dès lors un excellent partenaire pour une alliance avec l'Allemagne.

C'est là une très grande erreur. Elle dénote une extraordi-

naire ignorance de l'âme slave. Elle n'étonnera pas ceux qui se rappellent combien l'Allemagne connaissait peu l'état d'esprit de ses anciens alliés ; sans cela, on ne serait jamais tombé aussi bas. Les politiciens nationaux russophiles essayent d'étayer leur politique en faisant allusion à des prises de position analogues de Bismarck, mais c'est ne pas tenir compte de toute une série de facteurs importants, qui plaident alors en faveur d'une politique russophile, et qui aujourd'hui plaident contre.

La Russie que connut Bismarck n'était pas un État typiquement slave, tout au moins du point de vue politique. D'une façon générale, le slavisme n'inspirait pas les forces politiques, constitutives de l'État. En Russie les formations politiques en tant que telles ont toujours et partout été l'œuvre d'éléments étrangers. Depuis l'époque de Pierre le Grand, ce furent avant tout de nombreux Allemands (Baltes) qui formèrent l'ossature de l'État russe et en furent le cerveau. Au cours des siècles, des milliers de ces Allemands ont été russifiés, mais seulement de la façon dont notre bourgeoisie nationaliste voudrait allemaniser ou germaniser les Polonais et les Tchèques. De même que, dans ce cas, « l'Allemand » tout frais émoulu n'est en réalité qu'un Polonais ou un Tchèque parlant allemand, ces Russes artificiels sont restés, dans leur race et dans leur capacité, des Allemands — mieux, des Germains. C'est à cette élite germanique que la Russie est redevable de son existence en tant qu'État politique, ainsi que des valeurs culturelles qui existaient alors et bien peu. Sans cette élite, d'intelligence vraiment allemande, la Grande Russie n'aurait pu ni prendre naissance, ni se maintenir. Tant que la Russie fut un État de forme autocratique, cette élite, qui n'était pas du tout russe, a influé de façon décisive sur la vie politique de cet Empire géant. C'est cette Russie que Bismarck a encore connue, du moins en partie. Et c'est avec cette Russie-là que le maître de l'art politique a traité. Mais, déjà de son temps la sûreté et la stabilité de la politique russe avaient commencé de chanceler ; elles étaient

devenues incertaines. Cela provenait du lent refoulement de l'élite germanique. La transformation de l'intelligence russe a été causée en partie par une véritable hémorragie du potentiel humain, due à des guerres nombreuses, qui, comme je l'ai déjà indiqué dans ce livre, ont décimé d'abord les forces raciales les plus précieuses. Le corps des officiers, en particulier, n'était pas originellement de sang slave, et en tout cas, pas de sang russe.

En outre l'intelligentsia s'accroît plus lentement, et le « russisme » racial s'est introduit dans la formation scolaire et universitaire. La faible valeur politique effective de la nouvelle intelligentsia russe avait des causes raciales, et se manifestait sans doute à l'extrême dans le nihilisme de l'enseignement supérieur. Mais, au fond ce nihilisme n'était quand même rien de plus qu'une protestation du slavisme contre les influences étrangères qu'il devait subir. C'est justement dans la mesure où l'élite germanique, politiquement formatrice, se trouve relayée par une classe bourgeoise racialement et purement russe, que l'idée de panslavisme envahit la politique russe. Dès sa naissance elle est raciste, slave et antiallemande.

Mais le caractère antiallemand de la nouvelle Russie, surtout dans les prétendues sphères de l'intelligentsia, n'était pas un simple réflexe contre l'autocratique élite étrangère, mouvement qui avait pour origine des tendances politico-libérales. Ce fut aussi, dans le sens le plus profond, un hérissément de la mentalité slave contre la mentalité allemande. Ce sont là deux essences qui n'ont que bien peu de points communs ; et encore faudrait-il savoir si ce peu de point communs n'aurait pas son origine dans le panachage d'éléments raciaux isolés, dont le peuple russe, aussi bien que le peuple allemand, semblent composés ; que donc ce qui est commun aux Allemands et aux Russes ne correspond pas plus au caractère allemand qu'au russe, mais doit être attribué à nos croisements raciaux, qui ont amené aussi bien en Allemagne des éléments slaves de l'Est, qu'en Russie des éléments germano-nordiques.

Mais si, pour examiner les deux natures psychologiques, nous opposons un Allemand nordique pur, disons de Westphalie, à un Russe purement slave, on trouverait un abîme profond entre ces représentants des deux peuples. Le peuple russo-slave a toujours senti cela, et c'est pour cela qu'il a toujours eu une aversion instinctive pour l'Allemand. La sévère profondeur, la froide logique et la réflexion ordonnée sont absolument étrangères au vrai Russe ; elles lui sont antipathiques et même partiellement incompréhensibles. Chez lui, notre sens de l'ordre ne trouvera aucun écho, et même sera considéré avec mauvaise humeur. Ce qu'on ressent chez nous comme une évidence est un supplice pour le Russe, parce que ce sentiment entraîne une restriction de sa vie profonde et de ses impulsions naturelles, qui sont d'une autre nature. C'est pour cela que la Russie slave se sentira toujours plus attirée vers la France. Et cela de plus en plus, au fur et à mesure qu'en France l'élément nordique-franconien se trouve refoulé. La vie française, légère, superficielle et plus ou moins efféminée, fascine bien davantage le Slave que la dureté de la lutte pour l'existence que mène l'Allemand. Elle lui est plus intimement apparentée. Ce n'est pas par hasard que, en politique, la Russie panslave a pu éprouver de l'attraction pour la France, exactement comme l'intelligence russe de sang slave a trouvé à Paris la Mecque de ses propres aspirations à la civilisation.

L'avènement d'une bourgeoisie nationale russe a déterminé en même temps un éloignement intérieur de cette nouvelle Russie à l'égard de l'Allemagne, qui désormais ne pouvait plus compter sur aucune élite russe qui lui soit racialement apparentée.

En effet la prise de position antiallemande des représentants de l'idée panslave raciste était déjà si forte à la fin du siècle dernier, et son influence sur la politique russe avait pris de telles proportions, que même l'attitude plus que correcte de l'Allemagne à l'égard de la Russie à l'occasion de la guerre russo-japonaise ne put réduire l'écart qui s'élargissait entre

les deux États. Puis vint la guerre mondiale, que les menées panslaves n'avaient pas peu contribué à attiser. La véritable Russie politique, que l'ancienne élite inspirait, n'eut alors plus guère la parole.

La guerre mondiale même a provoqué en Russie une nouvelle hémorragie des éléments germano-nordiques ; et la révolution et le Bolchevisme en ont finalement éliminé les derniers résidus. Non pas que le seul instinct racial slave ait mené consciemment le combat, pour exterminer l'élite non russe de cette époque : non, il avait trouvé entre-temps son nouveau « Führer » qui était la juiverie. La juiverie aspirait à prendre la place de l'élite et, partant, la haute main sur les affaires ; elle a exterminé, avec l'appui des instincts raciaux slaves, l'élite étrangère d'avant. Avec la révolution bolcheviste, la juiverie a pris la direction de la vie russe dans tous les domaines ; c'est un phénomène dont le mécanisme est évident : car ce qui manque absolument au slavisme, c'est la moindre capacité d'organiser, et par là même le nerf indispensable à toute politique positive durable. Qu'on élimine du slavisme tous les éléments qui ne sont pas purement slaves, et, en tant qu'État il tombera immédiatement en décomposition. Bien sûr, en principe, toute formation politique peut avoir son origine dans la rencontre de peuples d'ordre supérieur ou inférieur ; ainsi les détenteurs de la valeur raciale supérieure peuvent, pour des raisons qui leur sont propres, développer dans la communauté certain esprit bien déterminé, qui leur permet alors d'organiser et de contrôler les moins évolués. Rien que l'accomplissement des tâches courantes exige déjà une certaine organisation. Toutefois la différence entre les éléments politiques positifs et les non-positifs réside dans le fait que les premiers peuvent mettre sur pied une organisation qui permet de conserver leur race en présence d'autrui, tandis que les seconds en sont incapables par eux-mêmes.

C'est ainsi que la Russie d'aujourd'hui, ou plutôt le slavisme de nationalité russe, a pour maîtresse (*sic*) la juiverie, qui a d'abord éliminé l'ancienne élite, et qui maintenant de-

vrait donner la preuve de sa propre force politique positive. Avec ses capacités destructrices, la juiverie dans ce cas ne se comportera qu'en tant que « ferment de décomposition (1) » historique. Elle a évoqué des démons dont elle ne pourra plus se débarrasser ; et la lutte de l'idéal panslave, profondément antipolitique, contre l'idéal politique juif, aboutira à la destruction du judaïsme. Ce qui restera alors, ce sera une Russie dont la puissance politique sera d'autant plus faible qu'elle s'ancrera profondément dans sa position antiallemande. Comme cet État n'aura plus aucune élite politique stable, il deviendra une source d'éternel désordre et d'éternelle insécurité. C'est ainsi qu'un gigantesque territoire sera livré à un destin des plus mouvementés ; et au lieu d'une stabilisation des relations entre les nations, c'est une ère de transformations tumultueuses qui commencera.

Dans la première phase de ces développements, les États du monde les plus divers chercheront à nouer des relations avec cet immense complexe d'États, pour arriver de cette façon à un renforcement de leurs propres positions et de leurs propres desseins. Mais une telle quête sera toujours liée, dans leur esprit, à l'aspiration d'avoir également sur la Russie l'influence spirituelle et organisatrice qui leur est propre.

Il ne faut pas que l'Allemagne espère être appelée à jouer d'une façon ou d'une autre, un rôle dans ces conjonctures. Toute la mentalité de la Russie d'aujourd'hui, et de celle de demain, s'y oppose. Ni du point de vue de la simple utilité, ni du point de vue de la communauté humaine, l'alliance avec la Russie n'a de sens pour l'Allemagne. Il est même heureux pour l'avenir que les choses aient pris cette tournure ; car, par là même, un interdit s'est trouvé levé, qui nous aurait empêchés de chercher le but de la politique étrangère allemande là où seulement il se trouve : dans l'espace vital à l'Est.

(1) En français dans le texte.

CHAPITRE XII

PRINCIPES

DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE

Pour l'aménagement de la future politique étrangère allemande, il faut considérer, eu égard à notre situation militaire sans espoir, que :

1) L'Allemagne ne peut pas délibérément, d'elle-même, provoquer un changement de sa situation actuelle, si cela doit se faire par des moyens militaires.

2) L'Allemagne ne peut pas espérer changer sa situation, grâce à des mesures prises par la Société des Nations, tant que les délégués omnipotents de cette institution sont en même temps les premiers intéressés à la destruction de l'Allemagne.

3) L'Allemagne ne peut pas espérer améliorer sa situation actuelle par une combinaison d'alliances qui la mettrait en conflit avec le système d'encerclement résultant des alliances françaises ; à moins qu'elle n'ait auparavant la possibilité de restaurer son armée, pour pouvoir immédiatement s'opposer, avec quelque espoir de succès, à cette coalition.

4) L'Allemagne ne peut espérer trouver une telle combinaison d'alliances tant que son objectif final en politique étrangère n'est pas clairement défini, et qu'il n'apparaît pas clairement que cet objectif n'est pas contraire, semble même favorable, aux intérêts des États avec lesquelles une alliance est possible.

5) L'Allemagne ne peut pas espérer que ces États pour-

raient être pris en dehors de la Société des Nations ; au contraire, son seul espoir est de parvenir à en arracher quelques-uns, de la coalition présente des États vainqueurs, pour former un nouveau groupe, avec des objectifs nouveaux, dont on ne peut attendre la réalisation par la S.D.N., à cause de son caractère même.

6) L'Allemagne ne peut espérer arriver à un succès que de cette façon, en renonçant définitivement à son indécise politique de bascule, et en prenant délibérément une autre orientation, avec tous les risques que cela comporte.

7) L'Allemagne ne pourra jamais exercer une incidence sur l'histoire du monde en s'alliant avec des peuples dont la valeur militaire paraît bien condamnée à la médiocrité, ou bien dont la valeur raciale, d'une façon générale, ne vaut pas cher. Car la lutte pour la reconquête de la liberté allemande doit élever de nouveau l'Histoire allemande au niveau de l'Histoire du Monde.

8) L'Allemagne ne doit pas oublier un seul instant que quelle que soit la façon dont elle envisage de changer son sort, la France sera son adversaire, et que toute coalition de puissances qui se tournera contre l'Allemagne, sera de prime abord, regardée avec faveur par la France.

CHAPITRE XIII

LES BUTS POSSIBLES

On ne peut pas dégager les possibilités qui sont offertes à la politique extérieure de l'Allemagne, sans se faire avant tout une idée claire des volontés de l'Allemagne et de la façon dont l'Allemagne elle-même pense organiser son avenir. Il faut tenter ensuite de déterminer les desseins politiques des puissances européennes, qui ont rang de puissances mondiales, dans la mesure où elles appartiennent à la coalition des vainqueurs.

J'ai déjà traité dans ce livre des différentes possibilités dont il s'agit. Malgré tout je vais encore esquisser rapidement les buts possibles d'une politique extérieure, afin qu'on ait ainsi une base pour critiquer les rapports qui peuvent exister entre ces buts et ceux des autres États européens.

1) L'Allemagne peut renoncer à se fixer un but fondamental, pour sa politique extérieure. Cela veut dire qu'elle peut accepter n'importe quoi, sans se décider à quoi que ce soit. Alors on verrait dans l'avenir se continuer, dans d'autres conditions, la politique des trente dernières années. Si le monde n'était composé que d'États qui manquent autant les uns que les autres de buts politiques, cela permettrait au moins à l'Allemagne de supporter une telle situation, même si celle-ci ne s'impose pas. Mais ce n'est justement pas le cas. Dans la vie de tous les jours, un homme dont la vie a un but

solide, qu'il essaie d'atteindre à tout prix, sera toujours supérieur aux autres qui n'ont aucun but ; il en est de même dans la vie des peuples. On ne dirait pas longtemps qu'un État sans buts politiques peut éviter les dangers qu'une telle politique entraîne. Car, tant qu'il semble pouvoir se dispenser d'une activité quelconque, étant donné l'absence de ses buts politiques, il peut facilement, par sa passivité même, devenir la victime des buts politiques d'autrui. L'action d'un État ne se définit pas seulement par sa volonté, mais aussi par celle des autres ; avec cette différence que, dans le premier cas, il peut lui-même faire la loi, mais que dans l'autre cas elle lui sera imposée. Vouloir éviter à tout prix une guerre à coups de pacifisme ne veut pas dire non plus qu'on puisse l'éviter. Et vouloir éviter une guerre à tout prix, ne veut pas dire sauver sa vie. La position européenne de l'Allemagne est aujourd'hui telle, avec ses ressources à l'abandon, qu'elle ne peut pas espérer bénéficier de la moindre tranquillité. Ce qui n'est pas admissible pour un peuple qui se trouve au cœur de l'Europe. Ou bien l'Allemagne essaiera elle-même de participer activement au développement de la vie, ou bien elle sera l'objet passif du développement vital des autres peuples. Toute pensée qui se flattait d'arracher les peuples aux dangers de l'histoire en leur prêchant le désintéressement universel, s'est toujours révélée être — à présent encore — une erreur stupide et lâche. Celui qui ne veut pas être le marteau, sera l'enclume. Notre peuple allemand n'a eu jusqu'à présent, au cours de tout son développement, qu'à choisir entre ces deux seules possibilités. Quand il voulait faire lui-même l'histoire, il a combattu avec joie et audace ; ainsi était-il toujours le marteau. Mais s'il croyait pouvoir renoncer aux obligations de la lutte pour la vie, il était l'enclume sur laquelle les autres ont lutté pour leur vie — ou bien il a servi lui-même de pâture aux étrangers.

L'Allemagne devra, si elle veut vivre, assumer elle-même la défense de la vie ; et la meilleure parade, c'est l'attaque. En tout cas l'Allemagne ne doit pas espérer assurer son dévelop-

pement vital si elle ne se décide pas clairement pour un but politique extérieur, celui qui lui semble concilier intelligemment les nécessités vitales de l'Allemagne avec les intérêts des autres peuples. Sinon, le manque de but deviendra alors une absence de plan. En Europe, ce manque de plan fera lentement de nous une seconde Pologne. Dans la mesure où nous laissons diminuer nos propres forces, par notre défaitisme généralisé, et où notre seule activité vitale s'apaise jusqu'à n'être plus que de la politique intérieure, nous deviendrons, au point de vue de la politique extérieure, le jouet des événements historiques mondiaux, où des forces mouvantes naissent de la lutte pour la vie et pour les intérêts, soutenue par d'autres peuples.

En général les peuples qui ne voient pas clairement comment décider de leur propre avenir, et qui ne peuvent pas prendre part au jeu du développement du monde, sont régulièrement détestés, comme des gêneurs, par tous leurs partenaires. Même alors, il peut arriver qu'on prenne cette absence de plan, qui procède du manque de but politique, pour un jeu caché et raffiné, et qu'on y réponde en conséquence. C'est un malheur qui nous est arrivé avant la guerre. Plus les décisions politiques du gouvernement du Reich étaient mystérieuses, parce qu'incompréhensibles, et plus elles semblaient suspectes ; plus on flairait, même derrière les concessions les plus stupides, l'odeur d'un danger indéfinissable. Donc, si l'Allemagne n'a pas de but politique clairement défini, qu'elle renonce du même coup à presque toute chance de réviser son destin actuel, sans pouvoir pour autant échapper aux dangers de l'avenir.

2) L'Allemagne peut vouloir, par une économie de paix, comme elle le fit jusqu'à maintenant, subvenir aux besoins du peuple allemand. Elle veut dans l'avenir, par conséquent, participer avec compétence à l'industrie mondiale, à l'exportation et au commerce mondiaux. Elle veut donc une grande flotte marchande, des ports d'attache et des ports charbonniers dans le Nouveau Monde, et veut enfin, si cela est possible.

ses propres sources de matières premières : les colonies. A l'avenir il faudra protéger ce développement par une force maritime.

Tous ces projets d'avenir seraient pure utopie si l'Angleterre n'était pas auparavant vaincue. Voilà qui replace au premier plan toutes les raisons qui, en 1914, aboutirent à la guerre mondiale. Toute tentative de l'Allemagne pour retourner aux errements passés dans ce domaine doit provoquer l'hostilité définitive de l'Angleterre, à laquelle on peut ajouter la France, qui sera évidemment son partenaire le plus sûr.

Du point de vue de l'intérêt du peuple, ce but de politique extérieure ne tient pas debout. Étant donné les forces politiques en présence, il est complètement fou.

3) L'Allemagne adopte comme but de sa politique extérieure, le retour aux frontières de 1914. Du point de vue national, ce but est insuffisant ; peu satisfaisant, du point de vue militaire ; impropre à assurer l'avenir du peuple, et complètement fou dans ses conséquences. L'Allemagne se trouverait du coup, enveloppée par toute la coalition des vainqueurs d'autrefois. D'ailleurs la façon dont on retrouverait les anciennes frontières, étant donné notre situation militaire actuelle, chaque année plus lamentable, c'est le secret de nos politiciens bourgeois, nationalistes et patriotes.

4) L'Allemagne se décide pour une politique d'espace à large vue. Elle renonce à toutes les tentatives d'industrie et de commerce mondiaux, et concentre toutes ses forces pour assurer à notre peuple un espace vital, en vue de son développement dans le siècle à venir. Comme cet espace ne peut être qu'à l'Est, l'obligation d'avoir une force maritime disparaît. L'Allemagne essaye à nouveau de défendre ses intérêts avec une force qui soit décisive. Ce dessein répond aussi bien aux exigences nationales qu'aux raciales. Il exige aussi pour son accomplissement une grande puissance militaire, mais il n'aboutit pas forcément pour l'Allemagne à un conflit avec toutes les grandes puissances militaires d'Europe. Il

est certain que la France restera l'ennemie de l'Allemagne ; mais il n'est pas certain que, étant donné la nature de ce but, fixé à notre politique extérieure, l'Angleterre et surtout l'Italie ne se départiront pas de l'hostilité qu'elles éprouvent à notre égard depuis la guerre mondiale.

CHAPITRE XIV

L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE

Pour comprendre les possibilités qui sont énoncées ici, il faut avoir les yeux fixés sur les buts extérieurs des autres puissances européennes. On peut déduire ces buts de l'activité et de l'efficacité de ces États. D'une part, ces buts semblent réaliser un plan et, d'autre part, ils sont d'une nécessité vitale si évidente que, même si ces États choisissaient provisoirement d'autres voies, la contrainte de la dure réalité les ramènerait à ces desseins essentiels.

Ceux de l'Angleterre se manifestent par l'existence et par la naissance même de son Empire gigantesque. Que personne ne s'imagine donc qu'on puisse jamais former un empire mondial sans avoir la volonté déterminée de le faire. Sans doute chaque citoyen de ce peuple ne va-t-il pas au travail en pensant chaque jour aux buts grandioses de la politique britannique ; mais, peu à peu, tout un peuple se passionnera pour ces buts ; et c'est ainsi que les tendances inconscientes de chacun s'orientent dans la direction générale fixée par l'État, et finit par la favoriser. Dans son être même, ce peuple s'est lentement imprégné de ces desseins politiques, et la fierté de l'Anglais actuel n'est rien d'autre que la fierté des anciens Romains. Il est faux de croire que les empires du monde soient le fruit du pur hasard, ou même que les événements qui en conditionnent l'existence soient dus à une suite de hasards historiques uniformément heureux. Tout comme

l'Angleterre, la vieille Rome devait sa grandeur, comme l'a exactement dit Moltke, au fait que le bonheur n'appartient finalement qu'au plus capable. Cette capacité d'un peuple ne repose pas seulement sur la valeur raciale, elle réside aussi dans le talent et dans l'habileté avec lesquels ces valeurs sont modelées. Un empire mondial à la taille de Rome ou de l'Angleterre actuelle résulte toujours de l'union d'une suprême valeur populaire et d'un but politique extrêmement clair. Dès qu'un de ces deux facteurs commence à faire défaut, c'est l'affaiblissement et, finalement, l'effondrement.

Les buts de l'Angleterre actuelle sont conditionnés par la valeur du peuple anglo-saxon et par sa position insulaire. Il était dans la valeur propre du peuple anglo-saxon de s'efforcer d'avoir de l'espace. C'est par force seulement que cette tendance ne put se satisfaire qu'en dehors de l'Europe actuelle.

Ce n'est pas que les Anglais n'aient pas essayé de temps en temps de trouver en Europe des terres qui satisfassent leurs désirs expansionnistes ; seulement toutes ces entreprises ont échoué, parce que des États, dont les vertus raciales n'étaient pas moindres, s'y sont opposés.

La volonté d'expansion de l'Angleterre dans les prétendues colonies a tout d'abord conduit à une augmentation extraordinaire de l'activité maritime. Il est intéressant de voir comment l'Angleterre, qui exportait d'abord des hommes, est passée enfin à l'exportation des marchandises, et a même restreint sa propre agriculture. Bien qu'une grande partie du peuple anglais actuel, et même la plus grande, soit d'une valeur très inférieure à la nôtre, il n'en existe pas moins une tradition séculaire qui a tellement marqué ce peuple dans sa chair et dans son sang, qu'il possède, par rapport au peuple allemand, des avantages politiques essentiels. S'il existe aujourd'hui un empire anglais mondial, il n'existe actuellement pas de peuple qui, de par ses qualités en matière de politique, ainsi que par la moyenne de son intelligence politique, soit plus capable de fonder un tel empire.

L'idée fondamentale qui dominait la politique coloniale

anglaise était, d'une part, de trouver des débouchés pour le matériel humain anglais, et de les maintenir en relations officielles avec la patrie, et, d'autre part, d'assurer les débouchés commerciaux et les sources de matière première de l'économie anglaise.

On comprend que l'Anglais ait la conviction que l'Allemand n'est pas un bon colonisateur, tout comme on comprend qu'à l'inverse l'Allemand pense la même chose de l'Anglais. Les deux peuples se placent à des points de vue différents pour juger des capacités coloniales. Le point de vue anglais est infiniment plus pratique, de bon sens ; celui des Allemands, plus romantique. Lorsque l'Allemagne se mit en quête de ses premières colonies, elle était déjà en Europe un État militaire et une puissance de premier rang. Elle s'est assuré le titre de puissance mondiale par d'impérissables réalisations, dans tous les domaines de la culture humaine, ainsi que dans le domaine militaire. Il est remarquable, qu'à ce moment, un mouvement général ait poussé vers les colonies tous les peuples pour lesquels l'idée originelle de domination avait complètement disparu. Par exemple, l'Allemagne motivait son droit aux colonies par sa capacité et par son désir de répandre la culture allemande. Absurdité radicale. Car on ne peut transmettre la culture, qui est l'expression vitale générale d'un certain peuple, à un autre peuple quelconque dont les conditions psychologiques sont différentes. Voilà qui s'adaptera tout au plus à une civilisation soi-disant internationale, qui, comparée à la vraie culture, ressemble à une musique de jazz en face d'une symphonie de Beethoven. Mais cela mis à part, un Anglais n'aurait jamais eu l'idée, au moment de la fondation des colonies anglaises, de ne pas justifier son entreprise par les avantages très réels et rationnels qu'il en tirait. Quand, plus tard, l'Angleterre est entrée en lice pour défendre la liberté de navigation, ou pour défendre des nations opprimées, ce ne fut jamais afin de rétablir ainsi sa propre activité coloniale, mais plutôt pour se débarrasser de ses concurrents dangereux. Tout naturellement l'activité coloniale de l'An-

gleterre doit être très fructueuse pour elle. Car moins l'Anglais essayait d'apporter aux sauvages sa culture ou la civilisation anglaise, et plus son joug devait paraître sympathique aux sauvages, qui ne désiraient absolument ni l'une ni l'autre. Il y avait aussi la cravache, qu'on pouvait utiliser plus facilement, car on ne courait aucun danger de se heurter à quelque « mission » culturelle. L'Angleterre a besoin de débouchés commerciaux et de matières premières pour ses marchandises. Elle s'est assurée ces marchés par une politique de puissance. C'est là le sens de la politique coloniale anglaise. Si, plus tard, l'Angleterre, a eu la bouche pleine du terme de culture, ce n'était jamais que de la frime, pour pouvoir colorer de considérations morales son commerce rémunérateur. En réalité les conditions de vie des sauvages étaient totalement indifférentes aux Anglais, tant que les conditions mêmes de la vie des Anglais n'étaient pas atteintes. Que, plus tard, avec des colonies aussi grandes que les Indes, des questions de prestige soient entrées en jeu, est parfaitement compréhensible et naturel. Mais on peut constater que les intérêts indiens n'ont jamais influencé les conditions de vie anglaises ; ce fut plutôt l'inverse. On peut constater aussi que, même aux Indes, l'Anglais n'a jamais fait le moindre effort culturel pour que les indigènes participent à la culture anglaise ; mais il fit tout, plutôt, pour tirer lui-même le plus grand profit de ses colonies. Est-ce qu'on s'imagine que l'Angleterre a construit les chemins de fer aux Indes pour que les Indiens profitent des possibilités de transport, et que ce n'est pas plutôt pour rendre possible un meilleur rendement de la colonie et pour assurer une domination plus facile ? Si aujourd'hui l'Angleterre se promène de nouveau sur les traces des Pharaons, et contient le Nil dans des barrages gigantesques, ce n'est sûrement pas pour faciliter l'existence terrestre des pauvres fellahs, mais seulement pour rendre le coton anglais indépendant des monopoles américains. Autant de points de vue auxquels l'Allemagne n'oserait se placer pour considérer sa propre politique coloniale. Les Anglais

sont les instructeurs des indigènes pour les intérêts de l'Angleterre, et les Allemands étaient des professeurs. Qu'à la fin les indigènes se soient trouvés peut-être mieux chez nous que chez les Anglais est un fait qui ne plaide pas, pour un Anglais normal, en faveur de notre système colonial, mais bien en faveur du système anglais.

Cette stratégie de lente conquête du monde, qui soutint la puissance économique au moyen de la force politique, conditionne la position de l'Angleterre vis-à-vis des autres États. Plus la position coloniale de l'Angleterre dans le monde s'est accrue, plus elle s'attachait à la domination des mers, plus elle était poussée à devenir une puissance coloniale ; mais elle commençait, avec une extrême jalousie, à prendre garde que personne ne pût lui contester la domination des mers ou la possession des colonies.

En Allemagne, surtout, il existe une conception erronée et très répandue : l'Angleterre combattrait immédiatement toute prédominance européenne. En fait, ce n'est pas exact. L'Angleterre s'est peu souciée des affaires européennes aussi longtemps que l'une des puissances européennes n'est pas devenue pour elle un concurrent mondial, dont le développement menace de s'opposer un jour à la domination maritime et coloniale anglaise.

Pour l'Angleterre, il n'y a pas eu de conflit européen où elle n'ait pas protégé ses intérêts commerciaux et ses intérêts d'outre-mer. Les combats contre l'Espagne, contre la Hollande et plus tard contre la France n'avaient pas pour motif une menace militaire de ces États, mais la consolidation et l'achèvement de leur puissance. Si l'Espagne n'avait pas été une puissance d'outre-mer, et par là même une concurrente de l'Angleterre, celle-ci n'en aurait pas beaucoup tenu compte. De même, la Hollande. Plus tard, le combat gigantesque de l'Angleterre contre la France ne fut pas mené contre la France continentale de Napoléon, mais contre celle qui faisait de sa politique continentale un tremplin pour des desseins plus grands encore, qui n'étaient pas du tout continentaux.

La puissance la plus menaçante pour l'Angleterre restera après tout la France, étant donné sa position géographique. C'était peut-être le seul État dont le développement continental puisse présenter certains dangers pour l'avenir de l'Angleterre. Mais ce qui est d'autant plus remarquable, et qui doit nous instruire, c'est que l'Angleterre, malgré cela, a pris le parti de s'allier à la France dans la guerre mondiale. Nous instruire, car cela prouve que, tout en ne perdant pas de vue les grandes idées de base de la politique extérieure anglaise, on doit toujours tenir compte des possibilités immédiates qui se présentent à elle et auxquelles elle ne renonce jamais sous prétexte que ces possibilités pourraient entraîner une menace contre l'Angleterre dans un avenir proche ou lointain. « Que Dieu punisse l'Angleterre ! » disent toujours nos politiciens allemands, car ils croient que de bons rapports avec l'Angleterre nous sont interdits parce que l'Angleterre redouterait qu'une alliance avec l'Allemagne ne rendit celle-ci trop puissante, et dangereuse à proportion. Bien entendu l'Angleterre ne s'alliera pas à l'Allemagne pour le plaisir de la renforcer, mais seulement pour faire avancer les intérêts britanniques. L'Angleterre seule a prouvé à maintes reprises que les alliances fondées sur des intérêts communs sont souvent nécessaires, même celles qui, dans une phase ultérieure, tournent à l'hostilité mutuelle. Les mariages politiques conduisent presque toujours tôt ou tard à un divorce, car ils ne servent pas vraiment les intérêts communs des deux parties, mais seulement des moyens communs, ce qui est très différent, moyens qui servent, dans les deux États, les intérêts qui ne sont pas absolument en opposition.

La conduite de l'Angleterre vis-à-vis de la Prusse prouve qu'elle n'est pas opposée par principe à une grande puissance européenne dont l'importance militaire est dominante, tant que les buts politiques extérieurs de cette puissance sont visiblement de nature purement continentale. Qui pourrait contester que, sous Frédéric le Grand, la puissance militaire prussienne a été, et de beaucoup, la plus forte d'Europe ?

L'Angleterre d'alors n'a pas combattu cette Prusse ; et ce ne fut pas parce que celle-ci devait être comptée, malgré son hégémonie militaire, parmi les petits États pour ce qui est de son territoire. Absolument pas. Car lorsque l'Angleterre combattit les Hollandais, le territoire de la Hollande était alors, en Europe, beaucoup plus petit encore que celui de la Prusse à l'époque post-frédéricienne ; et, dans le cas de la Hollande, on ne pouvait pas parler d'une hégémonie menaçante ou d'une position de puissance dirigeante en Europe. Si l'Angleterre n'en a pas moins combattu la Hollande pendant des dizaines d'années, cela s'explique exclusivement par le fait que la Hollande était un obstacle à la domination maritime et commerciale anglaise, et cela tenait aussi à l'activité coloniale des Hollandais. On ne doit pas se tromper là-dessus. Si l'État prussien ne s'était pas uniquement consacré à des buts purement continentaux, alors l'Angleterre aurait été tout le temps son ennemie acharnée ; sans tenir compte du danger de la puissance purement militaire de la Prusse en Europe ni du danger d'une domination de l'Europe par la Prusse. Quand nos politiciens nationaux-patriotiques réfléchissent un peu, il n'est pas rare qu'ils reprochent aux successeurs du Grand Électeur d'avoir négligé les possessions prussiennes d'outre-mer, fondées par ce Grand Électeur, et même de les avoir abandonnées ; en outre, de ne pas s'être intéressés au maintien et au développement de la flotte brandebourgeoise et prussienne. C'est une chance pour la Prusse et pour la future Allemagne que tout se soit passé ainsi.

Rien ne plaide davantage pour l'intelligence politique de ces princes ; et en particulier de Guillaume I^{er}, qui, malgré toute son avarice et les moyens parfaitement restreints du petit État prussien, s'est consacré exclusivement au développement de l'armée de terre. Ce n'était pas seulement pour que ce petit État pût occuper dans ce domaine une position dominante, mais surtout pour éviter de lui aliéner l'Angleterre. Une Prusse marchant sur les traces de la Hollande n'aurait pu soutenir les trois guerres de Silésie, avec l'Angleterre dans

le dos. L'on oublie trop que chaque tentative du petit État prussien, pour s'assurer une importance maritime, devait échouer à la longue, étant donné la base de départ trop limitée et militairement défavorable sur laquelle elle s'appuyait. Dès lors, cela aurait été un jeu d'enfant, pour les Anglais, de liquider ce concurrent dangereux par une guerre de coalition. Que ce petit pays de Brandebourg soit parvenu malgré tout à devenir plus tard la Prusse, et la Prusse, plus tard, un nouveau Reich allemand, n'a pour seule raison que cette sage connaissance des véritables relations de puissance, qui fit que les Hohenzollern se limitèrent presque exclusivement à fortifier la puissance terrestre du pays, jusqu'au temps de Bismarck. C'était la seule politique possible. La Prusse germanique, la future Allemagne, n'avaient d'avenir que dans une suprématie terrestre, qui correspondit à la suprématie maritime des Anglais. Ce fut un malheur pour l'Allemagne, qu'on y perdit petit à petit cette manière de voir. L'on augmenta insuffisamment nos moyens terrestres, et l'on se lança dans une politique maritime qui ne fut finalement qu'un demi-échec. Même l'Allemagne d'après la période de Bismarck ne pouvait se payer le luxe d'inaugurer et de maintenir en même temps un développement sur terre et sur mer. C'est un principe essentiel de tous les temps qu'un peuple découvre toujours quelle est l'arme qui lui est nécessaire pour défendre son existence, et qu'il mette alors tous les moyens en jeu pour détenir cette arme. L'Angleterre a reconnu cela et l'a fait. Pour elle, c'était vraiment la suprématie maritime qui était essentielle et vitale. Même les victoires militaires les plus brillantes sur terre, les guerres les plus glorieuses, ne purent déterminer les Anglais à voir finalement dans leur pays autre chose qu'une puissance terrestre de second plan, ce qui leur permettait de concentrer toutes les forces de la nation pour maintenir une suprématie maritime de premier plan. En Allemagne, on s'est laissé entraîner par la vague de colonisation du XIX^e siècle, renforcée encore, peut-être, par les souvenirs romantiques de la vieille Hanse; on s'est laissé

pousser par la politique économique de paix, jusqu'à restreindre le développement de l'armée de terre et entreprendre la construction d'une flotte. L'expression dernière de cette politique se trouve dans cette phrase néfaste : « Notre avenir est sur l'eau. » Non, au contraire, il était, il est toujours pour nous, en Europe et sur la terre; tout comme il est certain que les causes de notre défaite sont toujours de nature purement continentale : territoire trop exigü et position militaire géographiquement désastreuse.

Aussi longtemps que la Prusse se contenta, en^a politique extérieure, de buts purement européens, elle n'avait rien à craindre de l'Angleterre. L'objection suivant laquelle régnait déjà en 1870-1871 une tendance francophile en Angleterre n'est pas exacte et ne veut même rien dire du tout. Car on constatait aussi en Angleterre, à ce moment-là, une tendance pro-allemande, et même dans les églises anglaises on stigmatisait en chaire les procédés de la France, qu'on regardait comme criminels. C'est d'ailleurs la position officielle qui compte. Il est tout à fait compréhensible que, dans un État de l'importance de l'Angleterre, il puisse y avoir certains mouvements francophiles, d'autant plus qu'il n'est pas rare que la presse d'un pays subisse l'influence de capitaux étrangers. La France a toujours su mobiliser très adroitement les sympathies. Elle a toujours joué de Paris comme d'un maître-atout. Cela ne s'est pas seulement produit en Angleterre, mais aussi en Allemagne. En pleine guerre de 1870-71, il y avait dans la société berlinoise même, à la cour de Berlin, une clique qui ne cachait pas ses sympathies pro-françaises, et qui a su, en tout cas, retarder le bombardement de Paris. Certes, certains cercles anglais n'ont assisté alors qu'avec une joie mitigée aux succès militaires de l'Allemagne. Ils ne purent modifier la position officielle du gouvernement anglais. L'idée suivant laquelle il faut mettre la chose au compte de la couverture russe, que Bismarck voulait s'assurer, ne change rien à la question. Car cette précaution était dirigée en premier lieu contre l'Autriche. Mais si l'Angleterre avait abandonné sa

neutralité, la couverture russe n'aurait pas empêché pour autant une terrible conflagration. Alors l'Autriche serait naturellement revenue au premier plan, et le succès de 1871 n'aurait pu avoir lieu. Il est exact que Bismarck a été secrètement inquiet de l'attitude des autres États, non seulement pendant la guerre mais aussi pendant les négociations de la paix. A considérer la façon dont la Russie a été traitée quelques années plus tard, on se persuade que l'Angleterre aurait bien pu organiser contre l'Allemagne une intervention des autres puissances (1).

Il est facile de suivre le fil de l'attitude anglaise envers l'Allemagne. Elle est parallèle à notre développement maritime. Dès que notre activité coloniale se précise, c'est l'éloignement officiel ; et c'est la haine ouverte avec notre politique maritime. Mais que l'Angleterre ait flairé une menace pour l'avenir dans le développement d'un pays aussi entreprenant que l'Allemagne, on ne peut vraiment pas en tenir rigueur à un gouvernement véritablement responsable. Il ne faut jamais prendre les péchés par omission de l'Allemagne comme étalon de mesure pour juger de l'action des autres pays. La légèreté avec laquelle l'Allemagne de l'époque post-bismarckienne a laissé ébranler, par la France et la Russie, une position européenne politiquement puissante sans rien entreprendre de sérieux pour parer le coup, n'autorise pas à prévoir que les autres puissances en feront autant, ni à les condamner moralement lorsqu'elles défendent mieux leurs propres intérêts vitaux.

Si l'Allemagne d'avant-guerre s'était décidée à continuer la politique continentale prussienne, au lieu d'entreprendre une politique de paix mondiale et une politique économique, elle aurait pu porter sa puissance terrestre à la position dominante que l'État prussien a occupée, et elle n'aurait pas eu à redouter l'hostilité inconditionnelle de l'Angleterre. Si l'Allemagne avait consacré à son armée de terre les énormes moyens

(1) Allusion à la révision du Traité de San Stefano, au Congrès de Berlin de 1878.

qu'elle a gaspillés pour sa flotte, ses chances eussent été au moins meilleures sur les champs de bataille européens, et la nation n'aurait pas vu se perdre lentement le sang d'une armée insuffisamment équipée, face à une coalition mondiale écrasante. Pendant que les unités de combat de la marine rouillaient dans les ports, pour terminer enfin leurs carrières par une défaite plus que honteuse. Qu'on ne mette pas cela au compte des chefs, mais qu'on ait au moins le courage de reconnaître que c'est bien la marine qui est en cause. A la même époque on retirait l'armée de terre d'une bataille pour la lancer dans une autre, sans regarder à la perte ni à la peine. L'armée de terre était vraiment l'armée allemande, née d'une tradition séculaire ; mais notre flotte n'était finalement qu'un jouet romantique un objet de parade, qu'on avait construit pour cela et qui, pour cette raison même, ne devait pas être utilisé. Son utilité totale était en raison inverse de la terrible hostilité qu'elle nous a attirée.

Si l'Allemagne n'avait pas choisi cette voie, on pouvait encore, au tournant du siècle, s'entendre avec l'Angleterre, qui était alors prête à y consentir.

Sans doute une telle entente n'aurait-elle été durable que si elle s'était accompagnée d'un changement radical de nos buts de politique extérieure. Encore au tournant du siècle, l'Allemagne pouvait se décider à reprendre la politique continentale de la Prusse et fixer, de concert avec l'Angleterre, le développement futur de l'Histoire. L'objection de nos temporisateurs, de nos éternels sceptiques, que cela était bien incertain, se fonde uniquement sur leur opinion personnelle. Tous les événements de l'histoire anglaise d'autrefois parlent contre eux. De quel droit un sceptique suppose-t-il que l'Allemagne n'aurait pas su jouer ce rôle aussi bien que le Japon ? L'adage stupide, que l'Allemagne aurait tiré pour l'Angleterre les marrons du feu, on pourrait aussi bien l'appliquer à Frédéric le Grand, qui a finalement apporté à l'Angleterre sa collaboration sur les champs de bataille européens, contre la France ? Une autre objection complètement absurde, c'est que l'An-

gleterre se serait tournée quand même un jour contre l'Allemagne. Même dans ce cas, la position de l'Allemagne après une défaite de la Russie aurait été en Europe plus forte même que ce qu'elle fut au début de la guerre mondiale. Au contraire, si la guerre russo-japonaise s'était déroulée en Europe entre l'Allemagne et la Russie, l'Allemagne en aurait tiré alors moralement un tel surcroît de puissance que, pendant les trente années suivantes toute puissance européenne aurait sérieusement réfléchi avant que de rompre la paix et de se laisser entraîner dans une coalition contre l'Allemagne. Mais toutes ces objections sont dues à la mentalité de l'Allemagne d'avant-guerre, qui, même dans l'opposition, savait tout et ne faisait rien.

Le fait est qu'on a quitté l'Angleterre et qu'on s'est rapproché de l'Autriche ; autre fait : du côté allemand on n'a pas pu se décider, à cause de ces éternels hésitants, à prendre une position claire. Ce que l'Allemagne a refusé alors, c'est le Japon qui s'en est occupé, et il a ainsi décroché à bon compte la gloire d'une puissance mondiale.

Mais si, en Allemagne on ne voulait agir ainsi sous aucun prétexte, alors on aurait dû se battre sur un autre front. L'année 1904 ou 1905 était favorable à une explication militaire avec la France ; et la Russie serait restée à l'arrière-plan. Mais, même cela, les hésitants et les temporisateurs ne l'ont pas voulu. Par une prudence et par une hésitation remarquable, par goût de la spéculation vaine, ils n'ont jamais pu déterminer ce qu'ils voulaient. C'est là-dessus que repose la supériorité du gouvernement anglais, qui n'a jamais eu à sa tête des savants si consommés, sachant tout mais ne se décidant jamais à rien. Au contraire ce gouvernement avait à sa tête des hommes dont les idées étaient très naturelles, pour lesquels la politique était bien un art du possible et qui examinaient tous ces possibles afin d'en tirer une action efficace.

Mais comme l'Allemagne avait évité cette entente fondamentale avec l'Angleterre, la seule, comme nous l'avons vu,

qui aurait eu un sens durable si Berlin s'était résolu à mener une politique continentale cohérente, une politique de l'espace, l'Angleterre commença alors à organiser une résistance générale contre le pays qui menaçait la suprématie maritime des Britanniques. La guerre mondiale ne s'est pas déroulée comme on le pensait au début, même en Angleterre, car l'efficacité militaire de notre peuple passa toute espérance. Quand même l'Allemagne fut enfin abattue, mais seulement après que les États-Unis eurent fait irruption sur les champs de bataille et que l'Allemagne eut perdu, du fait de son effondrement intérieur, le soutien de son esprit public. Mais le véritable but de guerre de l'Angleterre n'était pas atteint pour autant. Quoique la menace allemande contre la suprématie anglaise eût été écartée, elle fut remplacée par celle des Américains, dont les bases étaient meilleures. A l'avenir, le plus grand danger pour l'Angleterre ne se trouvera pas du tout en Europe, mais en Amérique du Nord. En Europe même, c'est la France, pour le moment, qui est l'État le plus dangereux pour l'Angleterre.

Son hégémonie militaire est spécialement menaçante pour l'Angleterre, étant donné la position géographique de la France face à cette Angleterre. Ce n'est pas seulement une grande partie des centres vitaux anglais importants qui semblent être exposés aux attaques aériennes françaises, mais même un bon nombre de villes anglaises pourraient être touchées par des projectiles à longue portée, venant de la côte française. Même Londres pourrait être atteint de cette façon, si la science moderne réussissait à accroître encore la portée de l'artillerie (1). Chose plus importante encore, une guerre sous-marine française contre l'Angleterre disposerait de bien meilleures bases que les nôtres pendant la guerre mondiale. La large ouverture de la France sur deux fronts de mer

(1) Hitler fait allusion ici aux bombardements de Paris par la « Bertha », canon à longue portée, un des succès techniques allemands de la première guerre mondiale.

rendrait très difficiles les contre-mesures de blocus, qu'un petit triangle maritime limité a, au contraire, facilitées. Celui qui cherche en Europe les adversaires naturels de l'Angleterre retombe toujours sur la France — et sur la Russie. La France est une puissance aux buts politiques continentaux, mais qui sont en outre des points de départ pour une politique mondiale à long terme. La Russie menace les Indes, et possède des puits de pétrole qui ont actuellement autant d'importance que les mines de fer et de charbon en avaient au siècle passé.

Si l'Angleterre reste fidèle à ses grands buts politiques mondiaux, ses adversaires en Europe seront probablement la France et la Russie; et, à l'avenir, l'Union Américaine, dans l'autre hémisphère.

Il n'y a donc pas de raison pour que l'hostilité de l'Angleterre contre l'Allemagne soit éternelle. Si on l'admettait, la politique extérieure serait déterminée par des préoccupations complètement illogiques, qui ne peuvent avoir de force que dans la tête d'un professeur allemand. Non, dans l'avenir l'Angleterre demeurera prudente et froide pour fixer sa position, d'après des points de vue de pur opportunisme, comme cela se passe depuis trois cents ans. Comme depuis trois cents ans, les alliés présents de l'Angleterre peuvent devenir demain ses ennemis, et ses ennemis ses alliés; et dans la suite des temps il en sera toujours ainsi, tant qu'une nécessité spéciale l'y contraindra. Mais si l'Allemagne arrive à une orientation politique fondamentalement nouvelle, qui n'inquiète plus les intérêts maritimes et commerciaux des Anglais, et qui s'oriente tout entière vers des buts continentaux, il n'y a plus de raison logique à l'hostilité de l'Angleterre, sauf une hostilité de principe, une hostilité pour l'hostilité. L'équilibre européen n'intéresse l'Angleterre que dans la mesure où il empêche le développement d'une puissance qui la menacerait dans le domaine du commerce mondial et de la suprématie maritime. Il n'existe pas de ligne de politique extérieure qui soit moins dogmatique que celle des Anglais. Un Empire

mondial ne peut pas naître par la seule vertu d'une politique sentimentale et purement théorique.

Ainsi il est certain que, demain comme hier, la politique extérieure anglaise sera uniquement au service des intérêts britanniques. Celui qui contrarie ces intérêts sera à l'avenir l'ennemi de l'Angleterre. Celui qui ne les touche pas n'a au contraire rien à craindre. Et celui qui leur est utile de temps en temps sera invité à s'allier avec l'Angleterre, même si naguère il a été un ennemi et même s'il peut en redevenir un plus tard.

Refuser une alliance utile, parce qu'elle peut tourner plus tard en hostilité, est une idée qui ne peut venir qu'à un politicien allemand bourgeois-nationaliste. Imaginer quelque chose de semblable chez un Anglais serait une offense à l'instinct politique de ce peuple. Naturellement, si l'Allemagne n'a pas de but politique déterminé et continue à avancer par à-coups, en s'inspirant d'idées au jour le jour, ou si nos buts politiques se bornent au rétablissement des frontières de 1914 et au recommencement de notre politique commerciale mondiale, coloniale et maritime, alors nous sommes sûrs de nous exposer à l'hostilité anglaise; l'Allemagne étouffera économiquement sous les charges du plan Dawes, s'affaiblira politiquement sous le poids des Traités de Locarno, dégènera de plus en plus racialement, et enfin finira son existence en Europe comme une seconde Hollande ou une seconde Suisse. Nos politiciens bourgeois nationalistes et patriotiques peuvent y arriver; car ils n'ont qu'à continuer leur jacasserie, gueuler leurs protestations, faire la guerre à toute l'Europe et, mis au pied du mur, rentrer dans leur trou en rampant. On appelle cela la politique nationale, bourgeoise et patriotique du relèvement de l'Allemagne. De même notre bourgeoisie avait déjà réussi, en soixante ans à peine, à dégrader et à compromettre chez nous l'idée même de nation; elle avait réussi à détruire, avec la défaite, la belle idée de patrie, en la dégradant dans des associations, jusqu'à ce qu'elle ne soit plus qu'un simple mot.

Dans l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne, il faut faire la part d'un autre facteur : l'influence décisive, en Angleterre même, de la juiverie internationale. Il est certain que l'esprit britannique saura dominer sa psychose de guerre à l'égard de l'Allemagne ; mais il n'est pas moins certain que la juiverie internationale n'épargnera rien pour ranimer les vieux griefs, pour troubler la paix de l'Europe, et pour donner libre cours au déchaînement de ses tendances destructrices et bolchevistes.

On ne saurait parler de politique mondiale sans prendre en considération cette effrayante puissance. C'est pour cela que, dans ce livre, j'aborderai aussi, tout spécialement, ce problème.

CHAPITRE XV

ALLEMAGNE ET ITALIE

1

S'il n'y a pas de raisons essentielles qui contraignent l'Angleterre à nous demeurer hostile, c'est encore bien plus le cas pour l'Italie. L'Italie est en Europe le second État qui ne doit pas être fondamentalement hostile à l'Allemagne, et dont les buts de politique étrangère n'ont pas la moindre chance de s'opposer à ceux de l'Allemagne. Au contraire, il n'existe peut-être pas d'État avec lequel l'Allemagne ait autant d'intérêts communs qu'avec l'Italie.

Au temps où l'Allemagne était en quête d'une nouvelle unification nationale, le même processus se déroulait en Italie. Certes, il manquait aux Italiens une puissance centralisatrice qui ait grandi lentement et qui se soit imposée, comme la naissante Allemagne en trouva une dans la Prusse. Mais, de même que la France et l'Autriche furent les véritables ennemis de l'unité allemande, de même le mouvement d'unité italienne eut à beaucoup souffrir de ces deux puissances. La principale gêne vint évidemment de l'État habsbourgeois, qui devait avoir, et qui avait, un intérêt vital à maintenir le morcellement interne de l'Italie. Comme il est difficile de penser qu'un État de l'importance de l'Autriche-Hongrie puisse ne pas avoir de débouché direct sur la mer, et comme la seule

région intéressante, du moins dans ses États, était peuplée d'Italiens, l'Autriche, craignant de perdre ce territoire, si un État national italien se créait, ne pouvait que s'opposer à l'unité italienne. Seulement, le but le plus déterminé du peuple italien était précisément cette unité. C'est elle qui devait conditionner toute sa politique étrangère. Lorsque l'unité italienne prit lentement forme, un grand et génial homme politique, Cavour, mit à profit toutes les possibilités qui pouvaient servir ce dessein. L'Italie doit son unité à une politique d'alliances extraordinairement intelligente. Le but premier était toujours de paralyser l'ennemi principal de cette unité, l'Autriche-Hongrie, puis de contraindre cet État à abandonner les provinces du Nord de l'Italie. Quand une unité préalable de l'Italie fut réalisée, il se trouvait encore en Autriche-Hongrie plus de huit cent mille Italiens. Il fallait renoncer provisoirement à l'espoir de rattacher ces hommes à la nationalité italienne, car les dangers d'une hostilité italo-française apparurent pour la première fois. Alors pour mener à bien sa consolidation intérieure, l'Italie se décida à entrer dans la Triple Alliance.

Pour des raisons que j'ai déjà indiquées, la guerre mondiale a conduit l'Italie dans le camp de l'Entente. L'unité italienne avait fait de la sorte un grand pas en avant. Cependant, elle n'est pas encore aujourd'hui complètement réalisée. Mais l'événement majeur, pour l'État italien, ce fut la suppression de l'Empire détesté des Habsbourg. Certes, on vit apparaître à sa place une formation de Slaves du Sud qui, de par leurs tendances nationales, étaient un danger à peine moins grand pour l'Italie. De même que, dans le cas de l'Allemagne, la conception bourgeoise et nationaliste de la politique des frontières ne saurait, à la longue, répondre aux besoins vitaux de notre peuple, de même la simple politique d'unité bourgeoise et nationaliste suivie par l'État italien ne saurait suffire à l'Italie.

Tout comme le peuple allemand, le peuple italien vit sur un territoire dont la surface est trop petite et les ressources trop

peu abondantes. Depuis des décennies, et même des siècles, ce surpeuplement a contraint l'Italie à une continuelle émigration. Bien qu'une grande partie des émigrants, travailleurs saisonniers, finissent par revenir en Italie pour vivre de leur épargne, cet état de choses aboutit à un affaiblissement. Non seulement le problème de la population n'est pas résolu, mais il se trouve encore accentué. De même que l'Allemagne, exportant ses marchandises, se trouvait dépendre de la capacité d'absorption, de la possibilité d'absorption et de la volonté d'absorption des autres pays et puissances, de même l'Italie, avec son exportation humaine. Dans les deux cas, une fermeture soudaine et brutale des débouchés, pour une cause quelconque, provoque des conséquences intérieures catastrophiques.

L'Italie a tenté de résoudre le problème par une augmentation de son activité industrielle ; mais cet effort ne peut donner aucun résultat tangible, car le manque de matières premières dans la métropole prive l'Italie d'une grande partie de sa capacité de concurrence. Comme en Allemagne, les conceptions d'une politique nationaliste purement bourgeoise se trouvent dépassées en Italie ; et comme on voit apparaître à la place de ces conceptions un sens de la responsabilité, fondé sur les besoins du peuple, cet État sera contraint de renoncer aux errements politiques qu'il a suivis jusqu'ici, pour se tourner vers une grande politique de l'espace.

Le domaine naturel de l'expansion italienne est et demeure le bassin méditerranéen. Plus l'Italie d'aujourd'hui se détourne de sa politique d'unité nationale d'autrefois, et se tourne vers une politique impérialiste, plus elle se retrouve sur la voie de l'ancienne Rome, non par goût d'une force aveugle, mais à cause d'une nécessité profonde. Si l'Allemagne cherche aujourd'hui des terres à l'est de l'Europe, ce n'est pas par l'effet d'un appétit de puissance surexcité, mais c'est la conséquence de son besoin d'espace. Et si l'Italie d'aujourd'hui cherche à étendre son influence dans le bassin méditerranéen et veut enfin fonder des colonies, c'est simplement l'ac-

complissement d'une nécessité naturelle. Si la politique allemande d'avant-guerre n'avait pas été aussi aveugle, elle aurait dû soutenir par tous les moyens, et même favoriser, ce développement, non seulement parce qu'il tendait au renforcement naturel d'un allié, mais parce qu'il offrait peut-être la seule possibilité de détourner de l'Adriatique les intérêts italiens et d'atténuer de la sorte les frictions de l'Italie avec l'Autriche-Hongrie. En tout état de cause, une telle politique n'aurait fait que renforcer l'hostilité très naturelle qui a toujours existé entre l'Italie et la France ; dans l'hypothèse la plus favorable, elle aurait abouti à un renforcement de la Triple-Alliance.

Ce fut un malheur pour l'Allemagne que non seulement le gouvernement de cette époque ait été inerte à cet égard, mais encore que l'opinion publique, menée par des patriotes nationalistes complètement insensés et par des rêveurs de politique étrangère, ait pris position contre l'Italie. Spécialement parce que l'Autriche avait vu dans l'expédition italienne en Tripolitaine un geste inamical... La sagesse politique de notre bourgeoisie nationaliste alla jusqu'à souscrire à toutes les sottises et à toutes les lâchetés de la diplomatie de Vienne, et même à les dépasser, si c'est possible, pour mieux montrer au monde l'harmonie et la solidité de cette Alliance cordiale.

Maintenant l'Autriche-Hongrie a disparu. Et l'Allemagne a d'autant moins l'occasion de regretter un développement de l'Italie qui, un jour ou l'autre, se fera aux dépens de la France. Car, plus l'Italie d'aujourd'hui prend conscience de ses devoirs envers le peuple, et songe à une politique de l'espace quasi-romaine, plus il est inévitable qu'elle entre en conflit avec le pire concurrent qu'elle ait en Méditerranée : la France. La France ne souffrira jamais que l'Italie domine la Méditerranée. Elle cherchera à empêcher cela, soit par ses propres moyens, soit par un système d'alliances. Elle s'opposera au développement de l'Italie tant que cela lui sera possible ; et finalement elle n'hésitera pas à faire appel à la

force. La prétendue affinité des deux nations latines n'y changera rien, car elle n'est pas plus intime que celle de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Étant donné l'état dans lequel se trouve le peuple français, le gouvernement de Paris finira par ouvrir tout grand son réservoir de nègres. C'est là pour l'Europe un danger dont on ne soupçonne pas l'ampleur. L'idée même qu'un nègre français, devenu contre l'Allemagne le gardien de la culture, puisse répandre sur le Rhin le sang des blancs, est si monstrueuse qu'il y a encore dix ans elle eût paru complètement impensable. De cette altération du sang, la France, à coup sûr, souffrira les pires dommages, ne serait-ce que par le fait que les autres nations européennes restent conscientes de la valeur de la race blanche. Néanmoins la France peut, au point de vue purement militaire, renforcer de cette façon ses troupes européennes, et, comme la guerre mondiale l'a montré, les utiliser avec plein effet. Finalement cette armée noire, complètement défrancisée, pourra être une protection efficace contre les démonstrations communistes, étant donné que l'obéissance jusqu'à la mort sera maintenue plus facilement, quelle que soit la situation, dans des troupes qui n'ont pas la moindre consanguinité avec le peuple français. Et le plus grand danger qui résulte de cette situation, c'est l'Italie qui en est la première victime. Si le peuple italien veut suivre dans l'avenir ses propres intérêts, il aura pour adversaire une armée de nègres, mobilisée par la France. Ainsi l'Italie n'a-t-elle pas le moindre intérêt à être hostile à l'Allemagne, car, quel que soit le cas, cela ne saurait être utile au futur développement de

allié ; mais il devait se laisser conduire par l'idée qu'il faut renoncer à une popularité de qualité inférieure, plutôt que d'aller contre une nécessité évidente. Sa conscience lui disait que, même s'il succombait, cela vaudrait encore mieux pour lui que de participer à un crime patent.

Quand, en 1920, je montrais la possibilité d'une alliance future avec l'Italie, toutes les conditions semblaient de prime abord faire défaut. L'Italie se trouvait dans un groupe d'États victorieux, tirant de cette situation des profits réels ou imaginaires. En 1919 et en 1920, il ne semblait pas possible de prévoir qu'à la longue les liens intérieurs de l'Entente se relâcheraient. A cette époque cette énorme coalition mondiale s'attachait à montrer qu'elle était le garant de la victoire, et ainsi le garant de la paix. Des difficultés, déjà évidentes lors de la rédaction des traités, la plupart des gens avaient d'autant moins conscience qu'un gouvernement adroit pouvait constamment donner, au moins à l'observateur de l'extérieur, l'impression d'une complète unité. Cette attitude commune avait ses racines dans l'opinion publique, qu'avaient modelée toute la propagande de guerre et la crainte, encore latente, du géant allemand. C'est lentement que le monde extérieur s'est rendu compte de la profonde décadence intérieure de l'Allemagne. Une autre raison encore contribuait à maintenir l'union, presque indissoluble en apparence, des États victorieux : l'espoir, pour certains, de ne pas être oubliés à la distribution du butin. On se disait aussi que, si quelque État s'était retiré de la coalition, le destin de l'Allemagne n'aurait pas été modifié pour autant ; et le seul bénéficiaire de notre effondrement aurait été probablement la France. Car, à Paris, on ne songeait naturellement pas, après la guerre, à provoquer un changement d'attitude envers l'Allemagne. « La paix est pour moi la continuation de la guerre » : c'est par cette phrase que le vieux Clemenceau aux cheveux blancs exprimait les véritables idées du peuple français.

A cette solidité intérieure (au moins en apparence) de la coalition des vainqueurs, dont le but, inspiré par la France,

était encore, après coup, d'écraser l'Allemagne, s'opposait la totale incohérence des idées allemandes. A côté de ceux qui, dans leur propre pays, imputaient effrontément, contre toute vérité et contre leur propre conscience, la responsabilité de la guerre à l'Allemagne, justifiant ainsi les rigueurs ennemies, il y avait un front national, encore timide, ou mal orienté, qui croyait pouvoir aider la nation après son écroulement en reconstruisant exactement le passé. Nous avons perdu la guerre par suite d'un manque de passion nationale, dans la lutte contre nos ennemis : telle était l'opinion des groupes nationalistes. Il fallait donc, d'autant plus ardemment, faire cesser cette funeste tiédeur et répandre, en pleine paix, la haine de l'ancien adversaire. Il faut remarquer qu'au début cette haine se braquait davantage contre l'Angleterre, et plus tard contre l'Italie, que contre la France. Contre l'Angleterre, parce que, jusqu'aux dernières heures, on n'avait pas cru à une guerre contre ce pays, grâce à la politique somnifère de Bethmann-Hollweg ; et l'on avait donc ressenti l'entrée en guerre de l'Empire britannique comme un crime extraordinairement infâme contre la bonne foi. Contre l'Italie la haine était compréhensible, étant donné l'étourderie politique du peuple allemand. On s'était tellement laissé envelopper, par la propagande officielle, dans le brouillard et les brumes de la Triple-Alliance, que déjà la « non-intervention » de l'Italie, abandonnant l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, avait été ressentie comme une félonie. Et, plus tard, le ralliement du peuple italien à nos ennemis avait été considéré comme une perfidie incroyable. Cette haine concentrée se déchargeait alors dans un mot-choc, dans un cri de guerre, vraiment bourgeois et national : « Dieu punisse l'Angleterre ! » Puisque le Bon Dieu préfère être du côté des plus forts et des plus puissants, comme du côté des plus intelligents, il a évidemment refusé d'infliger cette punition. Pourtant, exciter nos passions nationales par tous les moyens, était non seulement chose permise, pendant la guerre, mais chose nécessaire. Ce qui fut mauvais, c'est de perdre de vue les véritables réalités, quoique

la passion ne nous enflammât guère. Il n'y a pas de justice en politique ; pendant la guerre, il y avait d'autres conséquences à tirer de l'intervention italienne, qu'une rage et qu'une indignation aveugles. Il fallait analyser à fond la situation, et prendre des décisions efficaces, pour sauver la nation allemande menacée. L'entrée de l'Italie dans le front de l'Entente, compliquait extraordinairement la situation militaire, non seulement à cause de l'accroissement du potentiel d'armement que reçut l'Entente, mais encore bien plus à cause du renforcement moral — particulièrement pour la France — qui résultait nécessairement de l'apparition d'une nouvelle puissance dans les rangs de la coalition mondiale en formation. La direction politique de la nation aurait dû alors mettre fin coûte que coûte à cette guerre sur deux et même sur trois fronts. L'Allemagne n'était pas responsable du salut de l'État autrichien, corrompu et souillé. Le soldat allemand ne combattait pas non plus pour la politique dynastique des Habsbourg. Cela pouvait avoir un sens pour nos faiseurs de hurras, qui ne combattaient pas, mais cela n'en avait pas pour le Front, qui versait son sang. Déjà en 1915, les souffrances et les fatigues du soldat allemand étaient immenses. Pour l'avenir et la conservation de notre peuple allemand, on pouvait exiger cet effort mais non pour sauver la folle mégalomanie habsbourgeoise. C'était une idée incroyable, de laisser couler le sang de millions de soldats dans une guerre sans espoir, à seule fin qu'un État fût conservé par une dynastie dont les intérêts les plus personnels ont été depuis des siècles antiallemands. On ne prend toute la mesure de cette démenche que quand on songe que le meilleur du sang allemand a dû être versé pour que les Habsbourg, après la guerre, eussent, dans le cas le plus favorable, la possibilité de dénationaliser le peuple allemand. C'était à cause de cette erreur, qui crie vengeance au ciel, que l'on a dû, non seulement risquer une immense perte de sang sur deux fronts, mais en outre remplir de chair et de sang allemand les vides que la trahison et la corruption avaient creusés dans les fronts de l'allié. Et l'on

offrait ce sacrifice pour une dynastie qui était elle-même décidée à abandonner perfidement, dès que cela serait possible, l'allié qui lui offrait tout. Elle l'a d'ailleurs fait plus tard. De cette trahison, nos patriotes bourgeois nationalistes parlent peu, comme ils parlent peu de la trahison perpétuelle de peuples autrichiens qui étaient nos alliés, ceux de nationalité slave, lesquels passèrent à l'ennemi par régiments et par brigades entières, pour finalement participer à la bataille contre nous, qui ne nous étions engagés dans cette funeste aventure que par la faute de l'État habsbourgeois. Jamais l'Autriche-Hongrie n'aurait participé d'elle-même à une guerre qu'aurait dû soutenir directement l'Allemagne. C'est à cause de la grande ignorance qui règne en Allemagne, au sujet de la situation autrichienne, que l'on a pu penser peut-être que la Triple-Alliance constituait vraiment une protection mutuelle.

L'Allemagne, si la guerre mondiale avait éclaté de son fait, aurait éprouvé une grave déception ; car l'État autrichien, fondamentalement antiallemand et hostile à l'Empire allemand, dans sa majorité slave et dans sa dynastie habsbourgeoise, ne serait jamais entré en guerre pour protéger et aider l'Allemagne contre un monde d'ennemis, comme l'Allemagne l'a fait, elle, par sottise. L'Allemagne n'avait effectivement à remplir envers l'Autriche-Hongrie qu'un seul devoir : sauver par tous les moyens le germanisme inclus dans cet État, et s'éloigner de cette dynastie dépravée, la plus coupable que le peuple allemand ait jamais eu à supporter.

L'entrée de l'Italie dans la guerre mondiale aurait dû être pour l'Allemagne l'occasion d'une révision fondamentale de son attitude envers l'Autriche-Hongrie. Ce n'est pas une action politique, ou l'expression d'une politique prudente et capable, de ne pas trouver, dans un tel cas, d'autre réponse qu'une rage tenace et un impuissant courroux. Le plus souvent, une telle attitude n'est déjà pas bonne dans la vie privée ; dans la vie politique, elle est pire qu'un crime : c'est de la bêtise.

Et même si ce revirement n'avait pas réussi, il rachetait [au] moins, chez les gouvernants, la faute de ne pas

l'avoir tenté plus tôt. L'Allemagne devait, en tout cas, après l'intervention italienne, essayer de mettre fin à une guerre menée sur deux fronts. Il fallait ensuite rechercher une paix séparée avec la Russie, non seulement en renonçant à exploiter les succès que les armes allemandes avaient auparavant remportés à l'Est, mais même aussi, s'il y avait lieu, en sacrifiant l'Autriche-Hongrie. C'est seulement en se désintéressant complètement du salut de l'État autrichien, pour s'attacher uniquement à sauver le peuple allemand, que nos dirigeants pouvaient encore, autant qu'on en puisse juger, se donner la chance d'une victoire.

Par la destruction de l'Autriche-Hongrie, la jonction de neuf millions d'Autrichiens allemands à l'Empire aurait été en outre un succès d'une plus grande valeur devant l'histoire, et pour l'avenir de notre peuple, que le gain, dont on peut contester l'utilité, de quelques mines françaises de charbon et de fer. On ne répétera jamais assez que le salut de l'État des Habsbourg n'était pas l'objectif qui s'imposait à notre politique extérieure, fût-elle bourgeoise-nationaliste, mais le salut de la nation allemande, y compris les neuf millions d'Allemands qui vivaient en Autriche. A part cela, il n'y avait rien, absolument rien.

La réaction du gouvernement impérial, devant la situation créée par l'entrée en guerre de l'Italie, fut différente, on le sait. On chercha à sauver l'État autrichien des frères slaves déserteurs, en versant plus abondamment encore le sang allemand, et en appelant la vengeance du ciel sur l'ancien allié perfide. Et pour se priver soi-même de toute possibilité de mettre fin à la guerre sur deux fronts, on se laissa pousser par la diplomatie viennoise, rusée et artificieuse, à fonder un État polonais. Ainsi les Habsbourg ruinaient-ils intelligemment tout espoir d'arriver à une entente avec la Russie, ce qui aurait naturellement nui à l'Autriche-Hongrie. Le soldat allemand de Bavière, de Poméranie, de Westphalie, de Thuringe, de Prusse-Orientale, de Brandebourg, de Saxe et du Rhin, avait ainsi le grand honneur de donner cent mille fois sa vie

dans les combats les plus furieux et les plus sanglants de l'Histoire du monde, non pour sauver la nation allemande, mais pour former un État polonais, à qui les Habsbourg auraient donné, comme souverain, si la guerre mondiale s'était terminée à notre avantage, un représentant de cette dynastie, lequel aurait été, par conséquent, un éternel ennemi de l'Allemagne.

Politique bourgeoise nationaliste ! Si déjà, pendant la guerre, cette façon de répondre à l'intervention italienne était folle et funeste, il était encore plus bête, après la guerre, de continuer à regarder de travers l'Italie.

Évidemment, l'Italie se trouvait encore dans la coalition des États victorieux, et par conséquent aux côtés de la France. Mais on ne pouvait lui en vouloir, puisque l'Italie n'était point entrée en guerre avec des sentiments pro-français. Le mobile déterminant du peuple italien était exclusivement la haine de l'Autriche et la possibilité tangible de pouvoir servir les intérêts propres de l'Italie. C'était la raison de l'action de l'Italie, et non quelque romantique amour de la France. Que les Italiens, après l'écroulement de leur adversaire séculaire, en aient tiré d'autres conséquences, on ne peut, en tant qu'Allemand, que s'en affliger vivement, mais cela ne doit nous priver ni de raison ni d'intelligence. Le destin a changé. Jadis l'Autriche avait huit cent mille Italiens sous son pouvoir, et maintenant deux cent mille Autrichiens sont au pouvoir de l'Italie. Ce qui cause notre douleur, c'est que ces deux cent mille soient précisément de race allemande.

Avec la disparition du conflit, éternellement latent, entre l'Autriche et l'Italie, les desseins d'avenir de la politique italienne ne se trouvent modifiés ni du point de vue de la politique nationale, ni du point de vue racial. Au contraire l'énorme augmentation de conscience et de puissance du peuple italien, causée par la guerre et surtout par le fascisme, ne fera que le rendre capable d'atteindre de plus grands objectifs. C'est ainsi que les oppositions d'intérêts entre l'Italie et la France apparaissent de plus en plus. Et l'on pouvait y

compter et l'espérer dès 1920. A cette époque, apparurent les premiers signes d'une profonde rupture d'harmonie entre les deux États. Alors que les tendances des Slaves du Sud rendaient inéluctable une nouvelle diminution du caractère allemand de l'Autriche, aux applaudissements de la France, l'attitude italienne, au moment de la libération de la Carinthie, avait été très bienveillante, du moins envers le germanisme. Ce changement envers l'Allemagne se manifestait aussi dans l'attitude des commissions italiennes en Allemagne même, surtout au moment de la lutte en Haute Silésie. En tout cas, on observa qu'une fêlure, d'abord légère, apparaissait entre les deux nations latines. Autant qu'on puisse logiquement le prévoir, en se fondant sur l'expérience historique, cette fêlure doit s'élargir de plus en plus ; le dissentiment finira par tourner à la lutte ouverte. L'Italie, qu'elle le veuille ou non, luttera pour son existence et pour son avenir contre la France, comme l'Allemagne elle-même l'a fait. Il se peut d'ailleurs que tout d'abord la France, dans ces conflits, ne soit pas expressément en cause. Elle se contentera de tirer les fils, et d'exciter les pays qu'elle a efficacement mis sous sa tutelle financière et militaire, ou à qui elle semble s'être alliée, sur la base d'intérêts parallèles. Le conflit franco-italien peut commencer dans les Balkans, comme il peut se terminer dans la plaine de Lombardie.

Étant donné cette éventualité, l'Italie, dès 1920, était prédestinée de prime abord à s'allier avec l'Allemagne. Cette vraisemblance devenait certitude quand la victoire du fascisme écarta le faible gouvernement italien, soumis aux influences internationales, et le remplaça par un régime qui se voue à la seule défense des intérêts italiens. Un faible gouvernement italien démocrate bourgeois pourrait peut-être, en négligeant les vrais devoirs italiens, soutenir une alliance artificielle avec la France ; mais non un régime national, conscient de ses responsabilités. Du jour où le faisceau des licteurs devint le symbole de l'État italien, la lutte de la troisième Rome pour l'avenir du peuple italien a été histori-

quement engagée. Ainsi l'une des deux nations latines devra trouver de la place en Méditerranée, mettant ainsi en balance la prédominance de l'autre.

Comme Allemand, nationalement conscient et pensant raisonnablement, j'espère et souhaite de tout cœur que l'affaire tourne à l'avantage de l'Italie, et non de la France.

Ainsi mon attitude envers l'Italie sera inspirée par la pensée d'un avenir joyeux, non par de stériles réminiscences de guerre.

La phrase « On reçoit ici les déclarations de guerre », qu'on écrivait sur les wagons de transport des troupes était un signe de la confiance victorieuse qui régnait dans l'ancienne armée. Mais, en tant que déclaration politique, c'est une absurdité. Et il est encore beaucoup plus bête de croire que l'Allemagne a refusé l'alliance d'un État, sous prétexte qu'il s'est trouvé pendant la guerre mondiale aux côtés de nos adversaires, et qu'il a participé aux profits de la guerre mondiale, à notre détriment. Que les marxistes, les démocrates et les gens des partis du centre prennent cette idée pour leitmotiv de leurs actions, cela se conçoit, puisque cette coalition, la plus dépravée de toutes, ne souhaite nullement le relèvement de la nation allemande. Mais que les cercles nationalistes bourgeois et patriotiques reprennent une telle idée, c'est le comble. Qu'on me nomme donc une seule puissance en Europe qui pourrait devenir notre allié et qui ne se soit à quelque moment de l'Histoire, enrichie de territoires à notre détriment ou au détriment d'un de nos alliés d'alors ! A ce point de vue, c'est la France qui vient en tête, puisqu'elle a pris l'Alsace-Lorraine et qu'elle a l'intention de prendre la Rhénanie ; la Belgique, puisqu'elle possède Eupen et Malmedy, l'Angleterre, puisqu'elle s'est attribué nos colonies ; si elle ne les possède pas en droit, elle les administre pour la plupart ; ce que cela signifie dans la vie des peuples, un enfant le comprendrait. Le Danemark fait partie du lot, puisqu'il a pris le Nord-Schleswig ; la Pologne, puisqu'elle détient la Prusse occidentale, la Haute Silésie et des parties de la Prusse orientale ; la Tchécoslovaquie, puisqu'elle opprime près de 4 millions d'Alle-

mands ; la Roumanie, puisqu'elle aussi a annexé plus d'un million d'Allemands ; la Yougoslavie, puisqu'elle en a confisqué près de six cent mille ; l'Italie, puisqu'elle s'est approprié le Tyrol du Sud. Ainsi, pour nos groupes nationaux-bourgeois et patriotiques, les possibilités d'une alliance en Europe sont absolument nulles. Mais ils n'en ont pas besoin ; c'est par le flot de leurs protestations et le grondement de leurs hurras qu'ils étoufferont la résistance d'un monde d'adversaires et qu'ils le feront s'écrouler. En réalité, ils se retrouveront sans aucun allié, et même sans armes ; il leur suffira de pousser des clameurs pour recouvrer les territoires volés, et pour faire punir l'Angleterre par le Bon Dieu, par-dessus le marché. Mais ils châtieront l'Italie et l'exposeront au mépris mérité du monde entier, si auparavant, ils ne sont pas pendus à la lanterne par les juifs bolcheviques et marxistes, seuls alliés actuels de leur politique extérieure.

Nos groupes nationalistes d'origine bourgeoise et patriotique n'ont point conscience que la fausseté de leur attitude en politique extérieure est prouvée par le fait que les marxistes, les démocrates, les gens du Centre, et surtout les Juifs, sont d'accord. Qui connaît particulièrement notre bourgeoisie allemande sait tout de suite pourquoi il en est ainsi. Les bourgeois sont infiniment contents d'avoir trouvé au moins une affaire qui semble faire l'unité du peuple allemand. On peut être certain, dès lors, qu'il s'agit d'une bêtise ! Mais il est quand même extrêmement bienfaisant, pour un courageux politicien bourgeois et patriote, de pouvoir parler d'un ton martial sans recevoir, immédiatement après, une gifle d'un communiste. Qu'elle leur soit épargnée précisément parce que leur conception politique est désavantageuse du point de vue national, et avantageuse au point de vue judéo-marxiste, ces gens ne le comprennent pas, ou ils passent le fait sous silence. Il est extravagant de voir à quel point s'est étendue chez nous la corruption du mensonge et de la poltronnerie.

Quand j'entrepris, en 1920, d'orienter vers l'Italie la politique extérieure du Mouvement, ni les groupes nationalistes ni les soi-disant patriotes ne me comprirent. Il leur était incompréhensible qu'au lieu de s'épuiser en récriminations concernant le passé on puisse concevoir une pensée politique pratique, qui tend à nous concilier l'une des nations qui furent ennemies lors de la guerre mondiale. Les groupes nationalistes ne comprenaient pas non plus que je ne voulais pas borner l'essentiel de notre activité nationale à lancer des protestations vers le ciel devant la Feldherrenhalle de Munich, ou en quelque autre lieu, soit contre Paris, soit contre Londres ou aussi contre Rome ; j'entendais d'abord, éliminer à l'intérieur de l'Allemagne ceux qui sont responsables de son écroulement. Une manifestation de protestation enflammée contre le Diktat de Versailles ayant eu lieu à Munich, ce qui aura certainement donné peu de soucis à M. Clemenceau, je décidai de mettre vigoureusement en lumière notre opposition nationale-socialiste à cette protestation. La France n'a fait que ce que chaque Allemand pouvait prévoir et aurait dû prévoir. Si j'étais moi-même Français, j'aurais été aux côtés de Clemenceau. Aboyer constamment à bonne distance contre un adversaire trop fort, est aussi indigne que stupide. L'opposition nationale de ces cercles patriotiques aurait dû s'en prendre à ceux qui, à Berlin, sont responsables de l'affreuse catastrophe. Mais il était plus agréable de maudire Paris — car passer aux actes était impossible, à cause de la situation réelle — que d'agir à Berlin même.

Cela vaut particulièrement pour les représentants de certaine politique bavaroise, qui fait déjà crier merveille, pour quelques succès qu'elle a obtenus. Ces hommes qui prétendaient défendre la souveraineté bavaroise, et qui cherchaient

aussi à conserver le droit d'agir politiquement à l'extérieur, auraient dû avoir à cœur, avant tout, de soutenir positivement une politique extérieure, et, à l'intérieur, de placer la Bavière à la tête d'une opposition nationale, inspirée vraiment par de grandes idées. Étant donné la complète incohérence de la politique du Reich, ou aussi l'échec prévisible de toutes ses entreprises, c'était l'État bavarois seul qui aurait dû devenir le porte-parole d'une politique extérieure susceptible de mettre fin au pénible isolement de l'Allemagne.

Même dans ces groupes, on était complètement ahuri par ma conception d'une alliance avec l'Italie. Au lieu de s'instituer avec grandeur les défenseurs et les promoteurs de nos futurs intérêts nationaux les plus essentiels, on préférerait cligner de l'œil, de temps à autre, vers Paris, et affirmer, en levant ensuite les yeux au ciel, qu'on voulait demeurer fidèle au Reich, mais que, d'autre part, on voulait sauver la Bavière, en laissant les Bolcheviques mettre le Nord à feu et à sang. Ce sont décidément d'exceptionnels phénomènes d'intelligence, que l'État bavarois a chargés de le représenter ! Il n'est pas étonnant qu'avec une telle mentalité ces messieurs aient adopté dès le début, à l'égard de ma conception politique, une attitude sinon tout à fait négative, du moins tout à fait incompréhensive. A franchement parler je n'en espérais pas davantage. Tenant compte de la psychose de guerre qui s'éternisait, je me bornais à doter mon propre Mouvement d'une politique extérieure cohérente.

Je n'avais pas encore à subir d'attaques ouvertes à cause de ma politique envers l'Italie. La première raison, c'est qu'on la croyait provisoirement inoffensive ; et la seconde, c'est que l'Italie avait elle-même un gouvernement soumis aux influences internationales. On espérait peut-être au fond que cette Italie succomberait à l'épidémie bolchevique, et par conséquent qu'elle deviendrait, du moins pour nos groupes de gauche, un allié, qui serait le bienvenu.

Ce n'était point du côté de la gauche que l'on pouvait alors prendre une position fondée sur des sentiments d'animosité

internationale, étant donné que, de ce côté, l'on s'efforçait d'extirper le sentiment de la haine guerrière, « laid, dégradant et si peu conforme à l'esprit allemand ». Il n'aurait pas été facile à ces groupes de reprendre quoi que ce soit à ma conception politique qui exigeait, comme condition première de sa réalisation, l'élimination de la haine de guerre, au moins entre l'Allemagne et l'Italie.

La cause principale du peu de résistance que j'ai pu trouver a été sans doute le fait que mes adversaires croyaient mes idées tout à fait théoriques, inexécutables, et ainsi sans danger. Cette situation a changé presque d'un seul coup quand Mussolini commença la marche sur Rome. Comme par un coup de baguette magique, la presse juive ouvrit alors un feu roulant de reproches et de diffamations contre l'Italie. Mais ce ne fut qu'en 1922 qu'on découvrit le problème du Tyrol du Sud, dont l'on fit le point capital des relations italo-allemandes, que les Sud-Tyroliens eux-mêmes l'aient voulu ou non. Ça ne traîna pas ; même le marxisme devint soudain un représentant de l'opposition nationale ; on put voir alors cet incroyable spectacle : les Juifs et les Allemands sociaux-démocrates, devenus membres des associations nationales-patriotiques-communistes, et la bourgeoisie nationaliste, marcher bras dessus bras dessous à travers un Brenner imaginaire, pour reconquérir, par d'immenses batailles, mais sans verser une goutte de sang, les territoires perdus. Le fait que même les représentants bavarois, dont les ancêtres intellectuels avaient livré, il y a presque cent ans, le bon Andréas Hofer aux Français, se soient vivement intéressés à la lutte libératoire du pays d'Andréas Hofer, donnait à ce front national belliqueux, un charme tout particulier.

L'action de la meute de presse juive, et des têtes folles nationalistes, bourgeoises et patriotes, qui la suivent aveuglément, a réussi à ériger le problème du Tyrol du Sud en question vitale pour la nation allemande. Je me vois donc dans l'obligation de prendre position sur ce point.

L'Autriche-Hongrie, je l'ai déjà rappelé, avait à l'intérieur

de ses frontières quelque huit cent cinquante mille Italiens. La proportion des nationalités, fournie par le recensement autrichien, n'était d'ailleurs pas tout à fait exacte. On ne tablait pas en effet sur la nationalité de l'individu, mais seulement sur la langue courante qu'il avait déclarée. Cela ne pouvait donner une idée juste des choses ; seulement il était bien digne de la faible bourgeoisie nationaliste de se laisser facilement abuser à ce sujet. Quand on ne sait pas quelque chose, ou tout au moins quand on n'en parle pas comme d'une chose connue, c'est comme si cette chose n'existait pas. Les Italiens, ou plutôt les hommes dont l'italien était la langue courante, décomptés selon ce procédé, vivaient pour la plupart dans le Tyrol. D'après les résultats du recensement de 1910, le Tyrol avait ... d'habitants, dont ... % se considéraient comme de langue italienne, le reste étant allemand, ou aussi, pour partie, d'origine latine. Ainsi se trouvaient dans le grand duché du Tyrol environ ... Italiens. Comme ce nombre total est valable pour le territoire actuellement occupé par les Italiens, la proportion des Allemands par rapport aux Italiens est donc de l'ordre de ... d'Allemands pour ... d'Italiens, dans toute la partie du territoire du Tyrol occupée par les Italiens.

Il est nécessaire de constater cela, parce qu'en Allemagne, à cause des mensonges de notre presse, beaucoup de gens ignorent totalement que, dans le territoire connu sous l'appellation de Tyrol du Sud, vivent deux tiers d'Italiens et un tiers d'Allemands. La reconquête du Tyrol du Sud n'amènerait donc qu'un simple renversement de la situation, puisqu'au lieu de deux cent mille Allemands sous la domination italienne il mettrait quatre cent mille Italiens sous la domination allemande. Il est vrai que la population allemande du Tyrol du Sud est particulièrement concentrée dans la partie du nord, tandis que les Italiens habitent le sud. Si on voulait donc trouver une solution nationale qui soit convenable, on devrait d'abord éliminer complètement de la discussion générale la notion même de Tyrol du Sud. Car on ne peut absolument pas

moralement faire grief aux Italiens d'avoir pris un territoire dans lequel se trouvent, à côté de deux cent mille Allemands, quatre cent mille Italiens, quand soi-même on veut, pour faire disparaître cette injustice, rendre à l'Allemagne ce même territoire et quand on veut commettre ainsi, du point de vue purement moral, une injustice encore plus grave que celle de l'Italie.

Ainsi les appels pour le retour du Tyrol du Sud présentent les mêmes faiblesses morales que celles qu'on dénonce dans la domination italienne sur le Tyrol du Sud. Ainsi cet appel perd-il toute sa justification morale. Il en est de même des autres arguments, qu'on invoque à l'appui d'une libération de tout le Tyrol du Sud. Tout au plus pourrait-on, pour des raisons qui sont en général moralement justifiées, préconiser la libération de la partie qui est effectivement habitée en grande majorité par des Allemands. C'est un territoire de faible surface, limitée à ... kilomètres carrés ; et même sur ce territoire, on compte cent quatre-vingt-dix mille Allemands, soixante-quatre mille Italiens et Ladins, et vingt-quatre mille autres étrangers ; si bien que ce territoire « complètement allemand » ne comprend effectivement que deux tiers d'Allemands.

Actuellement, il n'est guère de frontière qui, comme dans le Tyrol du Sud, ne sépare des Allemands de la mère-patrie. Dans l'Europe seule, il n'y a pas moins de ... millions d'Allemands au total qui sont séparés du Reich. Là-dessus ... millions vivent sous une véritable domination étrangère, et seulement ... millions en Autriche allemande et en Suisse — dans des conditions qui, pour l'instant, n'ont rien de menaçant pour leur nationalité. Tous ces cas sont, numériquement, tout à fait différents du Tyrol du Sud.

Ce qui est terrible pour notre peuple, c'est que les responsables de cette situation sont précisément ceux qui s'agitent aujourd'hui pour le Tyrol du Sud. En tout cas, on ne peut pas, en menant une politique de frontières, purement bourgeoise, faire que le destin de tout le reste du Reich soit indépendant

des intérêts des territoires perdus, ou même des désirs d'un seul d'entre eux.

Il faut d'abord expressément s'opposer à cela. Il n'y a pas un saint peuple allemand du Tyrol du Sud, comme les patriotes des associations nous en rebattent les oreilles ; mais, pour le germanisme, tout ce qui en fait partie doit être saint. Un Sud-Tyrolien ne vaut pas plus qu'un Silésien, ou qu'un homme de la Prusse orientale, ou qu'un Westphalien, qui sont soumis à la servitude polonaise. Il ne convient pas non plus de regarder un Allemand de Tchécoslovaquie comme plus précieux qu'un Allemand du Territoire sarrois, ou même d'Alsace-Lorraine. Dans les pays séparés, le droit de classer le germanisme suivant des valeurs diverses pourrait tout au moins résulter d'un examen analytique de chaque valeur de base raciale, qui soit décisive et prédominante. Mais ce n'était pas du tout cette échelle de valeur que voulait employer l'assemblée de ceux qui protestent contre l'Italie. Et cette échelle ne pouvait pas donner au Tyrol du Sud, parmi les territoires séparés, une plus haute valeur, par exemple, qu'aux provinces prussiennes de l'Ouest ou de l'Est.

La politique extérieure du peuple allemand ne peut pas être, en soi, déterminée par les intérêts d'une des parties séparées du Reich. Car, ce ne serait pas servir ces intérêts, qui exigent d'abord que la mère-patrie ait retrouvé sa puissance. Ainsi, le seul point de vue qui entre en jeu, en matière de politique extérieure, ne peut être que celui qui conduit le plus vite et le plus tôt à retrouver l'indépendance et la liberté d'une nation totalement regroupée.

Autrement dit : même si la politique extérieure allemande ne connaissait point d'autre but que de sauver « le peuple saint du Sud-Tyrol », c'est-à-dire les cent quatre-vingt-dix mille Allemands dont il s'agit effectivement, la première condition qui en résulterait pour l'Allemagne serait d'obtenir, par des moyens appropriés, l'indépendance politique et la puissance militaire. Car il est absolument évident que ce ne sont pas les protestations autrichiennes qui arracheront aux

Italiens le Tyrol du Sud. Même si la politique extérieure allemande n'avait d'autre but que la libération effective du Tyrol du Sud, elle devrait agir suivant des points de vue et des moments qui ne compromettent pas nos chances de retrouver des moyens de puissance politique et militaire. Ainsi notre politique extérieure ne devrait pas s'hypnotiser sur le Tyrol du Sud, mais se laisser plutôt dominer et conduire par les idées qui permettent seules de rompre la coalition actuellement dirigée contre l'Allemagne. Car, finalement, le Tyrol du Sud ne sera pas rendu à l'Allemagne par le ronron de moulins à prière tibétains, dévidant des protestations et des indignations, mais seulement par l'épée.

Même si l'Allemagne n'avait d'autre dessein que celui-là, elle aurait besoin tout de suite d'un allié qui l'aiderait à le réaliser, par un surcroît de puissance. Il est vrai que dans ce cas la France conviendrait très bien. Mais, en tant que national-socialiste, je l'oppose avec véhémence à une telle alliance.

Il est tout à fait possible que la France se déclare prête à utiliser le peuple d'Allemagne comme aide contre l'Italie ; il est même possible que l'on nous donne alors le Tyrol du Sud, en reconnaissance du sang versé dans ce combat et pour panser quelque peu nos blessures. Seulement quel serait, pour l'Allemagne, le sens d'une telle victoire ? Notre peuple pourrait-il mieux vivre, parce qu'on lui aurait ajouté deux cent mille Tyroliens du Sud ? Et ne croit-on pas que la France, aussitôt qu'elle aurait combattu, avec l'assistance allemande, le concurrent latin des rives de la Méditerranée, se retournerait de nouveau contre l'Allemagne ? Qu'en tout cas elle reprendrait son ancien but politique, la dissolution de l'Allemagne ?

Non, s'il faut choisir entre la France et l'Italie, c'est seulement l'Italie qui, selon toute raison, nous convient. Une victoire avec la France contre l'Italie nous rapporte le Tyrol du Sud et une France plus forte qui sera notre future ennemie. Une victoire de l'Allemagne sur la France avec l'aide de l'Italie

nous donne l'Alsace-Lorraine, au moins, et la liberté de pratiquer au maximum une large politique de l'espace. Et c'est seulement là que l'Allemagne peut, à l'avenir, trouver sa vie et sa sécurité, non au Tyrol du Sud. Il ne convient absolument pas à un peuple, parmi tous les territoires séparés, d'en choisir un seul, le moins important au point de vue vital, et de mettre en jeu les intérêts de soixante-dix millions d'hommes, ou même simplement de renoncer à leur développement futur, afin que le funeste et formidable hurra-patriotique allemand soit ainsi satisfait. Et ce serait d'ailleurs là pure apparence, car le Tyrol du Sud ne s'en trouverait guère mieux qu'à présent.

Sans doute le Mouvement national-socialiste doit-il entraîner le peuple allemand à ne pas craindre de répandre son sang pour pouvoir forger son existence. Mais il faut aussi que le peuple sache que son sang, à l'avenir, ne sera plus jamais versé pour des fantômes.

Nos patriotes des protestations et des associations patriotiques doivent dire au moins comment ils s'imaginent recouvrer le Tyrol du Sud, sinon par la force des armes. Qu'ils soient donc pour une fois sincères, et que l'on sache s'ils croient sérieusement que l'Italie, matée par la phraséologie et les protestations en l'air, rendra spontanément un jour le Tyrol du Sud. Plus probablement, ils sont eux-mêmes convaincus qu'un État doué de conscience nationale ne sacrifiera pas un territoire pour lequel il a combattu pendant quatre ans, à moins qu'il n'y soit forcé par les armes. Ils osent répéter que nous, ou que moi, avons « renoncé au Tyrol du Sud ». Ces menteurs infâmes n'ignorent pas, que, pour ma part, j'ai combattu au front tout le temps où se décidait le destin du Tyrol du Sud ; ce que beaucoup de protestataires associés d'aujourd'hui ont alors négligé de faire ; ils n'ignorent pas qu'à cette époque les partis qui permettent à nos associations patriotiques et à notre bourgeoisie nationale de faire une politique extérieure comme celle d'aujourd'hui et de s'agiter contre l'Italie ont saboté la paix par tous les moyens ; que le marxisme international,

la démocratie et le centre n'ont jamais manqué, dès avant la guerre, d'affaiblir et de paralyser la main qui tenait l'épée de notre peuple ; qu'ils ont enfin pendant la guerre fomenté une révolution qui aboutit à l'écroulement de la patrie allemande et de l'armée allemande.

Par l'activité de ces gens, et par la maudite faiblesse et l'impuissance de nos protestataires bourgeois d'aujourd'hui, le peuple allemand a perdu le Tyrol du Sud. C'est une falsification misérable de ces patriotes soi-disant nationaux, quand ils parlent, aujourd'hui, de notre renonciation au Tyrol du Sud. Non, Messieurs, ne tournez pas si lâchement autour du pot, autour du mot qui convient ! Vous êtes sans doute trop lâches pour avouer qu'on ne pourrait aujourd'hui recouvrer le Tyrol du Sud que par la conquête. Car la renonciation, Messieurs les protestataires nationalistes, ce sont vos grands alliés de longue date, les traîtres marxistes à la patrie, qui l'ont justifiée de mille manières possibles. Et les seuls qui avaient alors le courage de protester ouvertement contre ce crime, ce n'était pas vous, Messieurs des associations nationales et petits politiciens bourgeois, mais c'était le petit Mouvement national-socialiste ; et c'était en premier lieu moi-même, Messieurs. Quand chacun en Allemagne ignorait votre existence, à cause de votre total silence, car vous étiez lovés dans vos trous de souris, je m'opposais publiquement dès 1919 et 1920 au caractère déshonorant des accords de paix. Et non pas secrètement, derrière quatre murs, mais en public ! Alors aussi vous étiez lâches, car vous n'osiez même pas venir à nos réunions, de peur d'être rossés par les voyous marxistes, vos alliés actuels en politique extérieure.

Les hommes qui ont signé les Traités de Saint-Germain étaient aussi peu nationaux-socialistes que les signataires de l'accord de Versailles. C'étaient des membres des partis qui, par cette signature, ont couronné la trahison qu'on inflige à la patrie depuis des dizaines d'années. Celui qui veut aujourd'hui changer quelque chose au destin du Tyrol du Sud, n'y renoncera pas sous prétexte que tous les protestataires y

ont déjà renoncé, eux, de toutes les manières ; car lui pourrait mener à bien cette entreprise.

Mais je m'oppose de la façon la plus fanatique, à une aventure aussi sanglante que folle, et j'annonce, sur ce point, la résistance totale ; je combattrai de toutes mes forces les hommes qui essaient de lancer notre peuple dans cette aventure. Je n'ai pas regardé la guerre de loin, comme certains. Je n'étais pas non plus de ceux qui avaient dans cette guerre quelque chose à ordonner ou à commander. Je n'étais qu'un soldat ordinaire, à qui pendant quatre ans et demi l'on a donné des ordres, mais qui néanmoins faisait honnêtement et fidèlement son devoir. Ainsi j'ai eu la chance de connaître la guerre telle qu'elle est, et non telle qu'on veut la voir. J'étais jusqu'à la dernière heure de cette guerre un simple soldat qui n'en connaissait que les mauvais côtés, et j'étais cependant pour la guerre, parce que j'étais persuadé qu'il n'y avait de salut pour notre peuple que dans la victoire. Mais maintenant que la paix a résulté des manœuvres criminelles de certains personnages, je m'oppose totalement à une guerre qui ne servirait pas le peuple allemand, mais seulement ceux qui ont déjà criminellement rendu inutiles les sacrifices sanglants de notre peuple, pour servir leurs propres intérêts. Je suis convaincu qu'il ne me manquera pas un jour la détermination d'accepter, s'il y a lieu, la responsabilité d'un sacrifice consenti par notre peuple ; mais je me refuse à entraîner inutilement sur le champ de bataille un seul Allemand. Seuls des fous et des criminels peuvent songer à verser le sang, pour la réalisation de leurs plans absurdes.

Quiconque pense aux terreurs incroyables et aux terribles détresses d'une guerre moderne, qui tend à l'extrême, sans limite, les forces nerveuses d'un peuple, celui-là doit être pris de crainte à l'idée d'engager un pareil sacrifice pour un succès qui, dans le cas le meilleur, rapporterait bien moins qu'il n'aurait coûté. Je suis sûr que si le peuple du Tyrol du Sud, tant qu'il pense encore en Allemand, se rassemblait en un seul front commun, et que, devant les yeux des témoins, appa-

raissaient les centaines et centaines de milliers de morts que le combat imposerait à notre peuple, alors, trois cent mille mains se lèveraient vers le ciel, en un geste de défense. Et la politique extérieure des Nationaux-Socialistes serait justifiée.

Ce qu'il y a de terrible dans toute cette affaire, c'est que l'on joue de toutes ces effrayantes possibilités sans pouvoir pour autant aider le Tyrol du Sud.

Étant donné que la lutte pour le Tyrol du Sud est aujourd'hui menée par ceux qui ont livré toute l'Allemagne à la corruption, le Tyrol du Sud n'est plus pour eux qu'un moyen d'atteindre le but vers lequel ils tendent, avec un immoralisme glacé, pour pouvoir satisfaire leurs instincts infâmes et anti-allemands, au plein sens du terme. C'est la haine contre l'Italie actuelle et contre sa conscience nationale, et c'est avant tout la haine contre la nouvelle forme d'État, et c'est surtout la haine contre un homme d'État italien de tout premier plan qui les pousse à invoquer le Tyrol du Sud pour tenter d'entraîner brutalement toute la politique allemande. Pourtant le peuple allemand est en réalité comme indifférent à ces menées. En versant des larmes de crocodile sur le sort du Tyrol du Sud, ils précipitent toute l'Allemagne vers un destin pire que celui des territoires séparés. Pendant qu'au nom de la civilisation nationale ils protestent contre l'Italie, ils infectent la civilisation de la nation allemande, détruisent tout notre sentiment de la culture, empoisonnent les instincts de notre peuple et anéantissent les réalisations même des temps passés. Une époque qui, à l'intérieur, abaisse notre théâtre, notre littérature, nos beaux-arts, au niveau de la porcherie, a-t-elle moralement le droit de marcher au nom de la culture contre l'Italie contemporaine, ou le droit de guider la culture allemande ? Les chefs du Parti du Peuple bavarois, du Parti de la Nation allemande et de la déshonorante civilisation marxiste elle-même s'inquiètent de la culture allemande des Tyroliens du Sud, mais ils permettent tranquillement que notre culture soit insultée par les œuvres les plus misérables. Sur les scènes allemandes s'exhibe la honte raciale d'un

Johnny spielt auf (1), tandis qu'on se lamente hypocritement sur l'étouffement de la vie culturelle allemande dans le Tyrol du Sud ; et dans la patrie même on pourchasse de la façon la plus cruelle ceux qui voudraient protéger la culture allemande d'une destruction consciente et voulue. Ici, le Parti Populaire bavarois déchaîne les forces de l'État sur ceux qui élèvent une protestation contre la façon dont on profane la civilisation de notre peuple. Que font-ils, ces zélés défenseurs de la culture allemande au Tyrol du Sud, pour défendre la culture allemande en Allemagne même ? Ils ont laissé le théâtre sombrer au niveau du bordel, par l'étalement d'une complaisante aberration ; ils laissent le cinéma détruire, par une dérision cynique des convenances et des mœurs, tous les fondements de notre vie populaire ; ils livrent nos beaux-arts aux extravagances cubistes et dadaïstes ; en protégeant les auteurs de cette vulgaire filouterie, de ce non-sens, ils laissent tomber la littérature allemande dans la fange et la saleté, et livrent toute la vie spirituelle de notre peuple au judaïsme international. Et cette même pitoyable clique a l'audace de combattre pour la culture allemande au Tyrol du Sud, où elle n'a pour seul but que d'exciter, l'un contre l'autre, deux peuples d'égale culture, pour pouvoir d'autant plus facilement les abaisser au niveau de sa propre misère intellectuelle.

Et c'est comme cela en tout.

Ceux qui se plaignent qu'on persécute des Allemands au Tyrol du Sud sont les mêmes qui, en Allemagne, combattent le plus cruellement les partisans d'un esprit national qui ait un autre but que de livrer sans défense le peuple à la syphilis des juifs et des nègres. Ceux-là mêmes qui exigent la liberté de conscience des Allemands au Tyrol du Sud les ravalent en Allemagne même au rang des chiens. Jamais on n'a autant

(1) *Johnny spielt auf* est un opéra du compositeur Ernst Krenek. Joué en 1927-28, il a excité la fureur des Nationaux-Socialistes, parce que le personnage principal est un Noir et que la musique contient bon nombre d'éléments de Jazz.

bâillonné en Allemagne l'expression du sentiment national que sous la domination de cette racaille, qui a l'audace d'invoquer les droits de la conscience et les libertés nationales, mais seulement au Tyrol du Sud. Ces gens se lamentent lorsqu'une injustice est commise au détriment d'un Allemand du Tyrol du Sud, mais passent sous silence les meurtres que les voyous marxistes commettent mois après mois en Allemagne contre l'élément national ; et avec eux, toute cette bourgeoisie des protestataires nationaux se tait. Rien que cette année, et il n'y a que cinq mois d'écoulés, neuf hommes du Mouvement national-socialiste ont été tués, dans des circonstances bestiales, et plus de six cents ont été blessés. Les protestataires professionnels n'en soufflent mot, mais on les entendrait hurler si le fascisme en faisait le centième, contre la communauté allemande du Tyrol du Sud. Ils appelleraient le monde entier à la révolte si un seul Allemand du Tyrol du Sud était tué par les fascistes dans des circonstances pareilles à celles qui entourent les meurtres commis en Allemagne par la racaille marxiste, sans que cela provoque l'indignation de cette pure phalange, vouée à la sauvegarde du peuple allemand. D'ailleurs ces mêmes hommes qui protestent solennellement contre la persécution officielle des Allemands au Tyrol du Sud ont persécuté eux-mêmes les Allemands qui les gênaient, et dans le Reich même ! Combien en a-t-on traîné, enchaînés, dans les cours de justice, depuis les héros des sous-marins jusqu'aux sauveurs de la Haute-Silésie, de ces hommes qui n'ont fait que verser leur sang pour l'Allemagne ! Et combien ont été envoyés au bagne, pour le seul fait qu'ils ont risqué, avec ferveur, cent fois leur vie pour l'Allemagne, tandis que cette pitoyable racaille de protestataires rampait quelque part, introuvable ! Vous pouvez additionner les peines de prison qui ont été infligées en Allemagne, pour des actions qu'un État conscient de sa nationalité aurait récompensées des plus grands honneurs... Quand aujourd'hui l'Italie met un Allemand en prison, aussitôt toute la clique journalistique marxiste et nationale-allemande jette les hauts cris ; mais

qu'en Allemagne on puisse être jeté en prison pendant plusieurs mois sur une simple dénonciation, que les perquisitions, les violations du secret épistolaire, les tables d'écoute et toutes les atteintes à la liberté personnelle, garantie par la loi, soient organisées par le pouvoir politique, cela ils l'acceptent entièrement ! Et tous nos partis soi-disant nationaux ne pourraient certes pas dire que c'est un monopole de la Prusse marxiste. Premièrement, du point de vue de la politique extérieure ils marchent fraternellement la main dans la main avec ces mêmes marxistes ; et deuxièmement, ces partis ont une responsabilité égale dans l'effondrement d'un véritable nationalisme conscient. En « Bavière nationaliste » on a jeté en prison soi-disant préventive, malgré l'avis des médecins, Dietrich Ekart mourant, sans que l'on puisse trouver à ce fait la trace d'une responsabilité, en dehors d'un sentiment national incorruptible, et on l'y a gardé si longtemps qu'à la fin il s'effondra, et mourut deux jours après sa libération. Et pourtant il avait été le plus grand poète de Bavière. Bien sûr, c'était un Allemand nationaliste, qui n'avait écrit aucun *Johnny spielt auf*, et qui par conséquent n'existait pas, pour ces champions de la culture nationale. En outre ils ont jeté l'interdit sur son œuvre, car il n'a été qu'un Allemand et un bon Bavarois, et non un Juif international souillant l'Allemagne, auquel cas cette ligue patriotique l'aurait considéré comme sacré. Ils ont laissé agir leur sentiment national bourgeois, si bien que la direction de la police munichoise a dit ouvertement : « Que ce cochon nationaliste crève ! » Mais ce sont les mêmes éléments de la conscience allemande qui ont mobilisé l'opinion mondiale, quand on a sottement jeté un Allemand dans une prison italienne.

Lorsqu'on expulse quelque Allemand du Tyrol du Sud, ces mêmes gens lancent un appel à l'insurrection pour tout le peuple allemand, mais ils oublient le plus souvent d'ajouter que c'est en Allemagne même que l'on persécute les Allemands. La « Bavière nationaliste » a, sous un gouvernement bourgeois national, expulsé des douzaines d'Allemands, uni-

quement parce qu'ils n'adaptèrent pas leur nationalisme intransigeant à la paresse de la classe bourgeoise régnante. Alors, tout à coup, on n'éprouva plus nul sentiment de fraternité envers les Allemands d'Autriche, mais seulement envers les étrangers. Mais tout cela ne tient absolument plus debout, dès lors qu'on expulse des Allemands prétendument étrangers. Ces mêmes hypocrites bourgeois nationaux, qui lancent des protestations enflammées contre l'Italie parce qu'on a là-bas transféré un Allemand du Tyrol du Sud dans une autre province, ont expulsé de Bavière des douzaines d'Allemands, de nationalité allemande, qui ont combattu pour l'Allemagne quatre ans et demi durant, dans l'armée allemande, qui ont été blessés gravement et qui ont reçu les plus hautes distinctions. C'est ainsi qu'ils sont, ces hypocrites bourgeois nationaux, qui se déchaînent maintenant dans leur indignation contre l'Italie, tandis qu'ils ont eux-mêmes accumulé honte sur honte, aux dépens de leur propre peuple.

Ils se lamentent de la dénationalisation qui menace des Allemands en Italie ; mais à côté de cela c'est dans leur propre patrie qu'ils dénationalisent le peuple allemand. Ils combattent ceux qui ne veulent pas que le sang de notre peuple soit empoisonné, ils persécutent de la manière la plus honteuse et sans le moindre ménagement tout Allemand qui lutte contre une dégermanisation qu'ils organisent et qu'ils pratiquent, contre la négrification et la judaïsation dont notre peuple est victime dans les grandes villes ; et ils essaient de mettre cet Allemand en prison, sous le prétexte mensonger qu'il ferait courir un danger à des institutions religieuses.

Quand, à Merano, l'Italien Exaldo a endommagé le mémorial de l'impératrice Élisabeth, ils poussèrent des cris sauvages, qui ne se calmèrent pas quand un tribunal italien eut condamné le coupable à deux mois de prison. Mais que l'on souille continuellement, en Allemagne même, les monuments et mémoriaux dédiés à la grandeur passée de notre peuple, ça ne les intéresse pas. Qu'en France on ait détruit presque tous les monuments commémoratifs de l'Allemagne en Alsace-Lorraine,

ça leur est bien égal ; que les Polonais dévastent de façon organisée tout ce qui rappelle seulement le nom allemand ne les indigné pas Il y a seulement quelques mois, n'a-t-on pas fait sauter à Bromberg la tour de Bismarck, de façon tout à fait officielle ? Cela les a laissés froids, ces champions de l'honneur national de notre peuple ! Mais malheur, si quelque chose de ce genre s'était passé au Tyrol du Sud ! C'est devenu tout d'un coup pour eux un pays sacré. Mais la patrie, la mère-patrie, elle, peut bien aller au diable.

Bien sûr, au Tyrol du Sud, il y eut du côté italien plus d'une initiative stupide ; vouloir dénationaliser systématiquement l'élément allemand est une chose stupide, et le résultat en est douteux ; seulement ceux qui ont méconnu l'honneur national de leur peuple n'ont pas le droit de protester ; ceux qui ont ce droit, ce sont ceux qui jusqu'ici ont vraiment combattu pour les intérêts allemands et pour l'honneur allemand. C'est-à-dire, en Allemagne, le seul Mouvement national-socialiste.

Tout le mensonge de cette meute enragée contre l'Italie se dévoile quand on compare l'attitude des Italiens aux attentats que les Polonais, les Français, les Belges, les Tchèques, les Roumains et Slaves du Sud ont commis contre le germanisme. Que la France ait expulsé, d'Alsace-Lorraine principalement, plus d'un quart de million d'Allemands, c'est-à-dire plus que la population totale du Tyrol du Sud, on n'en dit rien. Et que les Français essaient d'extirper aujourd'hui toute trace de germanisme en Alsace-Lorraine, cela n'empêche pas ces messieurs de fraterniser avec la France, même si les Parisiens leur répondent par des soufflets ! Que les Belges pourchassent avec un fanatisme sans pareil l'élément allemand, que les Polonais aient massacré plus de dix-sept mille Allemands, dans des conditions parfois bestiales, n'est pas prétexte à une insurrection ; qu'en Pologne des dizaines de milliers d'Allemands aient été chassés de leurs maisons, à peine vêtus, et expulsés, ce ne sont pas des choses qui puissent exaspérer nos pseudo-protestataires bourgeois et patriotiques.

D'une façon générale celui qui veut connaître le véritable esprit de cette clique n'a qu'à se rappeler la façon dont on est allé au devant des fugitifs venant de Pologne. Le cœur des bourgeois nationalistes leur battait si peu que les dizaines de milliers de réfugiés malheureux se retrouvèrent bel et bien dans des camps de concentration, sur le sol de leur chère patrie, et qu'ils sont maintenant repoussés de place en place, comme des bohémiens. Je vois encore les premiers réfugiés arrivant en Allemagne et renvoyés de bureau de police en bureau de police, comme s'il s'était agi de dangereux criminels. Non, le cœur ne leur a pas battu alors, à ces défenseurs et avocats du germanisme dans le Tyrol du Sud ; mais qu'un Allemand, un seul, soit expulsé par les Italiens, ou qu'une injustice soit commise à son détriment, ils sont secoués d'indignation et de colère contre cette insulte à la civilisation, la plus grande barbarie que le monde ait vue jusque-là. Ils s'écrient : « Jamais et nulle part encore le germanisme n'a été opprimé par des méthodes aussi épouvantables et tyranniques ! » Oui, à une exception près, qui se situe en Allemagne même, et par leur propre tyrannie.

Le Tyrol du Sud ou, mieux, la communauté allemande du Tyrol du Sud, doit rester au peuple allemand ; mais, en Allemagne même, chaque année ces hommes assassinent, par leur politique intérieure de déshonneur national, de corruption universelle et de servilité devant les maîtres internationaux de la finance, deux fois plus d'hommes que le Tyrol ne compte d'Allemands. Ils ne disent pas un mot des dix-sept mille à vingt-deux mille hommes en moyenne qui ont été poussés au suicide, ces dernières années, par leur politique désastreuse, bien que ce chiffre ait fait, en dix ans, disparaître autant d'êtres vivants que le Tyrol du Sud n'en compte. Ils protègent l'émigration, et présentent l'accroissement des chiffres d'émigration comme un brillant succès de la politique extérieure de M. Stresemann. Cela signifie pourtant que l'Allemagne perd en quatre ans plus d'hommes que le Tyrol du Sud ne compte de ressortissants allemands. En évi-

tant les naissances et en limitant le nombre des enfants, ils tuent chaque année près du double de ce que compte la communauté allemande dans tout le Tyrol du Sud. Et ce tas de canailles revendique pour lui le droit moral de s'adresser à l'étranger, au nom des intérêts allemands !

L'Allemagne nationale officielle se lamente de la dégermanisation linguistique au Tyrol du Sud — mais, en Allemagne même, on accepte en haut lieu que les noms allemands soient dégermanisés en Tchécoslovaquie, en Alsace-Lorraine, etc... Il va paraître des guides de voyage officiels dans lesquels le nom de nos villes allemandes sera tchéquisé au goût des Tchèques. Tout cela est normal ; mais que les Italiens changent le nom sacré de Brenner en Brennero, c'est l'occasion de ranimer du coup la « flamme de la résistance » ! On devrait cependant savoir que, chez un patriote bourgeois, quand cette flamme commence à brûler, c'est que tout est pure comédie. Feindre des aspirations nationales convient à notre bourgeoisie paresseuse et sans aucun idéal, tout comme il convient à une vieille prostituée de feindre d'éprouver l'amour. Tout cela n'est qu'artifice, et confirme de la pire façon que cette agitation a son origine en Autriche. Le légitimisme habsbourgeois, auquel la situation du germanisme au Tyrol était complètement indifférente, se met maintenant de la partie, dans la sainte indignation nationale. Dès lors les associations bourgeoises sont électrisées, surtout si elles entendent dire que le judaïsme aussi s'y est mis. Cela signifie que ces messieurs ne protestent eux-mêmes que quand ils sont assurés que cette fois, exceptionnellement, ils peuvent crier leur sentiment national sans être pris à partie par la presse juive. Au contraire, c'est bien beau, pour un homme d'État national bourgeois, d'appeler au combat national, et d'être pour ce motif loué par Itzig Veitel, fils d'Abraham !... Il y a mieux. Les journaux juifs font campagne pour qu'un front d'unité, réellement bourgeois et allemand, soit constitué pour la première fois, de Krotoschin à Innsbruck, en passant par Vienne. Et notre peuple allemand, politiquement si stu-

pide, se laisse prendre à tout ce battage, comme une fois déjà la diplomatie allemande et le peuple allemand se sont laissés empaumer et abuser par les Habsbourg.

L'Allemagne a laissé conditionner toute sa politique extérieure par les intérêts exclusifs de l'Autriche. La punition a été affreuse. C'est un malheur, que le jeune nationalisme allemand fasse dépendre son avenir politique de bavards théâtraux, issus de la bourgeoisie pourrie, ou des ennemis marxistes de l'Allemagne. C'est un malheur que ce nationalisme prenne ses directives à Vienne, sachant pourtant quel est le caractère des forces de l'État autrichien. Ce sera le devoir du Parti national-socialiste, de mettre un terme à ces comédies et de calculer froidement la conduite de la future politique étrangère allemande.

Certes, l'Italie porte une responsabilité dans tout ce développement. Il serait idiot et politiquement enfantin de reprocher à l'État italien d'avoir étendu ses frontières jusqu'au Brenner, à l'occasion de l'effondrement de l'Autriche. Les raisons qui l'y ont poussé n'étaient pas plus indignes que celles qui ont guidé la politique bourgeoise d'annexion recommandée par MM. Stresemann et Erzberger, quand ils réclamaient l'annexion des forteresses belges de la Meuse. De tout temps, une politique responsable, pensante et agissante, a dû s'efforcer de trouver des frontières sûres, favorables au point de vue stratégique. L'Italie n'a certainement pas annexé le Tyrol du Sud pour s'approprier ainsi quelques centaines de milliers d'Allemands ; il est certain que les Italiens auraient préféré trouver des Italiens, à la place des Allemands, dans cette région. Sans contredit, ce furent des considérations stratégiques qui inspirèrent la décision de fixer cette frontière sur le Brenner. Aucun État, dans une situation semblable, n'aurait agi autrement. Il est complètement vain de protester contre le tracé de cette frontière, étant donné que chaque État détermine ses frontières en fonction de ses intérêts, et non de ceux des autres. La possession du Brenner servait les intérêts militaires des Italiens ; et à leurs yeux il était sans

importance qu'à l'intérieur de ces frontières stratégiquement sûres et solides il existe ou non deux cent mille Allemands, étant donné que le peuple italien comprend quarante-deux millions d'hommes, et qu'il convient de les protéger efficacement de ce côté. Toutefois il aurait été plus intelligent d'épargner toute contrainte à ces deux cent mille Allemands, plutôt que de chercher à leur inoculer coûte que coûte, une manière de penser qui leur est étrangère. Ce n'était pas là d'ailleurs le résultat principal que l'on envisageait en cette affaire. Qu'on le veuille ou non on ne peut extirper l'esprit populaire en vingt ou trente ans, quelles que soient les méthodes qu'on emploie. Du côté italien on répondra, avec une conscience claire du droit, qu'on n'avait rien envisagé de tel, mais que la chose a été rendue inévitable, dès lors que l'Allemagne et l'Autriche prenaient prétexte du conflit pour s'ingérer dans les Affaires intérieures italiennes, et qu'il en résultait des réactions dans le Tyrol du Sud. Il est exact qu'à l'égard de l'élément allemand, les Italiens ont d'abord été parfaitement corrects et loyaux. Mais lorsque le fascisme grandit en Italie, il se produisit en Allemagne et en Autriche des attaques contre l'Italie, pour des raisons de principe ; on en est venu à une irritation hostile, qui devait avoir ses conséquences dans le Tyrol du Sud, comme nous le voyons aujourd'hui. C'est avant tout l'activité de la Ligue Andreas Hofer qui fut malencontreuse ; cette ligue, au lieu de prêcher le bon sens aux gens du Tyrol du Sud et de leur montrer que leur mission est d'être un pont entre l'Allemagne et l'Italie, a éveillé au contraire des espérances totalement irréalisables, mais qui devaient conduire à des excitations et à des manœuvres inconsidérées. C'est à cette ligue que l'on doit la tension des relations. Celui qui a eu l'occasion, comme moi, de connaître personnellement les membres de cette association sera stupéfait de la légèreté avec laquelle fut déclenché un mouvement qui disposait de peu de forces réellement actives et qui devait produire un effet vraiment déplorable. Je revois ces personnages, spécialement l'un d'eux, qui a un poste dans la Direction de la Police à

Munich, et je me dis qu'ainsi des hommes qui n'ont jamais risqué leur peau ni versé leur sang ont provoqué une évolution qui, dans ses ultimes conséquences, pourrait aboutir à un conflit sanglant.

Il est également exact qu'aux véritables instigateurs de cette persécution italienne, la question du Tyrol du Sud n'était guère intelligible, étant donné que le Tyrol du Sud leur était aussi indifférent que le germanisme lui-même ; ce n'était plus, pour eux qu'un simple moyen de provoquer du désordre et d'exciter l'opinion allemande contre l'Italie. En cela, ils étaient passés maîtres. Et l'objection suivant laquelle ces hommes auraient de toute manière trouvé quelque chose qui pût alimenter leur rage, parce qu'ils étaient décidés à la déchaîner, quelle que fût la situation du Tyrol du Sud, est certainement exacte.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, comme en Italie, certains éléments ont intérêt à faire échouer par tous les moyens l'entente des deux nations. C'est donc un devoir de sagesse, de tout mettre en œuvre pour les priver de ces moyens, même au risque de les voir en chercher d'autres encore plus absurdes. Le contraire aurait un sens, s'il n'y avait personne en Allemagne qui ait le courage de plaider pour l'entente, contre les vœux de cette clique ; mais ce n'est pas le cas. Plus l'Italie d'aujourd'hui cherchera d'elle-même à éviter tous les incidents litigieux, et plus il sera facile aux amis que l'Italie compte en Allemagne de démasquer ces excités, de dénoncer leurs desseins et de mettre fin à leurs activités d'empoisonneurs du peuple. Il est possible qu'en Italie on ne veuille pas paraître céder aux clameurs et aux exigences d'organisations étrangères, parce que cela ressemblerait à une capitulation et que cela ne ferait que renforcer l'audace de ces perturbateurs. Néanmoins les Italiens peuvent trouver un terrain d'entente avec ceux qui, non seulement ne font pas partie de cette clique, mais qui, au contraire, en tant qu'amis de l'entente italo-allemande, mènent le plus rude combat contre les empoisonneurs de l'opinion publique en Allemagne.

La politique étrangère du Mouvement national-socialiste n'a rien à voir avec la politique bourgeoise de l'économie ou des frontières. L'espace que nous cherchons pour notre peuple lui donnera à l'avenir un développement qui ne nous mettra jamais en conflit avec l'Italie ; nous ne sacrifierons pas le sang de notre peuple pour obtenir de petites rectifications de frontières, mais seulement pour lui donner l'espace nécessaire à son expansion et à sa nourriture. Ce but nous oriente vers l'Est. Ce que la mer Méditerranée signifie pour l'Italie, la côte orientale de la mer Baltique le signifie pour l'Allemagne. L'ennemi mortel de l'Allemagne, qui s'opposera certainement à ce développement, et même au simple maintien de l'unité de notre Reich, c'est la France, qui est aussi l'ennemie mortelle de l'Italie. Le Mouvement national-socialiste ne se contentera jamais de pousser des hourras de façon purement superficielle. Il ne veut pas faire cliqueter le sabre. Ses chefs ont déjà bien assez l'expérience de la guerre, de ce qu'elle est en réalité. Il ne répandra jamais le sang pour d'autres buts que ceux qui peuvent être utiles au développement futur de notre peuple. Il renonce absolument, pour une rectification de frontière, question risible, étant donné l'éparpillement de morceaux d'Allemagne en Europe, à provoquer une guerre avec l'Italie. Au contraire, il veut qu'à l'avenir, la funeste orientation germanique vers le Sud prenne fin, et que nos intérêts soient compris de manière telle que notre peuple puisse enfin satisfaire son besoin d'espace vital. En voulant mettre un point final à la période d'esclavage et à la situation ancillaire qui est imposée à notre peuple, nous luttons pour son redressement et dans le sens d'un véritable honneur allemand. Si l'Italie d'aujourd'hui croit qu'une atténuation des mesures prises par elle au Tyrol du Sud pourrait passer pour une capitulation devant des ingérences étrangères, sans pour autant favoriser la conclusion d'une entente, cette opinion ne peut changer qu'en considération de ceux qui, en Allemagne même, préconisent une entente avec l'Italie, qui repoussent loin d'eux toute collusion

avec les adversaires de cet accord, qui n'ont pas cessé, depuis des années, de mener la lutte la plus dure contre ces hommes-là, et qui reconnaissent comme naturels et allant de soi les droits souverains de l'Italie.

Il n'est pas indifférent à l'Allemagne d'avoir l'Italie pour alliée et amie, mais il en est de même de l'Italie. Puisque le fascisme a su donner au peuple italien une valeur nouvelle, on ne doit pas mesurer la valeur future du peuple allemand d'après son attitude actuelle, mais d'après les forces qu'il a su déployer en mainte circonstance, au cours de l'histoire, et qu'il peut sans doute encore déployer demain.

Pour l'Allemagne, l'amitié italienne vaut bien un sacrifice ; l'amitié de l'Allemagne n'a pas moins de valeur pour l'Italie. Ce serait un bonheur pour les deux peuples, si une entente se concluait entre les forces qui, dans les deux pays, représentent cette idée.

La campagne dont l'Italie est l'objet en Allemagne a pour cause une hostilité regrettable. Il ne serait pas moins regrettable que l'Italie, négligeant le fait que des Allemands s'élèvent avec force contre cette campagne, ne parvenait pas à se dégager d'une hostilité toute semblable.

Si l'audace du régime fasciste réussit à créer l'amitié de soixante-cinq millions d'Allemands avec l'Italie, cela aura plus d'importance pour lui que d'en forcer deux cent mille autres à être de mauvais Italiens.

Que l'Italie interdise toute réunion de l'Autriche à l'Allemagne est également irrationnel. Du fait même que la France l'interdit, Rome aurait dû prendre la position inverse. Car ce n'est pas pour rendre service à l'Italie que la France agit de la sorte, mais bien plutôt dans l'espoir de la desservir. La France s'oppose à l'Anschluss pour deux raisons principales : elle veut empêcher la reconstitution de la force allemande, et elle est persuadée qu'un jour l'État autrichien fera partie du système français d'alliances. A Rome, on ne se fait pas d'illusion sur le fait que l'influence française à Vienne est beaucoup plus forte que celle de l'Allemagne, pour ne rien

dire de celle de l'Italie. La tentative de la France, de transférer à Vienne la Société des Nations, ne procède que de la volonté de renforcer le caractère cosmopolite de cette ville, et d'entrer en relation avec le pays dont l'existence et la culture, étant donné l'atmosphère viennoise actuelle, trouvent plus d'écho que l'existence et la culture de l'Empire allemand.

Les tendances à l'Anschluss sont profondément ancrées dans les provinces autrichiennes, mais on ne les prend pas au sérieux à Vienne. Quand on y parle de l'Anschluss, c'est toujours pour soulever quelque difficulté financière, car la France est toujours prête à courir au secours de ce petit, État sangsue. Mais peu à peu, l'idée d'Anschluss triomphera dans la mesure même où se fera la consolidation intérieure de l'Union autrichienne, et où Vienne retrouvera sa position dominante. On peut ajouter que l'évolution politique à Vienne prend de plus en plus un caractère anti-italien et anti-fasciste, cependant que l'Austro-Marxisme ne se cache pas d'éprouver une vive sympathie pour la France. Mais que, par bonheur pour celle-ci, on parvienne à éviter l'Anschluss, en partie avec l'aide de l'Italie, et le chaînon qui manque à tout l'ensemble français des alliances viendra se placer entre Prague et la Yougoslavie. Pour l'Italie, cependant, empêcher l'Anschluss entre l'Allemagne et l'Autriche serait totalement erroné, pour une simple raison psychologique. Plus l'État autrichien démembré reste petit, et plus ses buts de politique étrangère sont limités. On ne peut pas attendre d'un État qui n'a jamais que... millions de kilomètres carrés avec à peine ... millions d'habitants, de vastes desseins dans le domaine politique. Si l'Autriche allemande, en 1919-1920, s'était réunie à l'Allemagne, les tendances de la politique commune eussent été déterminées peu à peu par les buts les plus ambitieux que pouvait avoir l'Allemagne, peuple de près de soixante-dix millions d'habitants. En empêchant alors cela, on a détourné de ces vastes desseins la politique étrangère, et on l'a réduite à l'idée mineure de reconstruire

l'ancienne Autriche. Il fallait prévoir que la question du Tyrol du Sud pourrait s'amplifier et finir par prendre cette signification. Car si petit que soit l'État autrichien, il restait cependant assez grand pour devenir le support d'une politique extérieure, dont l'efficacité correspondait naturellement à sa taille, mais qui finisse par empoisonner lentement la pensée politique de l'Allemagne tout entière. Plus les idées politiques de l'État autrichien se trouveront limitées par le peu d'importance de son espace géographique, et plus elles finiront par poser des problèmes, qui peuvent bien avoir un sens pour cet État, mais qui, pour la nation allemande, ne peuvent pas être considérés comme essentiels, sur le plan extérieur.

Pour contrecarrer le système d'alliances de la France en Europe, l'Italie se doit de soutenir l'Allemagne dans son aspiration à l'Anschluss. Quand ce ne serait que pour orienter vers d'autres missions la politique de frontières allemandes, dans le cadre d'un grand Reich.

Tout compte fait les raisons qui poussent l'Italie à ne pas vouloir de l'Anschluss manquent de pertinence. Ni l'Autriche actuelle, ni l'Allemagne actuelle, ne peuvent être, à l'heure actuelle, des ennemis de l'Italie.

S'il arrivait que la France mît sur pied en Europe une alliance générale contre l'Italie, à laquelle l'Autriche et l'Allemagne prendraient part, cela ne changerait strictement rien à la situation militaire, que l'Autriche soit indépendante ou qu'elle se trouve unie à l'Allemagne. On ne peut d'ailleurs pas parler d'une indépendance réelle pour un si petit territoire. L'Autriche sera toujours dépendante de quelque grande puissance. On ne peut pas opposer à ce fait le cas de la Suisse, qui a, en tant qu'État, la possibilité de vivre, bien que dépendante du commerce étranger. Pour l'Autriche, la chose est impossible, étant donné l'énormité de la capitale de ce pays, comparée à l'ensemble de la population. D'autre part, quelle que soit l'attitude politique de l'Autriche, son existence même constitue un avantage militaire et stratégique pour

la Tchécoslovaquie, qui peut un jour ou l'autre s'opposer à l'alliée naturelle de l'Italie, la Hongrie.

Ces raisons militaires et politiques prouvent que, pour l'Italie, s'opposer à l'Anschluss est pour le moins dépourvu de sens, et inopportun par dessus le marché.

3

Je ne peux terminer ce chapitre sans montrer qui porte la responsabilité d'avoir fait du Tyrol du Sud un problème.

Nous, les Nationaux-Socialistes, nous avons à ce sujet une opinion définitive — et moi, je m'élève avec la dernière énergie contre l'idée qu'on pourrait traîner des millions d'Allemands sur un champ de bataille et les y sacrifier aux intérêts de la France, sans que l'Allemagne en tire rien qui puisse, de quelque manière que cela soit, compenser ce sacrifice ; je refuse de considérer que l'honneur national puisse être engagé, étant donné qu'à ce compte il faudrait toujours marcher contre la France, encore et toujours, car tous ses actes ont infiniment plus blessé l'honneur de l'Allemagne que ceux de l'Italie. Dans l'introduction de ce livre, j'ai dit ce que je pense d'une politique étrangère fondée sur l'idée d'honneur national, et je n'ai pas besoin de revenir là-dessus plus longuement. Dédire de notre protestation qu'elle constitue une trahison, parce que nous renoncerions ainsi au Tyrol du Sud, cela ne pourrait être exact que si le Tyrol du Sud n'avait pas été perdu, ou s'il pouvait rejoindre, à une époque prévisible, le reste du Tyrol.

Je me vois obligé de montrer le plus précisément possible qui sont les traîtres à la cause du Tyrol du Sud et comment l'Allemagne a perdu le Tyrol.

1^o Le Tyrol du Sud a été trahi et perdu par l'activité des partis, qui, au cours d'une longue période de paix, ont affaibli ou même complètement anéanti les forces intimes dont le

peuple allemand avait besoin pour porter l'épée qui devait lui permettre de tenir son rang en Europe, et ont ainsi, à l'heure critique, privé le peuple allemand de la force de vaincre, lui volant ainsi le Tyrol du Sud.

2^o Ce sont ces mêmes partis qui ont sapé, à la même époque, les bases morales de notre peuple, et qui ont fait qu'il a cessé de croire à son droit d'autodéfense.

3^o Ce sont ces mêmes partis qui ont trahi le Tyrol du Sud, eux qui, serviteurs de l'État et soi-disant nationaux, sont restés indifférents dans cette affaire, et n'y ont pas opposé de résistance sérieuse. Indirectement, ils sont responsables de la faiblesse militaire de notre peuple.

4^o Le Tyrol du Sud a été trahi et perdu par l'activité des partis politiques, qui ont abaissé le peuple allemand à n'être plus qu'un mercenaire à la solde de la puissance habsbourgeoise. Au lieu de faire de l'unité nationale de notre peuple le but de la politique étrangère allemande, ils ont prétendu que maintenir l'État autrichien était du devoir de la nation allemande. En dix ans de paix, ils ont été les témoins de la dégermanisation systématique, pratiquée par les Habsbourg, et même ils l'ont favorisée ; ils ont eu la négligence coupable de ne pas laisser l'Allemagne résoudre la question autrichienne, ou du moins la subordonner aux intérêts allemands. Dans ce cas, le Tyrol du Sud, à coup sûr, serait resté au peuple allemand.

5^o Le Tyrol du Sud a été perdu par le manque total de but et de plan de la politique étrangère allemande ; politique qui, en 1914, aurait dû fixer des buts de guerre raisonnables, ce que cette carence a empêché.

6^o Le Tyrol du Sud a été trahi par tous ceux qui, au cours de la guerre, n'ont travaillé que de loin à renforcer la capacité de résistance et d'attaque de l'Allemagne. Aussi bien les partis qui ont paralysé la force de résistance allemande, que ceux qui ont supporté cette paralysie.

7^o Le Tyrol du Sud a été perdu par ceux qui, au cours de la guerre, n'ont pas su trouver une nouvelle orientation de

la politique étrangère allemande, qui aurait sauvé les parties germaniques de l'État autrichien, en renonçant à maintenir la puissance des Habsbourg.

8° Le Tyrol du Sud a été perdu et trahi par l'activité de ceux qui ont brisé l'esprit de résistance du peuple allemand, en caressant pendant la guerre l'espoir d'une paix sans victoire, et qui, au lieu de manifester la volonté de guerre de l'Allemagne, ont manifesté une fatale volonté de paix.

9° Le Tyrol du Sud a été perdu par la trahison des partis et des hommes qui, en pleine guerre, ont caché au peuple allemand les buts impérialistes de l'Entente, et ont ainsi dupé notre peuple, n'ont pas compris le caractère inconditionnel de la résistance qui s'imposait et ont cru davantage à l'Entente qu'à ceux qui les ont mis en garde contre elle.

10° Le Tyrol du Sud a été perdu par la destruction du front et par le fait que l'opinion allemande s'est laissé infecter par les déclarations charlatanesques de Woodrow Wilson.

11° Le Tyrol du Sud a été trahi et perdu par les activités des hommes et des partis qui, passant du refus du service militaire à l'organisation d'une grève des munitions, ont enlevé à l'armée le sentiment qu'il était indispensable de combattre et de vaincre.

12° Le Tyrol du Sud a été trahi et perdu par l'organisation et la perpétration du crime de Novembre, aussi bien que par la patience pitoyable et lâche avec laquelle les forces nationales qui, soi-disant, gouvernaient l'État, ont supporté cette honte.

13° Le Tyrol du Sud a été perdu et trahi par les manœuvres honteuses des hommes et des partis qui, après l'effondrement, ont souillé l'honneur allemand, ont ruiné à la face du monde le crédit de notre peuple, et n'ont fait que réveiller chez nos adversaires le courageux désir d'augmenter leurs exigences. Ensuite, il a été perdu par la lâcheté piteuse des partis nationaux et bourgeois, et par les associations de patriotes

qui ont capitulé sans honneur devant l'infamie et la bassesse, déclenchant la Terreur en Allemagne.

14° Enfin, le Tyrol du Sud a été trahi et perdu par les signataires des traités de paix, et par ceux qui ont ratifié la perte de ce territoire.

Faute à laquelle participent tous les partis allemands. Les uns ont sciemment et volontairement renié l'Allemagne; et les autres, dans leur incapacité verbeuse, dans leur lâcheté, qui crie vengeance au ciel, non seulement n'ont rien fait pour empêcher les précédents de tuer l'avenir allemand, mais ont au contraire, par l'incapacité de leur politique intérieure et extérieure, marché la main dans la main avec les ennemis de notre peuple. Jamais encore un peuple n'avait été enseveli, comme le peuple allemand, sous un tel assemblage de bassesse, d'ignominie, de lâcheté et de sottise.

Ces jours-ci, nous avons un aperçu de l'activité et de l'influence qu'exerçait l'ancienne Allemagne dans le domaine de la politique étrangère, avec la publication des Mémoires de guerre du chef des Services de Renseignements américains, M. Flynn.

Pour mieux faire entendre ce document, je laisse la parole à un journal démocratique et bourgeois.

28 juin 1928.

*Comment l'Amérique est entrée en guerre
Flynn et ses révélations au sujet du Service secret
diplomatique*

par F. W. Elven,

Correspondant des Münchener Neuesten Nachrichten,
Cincinnati, mi-juin.

« Dans l'hebdomadaire *Liberty*, William J. Flynn vient de publier une partie de ses Mémoires de guerre. Pendant la guerre, Flynn était chef des Services secrets des U.S.A. Ce service, qui couvre tout le pays, est remarquablement

organisé. En temps de paix il dépend directement du Président. Tout ce qui, dans la capitale fédérale, a besoin de protection ou croit en avoir besoin, s'adresse à ce service. Pendant la guerre, son travail principal fut de surveiller ceux qui passaient pour plus ou moins hostiles, ou étaient soupçonnés de ne pas souscrire aux buts de guerre de Wilson. Les Allemands bénéficiaient aussi de sa sollicitude particulière, et beaucoup se sont alors trouvés pris dans les filets que tendait partout le Service secret fédéral.

« Les *Mémoires* de Flynn nous apprennent que les Services secrets s'étaient vu attribuer une tâche très importante, avant même l'entrée en guerre de l'Amérique. En 1915, deux ans avant la déclaration de guerre, on avait demandé, à Washington, aux experts en télécommunications les plus éprouvés d'arranger les lignes téléphoniques qui conduisaient aux bureaux des ambassadeurs allemand et autrichien, de sorte que les fonctionnaires des Services secrets soient au courant de toutes les conversations de l'ambassadeur avec son personnel, d'une part, et, d'autre part, de tous les entretiens qui avaient lieu dans les appartements de l'ambassadeur. On installa une pièce où tous les fils aboutissaient, de telle sorte qu'on puisse ne pas perdre un seul mot d'une seule de ces conversations. Dans cette pièce se tenaient nuit et jour des agents du Service secret, qui enregistraient les conversations et les dictaient à des sténographes. Tous les soirs, le chef du Service secret, qui n'est autre que l'auteur de l'article aujourd'hui paru dans l'hebdomadaire *Liberty*, rassemblait tous les relevés sténographiques des conversations qui avaient eu lieu depuis vingt-quatre heures, et pouvait ainsi communiquer le soir même au Département d'État et au Président Wilson ce qui était important.

« On remarque l'époque (début 1915) à laquelle cette installation fut faite. C'était encore l'époque où les États-Unis étaient en paix avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Allemagne, et Wilson ne manquait pas d'affirmer qu'il ne nourrissait aucun dessein hostile à l'Allemagne. C'était également

l'époque où l'ambassadeur allemand à Washington, le comte Bernstorff, ne manquait pas une occasion de rendre hommage aux sentiments et aux dispositions amicales de Wilson, à l'égard de l'Allemagne et du peuple allemand. A la même époque, Wilson donna à son homme de confiance, Baruch, l'ordre de procéder lentement à une mobilisation de l'industrie — époque à laquelle il devenait de plus en plus évident, comme l'a noté l'historien américain Harry Elmer Barnes, dans son livre sur le déroulement de la guerre mondiale, que Wilson était fermement décidé à entrer en guerre, et qu'il n'avait différé la chose que dans la mesure où l'opinion américaine n'y était pas encore préparée.

« La publication de Flynn détruit la légende suivant laquelle Wilson aurait été, contre sa volonté, poussé à la guerre par la guerre sous-marine allemande. Cette surveillance indiscreète de l'ambassade allemande s'était faite sur son ordre. Les *Mémoires* de Flynn nous l'apprennent aussi. L'auteur ajoute que, de cette manière, on accumula quantité de dossiers contre l'Allemagne, en vue de la rupture finale. Ce qui tend à prouver que Wilson avait entre les mains les moyens de gagner l'opinion publique à une guerre préparée depuis longtemps. Et en fait tout cet ensemble était de premier ordre. La publication montre ce qu'on ne peut que, hélas, redire : l'Allemagne était représentée à Washington de façon incroyablement nulle et avec la plus totale indignité. Flynn écrit que les conversations enregistrées contenaient suffisamment de données pour occuper un avoué spécialiste des divorces pendant des mois ; on comprend tout de suite ce que cela signifie.

« Le Service secret entretenait à Washington et à New York quelques personnes de confiance, qui devaient sonder les membres de l'ambassade d'Allemagne, Bernstorff inclus, quand il arrivait quelque chose d'important. Une de ces personnes, appartenant au beau sexe, avait à Washington un salon agréable, que fréquentaient ces messieurs, et où le secrétaire d'État Lansing allait pour savoir s'il y avait

du nouveau. Le 1^{er} janvier 1916, après qu'on eut connu dans la capitale fédérale le naufrage du navire *Persia*, Bernstorff appela cinq de ces dames pour un échange de compliments aimables, comme s'il n'y avait pas eu d'occupation plus sérieuse, étant donné que le Département d'État et la Maison-Blanche avaient appris la nouvelle.

« Une des dames dit à Bernstorff qu'il était un grand amoureux (*great lover*) et qu'il le resterait toujours, même s'il devait vivre jusqu'à cent ans. Les autres membres de l'ambassade ne faisaient pas preuve d'un état d'esprit différent. L'un d'entre eux, que Flynn considérait comme le meilleur diplomate de l'ambassade, avait une amie à New York, femme mariée à laquelle il téléphonait tous les jours aux frais de l'ambassade, pour vingt dollars, et qu'il allait voir souvent. Il lui racontait tout, et elle s'arrangeait pour qu'à ce moment il se trouvât à la bonne place. Toutes les réflexions grossières sur Wilson et son épouse passaient dans ces entretiens téléphoniques, et l'on peut bien se douter de l'effet peu favorable que cela causait à la Maison-Blanche.

« L'ignorance de l'ambassade d'Allemagne, au sujet du pays et des gens, est démontrée par les plans enfantins qu'on dressait dans cette ambassade, et par les conversations qui s'y tenaient, au début de mars 1916. Au Congrès, le sénateur Gore avait déposé une proposition mettant le peuple américain en garde contre l'utilisation de navires de commerce armés. Le Président Wilson combattit avec force cette proposition. Il avait besoin des pertes américaines, pour dresser l'opinion contre l'Allemagne. Comme on savait à l'ambassade que la proposition n'avait que peu de chance d'être acceptée, on se préoccupa, avec le plus grand sérieux, d'acheter le Congrès. Seulement on ne savait pas où prendre l'argent. Le Sénat se résolut le 3 mars à étudier la proposition Gore. Le vote du Congrès devait intervenir quelques jours plus tard. Le plan consista dès lors à acheter d'abord l'Assemblée, et on le poussa avec ardeur ; mais, dans ce cas au moins, Bernstorff fut assez raisonnable pour s'opposer au projet.

« La lecture de Flynn doit faire enrager tous les hommes qui ont dans les veines du sang allemand ; et cela, non seulement à cause de la politique perfide de Wilson, mais à cause de l'incroyable sottise avec laquelle on comprenait la politique à l'ambassade d'Allemagne. Chaque jour, Wilson embobinait un peu plus Bernstorff. Quand le colonel House revint de son voyage en Europe, en mai 1916, Bernstorff fit le voyage de New York pour le rencontrer. Mais Wilson, qui agissait contre Bernstorff, fit secrètement dire à House de ne pas se commettre avec le Comte, et de l'éviter à tout prix. C'est ce qui fut fait. Bernstorff attendit pour rien. Il alla sur une plage voisine avec deux petites amies, et s'y fit photographier en costume de bain, dans une attitude fort intime. La photo se trouve dans l'article de Flynn. Elle tomba entre les mains de l'ambassadeur russe Bakmateff, qui la fit agrandir et envoyer à Londres, où elle fut publiée avec cette légende : « La dignité de l'ambassadeur. » La propagande alliée en tira le meilleur parti. »

Tel est le texte que les *Münchener Neuesten Nachrichten* viennent de publier. L'homme qui s'y trouve dépeint est un représentant typique de la politique extérieure allemande d'avant la guerre, et maintenant le représentant typique de la politique extérieure de la République. Cet individu qui, dans tout autre État, aurait été condamné par un tribunal à être pendu haut et court, est le représentant de l'Allemagne à la Société des Nations.

Ces hommes sont totalement responsables de l'effondrement de l'Allemagne et, du même coup, de la perte du Tyrol du Sud. Cette responsabilité retombe aussi sur les partis et sur les hommes qui ont provoqué ces circonstances, qui les ont couvertes, ou qui les ont seulement supportées sans rien dire, ou qui n'ont pas lutté contre elles de la façon la plus farouche.

Les hommes qui ont le front de mentir de nouveau à l'opinion, et les autres qui sont également responsables de la perte du Tyrol du Sud, doivent dire ce qu'ils ont fait pour le garder.

C'est un orgueil pour moi, de déclarer que, depuis le moment où j'ai été un homme, j'ai toujours lutté pour la force de mon peuple ; quand la guerre est venue, j'ai combattu pendant quatre ans et demi sur le front allemand ; et depuis que tout est fini, je lutte contre ces créatures corrompues auxquelles l'Allemagne doit aujourd'hui son malheur. J'ajoute que jamais je n'ai accepté le moindre compromis avec les traîtres à la patrie allemande, ni sur le plan de la politique intérieure ni sur le plan de la politique extérieure, mais qu'inlassablement, leur anéantissement total est le but de ma vie, et le devoir absolu du Mouvement national-socialiste.

Quand au clabaudage de ces ordures bourgeoises peureuses et de ces assemblées patriotardes, je puis le supporter d'autant plus calmement que je connais la poltronnerie de ces formations, et que je les méprise. Elles me connaissent aussi, et c'est la raison de leurs cris.

CONCLUSION

1

En tant que national-socialiste, c'est l'Italie que je vois comme le premier allié possible de l'Allemagne, parmi les pays appartenant à l'ancienne coalition ennemie ; sans que cette alliance implique pour l'Allemagne une guerre immédiate, à laquelle nous ne sommes pas prêts.

J'en suis persuadé, cette alliance sera d'une grande utilité aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Italie. Même si nous n'en tirons pas un avantage direct, une telle alliance ne nous causerait du moins aucun dommage, aussi longtemps que les deux nations défendront, au sens le plus fort du terme, leurs intérêts essentiels. Aussi longtemps que l'Allemagne fera de la liberté et de l'indépendance de notre peuple le fondement de sa politique extérieure, et voudra assurer à ce peuple les conditions de sa vie quotidienne, les principes de sa politique extérieure seront commandés par le besoin d'espace. Et nous n'aurons aucun motif d'hostilité intérieur ou extérieur, à l'égard d'un État qui ne constitue pas pour nous un obstacle.

Aussi longtemps que l'Italie voudra servir son intérêt réel d'État vraiment national, elle sera soumise elle aussi au besoin d'espace, et sa pensée politique, comme sa pensée économique, devront prendre pour objectif l'agrandissement du sol italien. Plus le peuple italien deviendra fier et indépendant, plus il deviendra national, et moins son développement se heurtera à celui de l'Allemagne.

Les sphères d'intérêts de ces deux pays se trouvent très heureusement si loin l'une de l'autre qu'il n'y a pas d'endroit qui puisse provoquer une friction.

Une Allemagne nationalement consciente et une Italie également fière pourront un jour, en fondant leur amitié sur la communauté de leurs intérêts respectifs, effacer les blessures que la guerre mondiale leur a laissées.

Le Tyrol du Sud peut remplir entre les deux peuples une haute mission. Quand les Italiens et les Allemands de ce territoire, se sentant responsables de leur propre caractère populaire, reconnaîtront et comprendront qu'ils ont le grand devoir d'être un lien entre l'Italie et l'Allemagne, les petites difficultés de tous les jours disparaîtront devant la mission plus haute, qui consiste à jeter un pont de compréhension réciproque et sincère sur l'ancienne frontière de l'Allemagne et de l'Italie.

Je sais que, sous le gouvernement actuel de l'Allemagne, la chose est aussi impossible qu'elle le serait en Italie sous un gouvernement non fasciste. Car les forces qui conditionnent aujourd'hui la politique allemande ne souhaitent pas le redressement allemand, mais notre anéantissement. Elles souhaitent de même l'anéantissement de l'État fasciste, et c'est pourquoi elles ne négligeront rien qui puisse susciter entre ces deux peuples la haine et l'hostilité. La France saisira avec joie toute occasion de tourner tout cela à son propre avantage.

Une Allemagne nationale-socialiste ne trouvera qu'avec l'Italie fasciste la voie de la compréhension et finira par écarter le danger de guerre entre ces deux peuples. Car cette vieille Europe a toujours été un territoire dominé par des systèmes politiques, et il n'en ira sans doute pas autrement dans l'avenir, aussi loin que l'intelligence puisse prévoir. La démocratie européenne sera détruite, ou bien par le bolchevisme judéo-marxiste, qui gagne progressivement les États, ou bien par un système de libres nationalités, qui imprimeront sur l'Europe le sceau de leur être, dans le libre jeu des forces qui

correspondent au nombre et à la signification de leur caractère populaire actuel.

Il n'est pas bon pour le fascisme de rester une idée isolée en Europe. Ou bien l'univers intellectuel dont il procède sera généralisé, ou bien l'Italie retombera dans l'idée générale d'une autre Europe.

2

Si l'on examine attentivement les perspectives offertes à la politique extérieure de l'Allemagne, il ne reste en Europe que deux alliés possibles : l'Italie et l'Angleterre. Les rapports entre l'Italie et l'Angleterre sont actuellement bons, et ne devraient pas être troublés dans l'immédiat, pour des raisons que j'ai déjà indiquées. Cela n'a rien à voir avec une sympathie réciproque, mais repose avant tout, du côté italien, sur une appréciation raisonnable des rapports de force effectifs. Les deux États sont, l'un comme l'autre, hostiles à une hégémonie illimitée de la France en Europe. Dans le cas de l'Italie, c'est parce que ses intérêts européens les plus vitaux seraient menacés ; et dans le cas de l'Angleterre, parce qu'une France puissante en Europe constituerait une nouvelle menace pour la suprématie mondiale et maritime des Britanniques, suprématie qui n'est plus, des deux côtés, incontestable.

Que cette communauté d'intérêts puisse englober, tacitement du moins, l'Espagne et la Hongrie, a pour cause d'une part l'hostilité de l'Espagne contre la colonisation française en Afrique du Nord, et d'autre part l'hostilité de la Hongrie contre la Yougoslavie, que la France soutient. S'il arrivait à l'Allemagne de prendre part à une autre coalition qui puisse conduire à un éclatement du bloc des forces de la Société des Nations, ou qui permette le développement de certaines forces hors de la Société des Nations, la première condition d'une activité diplomatique ultérieure se trouverait alors réalisée. Le désarmement qui nous a été imposé par le Traité

de Versailles, et par là même l'absence pratique d'armée, pourrait ainsi prendre fin, fût-ce peu à peu. Cela sera possible lorsque l'actuelle coalition des vainqueurs se divisera sur cette question ; cela ne le sera jamais par une alliance avec la Russie, ni même par une association avec les autres nations soi-disant opprimées, contre le front commun des États vainqueurs et coalisés qui nous enserme.

A long terme, on pourrait aussi penser à une nouvelle union de peuples, qui serait faite de quelques États dont la valeur nationale serait grande. Union qui pourrait alors s'opposer à la domination dont l'Union Américaine menace le monde. Car il me semble que, pour les nations d'aujourd'hui, la suprématie anglaise est moins pénible que ne le serait une suprématie américaine.

Ce n'est pas une Pan-Europe qui donnera une solution à ce problème, mais une Europe faite d'États nationaux libres et indépendants, dont les sphères d'intérêts, les uns vis-à-vis des autres, seraient exactement délimitées.

Assurée d'une France contenue dans ses propres limites, l'Allemagne, protégée par son armée reconstituée, pourrait alors satisfaire son besoin d'espace. Quand notre peuple aura atteint ce grand but politique à l'est, la politique extérieure allemande acquerra une clarté et une stabilité qui permettront, autant qu'on puisse humainement le prévoir, d'éviter des absurdités politiques, comme celles dans lesquelles notre peuple s'est empêtré au moment de la guerre mondiale. On aura alors définitivement passé la période de petites protestations au jour le jour, qui constituent la politique de frontières et la politique économique, l'une et l'autre complètement stériles.

L'Allemagne s'appliquera alors à une plus puissante concentration de ses forces internes. Elle devra prendre conscience qu'on ne crée pas, qu'on n'organise pas une armée et une flotte pour des motifs romantiques, mais pour des besoins pratiques ; elle comprendra alors que notre devoir principal est de créer une armée de terre puissante, car notre avenir n'est pas sur l'eau, mais en Europe.

C'est seulement lorsqu'on se sera pénétré de ce principe, et que l'on aura satisfait largement à l'est le besoin d'espace de notre peuple, que l'économie allemande cessera d'être un facteur de désordre mondial, qui finit par attirer sur nous mille dangers. Elle ne servira plus qu'à satisfaire nos besoins intérieurs. Un peuple qui n'a plus besoin d'utiliser sa jeune génération paysanne pour en faire des ouvriers d'usines dans les grandes villes, mais qui pourra les établir comme paysans dans leurs propres exploitations, donnera à l'industrie allemande un débouché qui pourra la délivrer, et lui épargner l'obligation de combattre sans cesse pour sa place au soleil dans le monde.

Préparer ce développement et le mener à bien, telle est par conséquent la politique extérieure du Mouvement national-socialiste. De sa conception du monde, il doit tirer une politique extérieure qui serve la réorganisation de notre peuple. Il faut qu'il s'ancre dans le principe suivant lequel on ne combat pas pour un système, mais pour un peuple vivant, c'est-à-dire pour une chair et pour un sang qu'il faut défendre, auquel le pain quotidien ne doit pas manquer et où la santé corporelle impliquera aussi la santé de l'esprit.

Ce peuple doit aller de l'avant, à travers les mille difficultés, incompréhensions et méchancetés qui s'opposent à son effort de réforme intérieure ; il doit également, en politique extérieure, se débarrasser de la trahison consciente du marxisme, aussi bien que du chaos de phrases pitoyables et débiles qui constituent les idées de notre monde national et bourgeois. Plus vite la signification de son combat sera comprise et plus ce combat sera assuré du succès.

Les raisons pour lesquelles l'Italie semble destinée à devenir notre première alliée découlent du fait que, dans ce

pays, les politiques intérieure et extérieure sont déterminées par des intérêts nationaux typiquement italiens. Ces intérêts nationaux italiens sont les seuls qui ne s'opposent pas aux intérêts de l'Allemagne, et réciproquement.

Considération à laquelle s'ajoutent les raisons suivantes :

La guerre contre l'Allemagne a été soutenue par une coalition mondiale extrêmement puissante, où seule une partie des États alliés avait un intérêt direct à la suppression de l'Allemagne. Dans maint pays, l'entrée en guerre se fit sous des influences qui ne correspondaient nullement aux véritables intérêts des peuples ou qui ne pouvaient leur être bonnes. Une propagande de guerre effrénée a commencé par obscurcir l'opinion publique de ces peuples, les enflammant pour une guerre qui ne paraissait pas pouvoir leur rapporter un bénéfice, et qui s'opposait même souvent à leurs propres intérêts.

La force qui a déchainé cette propagande de guerre effrénée, c'est le Judaïsme international. Si insensée que fût, pour beaucoup de ces nations, leur participation à la guerre, lorsqu'on regarde leur propre intérêt, elle apparaît pleine de sens et de logique lorsqu'on regarde les choses du point de vue du judaïsme mondial.

Ce n'est pas mon propos que d'étudier ici la question juive. Cela ne peut se faire dans le cadre d'un exposé aussi court et aussi dense. Mais pour en permettre une compréhension meilleure, on peut dire ceci : le Judaïsme est un peuple qui, du point de vue racial, n'a pas de noyau commun, étant composé d'un agglomérat d'unités particulières, issues de tous les peuples de la terre. Le Judaïsme n'est pas une communauté religieuse ; mais le lien religieux est la seule constitution visible du peuple juif. Jamais le Juif n'eut en propre un État délimité par des frontières, comme les États aryens. Cette prétendue communauté religieuse n'est en rien un État, quoiqu'elle garantisse tout à la fois le maintien, l'accroissement et l'avenir du peuple juif, ce qui ne devrait être l'affaire que d'un État constitué. Que l'État juif ne soit pas territorialement

limité, comme c'est le cas pour les États aryens, est dû à l'essence même du peuple juif, qui a manqué de forces productives pour construire et maintenir son propre État.

Tout peuple a pour tendance fondamentale de déployer toute son activité terrestre, et c'est là sa force motrice ; il en est de même du judaïsme. Seulement, il existe une différence essentielle, au sujet de cette lutte pour la vie, entre les peuples aryens et le judaïsme. La raison de la « lutte pour la vie » des Aryens, c'est la terre qu'ils ont travaillée, et qui est la base générale d'une économie destinée à satisfaire les besoins du peuple, par la mise en œuvre de ses forces productives.

Manquant de capacités productives effectives, le peuple juif n'a jamais pu construire un État dont l'espace soit déterminé, mais il s'est servi de l'existence et du travail des autres nations pour soutenir sa propre existence. L'existence du Juif a été celle d'un parasite, à l'intérieur des autres peuples. Le but ultime de la lutte pour la vie du peuple juif, c'est de soumettre à l'esclavage les peuples productifs. Pour atteindre ce but, que le Judaïsme s'est toujours proposé dans sa lutte pour la vie, le Juif a usé de tous les moyens qui répondent à la complexité même de son être.

À l'intérieur des peuples, il a combattu pour l'égalité des droits, puis pour la supériorité de ses droits. Ses armes, ce sont les qualités de finesse, d'intelligence, d'astuce, de sournoiserie, d'hypocrisie, etc., qui lui sont propres. Ce sont là les stratagèmes auxquels il recourt pour se maintenir en vie, comme d'autres peuples recourent à la guerre.

À l'extérieur, il cherche à inquiéter les peuples, à les éloigner de leurs véritables intérêts, à les jeter dans des guerres, et à les dominer ainsi peu à peu, en utilisant la puissance de l'argent et de la propagande.

Son but final, c'est la dénationalisation, l'abâtardissement des autres peuples, l'abaissement du niveau racial des plus élevés, et la domination qu'il entend exercer enfin sur cette bouillie de races, en extirpant les intelligences propres à chaque peuple et en les remplaçant par les intelligences juives.

La fin du combat mondial du Judaïsme, ce sera la bolchevisation sanglante; c'est-à-dire, en vérité, la négation et l'anéantissement, dans tous les peuples, des classes intellectuelles supérieures, de sorte qu'il puisse devenir le maître d'une humanité désormais privée de chefs.

La sottise, la lâcheté et la perversité travaillent pour le Judaïsme. Ce sont les êtres ainsi abâtardis qui lui ouvrent les voies et le font pénétrer au cœur des peuples.

L'aboutissement de la domination juive, c'est le déclin de toute culture, et enfin le délire auquel s'abandonne le Juif lui-même; car il est le parasite des peuples, et sa victoire, c'est la mort de sa victime, et en même temps sa propre fin.

Après l'effondrement du monde antique, ce sont des peuples jeunes, qui n'étaient pas encore complètement pourris, peuples racialement plus instinctifs, qui se sont opposés au Juif, et qui lui ont barré le passage. Pour eux, le Juif était par définition l'étranger. Tous ses mensonges et ses ruses ne lui ont servi à rien sur ce point, pendant quinze cents ans.

C'est la féodalité et la monarchie qui ont modifié cet état de choses, et qui ont permis au Juif de se joindre au combat mené par une classe sociale opprimée, à laquelle il s'est promptement incorporé. Avec la Révolution française, il obtint la bourgeoisie égalité de droits. Ainsi s'est-il trouvé à même de se lancer à l'assaut de la puissance politique, à l'intérieur de chaque peuple.

Le xix^e siècle lui a donné une position dominante dans l'économie, par le rôle confié au capital, issu du prêt à intérêts. Par le truchement des actions, le Juif s'est approprié une grande part des forces de production, et à l'aide de la Bourse, il a fini lentement par diriger, non seulement l'économie publique, mais encore la vie politique. Il étaye cette domination en organisant l'abâtardissement intellectuel des peuples, à l'aide de la Franc-Maçonnerie, et de la presse qui en dépend. En ce nouveau venu qu'est le « quatrième état », le monde ouvrier, le Juif découvre une force qui pourrait lui permettre d'anéantir le règne intellectuel de la bourgeoisie, tout comme

la bourgeoisie avait été son instrument pour détruire la féodalité. La sottise bourgeoise, le crétinisme, l'amour de l'argent et la lâcheté travaillaient pour le Juif. Il fit de l'état d'ouvrier une classe spéciale, qu'il lança au combat contre l'intelligence nationale. Le marxisme est le père spirituel de la Révolution bolcheviste. C'est l'arme de la terreur, que le Juif manie sans ménagement ni scrupule.

Au tournant du siècle se situe la véritable conquête économique de l'Europe par le Juif. C'est pratiquement chose faite; et c'est maintenant le tour de la conquête politique. Cela signifie que les prochaines tentatives pour extirper l'esprit national prendront la forme d'une révolution.

Le désaccord des peuples européens, qui est dû pour beaucoup à leur besoin d'espace, et les conséquences qui en dérivent, voilà les circonstances que le Juif a utilisées à son profit, en préparant méthodiquement une guerre mondiale. Le but, c'était l'anéantissement de la Russie, essentiellement antisémite, ainsi que l'anéantissement de l'Empire allemand, qui était, dans son administration comme dans son armée, profondément opposé au Juif. Le but suivant, ce sera la destruction de toutes les dynasties auxquelles ne s'est pas substituée encore une démocratie dépendante du Juif et soumise à lui.

Cet objectif du Juif a été atteint, au moins en partie. Le Tsarisme et l'Empire allemand ont été abattus. A l'aide de la Révolution bolcheviste, avec des tortures et des cruautés inhumaines, la classe supérieure russe et l'Intelligentsia russe ont été assassinées et extirpées sans pitié. Finalement, ce combat sanglant, et la domination du Juif sur la Russie, se sont soldés, pour le peuple russe, par près de trente millions de morts. Quinze fois plus que la guerre mondiale n'a coûté à l'Allemagne. Après la victoire de la Révolution, le Judaïsme s'est hâté d'abolir toutes les règles de l'ordre, de la morale, des traditions, etc..., de supprimer le mariage, institution périmée, et de proclamer la liberté de l'accouplement, mesures qui ont pour but, par un abâtardissement sans limite, de créer une humanité inférieure, qui soit incapable par elle-même de se

diriger et qui ne puisse désormais plus empêcher le Juif de devenir l'élément intellectuel unique.

Jusqu'où les choses iront-elles et dans quelle mesure les forces de réaction naturelles pourront-elles s'opposer à la plus furieuse entreprise de destruction qui ait jamais été dirigée contre l'humanité? L'avenir nous l'apprendra.

Actuellement, le Juif s'efforce de faire subir le même sort aux États qui restent. Il est soutenu dans ses entreprises et dans ses efforts, et tout entier couvert, par les partis bourgeois-nationaux, par des groupements soi-disant nationaux et patriotiques, cependant que, troupes offensives du marxisme, apparaissent la démocratie et le Centre soi-disant chrétien.

La lutte la plus dure, sans merci, contre la victoire du Juif, c'est en Allemagne qu'elle se joue. C'est là que se trouve le Parti national-socialiste, le seul qui ait entrepris de combattre cette scandaleuse destruction de l'homme.

On assiste dans tous les pays d'Europe à un combat silencieux et véhément, même quand il y a connivence, pour conquérir la force politique.

Ce combat décisif, il se livre en Russie et en France. Favorisé par de multiples circonstances, le Juif a constitué une communauté d'intérêts avec le chauvinisme nationaliste français. La Bourse juive et les baïonnettes françaises se sont alliées.

Le combat est moins décisif en Angleterre. A l'invasion juive s'oppose toujours la vieille tradition britannique. Les instincts des Anglo-Saxons sont encore si vivants et si aigus, qu'on ne peut pas parler d'une victoire complète du Judaïsme, mais qu'au contraire il a été contraint, en partie, de conformer ses intérêts à ceux des Anglais.

Si le Juif triomphait en Angleterre, les intérêts britanniques seraient gravement compromis; comme les intérêts allemands en Allemagne, où ce sont des Juifs qui sont dominants. En revanche, si l'esprit anglais tient bon, la position de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne peut se modifier de nouveau.

Le combat du Juif pour sa domination aurait été pareille-

ment décisif en Italie. Mais, avec la victoire du fascisme, c'est le peuple italien qui a vaincu. Si le Juif se trouve contraint de s'accommoder du fascisme italien, il montre cependant en dehors de l'Italie ses véritables dispositions envers le fascisme. Mais depuis le jour mémorable où les légions fascistes marchèrent sur Rome, c'est l'intérêt national italien qui est devenu, pour le sort de l'Italie, essentiel et déterminant.

C'est pour cette raison qu'il n'y a pas d'autre État qui soit, plus que l'Italie, digne d'être l'allié de l'Allemagne. Par la sottise insondable et la profonde vulgarité de nos soi-disant « Populaires », nous sommes séparés du seul peuple dont le gouvernement soit national; on préférerait, sans doute, en tant que « véritables Allemands populaires », entrer avec les Juifs dans une coalition mondiale.

C'est un bonheur que ce temps de folie soit révolu en Allemagne, et qu'ainsi le concept même de « peuple allemand » se soit détaché de ces gens, aussi minables que méprisables. Ainsi finira-t-il par gagner la partie.

FIN

Table des matières

Préface du D ^r Bernard Plouvier	7
Préface d'Adolf Hitler	15
I. La guerre et la paix dans la lutte pour la vie	19
II. C'est la lutte et non l'économie qui assure la vie	29
III. La race, le combat, la force	43
IV. Critique de la politique extérieure et propositions	53
V. La politique du Parti national-socialiste allemand	63
VI. De l'unité du Reich à la politique de l'espace	67
VII. Les erreurs de la politique économique et des alliances du II ^e Reich	75
VIII. Nécessité de la puissance militaire. Les frontières de 1914 ne sont pas un but	101
IX. Ni politique de frontière, ni politique économique, ni paneuropéanisme	117
X. Pas de neutralité	139
XI. La situation politique allemande. Pas d'alliance avec la Russie	155
XII. Principes de la politique étrangère allemande	175
XIII. Les buts possibles	177

XIV. L'Allemagne et l'Angleterre	183
XV. L'Allemagne et l'Italie	
1	199
2	213
3	238
Conclusion	
1	247
2	249
3	251